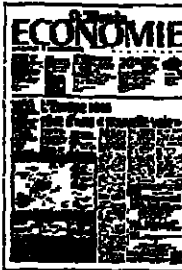


mondial menace  
à fusion SG-Paribas  
opérative des banques

# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ « Nouvelle voie »  
d'une Europe rose  
■ Emploi : 10 pages  
d'annonces classées



55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16826 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MARDI 2 MARS 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## ■ ENQUÊTE

### Des agricultures, des produits et des régions : notre tour de France

QUOI de commun entre les plaines à perte de vue de Picardie ou de Champagne, les exploitations familiales fruitières et légumières de la vallée de la Garonne, quelques aires de vignobles prestigieuses grignotées par l'urbanisation, la canne à sucre des DOM-TOM et les élevages industriels de porcs ou de volailles ? Pendant une semaine, au moment où se tient à Paris le Salon International de l'Agriculture, *Le Monde* fait le tour des régions où l'agriculture compte dans l'économie et la vie sociale. Cette série s'ouvre avec le maïs, pièce maîtresse du Sud-Ouest, et la pomme de terre, qui relève autant de l'industrie que de la culture.

Lire page 10 et nos autres informations page 7



## ■ Le Tibet interdit

Madeline Albright débute, lundi, une visite de deux jours à Pékin. Au Tibet, les Chinois ont entrepris de « réduire » les religieux qui soutiennent le dalaï-lama.

p. 5 et la suite de notre reportage p. 11

## ■ Les PS européens en congrès

Le congrès du Parti des socialistes européens, destiné à adopter un manifeste pour les élections du 13 juin, se réunit lundi et mardi à Milan dans un climat de tensions franco-allemandes.

p. 6 et 12

## ■ Délinquance financière

A Paris, Bordeaux, Aix-Marseille, Bastia, Lyon et Fort-de-France, six pôles économiques et financiers, constitués de magistrats spécialisés dans la lutte contre la corruption, vont voir le jour en mars.

p. 8

## ■ Mines interdites

Le traité interdisant, pour la première fois, l'utilisation, la production, le transfert et l'exportation des mines antipersonnel est entré en vigueur lundi 1<sup>er</sup> mars, malgré ses imperfections.

p. 3

## ■ La danse évolue

Un vaste mouvement de réflexion touche les centres chorégraphiques nationaux. Ils souhaitent s'ouvrir davantage sur l'extérieur.

p. 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Espagne, 165 Ptas ; France, 7,50 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 10 Gld ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 5 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 2,50 F ; Turquie, 12 Liras ; USA, 1 \$ ; Israël, 2 \$ ; Japon, 200 ¥.

M 0147 - 302 - 7,50 F



## L'argent fou menace le football

● Le sport le plus populaire est saisi par une spirale financière ● L'envolée des salaires met en péril l'équilibre économique et l'équité sportive ● L'entrée en Bourse de clubs européens instaure un football à deux vitesses ● Le risque de krach inquiète certains dirigeants

LES AUTORITÉS internationales du football s'inquiètent de la spirale inflationniste qui saisit, depuis quelques années, le sport le plus populaire de la planète. L'escalade des salaires, encouragée par l'augmentation des droits de retransmissions télévisées, met en péril l'équilibre économique des clubs. Au train où vont les choses - certaines rémunérations mensuelles des joueurs dépassent le million de francs après imposition -, seuls les clubs les plus riches pourront survivre.

Le secrétaire général de la Fédération internationale de football, le Suisse Michel Zen-Ruffinen, le directeur exécutif de la Ligue anglaise, Peter Leaver, et le directeur général de la Ligue nationale de football (LNF) française, Jacques Thébaud, ont, les premiers, alerté les milieux sportifs sur les conséquences d'une telle évolution. Chercheur en droit et économie du sport à l'université de Limoges, Jean-François Bourg dénonce une dérive ultra-libérale qui pourrait sommer le gas des championnats nationaux.

LE TERRAIN EST TRUFFÉ DE MINES ANTIPERSONNEL



Cette situation est en grande partie due aux conséquences de « l'arrêt Bosman » qui a ouvert le marché européen à la concurrence sauvage, et autorise tous les transferts de joueurs - y compris les plus jeunes, comme on l'a vu récemment - des clubs les moins riches vers les plus fortunés.

En refusant d'autoriser les clubs français à entrer en Bourse, la ministre française des sports, Marie-Géorgie Buffet, se bat pour conserver un semblant de réglementation dans ce qui risque de devenir à court terme une pure industrie du spectacle. Toutefois, si la ministre ne parvient pas à convaincre ses homologues européens, le football français risque de ne plus avoir les moyens financiers de figurer parmi les meilleures nations de la planète, quelques mois seulement après la retentissante victoire des Bleus en Coupe du monde.

Lire pages 22 et 23, nos autres informations pages 17 et 24 et notre éditorial page 14

## Israël riposte à la mort d'un général au Liban sud

LE PREMIER ministre israélien, Benjamin Netanyahu a convoqué, lundi 1<sup>er</sup> mars, le cabinet de sécurité en séance extraordinaire après la mort, la veille, d'un général de brigade, de deux autres militaires et d'un journaliste israéliens, causée par l'explosion d'une bombe dans la « zone de sécurité » de 850 km<sup>2</sup> que l'Etat hébreu occupe au Liban sud. C'est la première fois qu'un officier israélien de ce grade est tué au Liban. Cinq jours auparavant, trois officiers israéliens avaient trouvé la mort dans un accrochage au Liban sud. Le cabinet devait examiner la suite des « ripostes » à ces attaques du Hezbollah chiite libanais. Mais l'opinion israélienne doute de l'utilité du maintien d'une force armée dans la zone, tandis que la classe politique est divisée.

Lire page 2

## Le Japon lève le tabou de la « mort invisible »

TOKYO

de notre correspondant

La nouvelle « barre », en gros caractères, la première page de tous les journaux et la télévision lui a consacré des heures d'émission, ces deux derniers jours : le Japon est finalement entré dans l'ère des transplantations d'organes. Pour la première fois, depuis trente et un ans, un cœur et un foie ont été prélevés sur une femme d'une quarantaine d'années, déclarée, dimanche 28 février, en état de mort cérébrale, et greffés sur deux malades. Les deux reins et la cornée ont également été transplantés sur trois autres malades. La donneuse avait été hospitalisée, lundi 22 février, dans la ville de Kochi (île de Shikoku, sud-ouest de l'archipel) à la suite d'une hémorragie cérébrale. Elle avait déclaré, par écrit, souhaiter faire don de ses organes. Sa famille a respecté sa volonté.

Les transplantations d'organes ont été autorisées au Japon par une loi entrée en vigueur en octobre 1997 après trois décennies de controverses sur la définition de la mort. La première transplantation cardiaque, réalisée en 1968 par un médecin de Sapporo au

nord du Japon, avait suscité un tollé. Ce praticien, Juro Wada, avait été poursuivi en justice pour « négligence professionnelle ayant entraîné la mort ». Le procès dura dix ans. Bien que le chirurgien n'ait pas été condamné, ce précédent constituait une sévère dissuasion. En 1984, des chirurgiens de l'université de Tsukuba, près de Tokyo, qui récidivèrent, furent également poursuivis. Seules les greffes d'organes non vitaux, un rein par exemple, étaient autorisées jusqu'à la loi de 1997. Alors que 40 000 greffes du cœur et 60 000 greffes du foie ont été pratiquées à travers le monde, les Japonais ayant un besoin vital de ce type d'intervention devaient se rendre à l'étranger pour les subir. Ce fut le cas de 44 personnes pour des transplantations cardiaques et de 180 pour des greffes du foie. Or, actuellement, on estime à plus de 13 000 le nombre de Japonais en attente de greffes d'organes.

Plusieurs facteurs expliquent les réticences des Japonais à accepter l'idée de mort cérébrale baptisée par un commentateur la « mort invisible ». De vieilles croyances sur une phase transitoire entre la vie et la mort conduisent à vouloir préserver l'intégrité du corps du dé-

funt où l'âme est supposée demeurer quelque temps après le décès. Mais la raison plus fondamentale de ces résistances, soulignée par le quotidien *Yomiuri*, est la méfiance de l'opinion à l'égard du corps médical. Les craintes souvent exprimées que la notion de « mort cérébrale » puisse masquer des atteintes aux droits des malades, handicapés mentaux et défavorisés notamment, témoignent de cette méfiance.

Les premières transplantations légales d'organes essentiels, cœur et foie, au Japon marquent donc une évolution importante de la pratique de la médecine dans l'archipel. Le problème qui se pose aujourd'hui, et que mettent en relief plusieurs quotidiens dans leurs éditoriaux, est celui du respect de la vie privée des donneurs comme des receveurs et de la transparence de la procédure. Dès que la malade de Kochi a été hospitalisée, la presse a annoncé qu'elle était susceptible de devenir la première donneuse d'organes au Japon. Ce qui était évidemment prématuré et de nature à renforcer les préjugés.

Philippe Pons

Lire page 15

## Cuba : la fin de l'illusion

AVEC l'ouverture, lundi 1<sup>er</sup> mars, à La Havane, du procès du « groupe des quatre » dissidents poursuivis pour « sédition », le régime de Fidel Castro apparaît pour ce qu'il est : une dictature aux abois. Face à la crise économique, sociale et politique qui frappe l'île depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, les dirigeants cubains n'ont pas trouvé d'autre réponse que le durcissement de leur législation contre la contestation sociale (la délinquance), politique (les défenseurs des droits de l'homme) et civile (les journalistes indépendants).

Un an après la visite de Jean Paul II à Cuba, La Havane met fin à l'illusion qu'il entretenait à l'attention de la communauté internationale, impatiente de le voir respecter, enfin, les droits de l'homme. C'en est fini de la trêve qui prévalait à l'encontre de son opposition. Même une contestation modérée n'est plus tolérée.

D'une manière brutale, les autorités viennent de renforcer leur arsenal juridique contre l'opposition interne. Celle-ci se voit gratifiée d'une loi sur mesure. Ce dernier texte sanctionne « la collaboration directe ou par tiers interposés » avec des médias étrangers. Une peine qui peut aller jusqu'à vingt ans de prison et des amendes atteignant 100 000 pesos, soit environ 4 400 dollars (le salaire moyen est de 230 pesos à Cuba), punissent

ceux qui collaborent à des émissions de radio ou de télévision, des journaux, des revues et, plus généralement, tout moyen de communication qui « attente à la sécurité de l'Etat », selon le texte de la loi.

La Havane a présenté cette initiative comme une réponse aux mesures d'assouplissement de l'embargo décidées par Washington en 1998. Celles-ci visaient modestement à « apporter un soutien et à accroître le contact avec le peuple cubain » ; elles incluaient notamment la reprise de vols cargo directs pour transporter l'aide humanitaire et la possibilité pour les Américains, d'origine cubaine ou non, d'envoyer jusqu'à 300 dollars par trimestre à leur famille ou à leurs amis restés sur l'île. Ce n'était rien en soi, mais pour tenter de renverser un régime qui, depuis plus de quarante ans, a usé huit présidents des Etats-Unis.

La nouvelle législation cubaine n'a donc évidemment rien à voir avec la politique américaine envers Cuba et l'argumentation de La Havane, exposée par le président du Parlement cubain, Ricardo Alarcon, selon laquelle il « n'existe qu'une opposition à Cuba, les Etats-Unis », ne vaut que pour sa rhétorique.

Alain Abellard

Lire la suite page 14 et nos informations page 4

## Président élu du Nigeria



OLUSEGUN OBASANJO

LES NIGÉRIENS ont élu président, samedi 27 février, Olusegun Obasanjo, un général à la retraite qui avait déjà dirigé le pays, de 1976 à 1979. Porté à la tête de l'Etat par un putsch militaire, il avait volontairement restitué le pouvoir aux civils en 1979, une première en Afrique. L'actuel chef de l'Etat, Abdulsalam Abubakar, lui remettra le pouvoir le 29 mai.

Lire page 4

International	7	Aujourd'hui	21
France	6	Météorologie	25
Société	8	Jeux	25
Régions	10	Annuaire classés	26
Horaires	11	Culture	27
Entreprises	15	Guide culturel	28
Communication	17	Kiosque	30
Tableau de bord	18	Abonnements	30
Cartel	21	Radio-Télévision	31

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999

**PROCHE-ORIENT** Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a convoqué, lundi 1<sup>er</sup> mars, le cabinet de sécurité en séance extraordinaire pour examiner la suite

des « ripostes » israéliennes aux attaques du Hezbollah au Liban-sud. Dimanche, un général de brigade israélien, Erez Gerstein, a été tué ainsi que deux autres militaires

et un journaliste israélien, par l'explosion d'une bombe dans la « zone de sécurité » de 850 km<sup>2</sup> que l'Etat hébreu occupe au Liban-sud. ● L'ARMÉE israélienne a répli-

qué par une série de raids aériens et de bombardements à l'artillerie. ● MADEIRAINE ALBRIGHT, la secrétaire d'Etat américaine, a exprimé « sa vive inquiétude » et demandé

« aux deux parties de ne pas céder à l'escalade ». ● AU LIBAN-SUD, Tsahal est prise au piège d'une occupation qui lui coûte très cher en vies humaines.

# Vif regain de tension entre Israël et le Hezbollah au Liban-sud

Tsahal a répliqué par des raids aériens à la mort de quatre Israéliens, dont un général, dans l'explosion d'une bombe, dimanche 28 février. L'opinion israélienne doute de l'utilité du maintien d'une force armée dans la zone. Le Liban se tourne vers Washington pour faire cesser « les agressions »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La tension s'est brusquement aggravée à la frontière israélo-libanaise avec la mort, dimanche 28 février, peu avant midi, d'un général, de deux sous-officiers et d'un journaliste israélien, tués par une bombe déposée par la milice fondamentaliste chiite du Hezbollah, le long d'une route entre Marjayoun et Kaoukaba, dans la partie sud du Liban occupée par Israël.

Suivant une technique éprouvée qui a déjà fait de nombreuses victimes dans les rangs israéliens, l'engin, commandé à distance, a explosé au passage d'un convoi militaire qui comprenait la voiture du général Erez Gerstein, officiellement chargé de la liaison avec l'Armée du Liban sud (ALS), milice libanaise aux ordres d'Israël, et, en fait, son chef véritable. L'officier supérieur est mort sur le coup, en même temps que l'adjudant qui lui servait de chauffeur, un sergent de son état-major et un journaliste de la radio israélienne, Ilan Roey, qui avait pris place dans la voiture pour faire un reportage. Depuis 1982, année où un autre général était tombé lors d'un accrochage avec des combattants palestiniens, c'est la première fois qu'un officier israélien de ce grade est tué au Liban.

L'affaire a suscité une vive émotion en Israël où, flanqué du ministre de la défense, Moshe Arens, et du chef d'état-major de l'armée,



Shaul Mofaz, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a tenu dimanche soir une conférence de presse pour affirmer la détermination de son pays à répondre aux attaques du Hezbollah. De fait, dès l'après-midi, l'aviation israélienne a mené plusieurs raids contre des positions supposées du Hezbollah au Liban, dont un à Baalbek, où des locaux de la milice chiite ont été détruits par des missiles, et un autre au sud de Beyrouth. Ces actions ont été précédées d'intenses bombarde-

ments d'artillerie. Dans la soirée, deux roquettes de type Katioucha sont tombées sur le nord d'Israël, où la population s'est réfugiée dans les abris souterrains qu'elle occupe à droite regain de tension.

### DISSONANCES POLITIQUES

Accusé par M. Nétanyahou, le Hezbollah a démenti être à l'origine de ces tirs. Son chef, cheikh Hassan Nasrallah, s'est en revanche félicité « qu'un grand mythe [celui de l'invincibilité israélienne] s'est effondré

avec le corps décapité du général Gerstein », ce qui fera « grandir notre confiance en Dieu, en nous-mêmes, dans la voie du jihad et dans les capacités de la résistance à libérer notre terre et à tracer l'avenir ».

La mort du général Gerstein est survenue cinq jours après un autre accrochage au cours duquel trois officiers israéliens, dont le chef d'une prestigieuse unité de commandos parachutistes, ont perdu la vie (Le Monde du 24 février). Dimanche, une source militaire israélienne a assuré que l'attentat contre le général Gerstein était une sanglante coïncidence, ce dernier n'ayant décidé de se joindre au convoi visé qu'au dernier moment. Cette précision ne semble faite que pour désamorcer les soupçons de trahison que suscite chaque embuscade.

Car en dépit des moyens déployés et des précautions redoublées, le Hezbollah parvient toujours à pénétrer les lignes ennemies pour y déposer ses engins de plus en plus élaborés. Bien qu'aucun ne le dise officiellement, des responsables militaires israéliens sont désormais convaincus que des milliers de tirs, inquiets d'un futur retrait de Tsahal, aient changé d'allégeance et renseignent le Hezbollah.

Les représailles en cours ou à venir cachent en tout cas mal l'embaras d'Israël, qui désire tout à la fois ne pas se laisser entraîner dans une

escalade incontrôlable, et faire élargir d'une force qui se veut dissuasive, mais ne semble guère impressionner son ennemi, de plus en plus mobile, de plus en plus audacieux et, surtout, beaucoup plus motivé. Il en va tout autrement de l'opinion

viennent, au diapason de leurs collègues encore en activité, de se prononcer contre un retrait unilatéral du Liban, le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, s'est encore récemment déclaré en faveur d'une telle solution, seul moyen, se-

### Boudage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza

Pour la première fois depuis la mi-octobre 1998, les autorités israéliennes ont bouclé, samedi 27 février et jusqu'au mercredi 3 mars au moins, les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. D'après le ministre de la défense, Moshe Arens, ce bouclage est justifié par des « renseignements précis sur des projets d'attentats durant [le carnaval de] Pourim ». « Nous avons décidé d'être prudents », a déclaré le ministre à la radio officielle. M. Arens s'est félicité que des responsables palestiniens de la sécurité coopèrent avec Israël pour éviter de tels attentats. « J'ai le sentiment que l'Autorité palestinienne comprend dans une certaine mesure cette décision, car nous avons un bon niveau de coopération avec elle ces derniers temps », a-t-il ajouté. Le bouclage condamne au chômage quelque soixante mille ouvriers palestiniens employés légalement en Israël. Selon des responsables palestiniens, un bouclage même partiel de la Cisjordanie et de Gaza provoque une perte en salaires de 1,8 million d'euros par jour.

publique israélienne dont tous les sondages indiquent qu'elle ne croit guère à la nécessité de sa présence au Liban.

Le même scepticisme gagne les milieux politiques, divisés parfois de façon paradoxale, sur la politique à suivre. Alors que dans un bel élan d'unanimité militaire, le chef du Parti travailliste, Ehoud Barak, et le chef du Parti centriste, Itzhak Mordechai, tous deux anciens généraux,

lon lui, d'empêcher la Syrie d'utiliser la carte libanaise, lors de futures négociations sur l'avenir du Golan. Quant à M. Nétanyahou, qui a successivement endossé les deux positions, nul ne sait ce qu'est sa conviction d'aujourd'hui. La proximité des prochaines élections rend de toute façon improbable une quelconque initiative de fond sur la question.

Georges Marion

## Beyrouth demande l'intervention des Etats-Unis et de la France

LE PREMIER MINISTRE libanais, Selim Hoss, a demandé, dimanche 28 février, aux Etats-Unis et à la France d'intervenir pour faire cesser « les agressions israéliennes » contre le territoire libanais. « Le Liban est une nouvelle fois victime des agressions israéliennes contre des civils. C'est une violation de la souveraineté libanaise », a déclaré M. Hoss à l'AFP à la suite de la série de raids aériens et de bombardements à l'artillerie dirigés par l'armée israélienne contre des cibles au Liban.

Ces tirs étaient consécutifs à la mort du général de brigade israélien Erez Gerstein, tué, ainsi que deux autres militaires et un journaliste israélien, dans une opération du Hezbollah dans la « zone de sécurité » de 850 km<sup>2</sup> que l'Etat hébreu occupe au Liban sud.

De Pékin, où elle se trouve depuis samedi, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, « a envoyé un message par le biais des ambassades [des Etats-Unis à Beyrouth et Tel-Aviv], pour exprimer sa vive inquiétude et demander aux deux parties de pas céder à l'escalade », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Nous essayons de réunir le groupe de surveillance israélo-libanaise pour discuter de tous ces problèmes », a ajouté M. Rubin.

Ledit groupe, coprésidé par les Etats-Unis et la France, a été formé en 1996, pour surveiller la trêve consécutive à une opération militaire israélienne de grande envergure - nommée « Raisins de la colère » - lancée en avril de cette année-là contre le Liban.

A Washington, un porte-parole du Conseil national de sécurité a lui aussi ex-

horté Israël, le Liban et la Syrie à la modération. « Nous avons fait part aujourd'hui aux gouvernements d'Israël, du Liban et de la Syrie de notre préoccupation sur ce regain d'activités au Liban sud », a-t-il déclaré. « Nous encourageons Israël et toutes les autres parties à faire preuve de plus grande retenue ».

### DÉTERMINATION DU HEZBOLLAH

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a convoqué lundi le cabinet de sécurité en séance extraordinaire pour examiner la suite des « ripostes » israéliennes aux attaques du Hezbollah. Il devait s'entretenir auparavant avec les ministres de la défense, Moshe Arens, et des affaires étrangères, Ariel Sharon. Selon la radio militaire israélienne, le premier ministre n'a pas informé à l'avance les Etats-Unis de ces

raids, contrairement à ce qui se faisait dans le passé.

Parallèlement, l'aviation et l'artillerie israéliennes ont repris le pilonnage de cibles au Liban. Selon des témoins libanais, cités par l'agence Reuters, l'aviation avait frappé dimanche des cibles proches de Beyrouth et dans l'est du Liban, où les troupes syriennes sont concentrées. « Nous n'avons aucun intérêt à impliquer les Syriens [qui maintiennent quelque 35 000 soldats au pays du Cèdre] dans les combats au Liban », avait toutefois précisé dans l'après-midi M. Nétanyahou.

A Baalbek, près de la frontière syrienne, un hôtel abandonné utilisé par les combattants du Hezbollah aurait été touché par des tirs de roquette. L'aviation israélienne a également frappé des cibles à Naameh, à la

sortie sud de Beyrouth, et plusieurs missiles se sont abattus sur des installations présumées du groupe chiite dans le massif de l'Iklim el Toulah, au centre de la zone occupée par Israël.

Dans la banlieue sud, à majorité chiite, de Beyrouth, le Hezbollah, qui a revendiqué l'attentat anti-israélien, a fait vœu de continuer à se battre jusqu'au retrait total d'Israël. Des voitures ont parcouru le quartier faisant fonctionner leurs avertisseurs. Les passagers brandissaient le drapeau du groupe et faisaient le signe « V » de la victoire. Des appels ont été lancés à la population pour qu'elle soutienne le combat du Hezbollah, dont des membres récoltaient des dons, tandis que des sympathisants distribuaient des friandises aux passants. (AFP, Reuters.)

## L'armée israélienne est prise au piège de son occupation au pays du Cèdre

TSahal, l'armée israélienne, est prise dans un véritable piège au Liban-sud, où elle a perdu, en l'espace de cinq jours, six officiers, dont un général, Erez Gerstein,

### ANALYSE Une zone maîtresse pour l'Etat hébreu, le Liban et la Syrie

commandant de Tsahal pour cette région, où l'Etat hébreu occupe une bande de 850 km<sup>2</sup>, avec la collaboration d'une milice supplétive libanaise, l'Armée du Liban-sud (ALS). Israël est pris dans un dilemme dont les deux termes sont lourds de risques : rester au Liban et payer un prix onéreux (37 morts en 1997 et 24 en 1998, sans compter les blessés) ; ou partir, mais comment ne pas avoir l'air de perdre la face et avec quelles garanties de sécurité pour sa frontière nord et les villes et villages de Haute Galilée ? C'est au nom de cette sécurité que l'Etat hébreu a justifié jusqu'ici sa présence dans la partie méridionale du pays du Cèdre.

C'est le Hezbollah chiite libanais qui a posé l'engin commandé à distance dans lequel le général Gerstein a trouvé la mort. C'était déjà le Hezbollah qui, le 23 février, avait tendu une embuscade à une patrouille israélienne faisant trois morts. C'est enfin cette même milice chiite, qui est à l'origine de la

quasi-totalité des attaques anti-israéliennes dans la zone occupée. C'est donc peu dire que d'affirmer que le Hezbollah, qui bénéficie du soutien moral de la majorité des Libanais, communauté chrétienne incluse, est le véritable maître du jeu au Liban. Même s'il est vrai qu'une partie de cette formation est contrôlée par la Syrie et une autre par l'Iran, le Hezbollah, ou une partie du mouvement, n'en bénéficie pas moins d'une certaine autonomie.

### UNE CARTE POUR LE GOLAN

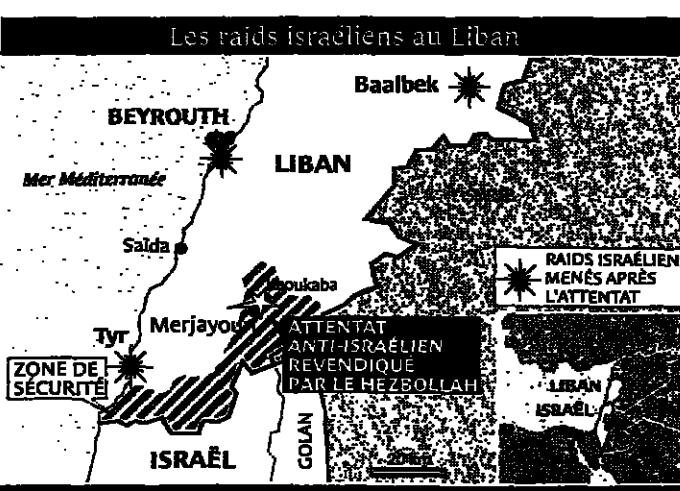
Le Liban-sud est aussi un casse-tête pour l'Etat libanais. Les représailles israéliennes qu'entraînent les opérations du Hezbollah lui coûtent cher en vies humaines, en dégâts matériels et provoquent une instabilité certaine. A supposer qu'il en ait les moyens, le gouvernement ne pourrait pour autant arrêter les actions hezbollahiennes, parce que sauf à encourir un discrédit, il ne peut réprimer un mouvement de résistance à l'occupant. Quant à la Syrie, elle tient, dans la mini-guerre que livre le Hezbollah à Israël une carte maîtresse dans son face-à-face avec l'Etat hébreu à propos du Golan syrien occupé.

Israël a tout essayé pour venir à bout du harcèlement du Hezbollah. En vain, jusqu'à maintenant. Les raids quasi-quotidiens de l'aviation et de l'artillerie, n'ont pas empêché cette milice, galvanisée par ses succès et jouissant d'une très grande mobilité, de parvenir à ses fins.

L'enlèvement, en mai 1994, dans un village de la plaine de la Békaa, à l'est du Liban, de l'un des responsables du parti de Dieu, Moustapha Dirani, par un commando israélien, n'a pas eu d'effet dissuasif, pas davantage que deux opérations militaires de grande envergure, libellées « Justice rendue » et « Raisins de la colère », conduites respectivement en 1993 et 1996 et qui se sont soldées par des « arrangements » pour des cessez-le-feu toujours provisoires.

Cela fait vingt ans qu'Israël occupe ce qu'il appelle la « zone de sécurité » qu'il s'est taillé à l'extrémité sud du Liban. L'actuel premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, comme tous ses prédécesseurs, affirme n'avoir aucune visée territoriale sur le pays du Cèdre et que l'occupation a pour seul et unique but de protéger les populations du nord d'Israël, des tirs de mortiers déchaînés à partir du territoire libanais.

Parce qu'un éventuel retrait du Liban n'était plus un sujet tabou en Israël, notamment depuis l'opération « Raisins de la colère » de 1996 - qui fut un fiasco total pour l'armée israélienne dont l'image fut notamment ternie par la mort de 172 civils libanais -, le gouvernement israélien a officiellement annoncé, en mars 1998, qu'il acceptait la résolution 425, adoptée vingt ans plus tôt par le Conseil de sécurité des Nations unies. Celle-ci exige d'Israël de retirer « sans délai » ses forces de tout le territoire libanais



où elles avaient lancé une opération de grande envergure consécutivement à une action de commando palestinienne.

Mais l'Etat hébreu, qui cherchait à donner des gages de ses bonnes intentions en matière de paix au moment où ses pourparlers avec les Palestiniens s'enlisaient dangereusement et où la perspective d'une reprise des négociations avec la Syrie était égale à zéro, assortissait sa acceptation de conditions : il demandait essentiellement de négocier les modalités du retrait lors de pourparlers directs avec le gouvernement libanais. Fort d'une autre résolution du Conseil de sécurité, la résolution 426, laquelle dispose que c'est avec le secrétaire général de l'ONU, et non entre

elles, que les parties libanaise et israélienne doivent « mettre au point les arrangements » pour un retrait de Tsahal, Beyrouth a opposé une fin de non-recevoir à la proposition israélienne.

Le Liban savait avoir affaire à partie forte et craignait d'être entraîné dans des négociations, au cours desquelles Israël lui imposerait des conditions inacceptables pour sa souveraineté et la conclusion d'un traité de paix séparé. Ayant toujours été soupçonné, dans le passé, de faire peu de cas de la solidarité arabe et d'être tenté par des arrangements séparés avec Israël - le souvenir amer du traité signé avec l'Etat hébreu en mai 1983 et mis en échec par la Syrie est là pour le rappeler -, le Li-

ban veut continuer à s'adosser à Damas, quitte à être éventuellement le dernier à faire la paix avec son voisin du sud.

Aussi Beyrouth demande-t-il l'application, au pied de la lettre des résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité, se portant garant de la sécurité à l'intérieur de ses frontières et du respect de l'étrangeté de ces dernières. Le Hezbollah n'a jamais clairement dit s'il cesserait ses actions anti-israéliennes si l'armée israélienne se retirait. L'arrêt de ces opérations semble une certitude si le repli de Tsahal s'opère dans le cadre d'une mise en œuvre progressive d'une paix avec Israël à laquelle la Syrie serait partie prenante. Il pourrait être plus aléatoire si Israël décidait brusquement de retirer son armée privant ainsi Damas d'une carte au Liban.

Officiellement, Damas exige le respect par Israël de la résolution 425 du Conseil de sécurité. En réalité, un retrait soudain et inconditionnel de l'armée israélienne, placerait la Syrie dans une situation délicate. La présence de ses 35 000 soldats au Liban n'aurait plus de raison d'être, en vertu de l'accord dit de Taef (du nom de la ville d'Arabie saoudite où il a été signé en 1989), qui prévoit le retrait de toutes les forces étrangères du Liban. La Syrie perdrait aussi l'un de ses moyens de pression dans ses négociations avec l'Etat hébreu.

Mouna Naïm



« aux deux parties de ne pas l'escalader ». • AU LIBAN SUD, Tsahal est prise au piège d'une occupation qui lui coûte très cher en vies humaines.

## Liban-sud

bombe, dimanche 28 février.  
pour faire cesser « les agressions »

Le 28 février, à 14 heures, une bombe a explosé dans le sud du Liban, tuant au moins six personnes et en blessant une dizaine. L'attaque a été revendiquée par le mouvement Hezbollah. Les forces israéliennes ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'information sur l'auteur de l'attaque.

## la Cisjordanie et de la bande de Gaza

Re fois depuis la mi-octobre 1998, les autorités israéliennes ont lancé une opération militaire dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Cette fois, c'est à la fin de la semaine dernière que les forces de Tsahal ont lancé une offensive contre des militants de la résistance. Les responsables israéliens ont déclaré que l'opération avait pour but de faire cesser les agressions et de protéger les civils.

Les forces israéliennes ont lancé une opération militaire dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Cette fois, c'est à la fin de la semaine dernière que les forces de Tsahal ont lancé une offensive contre des militants de la résistance. Les responsables israéliens ont déclaré que l'opération avait pour but de faire cesser les agressions et de protéger les civils.

Les forces israéliennes ont lancé une opération militaire dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Cette fois, c'est à la fin de la semaine dernière que les forces de Tsahal ont lancé une offensive contre des militants de la résistance. Les responsables israéliens ont déclaré que l'opération avait pour but de faire cesser les agressions et de protéger les civils.

## du Cèdre

Les forces israéliennes ont lancé une opération militaire dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Cette fois, c'est à la fin de la semaine dernière que les forces de Tsahal ont lancé une offensive contre des militants de la résistance. Les responsables israéliens ont déclaré que l'opération avait pour but de faire cesser les agressions et de protéger les civils.

Vaclav Havel, président de la République tchèque

## « Il y a des valeurs plus élevées que les frontières d'un Etat »

PRAGUE  
de notre correspondant  
« Votre visite officielle à Paris, du 2 au 4 mars, intervient quelques jours avant une date importante pour la République tchèque, celle, le 12 mars, de son adhésion officielle à l'OTAN. Que ressentez-vous à l'approche de ce jour, vous qui avez été à l'origine de ce processus ?

« C'est un moment extrêmement important pour notre pays, qui, pour la première fois de toute son histoire, va disposer de solides garanties de sécurité. Ceci est très important pour notre pays, qui se situe au centre même de l'Europe, au croisement d'influences spirituelles et culturelles, de différents intérêts géopolitiques. C'est aussi pourquoi je suis heureux de vivre ce moment, moi qui ai été à l'origine de la dissolution du pacte de Varsovie. Je l'ai moi-même proclamé dissous, ici, à Prague, puisque la Tchécoslovaquie en assurait alors la présidence.

« Il semble néanmoins que vos concitoyens rejoignent l'OTAN à reculons. Selon les sondages, à peine la moitié de la population y est favorable. Pourquoi ce manque d'enthousiasme ?

« Si le nombre de gens en faveur de l'adhésion à l'OTAN est relativement faible, cela ne signifie pas qu'une opposition viscérale à l'OTAN sommeille dans la société. Bien sûr, une partie de la population a des préjugés qu'on lui a inculqués pendant plusieurs décennies. L'OTAN était représentée comme le diable et l'instrument de l'impérialisme. Mais je pense qu'il faut chercher les raisons dans un certain provincialisme, un certain isolationisme, une certaine égoïsmé, des attitudes qui ont malheureusement aussi leur tradition dans notre histoire moderne.

« Aujourd'hui, les gens ne se rendent pas compte de l'importance de notre adhésion à l'OTAN ni de notre responsabilité pour ce qui se passe en Europe. Ils ne comprennent pas que si quelqu'un est prêt à venir les défendre, ils doivent aussi aider les autres. Notre pays est prêt, il remplit les conditions nécessaires, mais il est vrai que l'élan, l'enthousiasme suscités par l'adhésion à l'OTAN, ne sont pas aussi grands qu'en Pologne, un pays qui a fait d'énormes sacrifices au cours de son histoire moderne pour exister.

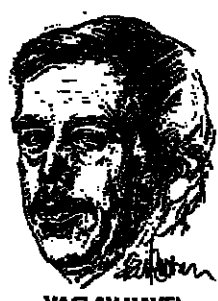
« L'OTAN doit être ouverte, avec l'ambition de devenir une alliance défensive de toute l'Europe »

« Vous participerez, en avril, à la conférence de Washington, où doit être débattue la future conception de l'OTAN. D'après vous, quelle évolution doit-elle connaître ? Doit-elle continuer à s'élargir et à quel rythme ?

« Incontestablement, les portes de l'OTAN doivent rester ouvertes à d'autres pays européens. Il n'est peut-être pas si important de savoir en quelle année entrera tel ou tel pays. Mais l'OTAN doit être ouverte, avec l'ambition de devenir une alliance défensive de toute l'Europe. La nouvelle conception stratégique de l'OTAN doit prendre en compte les nouvelles formes de menaces, différentes de celles qui existaient lors de sa création.

« Est-ce que vous estimez nécessaire, comme la France, de promouvoir un pilier européen de défense plus indépendant des Etats-Unis ?

« Je pense que les Américains ne peuvent pas tirer indéfiniment les marrons du feu à la place des Européens. Je suis en faveur du renforcement du pilier européen au sein de l'OTAN et de la politique de défense commune de l'Union européenne. Mais j'ajoute que les



VACLAV HAVEL

Etats européens devraient tout d'abord parvenir à s'entendre. Souvent, lorsque les Européens devraient se mettre d'accord, ils n'y parviennent pas, et c'est seulement quand le grand frère américain arrive que l'on trouve un quelconque consensus.

« La communauté internationale estime les frontières dans les Balkans intangibles. Peut-on imposer par une forte présence militaire internationale une société civile et multiculturelle aux peuples de Bosnie, du Kosovo... ?

« Je ne pense pas qu'en intervenant militairement, on puisse imposer une société civile. Mais on peut, au moins, tenir en respect les dictateurs, les chauvinistes, les gouvernements autoritaires. On peut obtenir un cessez-le-feu pour, qu'au moins, les armes soient rangées au placard. Ainsi, on permet aux gens d'écrire et de discuter librement, d'être démocratiquement des représentants pour former, éventuellement, les structures d'une société civile.

« Il y a des valeurs plus élevées que les frontières d'un Etat. Si dans la paix et la tranquillité, une partie d'un pays souhaite acquiescer l'autonomie, l'indépendance ou vivre dans un autre Etat, il faut en tenir compte. C'est la moindre des choses. Je ne dis pas que chaque village qui a l'idée de devenir autonome doit être satisfait, sinon l'ordre mondial s'écroulerait. Ce n'est pas réalisable. Mais il faut tenir compte de la volonté des citoyens.

« Dans le cas du Kosovo, croyez-vous que la communauté internationale, et en particulier l'Europe, a réagi trop tard ?

« J'ai l'impression que l'Europe aurait dû s'y intéresser plus tôt. Je ne suis pas un spécialiste des Balkans mais je sais, depuis vingt ans, que la situation évoluait vers l'explosion. Les Etats démocratiques et les institutions européennes disposent de milliers de professionnels, diplomates, analystes. Comment se fait-il qu'ils ne le savaient pas, qu'ils n'ont pas averti à temps les dirigeants politiques que tôt ou tard cela allait exploser ?

« Il était sûrement possible d'agir avant. Néanmoins, il n'est pas trop tard. La conférence de Rambouillet est une bonne chose même si rien n'est encore gagné.

« Les négociations peuvent conduire à un accord, mais il sera intérimaire. Il permettra, au mieux, la présence des forces de paix, qui est indispensable, car sinon ils continueront à se tirer dessus. C'est seulement lorsqu'il y aura un cessez-le-feu qu'il sera possible de négocier au sujet de l'avenir. Ces négociations pourrout alors ne plus être provisoires, mais conduire à un début de solution acceptable. La conférence de Rambouillet est un premier pas. Ce serait une erreur de penser qu'elle peut suffire. Il est possible que, si elle échoue, les forces de l'OTAN bombardent des cibles en Serbie, ce qui aura un effet dissuasif. Ces bombardements manifesteront la volonté de l'Europe d'obtenir la paix au Kosovo et indiqueront qu'elle ne menace pas à l'infini sans passer à l'action.

« Il est nécessaire que les parties en conflit s'assoient à une même table et trouvent des solutions. Nous avons connu cela en 1989 dans nos pays, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Autour des tables rondes étaient assis des gens dont personne n'aurait parié qu'ils pourraient s'entendre. Pourtant, les conditions les ont contraints à se mettre d'accord. »

Propos recueillis par  
Martin Pichka

## Entrée en vigueur du traité d'interdiction des mines antipersonnel

Plusieurs pays signataires ne respectent pas leurs engagements

Signé par cent trente-trois pays et ratifié, à ce jour, par soixante-cinq d'entre eux, le traité interdisant les mines antipersonnel (MAP), élaboré lors de la

conférence internationale d'Ottawa en décembre 1997, est entré en vigueur, lundi 1<sup>er</sup> mars, malgré ses imperfections. Certains pays produ-

teurs ne sont toujours pas signataires. On estime, il y a deux ans, qu'entre 70 et 100 millions de mines étaient disséminées sur la planète.

LE TRAITÉ interdit, pour la première fois, autant l'utilisation, la production, le transfert que l'exportation de ces mines, sans établir de distinction, à la différence des textes précédents, entre les MAP « classiques » (celles qui demeurent actives tant qu'elles ne sont pas accidentellement déclenchées par leurs victimes) et les mines programmées (qui, au bout d'un certain temps, sont censées s'auto-neutraliser).

Mais le traité comporte peu de moyens de vérification fiables de la destruction des MAP, puisque les mécanismes prévus reposent sur la bonne volonté des Etats impliqués.

Les organisations non gouvernementales (ONG) considèrent qu'il y avait entre 70 et 100 millions de MAP disséminées sur la planète au moment où s'est réunie la conférence d'Ottawa, véritable coup d'envoi, après celle de Vienne en 1995, du traité d'interdiction.

D'autres difficultés restent à surmonter. Une soixantaine de pays ne sont pas signataires, à commencer par des Etats producteurs tels que les Etats-Unis, la Russie, la

Chine, l'Inde, l'Irak, l'Iran, les deux Corées, l'Ukraine, le Vietnam, la Yougoslavie, la Syrie, la Turquie ou Israël. Depuis, certains de ces Etats ont nuancé leur position. Par exemple, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils pourraient signer en 2006, une fois résolu le problème de la sécurité de leurs troupes déployées sur des théâtres d'opérations extérieures, principalement à la frontière entre les deux Corées. Ainsi, la Russie a arrêté la production de mines à effet de souffle, qui sont singulièrement dévastatrices. De même, Israël n'exporte plus de MAP et l'Ukraine s'est engagée à commencer à détruire ses stocks.

En France, le ministère de la défense a précisé que 706 000 mines ont été détruites en 1998 par trois sociétés (Sotradex, Afidex et Formetal) et que les armées en avaient neutralisé 50 000 autres, soit quasiment, au total, la moitié des stocks. Le reste le sera bien avant la date limite fixée par le traité, à savoir mars 2003. En revanche, la France conservera un stock de 5 000 MAP, conformément à la convention internationale, qui le

prévoit, pour la formation et l'entraînement de ses propres démineurs.

Elle a envoyé ses équipes de démineurs dans une vingtaine de pays depuis 1978 et, pour 1997, elle a contribué, à raison de 68 millions de francs, à financer un programme européen de déminage humanitaire avec, notamment, l'expertise de l'Ecole supérieure d'application du Génie d'Angers.

DISSEMINATIONS CLANDESTINES  
Depuis la signature du traité, on estime à 10 ou 11 millions le nombre des MAP détruites, soit un peu plus de 10 % des stocks supposés dans le monde. Ce qui montre qu'il reste encore beaucoup à faire si, d'ici là, de surcroît, il n'était pas procédé, par des pays ou par des formations militaires mal encadrées, à de nouvelles disséminations clandestines.

En effet, les ONG, en particulier Handicap International, qui a reçu le prix Nobel de la paix 1997 pour sa campagne internationale en faveur de l'interdiction des MAP ont noté la persistance de nombreuses

anomalies et ont dressé un état « contrasté » de l'application du traité. Ainsi, les armées angolaises - Luanda est pourtant signataire - ont été vues posant des mines autour de capitales provinciales. Les Palestiniens ont découvert des MAP dans les territoires rendus par Israël, qui, n'ayant pas signé le traité, n'a donc pas dépollué la zone. Dans la guerre civile où elle est plongée, la Guinée-Bissau, signataire, a vu ses stocks pillés par les protagonistes. L'Albanie, Etat signataire lui aussi, a miné ses propres dépôts de mines.

Au Kosovo, en Abkhazie, en Tchétchénie et en Géorgie, les MAP ont tué et continuent de faire de nombreux blessés. Enfin, au Brésil, en Colombie et en Bolivie, les « barons de la drogue » ont miné leurs champs de pavot et, en Amérique centrale, le passage de l'ouragan Mitch a permis de découvrir, dans les régions dévastées, pas moins de 70 000 mines - déplacées - qui ont blessé des survivants.

Jacques Isnard

## Voyagez en Club Europe et British Airways vous offre\* un aller-retour pour New York en Concorde.

(Cette offre supersonique risque de s'envoler aussi vite que le Concorde).

Effectuez 4 allers-retours en Club Europe en mars ou avril et nous vous offrons\* 1 aller-retour pour New York en Concorde utilisable entre le 1<sup>er</sup> mai 1999 et le 31 mars 2000. De plus, vous profiterez d'un vol aller-retour offert\* en Club Europe jusqu'à Londres d'où vous décollerez pour vivre l'expérience unique d'un vol supersonique. Cette offre est réservée aux membres de l'Executive Club de British Airways. Si vous n'en faites pas encore partie, il vous suffira d'en faire la demande lors de votre prochaine réservation en Club Europe. Cette offre supersonique limitée à 400 billets risque de s'envoler aussi vite que le Concorde, alors n'attendez pas.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ou l'Executive Club au 0 836 690 747 (2,23 F/mn) ou tapez le 36 16 Executive Club (1,29 F/mn).

\*Les taxes d'aéroport afférentes au billet offert ne sont pas comprises (voir 310 F en date du 16-02-99). Offre soumise à des conditions particulières d'utilisation.

BRITISH AIRWAYS  
La compagnie que le monde préfère

## L'ancien général Olusegun Obasanjo remporte l'élection présidentielle au Nigeria

Les observateurs étrangers ont relevé d'importantes « irrégularités » dans les opérations de vote

Les Nigériens ont choisi le général à la retraite Olusegun Obasanjo comme président, en votant massivement pour lui samedi 27 février. La

commission nationale électorale devait annoncer, lundi à la mi-journée, le résultat d'un scrutin qualifié de « farce » par l'autre candidat,

Olu Falae. Les observateurs étrangers, américains et européens, ont relevé « de grosses irrégularités » dans les opérations de vote.

### LAGOS

de notre envoyé spécial  
Dans la capitale économique du Nigeria, une mégapole de 10 millions d'habitants, on n'a pas voté pour Olusegun Obasanjo, samedi 27 février. La majorité des électeurs a choisi le rival du général à la retraite, l'ancien ministre des finances, Olu Falae. Et ce, pour une raison très simple : « Nous ne voulons plus des militaires », expliquait-on à la sortie des bureaux de vote.

Le reste du pays n'a pas suivi les Yoroubas du Sud-Ouest et a donné une confortable majorité au général Obasanjo. L'accusation de n'être qu'un nouveau dictateur en agbada (le costume traditionnel yorouba) ne disparaîtra pas avec la victoire électorale du général. C'est à partir du 29 mai, date de la remise du pouvoir au président élu par l'actuel dirigeant militaire, le général Abdulsalam Abubakar, que l'on mesurera le degré d'indépendance d'Obasanjo par rapport aux officiers supérieurs nigériens qui dirigent le pays depuis 1983.

Le général Olusegun Obasanjo se distingue par de nombreux aspects des dictateurs qui se sont succédé à la tête du Nigeria. Il est originaire du Sud-Ouest, d'ethnie yorouba, de confession chrétienne, au contraire des nordistes, Peuls ou Haoussas musulmans, comme Ibrahim Babangida ou Sanj Abacha, l'avant-dernier président nigérien, dont la mort subite, le 8 juin 1998, a déclenché le processus de

démocratisation qui se terminera le 29 mai. D'autre part, s'il a déjà exercé les plus hautes fonctions, il les a abandonnées de son plein gré, au contraire de ses prédécesseurs et successeurs. Arrivé au pouvoir en 1976 après l'assassinat de Murtala Muhammad, lui-même devenu président à la faveur d'un putsch, Olusegun Obasanjo a mené à son terme le processus de démocratisation initié par son prédécesseur, remettant, en 1979, le pouvoir à un civil élu, Shehu Shagari, une première en Afrique.

Si ses pairs avaient porté le général Obasanjo aux plus hautes fonctions, c'est que sa carrière militaire avait permis à ce Sudiste de s'affirmer comme l'égal de ses collègues du Nord. Formé en Inde et en Grande-Bretagne, le général Obasanjo avait pris le commandement de la 3<sup>e</sup> division de commandos de marine pendant la guerre du Biafra. C'est à ce titre qu'il reçut, en 1970, la reddition des sécessionnistes ibos.

Après avoir quitté la présidence, le général Obasanjo s'était retiré dans sa ferme d'Ota, à une centaine de kilomètres de Lagos, tout en s'affirmant comme un sage africain lors de missions de médiation ou dans le cadre de projets humanitaires. Après l'annulation de l'élection présidentielle de 1993, qui avait vu la victoire du milliardaire yorouba Moshood Abiola, Olusegun Obasanjo s'était opposé au régime du général Abacha, de manière assez vigoureuse pour que celui-ci le fasse emprisonner

en avril 1995, en l'accusant d'une tentative de coup d'Etat. Condamné à 25 ans de prison, l'ancien président a survécu à son geôlier, au contraire de son ancien vice-président, Shehu Musa Yar'adua, condamné en même temps que lui et mort en détention.

Ce parcours sans faute a valu à Olusegun Obasanjo de solides amitiés, à commencer par celles des chefs d'Etat au pouvoir en même temps que lui, comme l'Américain Jimmy Carter. Ce prestige est encore renforcé par la prospérité que connaît le Nigeria à la fin des années 70. Le baril de pétrole valait alors 40 dollars et le naira, la monnaie nationale, environ 10 francs. Aujourd'hui, le baril est à 10 dollars et le naira s'échange à 6 centimes...

### UN SOUTIEN GÉNÉRAL

Le général Obasanjo a promis de « rendre sa grandeur au Nigeria ». Mais ses critiques affirment qu'il a été l'un des artisans du déclin du pays. Son passage au pouvoir a été marqué par des atteintes aux droits de l'homme et par des dépenses somptuaires. Les Yoroubas, en particulier, ont accumulé à son encontre une multitude de griefs dus à son attitude lors de la présidentielle de 1979, qui le vit soutenir un candidat nordiste contre le candidat yorouba, et à ses ambiguïtés lors de l'annulation de l'élection de Moshood Abiola.

Ces soupçons ont été renforcés par la manière dont a été conduite la campagne d'Olusegun Obasanjo. Il pris le contrôle du Parti dé-

mocratique du peuple (PDP) à la hussarde, offrant, le jour de son adhésion, 130 millions de nairas à sa nouvelle formation. Depuis le début de la campagne, la presse de Lagos, hostile au général, l'a accusé d'être financé par Ibrahim Babangida, un autre général à la retraite, président de 1985 à 1993, et considéré comme l'un des principaux responsables du pillage des caisses de l'Etat par les militaires. Au fil des semaines, « l'IBB » comme le surnommaient les Nigériens, s'est fait de moins en moins discret dans son appui à Olusegun Obasanjo, un soutien gênant pour celui qui se présente comme un « Moosier propre ». Cette aspiration à l'incorruptibilité a été aussi entachée par les fraudes qui ont marqué les quatre scrutins tenus depuis décembre 1998 : dans la région du delta, le PDP a organisé le bourrage des urnes et l'intimidation des électeurs.

Le général Obasanjo a promis la transparence, un redéploiement des ressources de l'Etat vers la santé, l'éducation et l'agriculture. Il s'est engagé à rapatrier les troupes nigériennes de Sierra Leone, où elles sont engagées dans un conflit impopulaire. Certains de ses engagements vont à l'encontre des intérêts de l'oligarchie militaire. On verra à l'empiètement que mettra le président élu à les tenir qui est le véritable Olusegun Obasanjo : un général en treillis ou un sage en agbada.

Thomas Sotinel

## L'Ethiopie a remporté une victoire décisive sur l'Erythrée

Asmara accepte le plan de paix de l'OUA

### ASMARA

de notre envoyé spécial  
La bataille de Badme, qui s'est déroulée du 23 au 27 février le long des 60 kilomètres du front de Mereb-Setit, a été la plus féroce qu'aient connue l'Ethiopie et l'Erythrée en neuf mois de guerre. Des dizaines de milliers de soldats des deux camps seraient tombés, auraient été blessés ou capturés. Et cette bataille a tout l'air d'être décisive : l'Ethiopie a reconquis la plaine perdue en 1998 et l'Erythrée vient d'accepter le plan de paix de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

L'Ethiopie affirme avoir « capturé, tué et blessé des dizaines de milliers de soldats ennemis » ; l'Erythrée annonce avoir tué 9 000 et blessé 12 000 combattants éthiopiens. S'il fut possible d'accéder clandestinement et brièvement à la région de Badme, dimanche 28 février, ce fut uniquement pour constater que l'armée érythréenne consolidait de nouvelles positions au nord de la plaine revendiquée par les deux pays, et que 500 hommes arrivaient en renfort par camions. Des pièces d'artillerie étaient installées au bord de la route, canons pointés vers le sud, tandis que des véhicules et des postes de ravitaillement étaient camouflés sous les rares arbres de ces montagnes arides.

Dans un village déserté, des cases achevaient de se consumer, frappées par des obus de mortier. Des colonnes de soldats marchaient vers les lignes arrière. Deux jeunes combattants dissimulaient mal leur peur : « A Badme, il y a encore des combats. C'est très dangereux ». Pourtant, et même si les tranchées de la plaine caillouteuse sont jonchées de cadavres, l'armée érythréenne n'aurait pas le spectacle de la débâcle. Le retrait de Badme paraissait s'effectuer dans une relative sérénité, en dépit de la « monumentale et humiliante défaite » célébrée dans la communauté d'Addis-Abeba.

L'Ethiopie a revendiqué une « victoire totale » sur le front de Badme, annonçant la fin de l'opération « Coucher du soleil ». Addis-Abeba avait baptisé ainsi son offensive en ironisant sur une déclaration du président érythréen, Issaias Afewerki, qui, pour justifier l'annexion de l'opposition d'Asmara au plan de paix de l'OUA, avait affirmé que « se retirer de Badme [semblerait] aussi invraisemblable que si le soleil ne se levait plus ».

L'Erythrée, tout en reconnaissant la victoire éthiopienne, tentait de sauver les apparences, insistant à la fois sur un retrait si bien organisé qu'il aurait économisé des vies humaines et du matériel militaire, et sur le prix considérable qu'aurait payé l'Ethiopie pour s'assurer le contrôle de la plaine. « Il y a tellement de cadavres sur le front !... commentait un conseiller du président Afewerki. Les Ethiopiens ont

attaqué par vagues successives et ont perdu beaucoup d'hommes. Nous aussi, c'est vrai ».

Tandis que l'Ethiopie célébrait la fin de la bataille, Asmara hésitait entre fureur et abattement. « Pourquoi avoir tenu tête neuf mois, acheté ces armes modernes et sacrifié ces vies si c'est pour céder au premier revers ? », s'interrogeait une femme. « Les Tigriens sont des animaux sauvages. Il faut continuer à les combattre », enchaînait un vieil homme. Les Tigriens, au pouvoir à Addis-Abeba et dont la région d'origine borde l'Erythrée, sont accusés par Asmara d'avoir des velléités expansionnistes. Un reproche identique est adressé aux Erythréens par les Tigriens. « Perdre une bataille ne signifie pas la fin de la guerre, poursuivait cet homme. Alors pourquoi s'incliner devant le plan humiliant de l'OUA ? »

Après cinq jours de combats et plusieurs dizaines de milliers de morts dans les deux camps, l'Ethiopie a reconquis la plaine de Badme, perdue en 1998

L'accord proposé en novembre par l'Organisation africaine, immédiatement accepté par l'Ethiopie et désormais par l'Erythrée, prévoit « le rétablissement de l'administration éthiopienne présente avant l'occupation érythréenne de Badme », « le déploiement d'une force de paix sur les 1 000 kilomètres de frontière commune », « la délimitation de la zone de Badme », « la délimitation dans les six mois et sous supervision de l'ONU de la frontière des deux pays ». Il fallait à l'époque obtenir le départ des soldats érythréens : il faudra désormais convaincre les Ethiopiens de retirer leur armée des 390 km<sup>2</sup> contestés qui furent à l'origine de la guerre. Il n'est pas encore évident que l'Erythrée, une fois passée l'émotion de la défaite, et l'Ethiopie, qui a retrouvé une position dominante, acceptent d'ouvrir des négociations sans condition. Addis-Abeba a indiqué qu'elle réservait sa réponse quant à la proclamation d'un cessez-le-feu. Selon Asmara, les combats se poursuivaient dimanche en fin de journée dans la plaine de Badme.

L'acceptation d'un tracé frontalier réalisé par les Nations unies ne résoudrait de toute façon qu'un problème existant entre les anciens frères d'armes, unis par le passé contre le dictateur éthiopien Mengistu. Restent, pour les Ethiopiens, des maux plus profonds : une indépendance érythréenne accordée en 1993 et mal vécue, une absence d'accès à la mer Rouge puisque les ports d'Assab et de Massawa se trouvent en Erythrée... Reste, pour les Erythréens, une incompréhension totale face au repli militaire, pour eux qui sont si fiers d'avoir mené seuls et gagné une guerre de trente ans face à l'armée de Mengistu, soutenue successivement par les Américains et les Soviétiques. Reste enfin la haine qui s'est développée, au fil des combats et de la propagande. « Les torts de chaque pays étaient l'un derrière l'autre », commente un diplomate occidental. Chacun a choisi l'escalade guerrière. La paix paraît impossible à atteindre. Après les combats de mai 1998, les armées éthiopienne et érythréenne s'étaient préparées à la bataille du lendemain, et la diplomatie avait échoué. Cette fois-ci, le scénario pourrait être identique : des forces vont être battues et des tranchées creusées sur les lignes de front. La diplomatie doit agir vite pour éviter que le carnage de Badme ne se répète bientôt.

Jean-Michel Caroit

Rémy Ourdan

## Un Etat instable, une économie en ruine, un prestige terni

### LAGOS

de notre correspondant  
Le nouveau président n'aura pas la tâche facile. Le mauvais état - politique, économique - et la réputation détestable du pays ne sont pas

### ANALYSE

En treize ans de dictature, le Nigeria est passé du club des pays africains prospères à celui des plus démunis

étrangers à la décision des militaires de rendre le pouvoir aux civils. Treize ans de dictature ont ruiné le pays, victime de l'avidité et de l'incompétence des dirigeants gálomnés. Les fondements mêmes de l'Etat sont menacés par des forces centrifuges qui risquent de faire éclater la fédération imposée en 1914 par le colonisateur britannique à des peuples qui se détestaient.

Ces tentatives sécessionnistes sont aggravées par la crise économique qui a vu le Nigeria passer du club des nations africaines prospères à celui des plus démunies. Enfin, les violations répétées des droits de l'homme, les atteintes à l'intégrité territoriale du Cameroun ou du Tchad et la collusion entre les cercles du pouvoir et le crime organisé ont terni l'image d'un pays qui prétendait naguère au rang de superpuissance africaine. La tâche la plus urgente du président Obasanjo sera de désamorcer les

conflits dans le delta du Niger. Dans cette région, qui produit la quasi-totalité du pétrole, les jeunes Ijaws ont lancé une campagne dirigée contre les « compagnies pétrolières, les autres ethnies de la région et l'Etat fédéral. Ils s'appuient sur le ressentiment de populations qui ont vu leur région produire des milliards de barils de pétrole sans jamais en profiter. Les jeunes Ijaws sont tentés par l'indépendance. Ils n'ont pour l'instant rencontré aucun soutien à l'extérieur du Nigeria, mais la persistance de leur campagne d'agitation, qui franchit souvent la limite du terrorisme, pourrait forcer le pouvoir fédéral à se radicaliser et les compagnies pétrolières à commettre des erreurs... L'américain Chevron a récemment fourni un soutien logistique à l'armée pour pourchasser un groupe d'Ijaws.

### ANTAGONISME NORD-SUD

Ce problème brûlant ne doit pas faire oublier l'antagonisme Nord-Sud, qui s'est manifesté samedi par le fort taux d'absentéisme au Nord, les électeurs refusant de voter pour deux candidats d'origine yorouba. L'insatisfaction des populations de la région est exploitée par les fondamentalistes chiites emmenés par Ibrahim Zakzaky, qui organise régulièrement des manifestations menant à des affrontements avec les forces de l'ordre.

Ce malaise est entretenu par la crise économique paroxystique que connaît le pays. Aux maux ordinaires du Nigeria s'est ajouté l'effon-

drement des cours du pétrole. Alors que les fonctionnaires touchent à peine 20 dollars (18 euros) par mois, il a fallu, cette année, procéder à des coupes dans le budget de l'Etat. Le Nigeria vient de renouer avec le FMI, qui s'est engagé à débloquer une facilité d'ajustement structurel de 1 milliard de dollars (900 millions d'euros) sur trois ans.

Si le Nigeria donne des gages de bonne conduite, il peut espérer faire sa rentrée sur la scène internationale. Engagé en Sierra Leone, le pays n'a plus les moyens de financer la force d'interposition qui soutient le président Ahmad Tejan Kabbah. Le général Obasanjo s'est engagé à retirer ses troupes.

Il s'agit d'une menace en direction des Occidentaux, qui, en cas de départ des troupes nigériennes, seraient obligés d'intervenir dans cette guerre. Le Nigeria démocratique recevra donc probablement les subventions refusées au régime du général Abacha.

Les Etats-Unis sont déjà très présents, comme en témoignait, le 27 février, la présence d'observateurs de gros calibre, l'ancien président Jimmy Carter pour les démocrates et le général Colin Powell pour les républicains. La France, en revanche, risque de payer son soutien au général Abacha, qui s'était traduit par l'adhésion du Nigeria à la francophonie et par l'obtention de contrats commerciaux comme la remise en état de la raffinerie de Kaduna par Total.

T. S.

## Le procès de quatre dissidents fait craindre un regain de répression à Cuba

### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le procès de quatre dissidents cubains les plus connus devait s'ouvrir, lundi 1<sup>er</sup> mars, à La Havane, moins de quinze jours après le vote de nouvelles lois durcissant les peines contre les opposants politiques et les délinquants de droit commun. Dirigeants du Groupe de travail de la dissidence intérieure, Marta Beatriz Roque, Félix Bonne, René Gomez et Vladimir Roca ont été arrêtés le 16 juillet 1997 et sont détenus sans jugement depuis cette date. Selon des membres de leurs familles, ils ont été regroupés à la « Villa Marista », le siège de la Sécurité de l'Etat, en vue de leur procès qui doit se tenir au tribunal provincial de La Havane.

Une dizaine d'opposants ont été appréhendés au cours des dernières quarante-huit heures afin de les empêcher de manifester lors du procès des « Quatre ». L'an dernier, le jugement de plusieurs dissidents avait donné lieu à de brèves mais bruyantes manifestations à la

sortie des tribunaux. Accusés de sédition, les quatre dissidents risquent entre cinq et six ans de prison. Il leur est reproché d'« entretenir des relations avec des contre-révolutionnaires, notamment avec ceux qui résident hors de Cuba qui leur fournissent les moyens matériels et financiers de leurs activités délictueuses et leur garantissent un niveau de vie supérieur à leurs possibilités », selon l'acte d'accusation préliminaire dont le journaliste indépendant Raul Rivero a obtenu une copie.

Parmi les témoins à charge figurent des fonctionnaires qui affirment avoir reçu par télécopie des documents signés par les accusés. Les « Quatre » sont aussi poursuivis pour avoir adressé des lettres aux investisseurs étrangers critiquant les conditions d'embauche des salariés cubains.

Fils de Blas Roca, célèbre dirigeant syndical et l'un des fondateurs du Parti communiste cubain (PCC), Vladimir Roca dirige une petite formation illégale, le Parti social-démocrate. Marta Beatriz

Roque est la principale animatrice du Groupe des économistes indépendants, qui a publié ces dernières années des analyses de conjoncture critiques. Avocat, René Gomez a créé une Association des avocats indépendants tandis que Félix Bonne dirige une petite organisation dissidente, le Courant civique cubain. Ils avaient constitué en 1996 le Groupe de travail de la dissidence interne pour tenter de fédérer les groupuscules épars d'opposants.

### RETOUR DE BÂTON

Lors d'une conférence de presse devant des correspondants étrangers, la veille de leur arrestation, en juillet 1997, ils avaient appelé la population à l'abstention durant les élections municipales d'octobre 1997 et législatives de janvier 1998. Ils avaient aussi présenté un long texte intitulé « La patrie appartient à tous », critiquant durement le régime castriste et exigeant des réformes démocratiques. « La philosophie du gouvernement n'est pas de servir le peuple mais d'en être le

dictateur », lit-on dans ce document qui dénonce « la situation chaque jour plus difficile de la population, tandis que les activités économiques sont de plus en plus politisées et militarisées ».

Les auteurs raillent « le faux nationalisme accusant l'impérialisme yankee d'être responsable de toutes les inefficacités et erreurs ». « Le différend avec les voisins du Nord apparaît comme la raison d'être de notre société ». « Afin d'éviter le surgissement spontané de situations de violence sociale », ils réclamaient l'organisation d'élections libres sous supervision internationale.

L'Union européenne, le pape et le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, ont demandé sans succès la libération des quatre dissidents. Interrogé en juillet 1998 par un journaliste étranger sur le sort des prisonniers politiques, le président Fidel Castro a répondu avec humeur : « Ceux qui veulent détruire la révolution et recevoir un salaire des Etats-Unis pour le faire ne font-ils pas de la politique ? » Le ministère des relations extérieures

avait, pour sa part, jugé « inacceptable » une note de protestation de Bruxelles après l'arrestation des « Quatre », sous prétexte qu'il s'agissait d'« une affaire intérieure » cubaine.

Dans les milieux diplomatiques à La Havane, le procès des « Quatre » est considéré comme un baromètre de l'attitude des autorités en matière de droits de l'homme. Coïncidant avec une offensive contre la délinquance, les nouvelles lois votées à la mi-février par l'Assemblée nationale visent autant les criminels de droit commun que les opposants et les journalistes indépendants accusés de « collaborer avec les Etats-Unis ». Après une période d'assouplissement marquée par la libération de quelque trois cents prisonniers, dont une centaine de politiques, à la suite de la visite du pape en janvier 1998, les dissidents craignent un retour de bâton. Un verdict sévère confirmerait ces craintes.



# Ethiopie a remporté la victoire décisive sur l'Erythrée

La victoire a été acceptée le plan de paix de l'OUA

ASMAR. Le chef rebelle du front de libération de l'Erythrée, qui a été tué le 27 février, a remporté la victoire décisive sur l'Erythrée. Les rebelles ont capturé les bases de l'armée éthiopienne dans la région de l'Erythrée. Le plan de paix de l'OUA a été accepté.

Le chef rebelle du front de libération de l'Erythrée, qui a été tué le 27 février, a remporté la victoire décisive sur l'Erythrée. Les rebelles ont capturé les bases de l'armée éthiopienne dans la région de l'Erythrée. Le plan de paix de l'OUA a été accepté.

Après cinq jours de combats et plusieurs dizaines de milliers de morts dans les deux camps, l'Ethiopie a remporté la victoire décisive sur l'Erythrée.

## Abdullah Öcalan accuse son ex-épouse d'avoir commandité l'assassinat d'Olof Palme en 1986 à Stockholm

ANKARA. Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a accusé son ex-épouse, aujourd'hui réfugiée en Suède, d'avoir ordonné l'assassinat de l'ancien premier ministre suédois Olof Palme, selon le quotidien populaire turc *Sabah* qui a cité, samedi 27 février, les « confessions » du chef du PKK. « L'assassinat d'Olof Palme a été ordonné par mon ex-épouse, Kesire, selon les informations qui m'étaient parvenues après l'attentat », a dit le chef kurde lors de son interrogatoire par des magistrats dans la prison de l'île d'Imrali, en mer de Marmara, où il est détenu.

Olof Palme avait été tué en février 1986 à Stockholm à la sortie d'un cinéma et son meurtre n'a jamais été élucidé. L'ancien bras droit d'Abdullah Öcalan, Semdin Sakik, qui comparait depuis juin 1998 devant la justice turque, avait affirmé en avril 1998 que l'assassinat d'Olof Palme avait été l'œuvre du PKK, dans des « confessions », publiées par le même quotidien.

En Turquie, dix-sept personnes ont été blessées dans l'explosion d'une grenade, dimanche 26 février, dans un café du quartier d'Esenler à Istanbul, rapporte, lundi 1<sup>er</sup> mars, l'Agence anatolienne de presse. La Turquie est le théâtre de violences sporadiques depuis la capture, le 15 février à Nairobi, d'Abdullah Öcalan. — (AFP, Reuters.)

## Boris Eltsine passera une semaine à l'hôpital

MOSCOU. Le président russe Boris Eltsine, hospitalisé samedi 27 février pour une aggravation de son ulcère à l'estomac, devra, pour une cicatrisation complète, rester une semaine à l'hôpital, a indiqué lundi l'agence russe Interfax, citant des sources médicales. Les médecins du Kremlin ont demandé dimanche à M. Eltsine de réduire au maximum sa charge de travail jusqu'à son rétablissement et de suivre strictement à nouveau un régime alimentaire. Un saignement léger, constaté lors d'une endoscopie, a pu être arrêté, ont-ils indiqué dimanche. Le président russe avait été hospitalisé pour la première fois en raison de son ulcère le 17 janvier. Vendredi, Boris Eltsine avait ressenti des douleurs à l'estomac et les médecins, détectant un léger saignement, lui ont recommandé de se rendre à l'hôpital pour y subir une endoscopie. Soulignant que « sa vie n'est pas en danger », ils ont attribué les douleurs du président russe au fait qu'il n'avait pas respecté le régime alimentaire qui lui avait été prescrit il y a six semaines et ont ajouté que sa rechute pouvait également être due à une « surcharge de stress psycho-émotif ». — (AFP)

## Brésil : le président Cardoso refuse de renégocier la dette des Etats

BRASILIA. Le président brésilien a réitéré son refus de renégocier la dette des Etats fédérés envers l'Union, qui s'élève à quelque 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros). « Les contrats des Etats fédérés envers le pouvoir central ont été conclus en accord et sont inébranlables », a affirmé le porte-parole de la présidence, à l'issue d'une réunion à huis clos de plus de cinq heures entre Fernando Henrique Cardoso et les gouverneurs de 26 des 27 Etats fédérés du Brésil. Après avoir fait montre d'intransigence durant plusieurs semaines, M. Cardoso a en revanche accepté, en vue de désamorcer la crise politique provoquée par la détérioration galopante du climat économique, la création de quatre commissions chargées notamment d'examiner la reformulation de certaines lois sur la répartition des recettes fiscales. Les mesures compensatoires promises par le président Cardoso concernent l'aide à la création de fonds de retraite dans chaque Etat fédéré et la négociation de ressources (notamment auprès de la Banque mondiale) pour soutenir les Etats qui auraient équilibré leurs dépenses d'administration publique. — (Corresp.)

**DÉPÊCHES**  
■ **AFGHANISTAN** : l'envoyé spécial des Nations unies pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, est arrivé, dimanche 26 février, à Kaboul pour une journée d'entretiens avec le régime des talibans dans le cadre de sa mission de paix. M. Brahimi, un diplomate algérien, a eu cette semaine à Islamabad un entretien avec le ministre pakistanais des affaires étrangères, Sartaj Aziz, sur les moyens d'obtenir une trêve entre les talibans et l'opposition aux miliciens religieux basée dans le Nord du pays. La mission de M. Brahimi est de tenter de réunir les factions afghanes dans des discussions pour instaurer la paix dans un pays ravagé par deux décennies de guerres. — (AFP)  
■ **ETATS-UNIS/GRÈCE** : les Etats-Unis ont suspendu leurs ventes d'armes à la Grèce, début février, car ils soupçonnaient un transfert de codes secrets de l'OTAN à la Russie, mais le Pentagone a ensuite établi que ces allégations étaient sans fondement, a affirmé, samedi 27 février, le *Washington Post*. Le quotidien ne dit pas si les ventes d'armes à la Grèce vont reprendre, mais souligne que des parlementaires américains n'ont pas été convaincus par les conclusions du Pentagone.  
■ **ROUMANIE** : la banque Bancorex a été placée sous administration spéciale par la Banque centrale du pays, a annoncé celle-ci, dimanche 26 février, afin de l'aider à restaurer ses activités, perturbées par un mouvement de panique des déposants après le renvoi de ses dirigeants sous pression du FMI, dont une mission a reporté au mois d'avril la poursuite des négociations avec la Roumanie. — (AFP, Reuters.)

## Entrée en vigueur de l'accord de l'OMC sur l'ouverture des services financiers

GENÈVE. Considéré comme l'un des principaux acquis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'accord sur la libéralisation des services financiers a pris effet, lundi 1<sup>er</sup> mars, après sa ratification par 52 des 70 pays qui l'avaient signé en décembre 1997. A commencer par les Etats-Unis, le Japon et 14 des 15 membres de l'Union européenne, les principales puissances commerciales ont confirmé leurs engagements, tandis que 18 autres signataires, dont l'Australie, le Brésil et le Luxembourg, se sont vu accorder un délai supplémentaire — jusqu'au 15 juin 1999 — pour mener à bien leurs procédures de ratification. Le directeur de l'OMC, Renato Ruggiero, a salué l'entrée en vigueur de l'accord comme un pas « d'importance vitale pour la stabilité du secteur financier, en particulier dans les pays en développement ». Destiné à ouvrir les activités des banques, des assurances et des firmes de courtage à la concurrence étrangère, cet accord couvre plus de 95 % d'un marché mondial se chiffrant à environ 30 000 milliards de dollars (27 300 milliards d'euros). — (Corresp.)

## Un « coup de froid » sino-américain domine les entretiens de M<sup>me</sup> Albright à Pékin

Le contentieux porte sur les droits de l'homme et les questions stratégiques

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a entamé, lundi 1<sup>er</sup> mars, une visite de deux jours en Chine alors que le modus vivendi

qui prévalait entre Washington et Pékin est remis en question. Le dossier des droits de l'homme est le plus brûlant mais le partenariat

stratégique entre les Etats-Unis et Taiwan est également la cause d'un rafraîchissement des relations sino-américaines.

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Les relations sino-américaines sont, par nature, cycliques. La visite de Bill Clinton en Chine, en juin 1998, avait marqué un réchauffement spectaculaire. L'heure est désormais au coup de froid. Alors que Madeleine Albright a entrepris, lundi 1<sup>er</sup> mars, une visite pour deux jours d'entretiens à Pékin, le *modus vivendi* qui prévalait lors de la période faste de l'« entente cordiale » est remis en question.

Le dossier le plus brûlant est celui des droits de l'homme. La pression monte aux Etats-Unis, notamment au sein du Congrès, pour que la Maison Blanche proteste plus vertement contre l'intensification de la répression frappant les dissidents. Un virage sécuritaire que l'on peut situer à l'automne 1998, quand les forces conservatrices de l'appareil se sont remobilisées devant la montée de la contestation politique (activisme du Parti démocratique chinois, une formation de dissidents interdite par le régime) et du péril social (malaise chez les

millions de licenciés). Dernier exemple en date de cette crispation autoritaire : l'animateur écologiste Peng Ming vient d'être condamné à deux ans et demi de camp de rééducation pour avoir prétendument fréquenté des prostituées, une accusation farfelue déjà portée contre d'autres dissidents. Des ses premiers contacts pékinois, M<sup>me</sup> Albright a fait savoir à ses interlocuteurs que Washington « déplore » la récente vague d'arrestations et de condamnations. Le ministre chinois des affaires étrangères, Tang Jiaxuan, lui a répondu en mettant en cause « une poignée d'éléments anti-chinois » aux Etats-Unis qui s'efforceraient, selon lui, de torpiller la relation sino-américaine.

**UNE VIGUEUR NOUVELLE**  
Le deuxième contentieux concerne les affaires stratégiques. Alors que Washington se raidit sur la question des transferts de technologie sensibles (veto des Américains à la vente d'un satellite de télécommunications), la Chine

durcit le ton sur le dossier taiwanais. Pékin a multiplié ces dernières semaines les avertissements visant à dissuader les Etats-Unis de réaliser leur projet de défense antimissiles avec la Corée du Sud et le Japon.

Si ce projet est avant tout dirigé contre la Corée du Nord, la Chine craint qu'il n'aboutisse *in fine* à annihiler sa propre capacité de dissuasion, surtout si Taiwan est inclus dans le dispositif. La mauvaise humeur pékinoise se manifeste déjà sous la forme de l'accumulation de missiles balistiques dans les provinces du Sud-Est, en face de Taiwan. La récente déclaration du président de Taiwan, Lee Teng-Hui, au *Financial Times* risque de ne rien arranger : « Il faut prendre conscience du fait que Taiwan est une zone indépendante et souveraine, ainsi qu'une entité politique », a-t-il déclaré dans un entretien publié lundi par le quotidien britannique.

Au-delà des questions touchant à la sécurité de l'Asie orientale, le régime chinois se cabre de plus en plus devant le jeu américain dans la

nouvelle architecture des relations internationales. Qu'il s'agisse de son opposition aux frappes en Irak et au Kosovo ou de la solidarité manifestée à l'égard de Moscou sur le dossier de l'élargissement à l'Est de l'OTAN, Pékin fait preuve d'une vigueur nouvelle. Le procès du « monde unipolaire », modelé par « l'hégémonie américaine », refait surface dans la presse officielle. Le fantôme de l'encerclement par l'est (alliance Etats-Unis-Japon-Taiwan) et par l'ouest (OTAN élargie) redevient d'actualité dans la pensée stratégique de Pékin.

Les diplomates en poste à Pékin soulignent l'évidence d'un contraste avec la relative sérénité qui prévalait il y a encore un an. Mais l'actuelle mauvaise passe sino-américaine ne doit cependant pas être dramatisée. Les deux pays ont encore trop besoin l'un de l'autre pour s'offrir le luxe d'une crise majeure. Le dialogue poursuit son cours. Il est simplement un peu plus rude.

Frédéric Bobin

## à Cuba

Le chef rebelle du front de libération de l'Erythrée, qui a été tué le 27 février, a remporté la victoire décisive sur l'Erythrée. Les rebelles ont capturé les bases de l'armée éthiopienne dans la région de l'Erythrée. Le plan de paix de l'OUA a été accepté.

### Faire face aux inégalités

13 mars

Pourquoi la société latino-américaine est-elle la plus inégale au monde, et quelles sont les mesures à prendre pour distribuer les bénéfices du développement plus équitablement ?

### Développement et Culture

11 et 12 mars

Quel sera l'impact de l'évolution culturelle sur les institutions politiques, les économies et les divers courants de la société ?

### Démocratie, Droits de l'Homme et Développement économique

12 mars

Table ronde avec le journal *le Monde* et la participation d'experts spécialistes

### Marchés d'Assurance

15 mars

La libéralisation des marchés et les tendances futures des marchés d'assurance en Amérique latine

### Secteur privé

17 mars

Comment le secteur privé est-il devenu le moteur de la croissance dans la région, et que doivent faire les pays pour favoriser l'investissement ?

### Crises financières

14 mars

Que doivent faire les pays et les organismes internationaux pour réduire les risques dans le monde des mouvements de capitaux importants et volatiles ?

### Le défi de la Décentralisation

12 mars

Comment l'Amérique latine peut-elle tirer des leçons des succès remportés par les administrations locales en Europe ?

### Le nouveau Millénaire

8 et 9 mars

Comment les nouvelles générations envisagent-elles l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes ?

### L'Euro et son impact

16 mars

Quel sera l'impact de l'euro sur les marchés internationaux bancaires et financiers, et de quelle manière modifieront-ils les schémas commerciaux et des investissements entre l'Europe et l'Amérique latine ?

**Pendant deux semaines au mois de mars prochain, la capitale française deviendra le carrefour de l'Amérique latine**

**L'AMÉRIQUE LATINE À PARIS**

Cette année, Paris accueille l'Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement, principal forum mondial des questions de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Banquiers, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires et représentants d'organisations multilatérales y participeront et guideront cette région en développement rapide vers le 21<sup>e</sup> siècle.

Que réserve l'avenir ? Comment les gouvernements, le secteur privé et la société civile pourront-ils renforcer davantage les progrès importants déjà accomplis ?

Tels seront les sujets abordés à l'occasion de plus d'une douzaine de séminaires prévus conjointement aux réunions officielles. Les analyses y seront rigoureuses, les discussions animées, et les échanges de vue francs.

La Banque interaméricaine de développement est une institution financière multilatérale fondée en 1959 pour encourager la croissance économique et l'équité sociale dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle détient un capital de 101 milliards de dollars et compte 46 pays membres.



Pour des informations sur ces séminaires, contactez :  
le Département du Secrétariat  
Banque interaméricaine de développement  
1300 New York Ave., N.W.  
Washington, D.C. 20577  
Fax (202) 623-3412  
Internet : [www.iadb.org/ma1999/index.htm](http://www.iadb.org/ma1999/index.htm)



صكرا من الامل

## FRANCE

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999

**ÉLECTIONS EUROPÉENNES**  
Les socialistes français, dont les principaux dirigeants participent, à Milan, lundi 1<sup>er</sup> et mardi 2 mars, au congrès du PSE (Parti des socialistes

européens), entendent s'appuyer sur le manifeste qui y sera adopté pour démontrer leur engagement européen (lire aussi page 12), tout en recherchant un accord avec les

euroscéptiques du Mouvement des citoyens. ● LES VERTS ont réuni eux aussi, à Paris, un congrès européen au cours duquel le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fis-

cher, est venu apporter son soutien à Daniel Cohn-Bendit, chef de file du parti écologiste aux élections du 13 juin en France. ● A PLUS DE TROIS MOIS du scrutin, les différentes

listes, sûres ou annoncées, font assaut de publicité et de communication pour attirer l'attention d'un électeur dont toutes redoutent une faible participation au vote.

# Les socialistes français commencent leur campagne à Milan

Pour François Hollande, seul candidat à la direction de la liste du PS, le manifeste des socialistes européens tient lieu de programme. Le reste est affaire de tactique - avec les radicaux de gauche et avec les chevènementistes - en attendant d'affronter la droite

LE CONGRÈS du Parti des socialistes européens (PSE), lundi 1<sup>er</sup> et mardi 2 mars, à Milan, aurait dû être une fête. Il risque de ressembler à un exercice obligé. La tension franco-allemande, au sujet de la réforme de la politique agricole commune et de l'Agenda 2000, et les critiques adressées par deux ministres français, Jean Glavany et Pierre Moscovici, au gouvernement de Gerhard Schröder (lire page 7) ont assombri l'atmosphère au sein du PSE, en dépit de la dé-crispation observée au sommet informel de Petersberg, en Allemagne (Le Monde daté 28 février-1<sup>er</sup> mars). L'objet de ce congrès - le premier depuis celui de Malmö, en juin 1997, juste après l'arrivée de Lionel Jospin à Matignon - est d'adopter officiellement le manifeste du PSE (Le Monde du 28 janvier), déjà ratifié, le 30 janvier, à Vienne, lors d'une réunion des chefs socialistes.

Elaboré par le Français Henri Nallet et le Britannique Robin Cook, au moment où l'intervention militaire anglo-américaine en Irak jetait une ombre sur les relations franco-britanniques et entretenait le doute sur le recentrage européen de Tony Blair, ce texte doit servir

de programme commun à l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates pour les élections européennes. En l'absence de M. Cook, retenu par une interpellation à la Chambre des communes, ce manifeste, fustigeant « les politiques de la droite, qui condamnent les plus vulnérables et les plus démunis de la société à devenir les victimes des forces du marché », devait être présenté, lundi, par M. Nallet et adopté en présence de M. Jospin et de M. Schröder. Ces derniers, en prenant la parole dès le premier jour, devaient s'efforcer d'écarter les polémiques et d'afficher leur entente. M. Blair doit intervenir, lui, mardi matin. Avec l'Italien Massimo D'Alema, les trois dirigeants socialistes devraient participer, pendant la campagne, à deux ou trois réunions publiques communes.

Présent à Milan avec une délégation de vingt-cinq personnes conduite par son premier secrétaire, François Hollande, et qui comprendra notamment Jacques Delors, Jack Lang et Pierre Moscovici, le PS a toutes les raisons de se rejouer du contenu d'un manifeste qui, même s'il rassemble des « par-tis de la gauche et du centre

gauche », est suffisamment ancré à gauche pour n'être confondu ni avec le « nouveau centre » de M. Schröder, ni avec la « troisième voie » de M. Blair. Le paradoxe est ainsi qu'au moment où la France semblait isolée sur la réforme de la PAC, elle a réussi à imposer ses vues dans le Manifeste à ses partenaires sociaux-démocrates sur la réduction du temps de travail, les emplois-jeunes, les services publics, les grands travaux chers à M. Delors, la baisse des taux d'intérêt, une réforme des institutions préalable à tout élargissement, un « recours étendu » à la majorité qualifiée au sein du conseil des ministres.

### UNE INITIATIVE ANTI-CHÔMAGE

Même s'il a dû entériner la « discipline budgétaire », imposée par le pacte de stabilité du traité d'Amsterdam, qui sera ratifié par l'Assemblée nationale le 3 mars, et mettre en veilleuse son idée de gouvernement économique européen, le PS a obtenu un « pacte européen pour l'emploi », qui sera complété, à Milan, par une initiative anti-chômage, préparée par le premier ministre portugais, António Guterres, en liaison avec Domi-

nique Strauss-Kahn. Les engagements du Manifeste satisfont donc le PS (lire, page 12, les déclarations de M. Hollande au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »), mais la tension franco-allemande au sujet de la PAC et de l'Agenda 2000 laisse planer un doute sur la volonté des Allemands, qui se sont maintenus très à l'écart des discussions Nallet-Cook, de se considérer comme tenus de les respecter. La crise actuelle a amené MM. Moscovici et Glavany à soupçonner implicitement M. Schröder de privilégier ses intérêts nationaux par rapport à ceux de la construction européenne. Le Manifeste du PSE restera-t-il lettre morte ?

Le PS a à cœur d'éviter deux risques : celui de se retrouver déporté sur sa droite, en s'engageant sur un programme commun des socialistes européens trop social-démocrate, voire trop libéral de gauche ; celui d'éduquer sa vision plutôt fédéraliste de l'Europe, en faisant trop de concessions à la conception de la nation défendue par le Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement. Alors que la plate-forme électorale qu'il adoptera, en même temps que sa liste, le 10 avril, lors

d'une convention extraordinaire, doit s'inspirer à la fois du manifeste du PSE et du texte de sa convention « nation-Europe » des 27 et 28 mars, le double pari du PS est en passe d'être gagné, mais bien des ambiguïtés demeurent.

### « LE PS NE TRANSIGERA PAS »

Les socialistes français veulent montrer à leurs alliés - et, d'abord, au Parti radical de gauche (PRG) et au MDC, avec lesquels il négocie en vue d'une liste commune - qu'ils ont obtenu une vraie « réorientation » de la construction européenne en faveur de l'emploi, de la sécurité et de l'environnement. Avant la réunion de son comité directeur, le 6 mars, le PRG hausse le ton et agit la menace d'une liste autonome, mais, en l'absence de tout différend politique, la seule question en suspens est celle des places éligibles : deux sont acquises pour Catherine Lalumière et Michel Dary, une troisième est en balance pour un autre sortant, l'ancien syndicaliste CGT André Saljean.

Avec le MDC, qui réunit son conseil national le 6 mars, la partie s'annonce plus délicate (lire ci-dessous). Au sein du PS, des rocardiens

et des fabiusiens, comme Henri Weber, s'insurgent contre un accord qui obligerait les socialistes à faire des concessions au sujet de l'Europe, alors que le MDC s'est constitué, en 1993, sur une vision antagoniste. MM. Jospin et Chevènement étant convaincus de la nécessité d'une liste commune, nul n'imaginerait, au PS, que la liste dessinée derrière Sami Nair, conseiller de M. Chevènement, aille au-delà du virtuel. Le problème est inverse de celui que pose le PRG : il s'agit moins de places - celles de M. Nair et de Béatrice Patricie étant acquises - que d'accord politique.

Sous le regard attentif de MM. Jospin, Hollande et Chevènement, Alain Bergoujoux négocie avec Jean-Yves Auxenier les termes d'une déclaration commune qui pourrait acter convergences et divergences. A Sami Nair, qui estime que le concept de « fédération d'États-nations », retenu par les socialistes pour leur convention « nation-Europe », « ne veut rien dire », M. Bergoujoux rétorque que « le PS ne transigera pas ». Ultime épreuve de force ou jeu tactique ? Réponse à la mi-mars.

Michel Noblecourt

## Le MDC en stéréophonie

ENTRE Sami Nair et Jean-Pierre Chevènement, la stéréophonie semble soigneusement réglée. Au premier, chef de file désigné d'une possible liste du Mouvement des citoyens, d'entretenir la flamme des petits noyaux de militants, fervents à l'idée de faire cavalier seul pour les élections européennes. Au second de jouer les modérateurs et de bien peser le pour et le contre. Invité de Radio-Shalom, dimanche 28 février, le « candidat citoyen » a répété que, s'étant engagé dans cette campagne, il « ira jusqu'au bout dans l'état actuel des choses ». Considérant qu'à moins « d'une discussion très approfondie avec [les] partenaires socialistes il sera difficile de parvenir à un accord », il a décidé de commencer ses meetings électoraux (Le Monde du 27 février).

Le ministre de l'Intérieur, invité le même jour de France 3 Bourgogne - Franche-Comté, ne dit pas autre chose, mais à sa manière. « Les discussions ne sont pas figées » au sujet de la formation

d'une liste commune avec le PS, mais « elles butent actuellement sur l'idée de fédération ». Le débat en cours avec le PS porte d'abord sur « l'arrière-plan politique », a expliqué M. Chevènement, qui ne désespère pas de parvenir à des « formulations communes », même s'il avoue volontiers que « là-dessus, pour le moment, les discussions s'achoppent encore ». Comprenez le désir de ses militants de « se battre pour leur maison », il juge, cependant, qu'il faut « avoir une vision stratégique des choses ».

M. Chevènement s'est déclaré « heureux de voir Sami Nair dynamique et combatif » dans la pré-campagne, qu'il l'a « encouragé » à engager ; il s'est dit prêt à « l'épauler pour lui permettre de franchir la barre des 5 % ». Le débat avec le PS étant sur le fond la décision de François Hollande de ne réserver au MDC que deux places sur sa liste ne devrait pas être un motif de rupture.

A. B.-M.

## Joschka Fischer vient en aide à Daniel Cohn-Bendit

C'EST DANS L'ÉPREUVE que l'on reconnaît ses véritables amis. Et Joschka Fischer est bien un véritable ami de Daniel Cohn-Bendit. En visite expresse, samedi 27 février, au deuxième congrès des Verts européens, organisé du 26 au 28 février à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne a salué le « courage » des Verts français, qui « ont établi une liste dépassant les frontières » en choisissant l'ex-candidat au maire de Francfort comme chef de file. « C'est une leçon pour tout le monde », a-t-il ajouté, avant de se lancer dans un long plaidoyer sur la difficulté de passer d'une culture protestataire à une culture de gouvernement, expliquant que cela ne signifie pas « le passage de l'arrogance à l'ennui ».

De quoi mettre du baume au cœur de la tête de liste des Verts français, en chute dans les sondages sur les intentions de vote pour les élections européennes. M. Cohn-Bendit a déclaré les sondages « contradictoires », rappelant que leurs résultats varient grandement d'un institut à l'autre, mais il a concédé qu'il y a peut-être un « problème d'image à régler ». Invité de France 3, dimanche soir, le chef de file a amorcé un début d'autocritique. « Mon image de 1968, qui reste quand même dans une partie de la France, est une image de provocateur », a-t-il admis, alors que « je suis devenu, par l'expe-

rience politique, un médiateur politique ». Paradoxalement, c'est en Allemagne, où il a été rap-pelé d'urgence pour jouer les médiateurs dans la crise kurde, que cette image est le mieux perçue, tandis qu'en France, sa « volonté de dialogue » laisse de marbre, voire méfiance, les chasseurs comme les partisans de l'énergie nucléaire.

Dans ces conditions, le chef de file des Verts a opéré un virage sensible. Dans son discours à La Villette, samedi, il a un peu plus puisé dans le programme du parti dont il conduit la liste et il a eu un peu moins recours à ses idées personnelles. « A ceux qui opposent Europe et nation, je veux dire qu'au nom de la nation, refuser l'Europe, c'est mettre en danger son peuple », a-t-il expliqué.

### MOINS DE « DANY » ET PLUS DE « VERTS »

Si le fond s'indéfinissait, la forme reste flamboyante. « Dire que l'on va siéger à Strasbourg, cela ne veut pas dire que l'on est un député européen. Un député européen siège à Strasbourg et travaille à Bruxelles », a-t-il poursuivi, fustigeant l'hypocrisie d'une grande partie des élus politiques français.

Enfin, il a terminé sa harangue par la nécessaire ouverture d'un « débat constitutionnel » en Europe. « Pas d'élargissement sans une résolution des droits fondamentaux des citoyens euro-

péens », a-t-il conclu, reprenant à son compte, pour la première fois, une exigence contenue dans le chapitre un du programme des Verts, désormais éditée en plaquette, avec comme titre *Réinventer l'Europe...*, et comme sous-titre : *Et si le vert était la couleur du 21<sup>er</sup> siècle ?*

Par un indéfectible naturel, la campagne des européennes pourrait devenir un moins celle de « Dany » et un peu plus celle des Verts. Le candidat devrait d'ailleurs, dans ses prochains déplacements, commencer des débats thématiques, ce qui lui permettra d'exposer les idées de la formation de Dominique Voynet. Invité de France 3, dimanche, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement s'est félicitée d'« avoir choisi une tête de liste très européenne » et s'est déclarée « très confiante pour la suite ». Un peu plus tôt dans la journée, elle avait conclu le congrès des Verts européens en indiquant que c'est aux citoyens qu'il revient « de construire l'Europe, et pas aux fonctionnaires européens ».

Mme Voynet n'a pas eu, à La Villette, la chance de M. Cohn-Bendit. Son alter ego allemand, son ami Jürgen Trittin, ministre de l'environnement, lui a fait faux bond, le 26 février, et c'est sans lui qu'elle a débattu, au congrès, du rôle de l'Europe dans le monde.

Alain Beuve-Méry

## Marketing d'enfer parmi les listes véritables ou annoncées pour le 13 juin

COMMENT, d'ici le 13 juin, appâter l'électeur ? Du teasing au merchandising, en passant par la bonne vieille réclame, les partis politiques expérimentent, à partir

### RÉCIT

Les politiques n'ont rien à envier aux lessiviers pour ce qui est des techniques de vente

de leur « copy strat » - la ligne stratégique de la campagne -, toutes les petites ficelles des publicitaires.

A cet exercice, les plus audacieux sont peut-être Philippe Séguin et François Bayrou, qui n'hésitent pas à soumettre l'opposition au « torture test ». Très prisé des lessiviers et des marques d'ameublement, celui-ci consiste à démontrer que le produit résiste aux pires traitements. Si, après un noeud, des tâches d'œuf, des traces de rouge à lèvres, des frottements exercés sur le moindre ressort, les deux hommes parviennent à sauver leur chemise et leurs meubles, la preuve ne sera-t-elle pas apportée de l'incroyable vitalité de la droite française ?

● Plans médias et création

d'événements. En principe, la conception d'une campagne d'affichage est une science qui ne laisse rien au hasard. Sûres de leurs intuitions, quelques fortes personnalités, tels Charles Pasqua ou Ariette Lagullier, jouent elles-mêmes les directeurs artistiques. Faisant fi la sacro-sainte loi selon laquelle il est plus facile de déclencher l'acte d'achat en étant « pour », M. Pasqua a ainsi choisi de marcher, « gauche, droite », « contre l'Euroland ». Les dirigeants de Lutte ouvrière, qui connaissent bien leur clientèle, ont expliqué à leurs associés de la Ligue communiste révolutionnaire qu'il ne fallait surtout pas imprimer le vocable « Europe » sur les affiches des meetings : la simple mention de ce gros mot serait le plus sûr moyen de faire « un four ».

Sur la base de savantes études, menées après le désastre des européennes de 1994, mais aussi parce que son premier secrétaire, François Hollande, a longtemps hésité à se présenter, le PS a choisi de s'afficher le plus tard possible. A s'engager trop vite et avec trop d'imprudence, on court le risque de transformer certaines affiches en collecteurs. Se rendant, il y a peu, au siège du Mouvement des citoyens, le socialiste Alain Bergou-

gnieux a ainsi contemplé avec stupeur les posters en pied du candidat « proposé » de la liste virtuelle du MDC, Sami Nair. « Je vois, c'est comme votre affiche pour exiger un référendum sur l'euro... », a ironisé, un peu médusé, le responsable socialiste.

Daniel Cohn-Bendit, lui, bouclera à la fin du mois sa « tournée des sous-préfectures », et il réitérera déjà à de futures « créations d'événements ». Une descente écologique de la Vallée blanche, à ski et avec journalistes, est prévue pour le mois de mars, et des virées environnementalistes, à vélo et avec caméras, façon « Belle des champs », dès que le temps s'y prête.

● Produits dérivés et « territoires de marque ». La promotion des listes ne passe pas seulement par les supports traditionnels. A l'instar des grands clubs de football, les listes pensent à créer une gamme de produits dérivés. Actuellement en promotion, au prix de 4.566 euros la bouteille, on trouve ainsi la cuvée Daniel Cohn-Bendit, produite à Pougny, dans la Loire, par un syndicaliste de la Confédération paysanne. Ce vin engagé se distingue, d'après les œnologues, par « son caractère charnu et fruité ».

Le plus commun, cette saison,

ce sont pourtant les livres. Déjà en vente ou encore à paraître, ouvrages d'entretiens, confessions ou manuels européens, ils ont pour avantage de ne pas grever les budgets de campagne. On les trouve notamment dans les boutiques des supporters installées à l'entrée de chaque meeting. L'avantage d'un livre, c'est qu'il permet de faire parler de soi au meilleur moment. M. Pasqua voudrait maintenir le secret jusqu'à la parution du sien, fin mars ou début avril. Robert Hue a eu la chance de voir sortir son *Communisme, un nouveau projet au moment où il se décidait à prendre la tête de la liste de son parti*. Quant à M. Nair, qui a entamé sa campagne de terrain le 25 février, il était, le lendemain, l'invité de « Bouillon de culture » pour y parler de son ouvrage *L'immigration expliquée à ma fille*, tout juste paru au Seuil.

Certains veillent à chronoscrire leur « territoire de marque ». Parce qu'il n'y a pas de petits profits, M. Cohn-Bendit a réédité, en février, *Une envie de politique* (1998), avec une postface « inédite ». Du même auteur paraîtra, la première semaine de mars, *Sois jeune et tais-toi*, de L'Esprit frappeur. D'autres s'efforcent de ne pas brouiller le message. Après

son *Petit dictionnaire de l'euro* (1998), l'eurodéputé socialiste Olivier Duhamel s'est rendu, cette semaine, d'un *Petit guide de l'Europe*. La différence ? Le premier était publié, au Seuil, en 1998, avec un député allemand dénommé... Daniel Cohn-Bendit. Le second est écrit en solo pour Les Cahiers formation du PS. Avec, cette fois, le parrainage plus orthodoxe, lorsque l'on est candidat à la candidature, d'Henri Weber, membre du secrétariat national du PS.

Parfois, il arrive que l'on ne distingue plus très bien la marque de son dérivé : c'est dans le *Quotidien de Paris*, journal dont il est le directeur, que Nicolas Miguet - condamné le 27 janvier à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 150 000 francs d'amende pour banqueroute, escroquerie et faux en écritures - a annoncé, le 22 février, qu'il conduira une liste pour « faire entendre la voix des contribuables » et dire aux « politiques de tout bord que "trop, c'est trop !" ».

● Co-branding et publicité comparative. L'interdiction de la publicité comparative ne touche que les produits commerciaux. En politique, les petites listes connaissent tout l'avantage de cette pratique pour leur notoriété : Antoine Waechter se présente ba-

blement en anti-Dominique Voynet. Les plus populaires des hommes publics savent, en revanche, qu'il convient de citer le moins possible l'adversaire. Même si, parfois, la langue vous démange, et le supplice est trop cruel. « Je n'ose même plus nommer le porte-parole des Verts », se plaint M. Chevènement. *Je m'autocensure en permanence*.

Avec sa liste « ouverte » à quarante-trois personnalités non-communistes, M. Hue est devenu un adepte du co-branding. Cette méthode dernier cri consiste, pour une marque (de vêtements pour enfants, par exemple), à faire la « pub » d'une autre marque (de lessive), et inversement. Peu importe au secrétaire national que la LCR rigole de sa « liste coco light ». L'efficacité du co-branding est prouvée, surtout s'il s'accompagne de messages subliminaux. Un matin, sur Europe 1, le PDG mitterrandiste Pierre Bergé a confié qu'il voterait à gauche pour une liste d'ouverture... Un autre jour, un dirigeant communiste a signalé aux journalistes que Stanislas Nordet, directeur du Théâtre de Saint-Denis, est très proche d'une des filles de Jack Lang. Et qu'ils peuvent le répéter.

Ariane Chemin



## Jean Glavany doute que la renégociation de la PAC aboutisse rapidement

Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, est reçu par Jacques Chirac et Lionel Jospin

Après avoir inauguré, dimanche 28 février, le Salon de l'agriculture, le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, a exprimé des doutes sur l'intérêt

d'une nouvelle rencontre entre ses homologues européens. La France viendra cependant avec des propositions concrètes. Jacques Santer, président de la Commission, qui devait être reçu

lundi par Jacques Chirac et Lionel Jospin, appuie Paris à propos de la « dégressivité des aides ».



« la Commission et la présidence sont capables de revoir leur copie » alors qu'il faudrait « reprendre les choses à zéro sur de nouvelles bases pour aller vers une réforme plus économique », car, jusqu'à maintenant, « ce qui était proposé comme compromis était déséquilibré et disproportionné ».

M. Glavany a conclu : « Je souhaite une plus étroite coopération franco-allemande car quand il n'y a pas d'accord entre Paris et Bonn, on s'aperçoit que l'Europe se bloque ».

ne viendra pas les mains vides à la prochaine réunion du conseil des ministres. « Nous avons déjà préparé des propositions nouvelles », a indiqué M. Glavany. Il faisait notamment allusion aux baisses de prix que Paris serait prêt à considérer comme acceptables. « Des baisses modérées entraîneraient automatiquement des paiements compensatoires moins élevés, donc des dépenses communautaires raisonnables », a-t-il expliqué dans son entourage. La Fédération nationale bovine ne semble d'ailleurs pas s'opposer à une baisse d'environ 15 % du prix de la viande alors que la Commission propose 30 %.

**APPROBATION DE TOUTES LES PARTIES**

La position française a reçu dimanche soir l'appui de Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles. Il est favorable, a-t-il dit au Monde, à une dégressivité des aides encore plus drastique que celle suggérée par Paris. C'est à dire proportionnelle à la taille des exploitations et assortie d'une franchise pour certaines. M. Santer aura l'occasion d'expliquer plus avant la position de l'exécutif sur l'agenda 2000, puisqu'il devait être reçu ce lundi par Jacques Chirac et Lionel Jospin. A l'issue de leur rencontre, le président de la Commission a laissé entendre que le conseil agricole pourrait être reporté.

La fermeté, saluée par Luc Guyau, qui a jugé que « la France avait gagné la première manche », a été approuvée à droite comme à gauche. Robert Hue, secrétaire national du PCF, a dit sa satisfaction que la France ait « exprimé nettement son opposition à toute réforme de la PAC qui tournerait le dos au principe de solidarité financière européenne ». Alain Madelin, président de DL, a précisé sur TF1 : « On a eu raison de rejeter une agriculture, supranationale, telle que préparée par la présidence socialiste allemande ». Daniel Cohn-Bendit sur France 3 a estimé que « l'Allemagne avait fait une erreur » en proposant le cofinancement et a qualifié de « juste » l'idée de « subventions dégressives ».

François Grosrichard

## Martine Aubry renonce à sanctionner un inspecteur du travail

**IL N'Y A PLUS** d'affaire Filoche. Le ministre de l'emploi et de la solidarité a fait savoir, dimanche 28 février, qu'il ne serait pas donné suite à la procédure qui avait été engagée à l'encontre de l'inspecteur du travail Gérard Filoche. Le même jour, un nouvel appel en sa faveur avait été lancé. Signé par plusieurs personnalités, dont le président de la Ligue des Droits de l'Homme Henri Leclerc, le cinéaste Bernard Tavernier, le sociologue Robert Castel, et des militants syndicaux, le texte demandait « la levée immédiate de toute sanction » et « le retrait de la circulaire du 5 janvier » centrée sur les relations que doivent entretenir les fonctionnaires avec les médias. La levée de la sanction ayant eu

lieu, le texte est maintenant par les signataires en ce qui concerne le retrait de la circulaire. M. Filoche s'était en effet vu reprocher par Martine Aubry d'avoir « critiqué ouvertement l'action du gouvernement » et « manqué à l'obligation de réserve qui s'impose à tout fonctionnaire », après avoir publié une tribune consacrée aux 35 heures dans le quotidien *Libération* du 18 janvier. « Aucune décision définitive de blâme n'avait encore été prise », a précisé le ministre dans son communiqué dimanche. A la suite d'un entretien avec le directeur de cabinet de M<sup>me</sup> Aubry, jeudi 25 février, le ministre assure que M. Filoche s'est engagé « à respecter les dispositions régissant l'obligation de réserve ».

Joint par téléphone, lundi, l'inspecteur estime qu'il n'y a pas, à ses yeux, d'affaire Filoche, mais juste un problème d'application de la circulaire. « Pure coïncidence », réplique le cabinet de M<sup>me</sup> Aubry, « la précédente circulaire datait de 20 ans et nous l'avons actualisée à la demande des responsables. Il ne s'agit pas d'un durcissement ». La ministre devrait recevoir, d'ici à la fin de la semaine, M. Filoche. Au même moment, ce dernier, par ailleurs membre du PS et animateur de la Gauche socialiste, aura s'il figure sur la liste socialiste pour les élections européennes. Ou s'il est préféré Harlem Désir.

Isabelle Mandraud

## La mairie FN de Vitrolles téléguidée une section Force ouvrière

**VITROLLES**

de notre correspondant régional

Les élections au comité des œuvres sociales (COS) de la mairie de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), dirigée par le Front national-Mouvement national (FN-MN), devaient avoir lieu le 25 mars : cet organisme, qui se consacre à l'aide sociale, est élu tous les deux ans et il est composé de 29 sièges pour un millier de salariés environ à la mairie. Il est actuellement dirigé par une équipe intitulée « Toutes tendances confondues » (TTC), hostile au fonctionnement des centrales syndicales classiques, qui ne se représente pas. La CGT et la CFDT, seules à figurer dans les instances de discussion comme le comité technique paritaire ou le comité d'hygiène et de sécurité, présentent chacune 29 candidats et 29 suppléants.

La nouveauté réside, cette année, dans la présence d'une liste Force ouvrière, alors que ce syndicat avait disparu de la scène locale en 1995. La liste ne comprend que 19 titulaires et autant suppléants et a été, pour cette raison, refusée par

le président du COS, organisateur du scrutin. Elle a pourtant décidé de se maintenir.

Parmi les postulants de ce nouveau syndicat, dont la section vient tout juste d'être créée, on relève les noms de personnes qui travaillent au cabinet du maire, Catherine Mégret, ou à son protocole, ainsi que la secrétaire du responsable du service de la sécurité ou encore des membres du service « sensible » des élections. La première sur la liste des suppléants, déposée par la section de Force ouvrière, est Marianne Molina, choisie comme grand électeur par la majorité FN-MN pour les sénatoriales.

**MARC BLONDEL SE DÉMARQUE**

Colette Catana, qui est à la tête de la liste des titulaires, refuse tout soupçon d'amitié avec la mairie et dit ignorer les appartenances politiques de ses collègues. Selon elle, l'idée de la création de FO serait apparue lors de la grève du nettoyage, « pour la défense des ouvriers et pour qu'ils ne soient pas défendus que par les autres syndicats ».

Marc Blondel, secrétaire général

de Force ouvrière, s'est démarqué de cette liste, en déclarant qu'elle comportait « certains responsables actifs du Front national », ce qui est « en contradiction avec [ses] orientations ». Localement, les dirigeants FO sont plus prudents. Liliane Card, responsable départementale des personnels communaux FO, explique que chaque syndicat a son autonomie. Mais elle ajoute, lorsqu'on la questionne sur les amitiés politiques dont sa liste est soupçonnée : « On n'a pas l'intention d'être sous l'emprise de qui que ce soit ». N'ayant pas, comme secrétaire départementale, « à juger de la composition de la liste », elle déplore que beaucoup de non-syndiqués y figurent, mais elle pense surtout que ses amis l'ont constituée « un peu vite ». Selon elle, pressés par le temps, « ils sont allés à la pêche » pour trouver des noms. Et si certains candidats sont un peu compromettants, cela est dû, explique-t-elle, « à une erreur de jeunesse » de ces apprentis syndicalistes, qu'elle soutient malgré tout.

Quoi qu'il en soit, l'apparition

soudaine de cette liste ne peut que satisfaire la mairie, qui rencontre des déboires dans la gestion du personnel. La CGT et la CFDT lui ont créé quelques ennus sur le terrain en organisant, pendant neuf jours consécutifs en juin 1998, une grève bien suivie contre la privatisation du nettoie-ment. Très battante sur le plan juridique, la CFDT a porté plainte devant le tribunal administratif de Marseille à propos de cette privatisation : la municipalité a annulé ses délibérations avant même le verdict, et en a adopté d'autres, elles aussi attaquées devant le tribunal.

Entre-temps, toujours du fait d'un recours de la CFDT, celui-ci a annulé l'arrêté municipal licenciant Ahmed Sarhane, agent municipal, ultérieurement renversé par une voiture conduite par des militants FN. Et le commissaire du gouvernement vient de demander que soit aussi annulée la délibération licenciant 31 contractuels dès la prise de fonctions de Catherine Mégret.

M. S.

## Neuf fonctionnaires d'Aubagne mis en examen pour fraude électorale

Le PC se dit scandalisé par la procédure

**MARSEILLE**

de notre correspondant régional

L'élection législative partielle de la 9<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, qui se tiendra les 21 et 28 mars, s'ouvre dans un climat explosif provoqué par la mise en examen de neuf fonctionnaires de la mairie d'Aubagne. Remportée avec 20 voix d'avance (sur 28 863 votants) par Alain Belviso (PC), le 29 septembre 1998, l'élection avait été contestée le soir même par son adversaire du second tour, Bernard Deflesselles (DL). Le 3 février, le Conseil constitutionnel l'annulait, relevant dans des attendus sans ambiguïté une « fraude organisée » dans trois bureaux d'Aubagne.

Après une perquisition en mairie jeudi, le juge Patrick Ardid mettait en examen six personnes, leur interdisant de participer aux prochaines opérations électorales, de se rendre en mairie et de parler à des fonctionnaires municipaux. Samedi, deux autres personnes étaient écrouées, dont le secrétaire général de la mairie. Et dimanche matin, une autre fonctionnaire était elle aussi emprisonnée pour « fraude électorale aggragée ».

Le maire et député sortant Jean Tardito (PC), qui avait voulu, en démissionnant l'été dernier, « mettre un terme au cumul des mandats avant même l'adoption de la loi », s'est déclaré, selon l'AFP, « choqué, bouleversé, scandalisé par la mise en mouvement de la machine judiciaire la plus lourde jamais vue dans une affaire de ce genre » au cours d'une conférence de presse dimanche matin. Son adjoint, Alain Belviso, a dit espérer que la plainte qu'il a déposée de son côté contre son adversaire de droite « aurait des suites ».

**LANCÈMENT D'UNE PÉTITION**

Les communistes, qui ont manifesté plusieurs fois la semaine dernière devant l'hôtel de police et le palais de justice de Marseille, ont lancé une pétition qu'ils comptent adresser au garde des sceaux, Elisabeth Guigou. Celle-ci, comme Ségolène Royal et Jean-Claude Gaysot, était venue en septembre soutenir Alain Belviso, alors candidat de la gauche unie.

Le candidat de Démocratie libérale, qui estime depuis le soir de l'élection que « la victoire lui a été volée », espère fermement remporter le siège dans cette circonscription, communisme depuis 1962. Il devrait recevoir le 21 mars un soutien plus appuyé de la

droite locale qui s'était moyennement mobilisée à l'automne dernier. Au second tour, M. Deflesselles avait récolté de nombreux suffrages venus d'abstentionnistes et d'électeurs s'étant portés au premier tour sur la candidature du Front national l'épéniste Joëlle Melin. Ne pouvant se maintenir, celle-ci n'avait pas donné de consigne de vote. M<sup>me</sup> Melin se présente à nouveau, tandis que les mégristes ont renoncé.

### Un soupçon récurrent

En 1983, à la suite de recours introduits par les listes de droite, le Conseil d'Etat avait annulé les élections municipales, pour irrégularités ou fraudes caractérisées, dans une série de communes de la région parisiennes administrées de longue date par des équipes communistes. Sarcels, Antony, Aulnay-sous-Bois, Villeneuve-Saint-Georges, notamment. C'était la première fois que le soupçon de tricherie recevait une telle confirmation.

Les scrutins suivants n'avaient pas vu la répétition de décisions judiciaires de cette ampleur. En 1990, le Conseil d'Etat avait annulé les élections municipales de 1989 à Pantin, en Seine-Saint-Denis, pour propagande irrégulière. Des élections partielles avaient donné de nouveau la victoire à Jacques Isabert (PCF). En mars 1997, avaient été annulées les élections de 1995 à Joinville-le-Pont, dans le Val-de-Marne, où la liste conduite par Pierre-Yves Cosnier (PCF) avait bénéficié d'indications d'employés communaux sur des personnes qui n'avaient pas encore voté. La liste de M. Cosnier avait ensuite été réélue.

A gauche, la situation est plus délicate. C'est pourquoi M. Tardito a mis tout son poids dans la balance en se présentant cette fois comme suppléant d'Alain Belviso, car des personnalités socialistes et des Verts de la circonscription avaient fait savoir dès le mois de février qu'ils ne souhaitaient pas repartir derrière Alain Belviso, évoquant « le désastre des élections ». Carmen Heumann (les Verts) et Patrick Arnoux (PS), tous deux conseillers municipaux, ont donc annoncé leur candidature.

Michel Samson

## La droite conserve un canton dans le Doubs

DOUBS Canton du Russey (second tour).

L, 4 232 ; V, 2 837 ; A, 31,78 % ; E, 2 799.

Daniel Leroux, UDF, m. de Mont-de-Laval, 1 296 (46,30 %).

Elu Gilles Robert, PS, adj. m. du Russey, 810 (28,93 %).

Henri Maillot, RPR diss., 693 (24,75 %).

[En dépit du maintien d'Henri Maillot (RPR diss.), le candidat de l'UDF et du RPR, Daniel Leroux (UDF), l'emporte dans ce scrutin destiné à pourvoir le siège rendu vacant par la démission de Jean-François Humbert, président (UDF) du conseil régional de Franche-Comté et sénateur du Doubs, qui avait dû se mettre en conformité avec la législation sur le cumul des mandats. Le Russey reste donc le seul des cantons du Doubs à n'avoir jamais basculé à gauche.

21 février 1999 : L, 4 232 ; V, 2 837 ; A, 31,78 % ; E, 2 799 ; Daniel Leroux, UDF, m. 1 000 (40,92 %).

Henri Maillot, RPR diss., 746 (30,35 %).

Gilles Robert, PS, adj. m. 497 (27,21 %).

Elu Simonin, PS, 23 (0,93 %).

Jeannine Eckert, PC, 14 (0,57 %).

Jean Besançon, div. g., 0 (0,00 %).

**CORRUPTION** Six pôles économiques et financiers, ces cellules de magistrats spécialisées dans la lutte contre la corruption, devraient voir le jour dans le courant du mois de

mars à Paris, Bordeaux, Aix-Marseille, Bastia, Lyon et Fort-de-France. ● À PARIS, les magistrats se sont installés la semaine dernière dans les anciens locaux du Monde, rue

des Italiens. A terme, deux cent cinquante personnes travailleront dans cette annexe du Palais de justice. ● LES MAGISTRATS de ces pôles seront aidés par des « assistants spé-

cialisés » détachés auprès d'eux par la Banque de France ou la direction de la concurrence ou des douanes. ● POUR PIERRE LASCOUMES, directeur de recherche au CNRS, la justice

n'a pas les moyens de lutter efficacement contre la délinquance économique et financière. « Elle n'est informée qu'après toute une série de filtres », constate-t-il.

## Six pôles de lutte contre la délinquance financière verront le jour en mars

Les sites de Paris, Bordeaux, Aix-Marseille, Bastia, Lyon et Fort-de-France ont été retenus. Pour améliorer l'efficacité de la justice, les magistrats seront aidés par des « assistants spécialisés » venus de la Banque de France ou de la direction des douanes

LE MONDE feutré de la justice financière s'apprête à vivre une petite révolution culturelle. Avec quelques mois de retard sur le calendrier, les pôles économiques et financiers, ces cellules de magistrats spécialisés dans la lutte contre la corruption, verront le jour courant mars. A Paris d'abord, mais aussi à Bordeaux, Aix-Marseille, Bastia, Lyon et Fort-de-France, des magistrats du parquet et du siège seront dotés de moyens matériels et humains plus importants afin de les les « sortir de l'artisanat ». Les magistrats recevront notamment l'assistance d'une trentaine de fonctionnaires détachés d'administrations de contrôle qui, en leur apportant une expertise technique sur les dossiers, devraient renforcer leur efficacité.

L'idée des pôles économiques et financiers a germé en 1997. Dans un courrier adressé au garde des sceaux, le président du tribunal de Paris, Jean-Marie Coulon, et le procureur de l'époque, Gabriel Bestard, détaillaient à Elisabeth Guigou les blocages suscités par

des affaires financières tentaculaires comme celles du Crédit lyonnais. Quelques jours plus tard, les juges d'instruction parisiennes Eva Joly et Laurence Vichnievsky, estimant qu'elles étaient « dans l'impossibilité matérielle » de traiter leurs dossiers, réclamaient des « conditions décentes de travail et un local digne ». La ministre de la justice avait alors décidé de créer des cellules spécialisées dans la lutte contre la délinquance financière.

### MIEUX CIBLER LES RECHERCHES

Projet phare entre tous, le pôle économique et financier du tribunal de Paris s'installera dans ses nouveaux locaux dès le début mars (lire ci-dessous). Mais le véritable apport des pôles réside surtout dans l'arrivée, d'ici à la fin du mois, de fonctionnaires détachés des administrations de contrôle. Alors que les juges ne disposent, pour l'heure, que du concours de la police et des experts, ils se verront adjoindre des « assistants spécialisés », disposant de solides connais-

sances en matière économique et financière. Ces fonctionnaires, appelés à devenir de véritables collaborateurs des magistrats, vont bouleverser l'organisation traditionnelle du travail judiciaire.

Inspecteurs ou contrôleurs des impôts, fonctionnaires de la direction de la concurrence ou des douanes, agents de la Banque de France, ces assistants, créés par la loi du 2 juillet 1998 précisée par un décret du 5 février, seront placés pour trois ans sous l'autorité des chefs de juridiction. Etant appelés à connaître les moindres détails des affaires judiciaires, ils devront jurer « de conserver le secret des informations » qui leur sont soumises.

De fait, le rôle des futurs assistants spécialisés réside essentiellement dans l'aide à la décision des magistrats. Au parquet, ils seront chargés d'effectuer un premier tri dans la masse des dossiers qui parviennent au procureur. Actuellement, par manque de temps comme de moyens, le parquet transmet presque automatique-

ment les procédures à la police judiciaire pour enquête, à charge pour elle de débroussailler le dossier. Les assistants spécialisés, capables de lire un bilan comptable, d'y repérer rapidement une infraction pénale et de déceler les pièces manquantes, pourront aider le magistrat à mieux orienter le travail des enquêteurs.

Les assistants spécialisés affectés auprès des juges d'instruction devraient également leur permettre de gagner un temps précieux. Les services de police ou de gendarmerie étant surchargés, certains juges attendent aujourd'hui plusieurs mois avant d'obtenir le résultat de leurs commissions rogatoires et multiplient les expertises coûteuses sur les dossiers complexes. La présence à leur côté d'un ou de plusieurs fonctionnaires de haut niveau devrait leur permettre de mieux cibler les recherches qu'ils demandent aux experts et les investigations qu'ils confient aux enquêteurs.

Il ne s'agit cependant pas de créer des « juges bis » : les assis-

stants spécialisés ne pourront effectuer aucun acte de procédure. Ils assisteront aux interrogatoires des mis en examen et éventuellement aux perquisitions mais ils ne pourront intervenir. Ils analyseront les dossiers financiers et proposeront des angles d'enquête mais au final, les juges seuls trancheront. Aidés dans la recherche technique, les magistrats resteront les chefs d'orchestre de la procédure. « Il s'agit de recentrer le magistrat sur son métier de juriste », explique Jean-Claude Marin, procureur adjoint de Paris chargé des sections financières. Actuellement, on demande au magistrat financier d'être économiste, expert-comptable, spécialiste de micro et de macro-économie. Un tel homme ou une telle femme n'existe pas.

### APPREHENSIONS

L'arrivée des assistants spécialisés ne fait cependant pas l'unanimité dans le corps judiciaire, et notamment chez les avocats. « Ces assistants spécialisés dirigeront une sorte de pré-enquête invisible dans le dossier, sans dialogue avec la défense », affirme Dominique de la Garanderie, la bâtonnière du barreau de Paris. Finalement, ils travailleront exclusivement à charge. « Aujourd'hui, les magistrats se retrouvent souvent seuls face à des équipes d'avocats compétents et expérimentés, multipliant leurs propres expertises dans les dossiers financiers. En offrant de nouvelles armes aux juges, la présence d'assistants spécialisés pourrait bouleverser cette donne.

Mais le véritable pari, pour les promoteurs du projet, réside dans la capacité de la magistrature, peu encline à bouleverser ses habitudes, à intégrer les assistants spécialisés. Ces collaborateurs d'un type nouveau devront trouver leur place auprès de magistrats habitués le plus souvent à travailler en solo. Certains juges rechignent déjà devant cette perspective de collaboration, persuadés qu'on cherche à les déposséder de leurs dossiers. « Certains de mes collègues craignent de ne plus pouvoir maîtriser leurs procédures, d'autres sont méfiants à l'égard de fonctionnaires provenant d'administrations extérieures, témoigne un juge de la

galerie financière de Paris. Quand ce n'est pas tout simplement la peur de devoir se retrouver face à quelqu'un de plus compétent que soi. » D'autres magistrats se félicitent de l'idée de se voir secondés dans des dossiers toujours plus complexes. « J'en ressens l'utilité non pas parce que nous sommes incapables de surmonter des affaires

### L'inconnu du palais de justice de Paris

Il est inconnu du standard du palais de justice de Paris. Jean-Paul Dénouveau, inspecteur de la Banque de France, a pris pour autant officiellement ses fonctions, le 30 mars 1998, auprès du président du tribunal, Jean-Marie Coulon. Détaché par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, en accord avec la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, M. Dénouveau préfigure la fonction d'assistant spécialisé. Commis jusque-là comme expert, il assiste le juge Eva Joly, qui instruit, outre l'affaire Elf et le dossier du Crédit lyonnais, quelque quatre-vingts dossiers.

Fort de son expérience, M. Dénouveau, qui devrait s'installer prochainement dans les locaux du pôle financier, rue des Italiens, à Paris, insiste pour que le travail qui sera confié aux assistants spécialisés soit à la hauteur de leurs capacités. « Le pire serait que nous devenions des suppléants des magistrats, indique-t-il. Il nous faut une certaine autonomie afin que nous puissions exercer des responsabilités. »

difficiles mais parce que cela va nous permettre de griller des drapeaux qui sont aujourd'hui chronophages », explique un magistrat. « Cela devrait permettre de briser la solitude du juge d'instruction, renchérit un de ses collègues. Il faut faire preuve d'un peu de modestie et reconnaître qu'on ne peut pas s'atteler seul à un dossier du type Crédit lyonnais. »

## Un « déménagement-éclair » vers le 5, rue des Italiens

POUR DES RAISONS de sécurité, la date a longtemps été tenue secrète. Le « déménagement éclair » a eu lieu discrètement avant l'ouverture officielle des locaux, mardi 2 mars. Depuis quelques jours, les magistrats du parquet et les juges d'instruction de la galerie financière du tribunal de Paris ont donc pris possession de leurs nouveaux bureaux, rue des Italiens, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement. Situé dans les anciens locaux du Monde, le siège du pôle financier de Paris a été entièrement rénové : locaux clairs, équipements modernes, espaces de travail ouverts.

Depuis des années, le palais de justice de Paris est confronté à un problème récurrent de place. Chargé d'histoire mais très peu fonctionnel, le palais de l'île de la Cité dispose de vingt-quatre kilomètres de galeries et d'une trentaine d'entrées mais il n'offre que des bureaux exigus aux magistrats. Pour installer le pôle financier, qui doit regrouper, à terme, deux cent cinquante personnes, la présidence du tribunal a donc été obligée de trouver une annexe. Les locaux de la rue des Italiens avaient notamment l'avantage de se trouver à quelques stations de métro du palais de justice.

Le nouveau pôle devrait accueillir, sous la direction de Claude Nocquet, première vice-présidente, les quatorze juges d'instruction de la

galerie financière, ainsi que les quatorze juges de la 5<sup>e</sup> section, spécialisée dans les affaires d'escroquerie et de faux. La juge Edith Bolzette, nommée « doyen juge délégué » recevra les constitutions de partie civile et désignera les juges d'instruction. Le parquet financier regroupera, sous la direction de Jean-Claude Marin, procureur adjoint, vingt-six magistrats. Les trois magistrats de la cellule commerciale, attachés au suivi du tribunal de commerce, restent dans l'île de la Cité.

### UN EFFORT POUR L'INFORMATISATION

Cette cinquantaine de magistrats devraient être secondés par autant de greffiers auquel il faut ajouter une quarantaine de fonctionnaires et vingt-quatre assistants de justice. Ces jeunes diplômés, qui ont accompli quatre ans d'études supérieures, sont chargés de faire des recherches de jurisprudence ou de préparer des notes de synthèse. Enfin, une trentaine d'assistants spécialisés ont été demandés par le pôle financier : vint pour le parquet, dix pour le siège.

Si le rez-de-jardin est réservé à l'accueil des détenus, le premier, le second et le troisième étage sont occupés par l'instruction, le reste du bâtiment revenant au parquet. Chaque magistrat disposera d'un cabinet et d'un arrière-cabi-

net pour consulter ses dossiers. Des salles de confrontation et des salles de consultation pour les avocats ont été prévues. Surtout, un effort substantiel a été réalisé en matière d'informatisation. Douze magistrats instructeurs seront dotés d'un système d'instruction assisté par ordinateur qui permet de stocker sur CD-Rom des dossiers de plusieurs milliers de pages reproduits par scanner. Le parquet devrait, quant à lui, améliorer la gestion électronique de documents.

Afin de ne pas briser l'unité symbolique du palais de justice, le nouveau pôle conservera l'adresse du tribunal, boulevard du Palais. Le courrier échangé sera transmis rue des Italiens. De la même façon, le standard et les numéros de téléphone des magistrats restent les mêmes. La présidence du tribunal veut éviter de donner l'impression de privilégier la justice financière au détriment du reste du tribunal. « L'installation rue des Italiens va libérer de la place pour les autres magistrats, et la mise à niveau de l'information devrait bénéficier à l'ensemble du palais », explique Claude Nocquet. Il ne faut surtout pas s'imaginer qu'il y a aura les grands juges aux Italiens et les petits juges ici, au palais. »

C. Pr.

C. Pr.

Pierre Lascoumes, sociologue du droit, directeur de recherche au CNRS

## « En période de crise, la question du profit illégitime devient un enjeu très sensible »

« Comment expliquez-vous que la délinquance financière ait longtemps échappé à la justice alors que les textes réprimant la corruption ou l'abus du bien social existaient déjà ? » C'est vrai, les ressources juridiques existaient sans être utilisées. Il faut cependant rappeler que c'est durant la période qui s'étend des années 30 aux années 80, à l'exclusion de la seconde guerre mondiale, que les poursuites ont été les plus fréquentes en matière de consommation, de droit social et de droit fiscal. Les dossiers économiques et financiers représentaient alors environ 15 % du contentieux contre 8 % des condamnations aujourd'hui.

« Comment expliquer la réémergence de ce contentieux ? » Il y a d'abord le fait que la justice elle-même a changé. L'arrivée progressive, à partir des années 80, de magistrats plus jeunes, venant de milieux sociaux plus divers, formés à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) de Bordeaux dans un esprit plus critique, a permis d'enrichir la culture judiciaire et de réduire la culture de soumission, traditionnelle à ce corps. Auparavant, les magistrats étaient plus frileux : ils recevaient moins d'ordres du pouvoir politique qu'ils ne demandaient eux-mêmes des instructions. C'est cette culture qui est en train de changer, comme elle a changé chez les partenaires de la magistrature que



PIERRE LASCOUMES

sont les policiers ou les administrations de contrôle.

« Le second facteur, c'est le contexte de la crise économique. Quand on est dans une société de prospérité, la légitimité des profits ne fait pas forcément débat. En revanche, en période de crise, la question du profit illégitime, de l'enrichissement, du contournement des règles pour obtenir des privilèges, devient un enjeu très sensible. Les gens se disent : « Comment, alors que moi-même j'ai du mal à survivre, autant d'argent peut-il circuler par des voies si obscures, sans que quiconque en soit responsable ? »

« Enfin, l'internationalisation des marchés a pesé sur le fonctionnement des entreprises en leur faisant adopter des règles du jeu nouvelles : elles ont dû assainir leur situation en interne tout en étant incitées, pour rester concurrentielles, à recourir à des moyens froissant l'illégalisme, comme la

création de filiales dans des paradis fiscaux.

« Quand la justice s'est-elle saisie de cette délinquance ? » Il y a eu d'abord une période d'échauffement : en 1972, par exemple, Pierre Arraialange, directeur des affaires criminelles, demandait que la justice investisse plus largement les questions financières, ce qui a débouché sur une première loi sur les parquets financiers en 1975. Ensuite, en 1982, est venue une circulaire de politique pénale de Robert Badinter. Mais tout cela n'a pas eu grand effet, puisqu'on s'en remettait largement aux choix des parquets, eux-mêmes très frileux.

« Les choses ont en fait radicalement basculé, à partir du moment où des responsables politiques ont été mis en cause à travers le financement des partis, à la fin des années 80. Les hommes politiques ont alors représenté les bous émissaires un peu faciles de la délinquance économique et financière, puisqu'on les identifiait alors comme les seuls responsables. Le problème est différent quand ce sont les entreprises qui sont en cause : le fait délinquant est plus difficilement personnalisable parce que les responsabilités sont très intriquées et que la délinquance s'exerce dans des réseaux peu formalisés.

« Comment la lutte contre la corruption est-elle devenue petite à petit un thème prioritaire

pour les gouvernements ? » Toute autorité politique a besoin de légitimité. Or, à partir du moment où les politiques ont été interpellés, à travers le financement des partis et les relations plus ou moins obscures qu'ils entretenaient avec les grands groupes financiers, il est devenu nécessaire, pour eux, de montrer qu'ils pouvaient se saisir du problème.

« Toute la question est de voir jusqu'à quel point les déclarations d'intention sont suivies d'effets. Il y a quand même eu quatre lois successives sur le financement des partis, ce qui a bien montré que, au moins pendant un certain temps, les pratiques n'avaient pas changé. De la même façon, les accords internationaux contre la corruption, qui sont une bonne chose, se font dans une assez grande hypocrisie : on accepte, par exemple, que des paradis fiscaux signent la convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la corruption des fonctionnaires étrangers. En fait, il faut prendre acte de ces nouveaux engagements afin de revendiquer régulièrement leur application et leur évaluation.

« Pensez-vous que la justice est aujourd'hui suffisamment armée pour lutter contre la délinquance économique et financière ? » Sincèrement, non. D'une part, la justice est une institution qui ne prend pas d'initiatives, qui n'est pas self-starter : elle est tou-

jours saisie par des plaintes de justiciables ou des informations qui lui sont transmises. Or, en matière économique et financière, la dilution de l'information est extrême, beaucoup plus que pour les atteintes aux biens et aux personnes. La justice pénale n'est donc informée qu'après toute une série de filtres. Elle peut ainsi de-

### « Les infractions économiques n'ont jamais été réunies dans un livre du code pénal »

venir le jeu de règlements de comptes entre actionnaires et être instrumentalisée.

« D'autre part, le contentieux économique et financier est traité par des organismes différents, qui ont leurs logiques propres, comme l'inspection du travail, la direction générale de la concurrence ou l'administration fiscale. Or ces administrations ne transmettent à la justice que les affaires dans lesquelles elles ont échoué, et leurs critères d'appréciation pour les poursuites restent d'un flou absolu. Ce qui pose la question de la cohérence de la politique pénale et de la définition de critères de

gravité des infractions. Les infractions économiques n'ont d'ailleurs jamais été réunies dans un livre du code pénal, elles sont dispersées dans plusieurs lois. Sur le plan pratique, c'est évidemment un handicap pour les magistrats. Sur le plan symbolique, cela signifie qu'on n'a pas jugé suffisamment important d'inscrire les questions économiques et financières dans la définition des grandes dimensions de l'ordre social. L'abus de bien social, par exemple, est inscrit dans la loi sur les sociétés et le délit de banqueroute a été sorti du code pénal.

« Enfin, la justice n'a pas les moyens d'appréhender la réalité de l'entreprise dans son ensemble. Elle ne l'aborde que par des angles successifs : le droit du travail, le droit commercial, le droit civil ou pénal. Il faudrait plutôt penser à une spécialisation de la magistrature économique, qui aurait accès à toutes les informations concernant une entreprise, et qui aurait vocation à traiter tous les conflits qui s'y présentent. L'action judiciaire aurait alors une vraie cohérence face à l'acteur qu'elle prétend réguler. Cela pourrait déboucher sur des décisions qui chercheraient un équilibre entre, d'un côté, la loi et, de l'autre, l'opportunité économique et l'équité sociale. »

Propos recueillis par Cécile Prieur



Il n'a pas les moyens de lutter efficacement contre la délinquance économique et financière. Elle n'est informée qu'après toute une série de filtres », constate-t-il.

## ront le jour en mars

l'efficacité de la justice, la direction des douanes

Il n'a pas les moyens de lutter efficacement contre la délinquance économique et financière. Elle n'est informée qu'après toute une série de filtres », constate-t-il.

## L'inconnu du palais de justice de Paris

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

Il est inconnu du palais de justice de Paris. Les Parisiens l'ont vu une fois, le 10 mars 1998, quand il a été vu par les journalistes. C'était à la fin d'une conférence de presse.

# Provocations racistes et flambée de violences en marge d'un match de football à Annonay

Des supporters stéphanois ont mené une expédition dans les HLM de la ville ardéchoise

Une rencontre amicale de football, organisée samedi 27 février à Annonay (Ardèche), a dégénéré en violences sous les provocations d'un

groupe de supporters venus de Saint-Etienne. Après un match émaillé d'incidents, les Stéphanois se sont rendus dans une cité HLM voisine

pour se livrer à des opérations de vandalisme. Les jeunes du quartier ont réagi en brûlant des voitures et en agressant les policiers.

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

Des « provocations racistes » et des « comportements fascistes » d'un groupe de supporters de football stéphanois ont été à l'origine des incidents survenus samedi soir 27 février dans une cité HLM d'Annonay (Ardèche), selon le maire socialiste de la commune, Jean-Claude Tournayre. En fin d'après-midi, une rencontre de gala avait été organisée à Annonay entre les joueurs de l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE) et d'une équipe suisse, le Football club de Sion.

Pour accueillir les Verts et quelque deux mille spectateurs venus assister à ce match amical, seuls quatre policiers ont été mobilisés afin de régler les problèmes de circulation et de stationnement aux abords du stade.

Mais le service de sécurité du club ardéchois a vite été débordé par une vingtaine de Stéphanois se réclamant d'un club de supporters de l'ASSE, les Magic Fans, et « venus pour casser », selon M. Tournayre.

Des premiers coups ont fusé à la suite d'une entrée en force de Stéphanois sans billet. En vue d'apaiser les esprits, le président du club d'Annonay a alors accepté la présence des Magic Fans dans le stade, en bordure de la touche et à l'opposé de la principale tribune afin d'éviter les affrontements. Sans atténuer pour autant les provocations des supporters stéphanois, qui ont pris à partie un groupe de jeunes de l'ASSE, après le coup de sifflet final, en déclenchant une deuxième échauffourée. Les deux clans ont été séparés par une dizaine de policiers appelés en renfort.

Avant de retourner à leurs voitures, les supporters stéphanois ont fait un crochet par la cité du Zodiac, lançant des pierres sur des antennes paraboliques et cassant des cabines téléphoniques sur leur passage. Ces agissements ont suscité de nouveaux affrontements avec des jeunes de la cité, interrompus par l'intervention d'une équipe de la brigade anticriminalité d'Annonay.

Furieux de l'attitude des policiers accusés d'avoir « laissé filer » les « casseurs stéphanois » sans les interpellés, une cinquantaine de jeunes du Zodiac ont manifesté leur colère en brûlant des poubelles et en jetant des pierres sur des voitures circulant en contrebas. Cinq véhicules ont ensuite été incendiés. Les autorités préfectorales ayant demandé aux policiers d'« encercler la cité sans y pénétrer » pour ne pas envenimer les choses, le calme est revenu vers minuit après l'intervention auprès des jeunes d'adultes et d'étus.

« RETOUR AU CIVISME »

« On a évité la catastrophe », a observé le maire d'Annonay, qui a souligné l'attitude « particulièrement sérieuse » des policiers. « C'est la première fois qu'on arrive à une telle situation de crise », a-t-il ajouté. Bien qu'il soit classé en zone urbaine sensible, le quartier du Zodiac n'a pas connu d'antécédent d'une telle nature, dans une ville d'Annonay qui compte quelque vingt mille habitants.

Vincent Charbonnier

## Quand l'ancien preneur d'otages tient la chronique judiciaire

NANTES

de notre correspondant

Au palais de justice de Nantes, Georges Courtis revient d'assoir dans les salles du tribunal correctionnel. Là, il prend des notes pour la chronique judiciaire qu'il tient dans *Le Lézard*, un journal satirique local. « La police me salue, certains magistrats me disent bonjour », raconte-t-il, en tirant sur son éternelle cigarette.

Le 21 décembre 1985, cet homme était sorti du palais armé au poings, retenu en otage quatre magistrats de la cour d'assises devant laquelle il comparait pour des attaques à main armée. Pendant trente-six heures, Georges Courtis avait défilé la justice en direct, filmé par une équipe de *FR3* convoquée dans la salle d'audience. Tour à tour orateur sincère et cabot, il avait harangué les jurés, les juges et journalistes retenus sous la menace de revolvers et de grenades dégonflées. La cavale de Georges Courtis et de ses deux complices avait pris fin à l'aéroport de Nantes, après une opération des policiers du RAID dirigés par le préfet Robert Broussard.

Aujourd'hui âgé de cinquante-deux ans, dont

vingt-trois passés derrière les barreaux, Georges Courtis a plus que jamais envie de s'exprimer sur la justice et la prison. Sa prise d'otages très médiatisée lui avait valu d'être condamné à vingt ans de réclusion criminelle, avec circonstances atténuantes, en février 1988 par la même cour d'assises de Loire-Atlantique. A présent, le stylo du chroniqueur vient simplement remplacer le revolver 357 magnum du truand. Ce n'est plus en crevant l'écran mais à travers les histoires quotidiennes de la correctionnelle qu'il espère faire toucher du doigt « l'humanité » d'un monde qui le révolte toujours.

LE TRIBUNAL « CÔTÉ JARDIN ET CÔTÉ COUR »

« Ce n'est pas de la provocation comme le pensent certains, j'aimerais faire avancer les choses en montrant le ridicule et le tragique de certaines situations, explique-t-il. Mes quarante ans de carrière me donnent l'œil pour voir ce que d'autres ne voient pas forcément. La justice est un spectacle, je suis un homme de spectacle. Je connais cet univers côté jardin et côté cour alors que la plupart des gens qui en parlent n'ont jamais mis les pieds dans un box. Je ne suis pas journaliste et ne tiens pas à

l'être, mais la seule façon de faire connaître mes idées, c'est les médias. »

L'un de ses ex-otages se souvient de lui comme d'« un sauvageon qui n'aurait jamais bénéficié de mesures éducatives ». Georges Courtis s'avoue effectivement incapable de compter le nombre de fois où il a été jugé : « J'ai commencé à douze ans par des fugues et des vols de bicyclettes. On m'a aussi mis dans des usines à fabriquer des délinquants, alors je délinquais. Pour moi, la prison a été un lieu de formation permanente. »

C'est d'ailleurs au titre de son expertise du monde judiciaire que *Le Lézard* a fait appel à lui, explique le directeur de la publication, Eric Chalmel. « Nous aurions également pu solliciter un ancien magistrat ou à un avocat à la retraite, comme d'autres demandent à un ex-sportif de commenter un match. » Georges Courtis est « quelqu'un qui a un beau brin de plume et un homme libre qui a payé pour ce qu'il a fait », ajoute Eric Chalmel à l'adresse de ceux que choque cette collaboration.

Dominique Lumeau

## A Marseille, des sans-papiers en conflit avec l'Eglise

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le tribunal des référés de Marseille vient de constater l'échec de la médiation entre un groupe de sans-papiers et le centre diocésain Le Mistral, qu'ils occupent depuis le 7 septembre 1998. Ce jour-là, quelques dizaines de sans-papiers étaient présentés au centre, qui fut, jusqu'en 1968, le petit séminaire où se formait l'essentiel des prêtres de la ville. Maliens et Sénégalais, Comoriens ou Maghrébins, soutenus par le comité des chômeurs CGT, demandaient à occuper une pièce. Après qu'ils eurent accepté de respecter les horaires d'ouverture de l'établissement, une salle leur fut accordée par le vicaire général en charge de la maison - avec l'aval de l'archevêque de Marseille, Mgr Bernard Panafieu.

La préfecture fit immédiatement savoir aux occupants, ainsi qu'à

l'Eglise, que les 405 dossiers rassemblés par les militants ne bénéficieraient d'aucune priorité, d'autant qu'elle les trouvait particulièrement « mal fichés » et non conformes aux critères de régularisation de la circulaire du ministre de l'Intérieur.

Depuis six mois, tous les mercredis, les occupants du Mistral et leurs représentants se regroupent devant la préfecture pour demander leur régularisation. L'Eglise, qui s'était engagée, par la voix de Mgr Panafieu, à ne pas demander à la force publique de les déloger, a fini par trouver le temps long. Cinq sœurs vivent dans les locaux du Mistral ainsi qu'un gardien et sa femme.

Une trentaine de personnes y travaillent en permanence : l'entreprise de restauration et de réinsertion La Table de Cana y est installée avec ses jeunes cuisiniers, comme la pastorale des Migrants

ou l'annexe d'un institut universitaire.

Surtout, des travaux sont engagés pour plus de 3,5 millions de francs (533 536 €), qui ont pour but de réorganiser la maison et de la mettre aux normes de sécurité exigées par la mairie : la bibliothèque est terminée, c'est maintenant au tour du rez-de-chaussée du bâtiment principal, dont une pièce est occupée, d'être transformée. Les entreprises qui conduisent les chantiers s'impacientent.

ÉCHEC DE LA MÉDIATION

Les animateurs du collectif n'étant pas décidés à partir, l'évêché avait demandé, le 27 janvier, au tribunal des référés de se saisir du différend. Son avocat, M<sup>re</sup> Olivier Giraud, avait proposé au président René Salomon d'initier une médiation pour sortir de l'impasse, ce qu'avait volontiers accepté M<sup>re</sup> Dany Cohen, avocat des sans-

papiers. Deux autres avocats, M<sup>re</sup> Christian Bruschi et l'ex-bâtonnier Sixte Ugolini, avaient alors été désignés pour tenter une médiation entre Le Mistral et les occupants. A ce moment précis, six Tunisiens entamaient une grève de la faim, tendant encore plus la situation. Le rapport des médiateurs, qui notait quelques divergences entre les occupants, concluait à l'impossibilité de trouver un accord. Dans son jugement rendu mercredi 24 février, le tribunal n'a pu que constater l'échec de la médiation.

La sortie de ce conflit entre les sans-papiers et l'Eglise, qui estime avoir suffisamment donné pour eux et dont les responsables confient être « excédés et amers », repose désormais sur la possibilité de trouver un autre lieu d'hébergement pour les déboutés.

Michel Samson

DÉPÊCHES

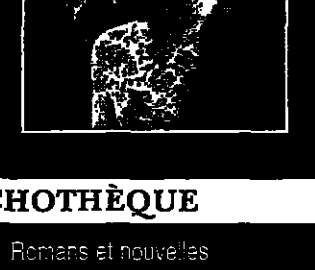
■ MANIFESTATION : quelques milliers de personnes, 3 200 selon la police, ont manifesté, samedi 27 février, à Paris pour demander la libération du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, à l'appel de la Fédération des associations kurdes en France et d'associations telles que le MRAP ou SOS-Racisme. Un millier de manifestants ont également défilé à Marseille (Bouches-du-Rhône).

■ INSERTION : environ deux mille sourds et malentendants se sont rassemblés, samedi 27 février, à Paris, sur l'esplanade du Trocadéro, à l'appel du Mouvement des sourds de France. Les manifestants voulaient soutenir l'action de Dominique Gillot, députée du Val-d'Oise (PS), auteur d'un rapport remis en juin 1997 au premier ministre, Lionel Jospin, et de cent quinze propositions pour l'insertion des sourds.

■ FAITS DIVERS : un homme fiché au grand banditisme a été abattu de plusieurs balles par des inconnus dimanche 28 février vers 4 heures, dans une rue du centre d'Alx-en-Provence (Bouches-du-Rhône). François Boglietti, trente-huit ans, a été atteint par plusieurs projectiles de gros calibre avant d'être tué d'une balle dans la tête. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle du service régional de police judiciaire de Marseille.

Mars 1999

Le LIVRE de POCHE



### LA POCHOTHÈQUE

Hermann Hesse Romans et nouvelles

### LITTÉRATURE GÉNÉRALE

- |                            |  |
|----------------------------|--|
| Régine Deforges            | La Dernière Colline                                    |
| Christian Signol           | La Dernière colline                                    |
| Marc Lambron               | 1941   |
| Benoît Groult              | Histoire d'une évasion                                 |
| Philippe & Stéphane Vigand | Putain de silence                                      |
| Jacques Duquesne           | Le Dieu de Jésus                                       |
| Henri Troyat               | Le Fils du satrape                                     |
| Michelle Clément-Mainard   | La Rose du fleuve                                      |
| Noëlle Châtelet            | La Femme coquelicot                                    |
| Madeleine Chapsal          | Un bouquet de violettes                                |
| Gaby Hauptmann             | Cherchez l'homme impuissant pour relation longue durée |
| Jia Pingwa                 | La Capitale déchue                                     |
| Taslima Nasreen            | Une jeune femme en colère                              |

Alain Leblanc Un pont entre deux rives (Film)

- |                  |                              |
|------------------|------------------------------|
| Boris Vian       | Et on tuera tous les affreux |
| Chaim Potok      | Le Maître de trope           |
| Michèle Manceaux | L'Amie                       |
| Georges Simenon  | Maigret et l'affaire Nanour  |

### THRILLERS - POLICIERS

- |                    |  |
|--------------------|--|
| Tom Clancy         | Sur ordre - 2 tomes                    |
| Michael DiMercurio | Seawolf, mission de la dernière chance |
| Val McDermid       | Le Chant des sirènes                   |
| Sandra Brown       | Faux-semblant                          |
| H. R. F. Keating   | Fumil, film, inspecteur Ghote          |

### CLASSIQUES

- |        |                                  |
|--------|----------------------------------|
| Goethe | Les Souffrances du jeune Werther |
| Balzac | Une ténébreuse affaire           |
|        | Le Député d'Arles                |

### CLASSIQUES À 10 F

- |        |                              |
|--------|------------------------------|
| Nerval | Sylvie                       |
| Balzac | Aurélien                     |
|        | La Maison du Chat-qui-pelote |

### BIBLIO/ROMANS

Vitaliano Brancati Les Années perdues

### BIBLIO/ESSAIS

Alan Sokal - Jean Briemont Impostures intellectuelles Nouvelle édition

- |                 |                                     |
|-----------------|-------------------------------------|
| Louis Althusser | Essais philosophiques et politiques |
| Alain Touraine  | Pourrons-nous vivre ensemble ?      |

### LETTRES GOTHIQUES

L'enlèvement de Guenièvre (Lancelot du Lac, V)

**San Mirel**  
la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

**NATEXIS**  
GROUPE

**NATEXIS MULTIDEVISES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

08 36 29 00 65  
3623 NXMULTIDEV

## LES RÉGIONS ET LEUR AGRICULTURE

### GRANDES CULTURES

# Le maïs, plante miracle ou mauvais génie ?

Le Grand Sud-Ouest est aujourd'hui le principal producteur de ce symbole de l'autarcie paysanne, devenu tête chercheuse de la révolution génétique. Son développement spectaculaire, depuis les années 50, fondé sur l'irrigation, impose d'imaginer de nouvelles règles de partage de l'eau

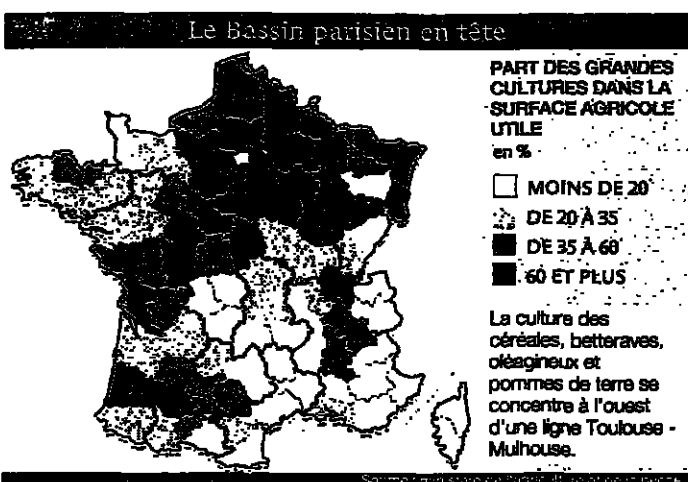
**TOULOUSE**  
de notre correspondant régional  
Les Mayas voyaient en lui un dieu. Certains auraient tendance à le considérer aujourd'hui comme un diable. Pourtant, après l'Amérique du Sud, où il continue de

**RÉGIONS**  
AQUITAINE  
MIDI-PYRÉNÉES  
POITOU-CHARENTES

nourrir les populations, le maïs a conquis le reste du monde, où il engraisse les troupeaux. Grâce à lui, la viande est devenue la clé de voûte du régime alimentaire moderne. Sans lui, les élevages de volailles, de porcs ou de bovins ne seraient pas passés à l'âge industriel et à l'étal des grandes surfaces. En retour, la croissance et la mondialisation des besoins en alimentation animale ont fait du maïs un produit phare de l'agriculture française : deux cent mille exploitants de maïs grain, cent mille éleveurs produisant du maïs fourrage produisent la moitié du maïs européen et réalisent, à l'exportation, un revenu équivalent au huitième de celui de l'industrie aéronautique civile.

Ce développement spectaculaire ne va pas sans engendrer de fortes inquiétudes. Car le maïs « prend », en même temps qu'il donne. La *success-story* se transforme alors en réquisitoire. Le maïs est accusé d'accaparer l'eau, de l'épuiser, de la polluer. On le soupçonne de proscrire grâce aux prédateurs opérées sur le patrimoine collectif, d'imposer un système d'aides financières préjudiciables à l'ensemble de la société. Plante miracle ou mauvais génie, le maïs pose la question du modèle de l'agriculture intensive, aussi décrié aujourd'hui que plébiscité hier.

Plante du pauvre appliquée à des sols médiocres, symbole de l'autarcie paysanne - du grain pour nourrir le cochon, qui nourrit l'homme -, le maïs a soudain changé de catégorie, dans les années 50, grâce aux techniques de l'hybridation (croisement des variétés pour obtenir une « lignée pure »). Les rendements ont alors explosé, la plante a pris de la rusticité, les besoins en alimentation hors sol du bétail se sont multipliés. Rivalisant avec le blé, son frère ennemi, auquel il a accroché son prix, le maïs est devenu un symbole de la performance. Cette symbolique de la modernité s'est encore accrue avec l'introduction des organismes gé-



netiquement modifiés (OGM) : le maïs constitue la tête chercheuse de la révolution génétique en agriculture. Dans le Sud-Ouest, les plaines s'étendent longuement dans l'entonoir que forment les deux chaînaux d'eau apparemment inépuisables constitués par les Pyrénées et le Massif central. C'est ici que le maïs a entrepris sa conquête du territoire, recouvrant les bassins versants de l'Adour, de la Garonne, du Lot, du Tarn, de la Dordogne et de la Charente (120 000 kilomètres de cours d'eau au total). Le paysage s'en trouve fortement empreint, pas toujours pour le meilleur, avec des sols qui restent à nu pendant les longs mois d'hiver, favorisant l'érosion et le lessivage. Le maïs a donc investi le Grand Sud-Ouest : l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes forment la principale zone productrice, avec plus de 50 % du maïs grain et du maïs fourrage. Plus de la moitié de la surface des cultures irriguées

du pays, dont 80 % dédiées au maïs, sont concentrées ici. Si l'eau fait la force de cette plante, c'est aussi son talon d'Achille. Le maïs en consomme beaucoup : 750 litres pour un kilo de grain. « Plus exactement, il consomme de l'eau au moment où sa croissance est à son apogée », précise Serge David, responsable technique à l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM). Le maïs est donc arrosé quand les pluies sont faibles et quand les eaux sont au plus bas, alors que les autres céréales, poussant plus tôt dans l'année, puisent dans un sol encore humide des précipitations d'hiver et de printemps. La ponction du maïs, qui prélève sa dîme dans des rivières à l'agonie, n'en devient que plus spectaculaire.

#### « INDICATEURS DANS LE ROUGE »

Dans le contexte général de rarefaction de la ressource en eau, le maïs passe alors pour un champion du « gaspi ». Les chiffres sont durs : malgré une hydrographie exceptionnelle, le déficit structurel en eau du bassin Adour-Garonne est évalué à 300 millions de mètres cubes par l'Agence de l'eau, environ 15 % des besoins de consommation. En période d'étiage, l'irrigation prélève 80 % des stocks. Et l'utilisation massive - « pas plus pour le maïs que pour les autres céréales », argumente-t-on - à l'AGPM - d'engrais azotés et de produits phytosanitaires compromet la qualité des eaux : 47 % des cours d'eau du bassin Adour-Garonne étaient dans un état « satisfaisant » en 1991, seulement 41 % en 1997. La collectivité est ainsi contrainte à des investissements de dépollution coûteux.

Prédation insupportable en période de disette et contournement du principe pollueur-payeur, accusent écologistes, associations de consommateurs, pêcheurs et organisations syndicales comme la Confédération paysanne. « L'intensification de la culture du maïs entraîne tous les indicateurs dans le rouge », estime Philippe Pointereau, agronome et administrateur de France Nature Environnement. Plus de nitrates, plus de pesticides, moins de drainage, moins d'eau, moins d'herbe : la pression est trop forte, il faut changer de cap. Or, un système complexe d'aides concourt à pérenniser le schéma : prime à l'irrigation (780 francs par hectare), au rendement (de 1 800 à 3 000 francs par hectare), construc-

tion de retenues, aides techniques... En retour, l'agriculteur ne verse que quelques centimes par mètre cube d'eau utilisé. La part payée par les agriculteurs ne rentre que pour 0,3 % dans la redevance pollution - 81 % est à la charge des collectivités. Au total, l'agriculture ne contribue qu'à hauteur de 2 % au budget de l'Agence de l'eau. « C'est une véritable usine à gaz, dit encore M. Pointereau : un maximum d'aide et un minimum de redevances. On encourage à payer le moins pour gagner le plus. »

« Ce n'est pas l'eau qui manque », répond François-Gilles Le Theule, directeur de l'AGPM, ce sont les moyens de stockage. De fait, la quantité qui s'écoule est largement supérieure aux besoins. Les responsables de la maïsiculture, relayés par la plupart des élus locaux, plaident donc pour de nouveaux barrages. Le projet d'implantation d'un immense réservoir à Charlas, en Haute-Garonne, pourrait ainsi être retenu dans le prochain contrat de plan Etat-région.

Qui va payer ? De tels ouvrages coûtent cher : 10 francs par mètre cube d'eau retenue, soit environ 1 milliard de francs (152,45 millions d'euros) pour Charlas. L'AGPM reconnaît que la collectivité ne peut pas tout assumer et se dit favorable à l'installation de compteurs d'eau chez les exploitants - encore rares, bien qu'obligatoires depuis 1997. Les organisations agricoles, elles, crispées sur leur « droit de tirage naturel », en appellent à la solidarité nationale. De l'autre côté, on plaide pour un système économique, alliant petites retenues collinaires et déstockages des réserves d'EDF. « La question n'est pas de trouver encore de l'eau mais d'irriguer moins », estime M. Pointereau.

Le boom de la production implique l'établissement de nouvelles règles de consommation de l'eau. Martine Gaecle, responsable du secteur agricole à l'Agence de l'eau Adour-Garonne, rêve de mettre tout le monde autour d'une table pour parvenir à un mécanisme transparent et négocié de « partage de l'eau ». A l'aube du troisième millénaire, ce vieux antagonisme de l'humanité reste toujours vivace.

Jean-Paul Besset

PROCHAINES ARTICLES :  
L'élevage

## L'épanouissement de la pomme de terre dans les plaines septentrionales

**LILLE**  
de notre correspondant régional  
Entre Nord - Pas-de-Calais et Picardie, la pomme de terre a trouvé le sol et le climat qui lui convenaient. Comme dans la Belgique voi-

**RÉGIONS**  
NORD - PAS-DE-CALAIS  
PICARDIE

sine ou en Angleterre. Avec son système racinaire très étendu en surface, elle a besoin de beaucoup d'eau. Ici, elle en trouve sans qu'il faille recourir à l'irrigation : 47 700 hectares dans le Nord - Pas-de-Calais, 40 800 en Picardie, ces deux régions assurent autour de 70 % de la production nationale. Le Nord-Pas-de-Calais est le plus gros producteur de pommes de terre de consommation : 1,9 million de tonnes sur 40 500 hectares, soit près du double de la Picardie. Toutefois, cette dernière arrive en tête pour l'approvisionnement des industriels de la féculé. Il s'agit, en fait, de deux métiers différents. La production féculière rapporte moins, mais est moins risquée que la pomme de terre de consommation. Car il est loin le temps où il suf-

fisait de se baisser pour ramasser les tubercules que l'on mettait dans les fameux « sacs à pommes de terre ». Celle-ci est devenue une grande coquette, qui nécessite des soins fort délicats et préfère voyager dans un écri. Quant aux recherches variétales, elles apportent sans cesse de jeunes concurrentes de la célèbre Bintje, en fonction des exigences des techniciens et de la mode. Les uns veulent de beaux volumes oblongs pour faire les longues frites des fast-food ; d'autres une belle peau, facile à laver.

Une entreprise comme Mac Cain, leader mondial de la frite, traite dans ses usines de Béthune et de Harnes, dans le Pas-de-Calais, 700 000 tonnes par an, à raison de 930 tonnes de surgelés par jour. Elle a mis au point un dispositif serré du suivi de la qualité. Près de 1 500 agriculteurs sont liés par un contrat annuel et un réseau d'agents de plaine - les accompagnent, depuis la préparation des sols jusqu'à la livraison.

« Ce n'est pas comme le blé qu'on peut planter et, ensuite, partir en vacances », indique Hervé Milhade, directeur du département pommes de terre chez Mac Cain. Là, il faut prendre la température de la culture quasiment tous les jours. Préparation des sols, traitement sont toujours des opérations délicates. Quant à la récolte, il faut lit-

téralement mettre la pomme de terre dans du coton ! Et si elle prend un simple petit coup de froid, elle peut transformer son amidon en sucre. Vous n'arriverez jamais à vendre des frites noires. »

Cette recherche de la qualité ne déplaît pas à Régis Fossaert, président des producteurs pour le Nord et vice-président national : « Livrer chez eux, c'est la quillotine. On passe ou on ne passe pas ; c'est devenu une habitude, du business. Nous sommes porteurs. Il n'y a rien à redire à partir du moment où tout le monde gagne de l'argent. »

Il n'y a pas que les fast-food, la restauration et les grandes surfaces à fournir. Les producteurs du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie exportaient jusqu'à présent vers le Sud, avant tout l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Ils commencent maintenant à trouver des débouchés vers la Hollande et la Belgique, dont les espaces cultivables sont plus limités. Mais ces perspectives comportent, selon M. Fossaert, une part de risque : celui de voir d'autres régions françaises, comme la Beauce ou la Champagne, se reconverter en partie dans cette culture hautement spéculative. Mac Cain ne dissimule pas un projet de troisième pôle industriel en Champagne.

Pierre Cherruau



Les planteurs de betteraves

A l'inverse des cultivateurs de blé ou des éleveurs de bovins, les planteurs de betteraves sont à l'abri des discussions actuelles sur la réforme de la politique agricole commune. Régie par des quotas stricts attribués à chacun des quinze pour six ans, ordonnée autour de prix fixés en commun entre les industriels et les

agriculteurs, l'économie sucrière ne demande aucune subvention à Bruxelles. La France est le premier producteur mondial de sucre de betterave et se situe au 7<sup>e</sup> rang mondial en comptant la production de sucre de canne. Il y a en métropole 42 sucreries, appartenant notamment à Eridania-Béghin-Say, Saint Louis Sucre, Vermandoise Industries, L'Aisne, la Marne, la Somme, le Pas-de-Calais et l'Oise

tiennent le haut du pavé, mais on cultive aussi la betterave en Bourgogne, en Alsace et en Auvergne. Treize mille hectares ont été semés en 1998 dans le but de transformer les betteraves en éthanol destiné à être ajouté à l'essence. Enfin, les betteraviers se préparent à ne prendre aucun retard pour se lancer, le moment venu, dans l'aventure des organismes génétiquement modifiés.

### TROIS QUESTIONS À... JULES DELESALLE ET MICHEL BOURDIN

1 Selon vous, qui êtes responsables dans le Loiret du Centre d'économie rurale-France - une structure associative comptable organisée en réseau -, quelle masse financière représente l'argent des céréaliers ?

Dans la Beauce du Loiret, par exemple, la moyenne du chiffre d'affaires par exploitation est d'environ 1,2 million de francs (183 000 euros). Sur la masse de trésorerie de l'entreprise, on estime que 45 % servent aux dépenses privées, 45 % aux investissements et les 10 % restants au désendettement.

La surface céréalière moyenne des exploitations, depuis la réforme de la politique agricole commune en 1992, a crû de 94 à 108 hectares. Durant cette période, il y a eu ralentissement des investissements et, en même temps, concentration des terres : avant 1992, un exploitant investissait en moyenne 250 000 francs par an dans son entreprise ; en 1992-93, cela a chuté à 150 000 francs. Depuis, on constate une reprise : 200 000 francs environ aujourd'hui.

Ces chiffres sont représentatifs du sud du Bassin parisien. Ailleurs, il y a des surfaces céréalières plus vastes, comme dans le Nord, la Picardie, la Marne. D'autres régions, comme le Maine-et-Loire, ont des coûts d'aménagement foncier plus élevés, dus à la nature des sols.

2 On dit que les « seigneurs du blé » thésaurissent...

En Beauce, le blé a très peu de valeur ajoutée. Les responsables agricoles le regrettent. Alors que dans d'autres régions céréalières, au nord et à l'est du Bassin parisien, les structures agro-alimentaires de transformation sont plus importantes et créent plus d'emplois. Les capitaux investis en agriculture sont très lourds et se retrouvent libérés au moment du départ de l'exploitant. Autrefois, un agriculteur prenait sa retraite sur place ; maintenant, il la prend en ville, où sa conjointe a travaillé. Cela peut expliquer des mouvements dans l'immobilier. Mais un agriculteur en activité n'a pas les moyens d'investir hors de l'exploitation.

3 Cette agriculture ultra-moderne et fortement aidée dégage-t-elle du revenu ?

Si vous enlevez les versements compensatoires, les revenus sont déficitaires. Néanmoins, ces versements maintiennent un certain niveau de revenu à l'entreprise. Lorsque 3 000 entreprises agricoles du Loiret investissent 200 000 francs par an, cela entraîne forcément l'économie locale. Une fois retirée du bénéfice agricole la rémunération du capital investi, on peut affirmer qu'un céréalier gagne moins qu'une personne exerçant une profession libérale ou qu'un cadre supérieur ou moyen. Mais il faut être prudent dans les comparaisons.

Propos recueillis par  
Régis Guyotat

Haro s



# énie ?

Le mariage de la révolution génétique  
avec les règles de partage de l'eau

Un demi-siècle dédié au projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal.

Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal. Le projet d'irrigation du plateau tibétain, c'est un défi colossal.

LES QUESTIONS A  
JULIE DELESALLE  
ET MICHEL BOURDIN

1. Quel est le projet d'irrigation du plateau tibétain ?  
2. Pourquoi est-ce un défi colossal ?

3. Quel est l'impact de ce projet sur l'environnement ?  
4. Quel est l'impact de ce projet sur la population tibétaine ?

5. Quel est l'impact de ce projet sur la culture tibétaine ?  
6. Quel est l'impact de ce projet sur la religion tibétaine ?

**L**e bus avale avec constance la route tracée dans un paysage de grande solitude. Le fond de l'air est frais, l'oxygène est rare. On progresse, à près de 4 000 mètres d'altitude, dans l'austère beauté du Tibet central, l'antique province de Tsang. En haut des cols, flottent les drapeaux à prière frappés de la mère de tous les mantras : « Om mani padme Hum » (« Loué soit, joyau du lotus »). Car c'est le mantra d'Avalokiteshvara, bouddha de la compassion et lointain prédécesseur mythique du dalaï-lama, dont celui-ci perpétue la réincarnation. Au Tibet, les cols sont des lieux sacrés. Pèlerins et voyageurs viennent, depuis des lustres, y déposer leurs offrandes - drapeaux, pyramides de pierre, cailloux gravés - pour honorer ces altitudes glacées où souffle l'esprit du divin.

De longues traînées de nuages défilent rapidement dans un ciel bleu hiver, d'une pureté absolue. Ici, on est au-dessus de tout, si haut, qu'on croit toucher ce ciel de la main : les couleurs sont d'une telle transparence qu'elles en deviennent presque irréelles. Comme une photo couleur retouchée avec excès. Pour preuve ce lac, loin dans la vallée, qui déploie sa langue couleur turquoise. Et autour, partout sur l'horizon brisé, aussi loin que porte le regard, le toit du monde élève les pics et les défilés de son architecture devant le voyageur essouffé, tout à la fois fasciné par le décor et troublé par l'euphorie grandissante que donne le léger mal d'altitude.

Les cols se succèdent. On grappe la Nyalam Tong la, on redescend avant de recommencer à s'élever vers la Yakushong la, à 5 200 mètres, jouant toujours et encore à saute-montagnes dans un décor lunaire, roulant au pied des sentinelles enneigées de pics et de sommets, traçant la piste dans une vaste plaine de couleur ocre. Le long de la route, ces ruines d'édifices religieux et ces vestiges brûlés rappellent l'histoire de la longue répression qui commença ici après le soulèvement des Tibétains de Lhassa contre les Chinois, il y a quarante ans, en mars 1959, et se prolongea durant les années de la révolution culturelle, lancée en 1966. Monastères et dzongs, les « châteaux » des nobles du Tibet féodal, en firent les frais. D'après l'opposition tibétaine en exil, seuls une vingtaine de lieux de cultes - sur quelque six mille - n'auraient pas subi les outrages de la soldatesque pékinoise ou des gardes rouges.

Le petit monastère est bâti à flanc de coteau, entre la route et la rivière, en contrebais. Il étagé, sur différents niveaux de terrasses, ses cellules de moines, son *lakhang*, le temple, ses pièces et dépendances noircies par les lampes à beurre. Le père abbé est un drôle de bonhomme hilare, sorte de quinquisme sautillant comme un singe. Lunettes carrées, petit, bossu, assez jeune, il rigole en parlant du dernier tour qu'il a joué aux commissaires politiques chinois : depuis 1996, les monastères du Tibet central ont dû se plier aux séances de rééducation imposées par Pékin qui entend forcer les moines à renoncer, entre autres, à leur soutien à la « tête de serpent », le vocable en vigueur chez les Chinois pour désigner le dalaï-lama. Pour les religieux, ne pas se soumettre revient souvent à devoir défrayer.

« J'ai de bons contacts avec les policiers chinois de la région. Quand ils sont arrivés dans le monastère où je résidais à l'époque, j'ai accepté leur propagande. Mais je me suis débrouillé pour que le pensum ne dure pas plus de deux semaines. Et puis je suis revenu ici. Depuis, ils me laissent tranquille. » Il rit. Tous n'ont pas eu cette chance : selon un récent rapport publié par le Centre tibétain pour les droits de l'homme et la démocratie, basé à Dharamsala, ville de l'exil indien du dalaï-lama, 7156 moines et nonnes auraient été expulsés de leurs abbayes ou contraints de quitter les ordres depuis le début de la campagne de répression.

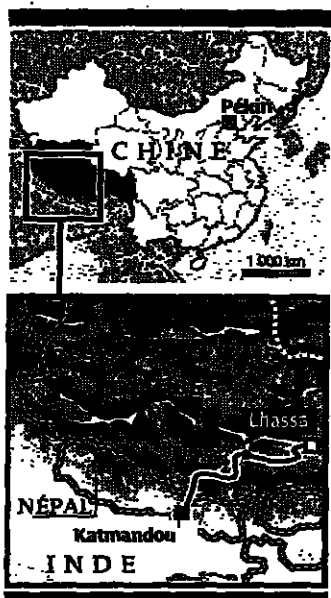
Un essaim de bonzillons est venu rejoindre le moine en chef. Des enfants d'une dizaine, d'une douzaine d'années, espérilles et farceurs, palpent avec sérieux le tissu de la veste de l'étranger avec des airs de connaisseurs. Preuve que



© MARCEL JAMMIG/PHOTOS

## 2 TIBET INTERDIT

# Haro sur les monastères



**Depuis 1996, les religieux tibétains subissent des séances de rééducation. Les Chinois veulent forcer les moines et les nonnes à ne plus soutenir celui qu'ils appellent « tête de serpent », le dalaï-lama, qui récuse l'enfant choisi par Pékin comme réincarnation des panchen-lamas**

Hans, l'ethnie majoritaire de la République populaire de Chine. Prochaine étape : Shigatse. Une ville que l'on ne peut ni oublier ni contourner. Elle est là, énorme, historique, elle est la deuxième du Tibet, elle est la capitale du Tsang et fut le chef lieu des panchen-lamas, « numéro deux » de la hiérarchie de l'Eglise tibétaine. Ils étaient donc les « adjoints » du dalaï-lama. Et, à ce titre, ils étaient révérents, comme leur supérieur direct, pour leur sagesse. Ils appartenaient d'ailleurs, parmi les cinq grandes écoles du bouddhisme tibétain, à la même que celle des Gelukpa, dite des « bonnets jaunes », ou « vertueux ».

**T**IBÉTAINE et chinoise, religieuse et décadente, Shigatse est laide et très belle à la fois. Bref, comme partout au Tibet, sa « lisibilité » est ambiguë. C'est une agglomération d'importance, dominée par le grand monastère du Tashi lumpo, siège historique des panchen-lamas, mais sinisée à un degré tel qu'il est parfois difficile de savoir exactement où l'on est : les mondes chinois et tibétain se mêlent et se contredisent. Grandes avenues se coupant à angles droits, monuments mégalomano-maoïstes vantant les grandioses réalisations de la République populaire, prolifération des karaokés-bars-bordels, restes

de demeures tibétaines traditionnelles, présence des monastères : Shigatse est bien le patchwork habituel, architectural, humain, religieux, du Tibet d'aujourd'hui. Le monastère du Tashi lumpo est une ville dans la ville. Un énorme complexe, fondé en 1447, mais qui, par la suite, n'a cessé d'être construit et reconstruit. Pour devenir le lieu sacré où sont conservés les restes des cinq derniers panchen-lamas. Leur ultime successeur, le dixième du nom, est, lui-même, le défunt « hôte » de l'une des formidables statues symbolisant le caractère divin des hiérarches du bouddhisme *vajrayana*, ou « véhicule du foudre ». C'est-à-dire, en d'autres termes, ce qu'on a fini par appeler, en Occident, le lamaïsme.

Paranthèse historique et politique : le dixième panchen-lama fut un « collaborateur » du régime chinois, lorsque les soldats de l'armée populaire de libération envahirent le Tibet, en 1950. C'est vrai qu'il n'avait que dix ans, le jeune *toulkou* - ou réincarnation de son prédécesseur, comme le veut la filiation politico-religieuse dans le système tibétain ! Mais, appuyé par les religieux de son entourage, il ira, au nom de certains de ses précepteurs, jusqu'à célébrer le « courage et la grande sagesse » de Mao Zedong. Le panchen sera même, un temps, nommé pré-

sident du Comité provisoire de la région autonome du Tibet. Un comité destiné à préparer le terrain à la naissance officielle du Tibet chinois, en 1965.

**E**n dépit de séjours répétés en Chine, où il ne cessa, sans doute contre son gré, de faire allégeance à Pékin, il finira pourtant par se retourner contre son « protecteur ». En 1962, le panchen se décide à envoyer une longue pétition à Mao, lui demandant de réviser sa politique et dénonçant les arrestations arbitraires. Le Grand Timonier ne lui pardonnera pas. C'est pour lui le début d'un long calvaire : résidence surveillée, séances d'auto-critiques et emprisonnement seront son lot pendant quatorze ans.

Libéré en 1978, il osera, onze ans plus tard, exprimer son souhait de voir revenir le dalaï-lama au Tibet lors d'un discours prononcé au cœur du Tashi lumpo. Il meurt en janvier 1989, six jours après cet ultime défi. Après avoir également affirmé que la destruction de la culture tibétaine n'était pas seulement due à la révolution culturelle mais remontait aux années qui suivirent la rébellion de Lhassa, après la fuite du dalaï-lama, le 17 mars 1959. Les circonstances de sa mort continuent aujourd'hui d'être entourées de mystère. La Chine post-maoïste lui-a-t-elle fait payer sa franchise ?

Aujourd'hui, tout est calme au Tashi lumpo. Le monastère était connu pour son « irrédentisme ». Mais désormais, nul ne saurait aller interroger un moine, un pèlerin, un religieux. On dit que certains bonzes sont des agents du régime munis de téléphones portables pour dénoncer les « dissidents ». On en est donc réduits à jouer les touristes à travers les allées empierrées du monastère, visitant les grandes salles dominées par les imposantes statues des bodhisattvas - émanations de bouddhas refusant, par altruisme, la délivrance du nirvana pour revenir aider le commun des mortels à se dégager du poids de son karma.

A côté du grand complexe monastique, comme partout au Tibet, vit la ville chinoise. Avec ses ripailleurs, ses buveurs de bières et ses putains. Comme si cet autre pays, la Chine, voulait démontrer

*Selon les Tibétains en exil, 7156 religieux ont été expulsés de leurs abbayes ou contraints de quitter les ordres depuis 1996 et les soldats chinois surveillent toujours de près les cérémonies, comme ici au monastère Karmapas.*

que Shigatse la tibétaine, l'une des grandes villes saintes de la région, ne se résumait plus à la fumée mystique de ses encens, de ses statues, et de ses moines aux regards indéchiffrables. Même si la cité reste l'enjeu d'une question politico-religieuse : la désignation de la dernière réincarnation des panchen-lamas a été, en 1995, l'objet d'une controverse entre le dalaï-lama et Pékin, le souverain en exil et les Chinois n'étant pas tombés d'accord sur le choix.

Deux enfants de six ans sont ainsi devenus des pommes de discorde entre le souverain en exil et le pouvoir chinois. L'un des deux élus a été intronisé par la Chine en 1995 comme onzième panchen-lama. Le dalaï-lama en a reconnu un autre. Mais il a disparu. Faute d'avoir eu l'aval du gouvernement de Pékin. La Chine est aujourd'hui accusée par la « clique » du souverain en exil de l'avoir éliminé. Ou emprisonné. Nul ne sait si le *toulkou* du dalaï-lama est reculé ou mort. Pour la plupart des Tibétains, en exil ou au Tibet chinois, il est devenu le « plus jeune prisonnier politique » de la planète.

Au Tashi lumpo, alors que l'on s'aventure à pénétrer dans ce qui est sa résidence traditionnelle - c'est-à-dire, officiellement, celle de l'élu de Pékin -, des moineillons souriant dans le grand jardin parsemé de feuilles d'automne et ombragé de grands chènes. Comme s'ils voulaient nous empêcher de suivre la trace du disparu du Tashi lumpo. Un Tibétain cravaté, costume gris de l'appareilchik sous-galonné, s'est approché rapidement, après un coup d'œil rapide et prudent vers ses collègues masqués dans un 4x4 de policiers : « C'est ici qu'est censé habiter le panchen-lama. Pour l'instant, il demeure à Pékin. Enfin, peut-être... De toute façon, qu'il soit ici ou pas, nous, les Tibétains, on se moque de cet enfant qui a été reconnu par les Chinois. Pour nous, seul compte celui que le dalaï-lama a choisi. Et personne ne sait où il est ! »

Bruno Philip

**PROCHAIN ARTICLE : Comme des oiseaux sur un arbre qui tremble**

2000 DÉBATS POUR LE SIÈCLE À VENIR

François de Singly, sociologue

# « Le renforcement du mariage est dû à l'existence d'autres formes de vie commune »

Ce professeur à la Sorbonne estime que « le mouvement d'individualisation va se poursuivre » et que la « famille recomposée », celle de l'après-divorce, sera devenue la norme au XXI<sup>e</sup> siècle. Il n'imagine pas de « dévalorisation » de la natalité

FRANÇOIS DE SINGLY, spécialiste de la famille, participera le samedi 6 mars à Rouen au 9<sup>e</sup> Forum « Hommes/Femmes : où va la différence ? ». Le Monde est partenaire de ces rencontres organisées par la Mission pour la célébration de l'an 2000.

« Vous affirmez que le rôle de la famille a changé, vers le milieu des années 60, et qu'elle sert moins désormais à transmettre un patrimoine qu'à promouvoir l'individualité de chacun de ses membres. Ce mouvement va-t-il se poursuivre au XXI<sup>e</sup> siècle ?

— L'histoire de la famille occidentale n'est certainement pas achevée. Un des grands objectifs de la famille d'aujourd'hui est de permettre une réalisation de soi-même avec des proches qui vous soutiennent et qui vous aiment. On peut penser que ce mouvement d'individualisation va se poursuivre. Par rapport à une image traditionnelle de la famille, le désordre va donc encore s'accroître. Ce qu'on cherche, à travers cette individualisation, c'est à devenir soi-même. Le principe d'autonomie et de liberté est très grand. C'est évidemment un principe de déstabilisation de l'institution.

« Ce que l'on a surtout observé depuis les années 60, c'est l'individualisation de la relation conjugale. Une date-clé est 1975 avec le divorce par consentement mutuel. La famille de demain va encore augmenter en termes de complexité. On aura plusieurs vies, plusieurs partenaires. Le modèle de la famille recomposée ne sera plus l'exception, mais la norme. Les valeurs qui sont en œuvre aujourd'hui vont continuer à agir de plus belle, c'est-à-dire la logique affective et la logique de l'individualisation. La vie privée sera moins facilement lisible. Mais c'est aussi le signe d'une très grande importance accordée à la vie privée elle-même. La fin du XX<sup>e</sup> et le début du XXI<sup>e</sup> siècle sont marqués par la mondialisation et en contrepartie par un très grand attachement à la réalisation de soi dans la vie privée.

« Dans nos sociétés contemporaines, la logique du marché est une logique de la concurrence, celle de l'individu mobile, sans attaches. La société ne tient en fait que par la vie privée, là où les gens sont persuadés qu'au moins il reste du lien.

— Est-ce qu'un bouleversement comparable à celui des années 60 pourrait se produire au XXI<sup>e</sup> siècle ?

— La révolution des années 60, c'est le fait que les individus se définissent d'abord par eux-mêmes, et non en tant que père de X, ou fils de Y. On peut imaginer que cela s'amplifiera au siècle prochain. Il y aurait ainsi plusieurs modèles de vie privée possibles, avec davantage d'autonomie pour chacun. Mais il faut aussi envisager le cas où la logique du marché ne fonctionnerait pas si bien que ça. S'il y avait véritablement crise de la société sala-

riale, cette famille relationnelle, permettant le développement de chacun de ses membres, serait en grave difficulté. Le paradoxe de nos sociétés, c'est que cette famille relationnelle suppose une vie salariale, c'est-à-dire structurée à la fois par le marché et l'existence de l'Etat-providence. La protection sociale, telle qu'elle a été créée après la Libération, nous a structurés de telle sorte qu'on a pu faire, à la limite, l'économie de l'institution du mariage. Mais les individus qui n'ont pas cette structuration, ce filet de sécurité, ne peuvent avoir ce type de famille relationnelle.

— Peut-on, dans l'hypothèse d'une telle crise, voir revenir la famille traditionnelle, fondée sur l'autorité du père ?

— Sur quoi porte l'autorité du père aujourd'hui ? Sur rien, sauf si on revient à un système de petites entreprises. Si de petites entreprises familiales renaissent, comme c'est le cas en Italie, on retrouvera l'autorité du père-chef d'entreprise. La famille relationnelle ne tient que par du travail et de l'Etat-providence. Si l'on supprime les deux, on a un individu cassé.

— Est-ce que la famille est mieux adaptée au monde moderne que d'autres institutions comme l'école ou l'entreprise parce qu'elle est en quelque sorte, selon vous, plus démocratique, qu'elle accorde une plus grande marge de négociation à chacun de ses membres ?

— On parle régulièrement en ce moment du problème : comment changer l'école ? Mais je n'ai vu nulle part poser la question : comment changer la famille ? C'est un fait évident, elle a changé. Qui a été le moteur de ces changements ? Dans les années 60, les enfants ont changé, et surtout les femmes, qui ont été à l'avant-garde du changement dans la famille.

— Les enfants ont changé en tant qu'enfants dans la famille mais pas en tant qu'élèves ?

— Qu'est-ce que les enseignants ont à gagner ? Pour les femmes, c'était totalement évident qu'elles



DESSIN EMANUEL PIERRE

avaient intérêt à transformer la famille. Mais, surtout, l'école, à la différence de la famille, restait davantage dans une logique de transmission. Même si vous pensez que l'enfant peut être individualisé progressivement dans le système scolaire, personne, même le pédagogue le plus avant-gardiste, ne dit que le savoir est indifférent. La fonction centrale de l'école est la transmission du savoir. Mais elle transmet et elle sélectionne à la fois. Dans la famille, la logique interne de la concurrence entre l'ainé et le cadet, entre les filles et les garçons, a disparu, tandis que l'école assure une forme d'écrémage social. C'est l'école qui dit quel enfant est meilleur, et non les parents.

— Selon un récent sondage de

Science et Vie junior, la famille arrive de très loin en tête, devant l'union libre, le PACS, etc., bien loin de magnifier le mariage unique, on le ferait disparaître. La thèse est paradoxale : le renforcement du mariage est dû à l'existence d'autres formes de vie commune.

— Nous étions persuadés, il y a vingt ans, que le mariage était fini. Tous les sociologues vous auraient dit à l'époque que l'institution allait disparaître, à l'exception d'une marge d'environ 10 % de la population qui le maintiendrait pour des raisons religieuses. La période des années 60-80 est celle où l'on a cassé. La nouvelle génération se réfère à cette situation nouvelle, et non à l'état du mariage tel qu'il existait

— Le mariage va-t-il disparaître ? — Il est devenu un moyen institutionnel à notre disposition, parmi d'autres. Il n'est plus l'unique porte d'entrée. On peut avoir plu-

sieurs vies, dont une seule mariée. Le mariage est un peu plus « dur » que le PACS, lequel est lui-même un peu plus « dur » que l'union libre. Il n'y aura jamais autant de monde à un PACS qu'à un mariage, et on n'a pas l'habitude de faire une fête publique pour l'union libre. Ce que l'on voit, dans le parcours des gens, notamment en début d'existence, c'est que la fonction de révélation de soi prime tout. En ce sens, pour quel pas se marier ? Le mariage disparaît plutôt, à mon avis, dans les tranches d'âge élevées. Ceux qui en sont à leur deuxième ou troisième vie se demandent si c'est vraiment la peine. Il y a même des couples de personnes âgées qui vont rester, presque davantage que des jeunes, dans leur logement respectif.

« Dans cette nouvelle perspective, le mariage devient un choix personnel par rapport à des formes plus « molles » de vie commune. Il a du sens parce que c'est moi qui le choisis, voilà le grand changement. Si l'on supprimait tout le continuum, qu'on interdisait l'union libre, le PACS, etc., bien loin de magnifier le mariage unique, on le ferait disparaître. La thèse est paradoxale : le renforcement du mariage est dû à l'existence d'autres formes de vie commune.

« Nous étions persuadés, il y a vingt ans, que le mariage était fini. Tous les sociologues vous auraient dit à l'époque que l'institution allait disparaître, à l'exception d'une marge d'environ 10 % de la population qui le maintiendrait pour des raisons religieuses. La période des années 60-80 est celle où l'on a cassé. La nouvelle génération se réfère à cette situation nouvelle, et non à l'état du mariage tel qu'il existait

## Un spécialiste de la famille



FRANÇOIS DE SINGLY

EST-CE DÙ au fait qu'il est né dans une famille de six enfants ? François de Singly a choisi la famille comme objet d'études. Né à Dreux en 1948, dans un milieu plutôt traditionnel, il fait des études de psychologie et de sociologie à Paris et passe son doctorat d'Etat à l'Université de Paris. Il est sur « Fortune et infortune de la femme mariée ». François de Singly est professeur de sociologie à la Sorbonne (Paris-V) et directeur du Centre de recherche en sociologie de la famille.

Sa thèse de doctorat, largement fondue, a été republiée en 1997 aux éditions PUF sous le même titre. Il a piloté en 1991 aux éditions de La Découverte un ouvrage collectif intitulé *La Famille, l'état des savoirs*, qui présente un bilan du paysage familial en France. François de Singly est également l'auteur, chez Nathan, de *Le Soi, le couple et la*

famille. Il est directeur, chez le même éditeur, de la collection « Essais et Recherches » où vient de sortir le livre de Jean-Claude Kaufman *La Femme seule et le Prince charmant*, consacré au phénomène en plein essor des femmes qui vivent une solitude plus ou moins volontaire et entourée.

C'est un regard sans jugement, et sans nostalgie à l'égard du modèle traditionnel, que porte François de Singly sur la famille contemporaine. Partisan du PACS, qu'il considère comme un progrès, il estime que la famille a radicalement changé, dans les années 60, selon une logique qui met au premier plan l'épanouissement individuel de chacun de ses membres, pour devenir ce qu'il appelle la « famille relationnelle ».

— D. D.

François Hollande, premier secrétaire du PS, au « Grand Jury RTL-« Le Monde »-LCI »

## « Tous les socialistes, en Europe, sont d'accord sur les mêmes objectifs et sur les mêmes propositions »

« Onze gouvernements européens sur quinze sont dirigés par des sociaux-démocrates, mais les intérêts nationaux semblent prévaloir sur l'appartenance à la gauche...

— Dans un parti national, il y a des sensibilités qui recouvrent quelquefois des intérêts régionaux. De même, dans le cadre européen, nous pouvons être socialistes, avoir les mêmes objectifs, mais nous sommes porteurs, aussi, des intérêts de chacune de nos nations.

— Qu'est-ce que la gauche apporte de plus ?

— Pour les questions budgétaires, il faut faire des compromis nécessaires ; mais pour l'avenir, pour l'emploi, pour la croissance, pour la gestion de l'élargissement de l'UE, nous avons des positions communes et nous les ferons prévaloir dans les prochains mois et les prochaines années. Déjà, sur l'emploi, depuis deux ans, ce n'est pas la même politique qui s'applique en Europe.

— Est-ce que, en Europe, la gauche est plus « européenne »

que la droite, ou bien est-ce pareil ?

— Quand le compromis budgétaire aura été trouvé, en mars ou en juin, vous constaterez si la gauche européenne a été capable, ou pas, de parvenir à un accord qui prépare mieux l'avenir, qui maîtrise mieux la dépense et qui la réoriente vers ce qui est essentiel. Ce qui est important, c'est de savoir quelle politique agricole on va faire dans les prochaines années, quel élargissement on va accepter, quelle politique de l'emploi on va mener. Ce que j'espère, ce n'est donc pas qu'il y ait un compromis — je suis convaincu qu'il y en aura un —, mais c'est qu'il soit bon pour l'Europe.

— Les dirigeants socialistes européens se retrouvent lundi 1<sup>er</sup> et mardi 2 mars à Milan. Pour quoi faire ?

— Ce qui va se dire à Milan, c'est ce qui va se faire, compte tenu du fait qu'aujourd'hui onze gouvernements sur quinze sont dirigés par des socialistes. Le manifeste des socialistes européens pour les élections européennes précise

tout ce que nous voulons faire en termes de croissance, d'emploi, d'Europe sociale. C'est la première fois qu'on se met d'accord sur un « programme commun » ; tous les socialistes, en Europe, sont d'accord sur les mêmes objectifs et sur les mêmes propositions. Ce texte va engager les futurs parlementaires européens, certes, mais aussi les gouvernements européens. Si les socialistes sont le premier groupe au Parlement, le président de la Commission sera aussi socialiste ou proche des socialistes, ce qui veut dire que les institutions européennes et les gouvernements vont travailler dans le même sens : mettre l'Europe sur le chemin de la croissance de l'emploi, lui donner un contenu social et l'affirmer en tant qu'Europe politique.

« Deuxièmement, nous adopterons aussi, au congrès de Milan, des résolutions sur la coordination des politiques économiques, la stratégie de croissance, le pacte européen de l'emploi et, je l'espère, les nouvelles technologies,

qui pourraient bénéficier de fonds européens.

— L'année 1998, en France, a vu la création de 400 000 emplois, mais le chômage est loin de régresser au même rythme...

— Le chômage a régressé de 200 000 depuis que nous sommes aux responsabilités, mais ce qui est important, c'est qu'il y ait eu 400 000 emplois créés. Ces 400 000 personnes de plus, dans l'emploi, ont favorisé la croissance. La croissance crée l'emploi, et l'emploi crée la croissance.

— Comment assurer le maintien de cette croissance en 1999 ?

— Nous avons préconisé la baisse de la TVA sur certains produits ; nous continuerons à le faire puisque, maintenant, l'Europe nous y autorise pour les prochains mois.

— Dominique Strauss-Kahn a, lui, une autre idée pour créer du pouvoir d'achat, c'est la diminution de l'impôt sur le revenu...

— Il faut d'abord baisser la TVA sur des produits qui ont un fort contenu d'emplois. Une fois

qu'on a fait cela, je ne suis pas du tout défavorable à ce qu'il y ait aussi des baisses d'impôt sur le revenu. Je ne veux pas laisser penser que les socialistes voudraient uniquement faire de la baisse de TVA. Si l'on fait de la baisse de TVA et si on a des marges qui nous permettent de faire aussi de la baisse intelligente, c'est-à-dire juste, de l'impôt sur le revenu, j'y suis favorable.

— Faut-il toucher au taux d'imposition le plus élevé ?

— Si c'est pour faire une baisse de l'impôt sur le revenu qui ne profite qu'à une centaine de milliers de Français, cela peut éviter que certains ne quittent le territoire — puisqu'on nous met souvent en face de cette menace —, mais cela ne produit rien en termes de consommation. En outre, quand on a fait la comparaison entre l'impôt sur le revenu en France, on constate que la situation des célibataires est plus favorable outre-Manche, mais si vous fondez une

famille, si vous avez des enfants, l'impôt est moins élevé en France.

— Les socialistes ont longtemps réclamé une réforme de la taxe d'habitation pour tenir compte du revenu des contribuables, et, maintenant, vous semblez renvoyer cela le plus tard possible...

— Nous avons réclamé cette réforme. Nous l'avons, surtout, beaucoup étudiée. Or, si on lie la taxe d'habitation au revenu, nous ne sommes pas sûrs que cela avantage ceux qui devraient en bénéficier, c'est-à-dire les ménages modestes. Ceux qui en bénéficieraient pourraient être les ménages les plus favorisés. C'est pourquoi nous avons préféré, dans les deux ans qui nous séparent des élections municipales, changer les bases locales. Cela se fera dès l'an 2000, au moins dans une première phase, et permettra donc une meilleure évaluation des biens.

« La baisse de la natalité se poursuivra-t-elle au XXI<sup>e</sup> siècle ? Ou bien un nouveau baby boom est-il possible ? — On n'a jamais pu expliquer le baby boom... Il y a un mouvement général, qui est mondial. Dès que les familles entrent dans la modernité, il y a individualisation et baisse immédiate du taux de natalité. Cela vaut pour tous les pays, quelle que soit la religion. En Europe, on va vers un modèle qui n'est pas celui de l'enfant unique ou de l'absence d'enfant. Les adultes sont convaincus, c'est une nouveauté, que s'occuper des enfants, c'est bien pour les enfants, mais aussi pour eux. Dans la logique de la transmission, c'est bien seulement pour les enfants. Il n'y a donc pas de dévalorisation de la natalité et le besoin d'enfant ne disparaît pas de l'Occident. Les enquêtes montrent en revanche que les mères ne veulent pas qu'enfant signifie enfermement.

« Les pays, notamment la France, où la natalité se maintient relativement mieux qu'ailleurs, sont ceux qui ont mis en place des politiques familiales dans le cadre de l'Etat-providence. Il ne s'agit pas des allocations familiales, mais, par exemple, de la possibilité de scolariser les enfants dès l'âge de trois ans. C'est le cas aussi des cantines scolaires. Si on supprimait celles-ci, ou si on changeait le rythme scolaire, l'école n'ayant plus lieu que le matin, on aurait ce qui s'est passé en Allemagne : une partie des femmes se spécialise dans les enfants, et les autres n'en font plus. L'école maternelle, les cantines, les centres de loisirs du mercredi, sont des supports absolus de la natalité. L'exemple italien est également intéressant : tout le monde ou presque se marie, généralement à l'église, et il y a une chute monumentale de la natalité. Il y a les discours sur l'enfant, mais aucun de ces supports. On voit le résultat.

« L'important, ce ne sont donc pas les allocations familiales, mais le fait que les familles soient entourées d'institutions qui les déchargent d'une série de services. Les mères ne sont pas passées du dévouement à l'égoïsme, mais du rejet du modèle du dévouement absolu au dévouement à condition qu'elles ne soient pas écrasées elles-mêmes. Elles sont persuadées qu'elles sont meilleures mères si elles sont salariées, parce qu'elles existent alors en tant que personne. La force du raisonnement est la suivante : pour que mon enfant devienne une personne, il faut que je sois moi-même une personne. »

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Propos recueillis par Anita Hauser, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle





# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Le football hors jeu

AUTREFOIS, de telles rencontres faisaient saliver. Manchester United-Inter Milan, Juventus-Turin-Olympiakos, Real Madrid-Dynamo Kiev, Atletico Madrid-AS Rome : un régal pour amateurs de football. Aujourd'hui, ces quarts de finale de coupes d'Europe ont des allures de chocs boursiers, de conquête de marchés, d'annonces publicitaires pour produits dérivés... C'est que le jeu de la balle au pied n'a désormais plus grand-chose à voir avec le spectacle sportif. On a découvert, assez récemment, que ce sport pouvait être source importante de revenus, une bonne affaire. Il ne s'agit plus seulement de gagner des matches, il s'agit aussi de dégrader des bénéfices.

Quand le marché se saisit ainsi du sport, le jeu reste-t-il une priorité ? Lundi 22 février, le titre du club italien de la Lazio Rome a été suspendu à la Bourse de Milan pour excès de hausse (+50,4 %) après qu'il a pris la tête du championnat national à la faveur d'une victoire sur le Milan AC (1-0). Le résultat financier a éclipsé le résultat sportif. Il aura surtout fragilisé une équipe qui sait désormais qu'une petite contre-performance pourrait faire plonger le club dans les profondeurs du classement boursier. L'anecdote n'en est pas une. Elle laisse entrevoir ce que serait un football uniquement animé du souci financier.

Le cercle est terriblement vicieux. Pour rester cotés - en Bourse ou auprès de leurs bailleurs de fonds -, les clubs doivent gagner et, pour gagner, ils ont besoin du soutien

constant de leurs partenaires économiques. Seulement, le marché est étroit. Des centaines de clubs sont prêts à se vendre, mais tous ne sont pas de bonnes affaires. Or la dure loi du système ultralibéral ne prévoit pas la survie des plus faibles. Tout cela sans compter les risques évidents de krach qui menacent le jeune édifice du football-business. Voilà pourquoi certains, comme la Juventus Turin, la « vecchia signora » italienne, refusent tout net l'introduction en Bourse. N'empêche, à coup de salaires mirobolants, d'avantages fiscaux exorbitants et d'investissements colossaux, le football européen vit largement au-dessus de ses moyens. La France a su se doter, il y a quelques années, d'un organisme de contrôle de la santé financière de ses clubs. Son fonctionnement est efficace. Il est paradoxalement trop pour faire école, hélas.

Pour l'instant, le monde du ballon rond veut profiter de cette nouvelle opulence sans aucune contrainte. « Toujours plus » est sa devise. Toujours plus de matches, toujours plus d'audience, toujours plus de droits, toujours plus de millions. La Fédération internationale (FIFA) est consciente du risque mais elle admoneste en murmurant. La révolte viendra d'ailleurs : des tribunes sans doute. En Angleterre, les supporters font déjà savoir qu'ils n'apprécient pas d'être considérés comme les clients d'une machine à vendre des produits dérivés. Bientôt, ils rappelleront, avant de descendre sur la pelouse, qu'une rencontre de football n'est ni un match de catch, ni une partie de Monopoly.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani (président), Dominique Maitry (directeur général), Noël-Jean Bergeon (directeur général adjoint)  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferracci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Eric Lemaire (éditions et analyses),  
Laurent Groussier (suppléments et cahiers spéciaux), Michel Kaitani (éditions),  
Eric Le Boucher (internationaux), Patrick Jansin (France), Frank Nozchi (éditions), Clément Blandin (entreprises),  
Jacques Buée (sportifs), Jeanne Sauvageon (Culture), Christian Massol (secrétariat de rédaction),  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pailoux, directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Vernet, partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescroart (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 485 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde,  
Fonds commun de placement des personnes du Monde,  
Association Hubert-Beuve-Méry, Société autonome des lecteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, L'Espresso, Le Monde Prépayant, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le premier vol de l'« Ouragan »

L'OURAGAN-450 attendait, en bout de piste, hier après-midi, le signal du départ pour son premier envol. Sur le terrain de Melun-Villaroche, balayé par le vent froid, le petit chasseur, poli, astiqué, luisait au soleil. Tout autour une foule d'ouvriers, d'ingénieurs, s'affairaient ou discutaient. Nos prototypes sont, semble-t-il, sans mystère : n'importe quel amateur pouvait, la cigarette à la bouche, s'approcher de l'appareil, commenter et scruter, comme un maquignon la bouche d'un cheval, l'orifice d'entrée d'air situé dans le nez de l'Ouragan.

Dans le cockpit, le colonel Rozanoff, pilote d'essai des établissements Marcel Dassault et ancien chef du groupe de chasse Lafayette, siffle et opère les dernières vérifications. La veille, il a survolé la piste à trois mètres sur une ligne droite d'un millier de mètres. Il

s'agit aujourd'hui de le prendre entièrement en mains : décollage, essai de volets, paliers et atterrissage. On écarte curieux et spécialistes. Le turbo-réacteur fait entendre un gémissement qui, brusquement, s'enfle, gronde, siffle. Constructeurs, ingénieurs, ouvriers, spectateurs, sont légèrement crispés. L'Ouragan s'éloigne, prend de la vitesse. Après six cents mètres de course, il quitte la piste et s'élève rapidement pour disparaître vers l'ouest. Dix minutes d'attente, trois « tours de piste ». A 180 kilomètres à l'heure, il aborde le terrain, roule et s'arrête : le colonel Rozanoff sourit et siffle. Essai terminé. Pourvu d'un turbo-réacteur Nene, l'Ouragan-450 pourra, espère-t-on, voler à environ 1 000 kilomètres à l'heure.

Jean Planchais  
(2 mars 1949.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Internet et le secret démocratisé

LE VULGUM PECUS français a obtenu, sans même l'avoir réclamée, une liberté toute neuve : le droit à la confidentialité. L'annonce par le premier ministre Lionel Jospin, en janvier, de la libéralisation de la cryptologie utilisée sur Internet (Le Monde du 21 janvier) démocratisait en effet l'usage du secret. Un moment historique. Jamais, auparavant, le citoyen n'avait disposé d'un tel moyen de protection de sa vie privée. Depuis la nuit des temps, le chiffrement des messages et des communications faisait partie du domaine réservé des puissants de ce monde.

Aucun gouvernement n'a jamais pris le risque d'accorder à sa population une liberté de communiquer qui échappe aux « grandes oreilles » des services de police et de renseignements. La raison d'Etat ou la sécurité du territoire ont justifié ce droit d'ingérence séculaire sans provoquer de révolte

populaire contre cette forme de privation de confidentialité. Les textes fondateurs eux-mêmes ont prudemment évité de l'aborder. L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 protège « la libre communication des pensées et des opinions » sans préciser qu'elle doit échapper aux interceptions. Aux Etats-Unis, le premier amendement de la Constitution interdit au Congrès de promulguer des lois « restreignant la liberté de parole ou de presse » sans autre précision sur la confidentialité.

### PROMESSES COMMERCIALES

Jusqu'à présent, aucune méthode, aucune technologie ne pouvait permettre d'échapper aux interceptions. Ouverture discrète du courrier avant sa distribution dans les boîtes aux lettres, microphones espions, écouteurs téléphoniques font partie de l'arsenal traditionnel au service de la sûreté de l'Etat.

Avec les abus que l'on connaît. Même le téléphone mobile numérique, dernier cri des télécommunications, n'est pas à l'abri des interceptions. Contrairement à son ancêtre analogique, la norme GSM fait pourtant appel à un cryptage de la phase hertzienne de la communication avec une clé de 128 bits. Or les opérateurs de ces réseaux avaient omis de ménager une « porte de derrière » pour faciliter les écoutes légales de ces communications (Le Monde du 9 juillet 1996). La loi du 10 juillet 1991 est venue rectifier cet « oubli » afin d'appliquer la réglementation française, qui stipule que « tous les réseaux de communication doivent être interceptables ».

Fort de ce principe, au moment où Internet commençait à peine à se développer en France, la loi s'est aussitôt prononcée sur le cryptage des messages. En 1996, elle restreignait ainsi la liberté de codage informatique à l'utilisation de clés de 40 bits. Cela revenait à rendre les enveloppes du courrier électronique transparentes pour les services de police. M. Jospin vient de porter cette limite à 128 bits en annonçant la suppression de toute contrainte légale en la matière.

Les citoyens obtiennent ainsi le droit et le moyen de protéger efficacement leur correspondance privée. Et cela sans difficultés techniques particulières qui en limiteraient l'usage à quelques spécialistes. Des logiciels aussi simples que les outils de navigation sur Internet (Navigator de Netscape ou Explorer de Microsoft) intègrent des fonctions de cryptage des messages et de tout autre émission d'informations sensibles, telles que la transmission des fameux numéros de cartes bancaires, sésame du commerce électronique. Les promesses de ce dernier ont joué un rôle déterminant. Sans elles, le bras de fer entre les tenants de la libéralisation du cryptage et les gardiens de la sécurité de l'Etat n'aurait peut-être pas tourné à l'avantage des premiers.

Une annonce récente permet de mesurer les enjeux. Le 16 janvier, les autorités allemandes ont précisé qu'elles avaient réussi à décrypter le code utilisé par les chefs de l'ancien service d'espionnage de la RDA pour protéger leurs archives informatiques contenant les secrets volés à l'Occident. Dix ans après la chute du mur de Berlin ! C'est dire si la tâche est ardue.

Le 18 janvier, la société RSA, spécialiste de la sécurité informatique, offrait 10 000 dollars (9 068 euros) à la personne capable de déchiffrer un message codé avec une clé de 56 bits, histoire de démontrer que la puissance informatique atteint

un niveau tel que le recours au cryptage à 128 bits est devenu nécessaire (Le Monde du 23 janvier). Malgré 72 millions de milliards de possibilités, le décodage a pris moins de vingt-quatre heures, contre quatre-vingt-seize jours en 1997. D'un côté, la libéralisation du cryptage répond au besoin réel de l'industrie et de la société de sécuriser les échanges entre les entreprises et le commerce électronique. De l'autre, l'existence de moyens de codage presque invulnérables (rien n'empêche d'augmenter encore la puissance des clés de cryptage) met les autorités en situation délicate. Comment la justice pourra-t-elle prendre connaissance de documents codés saisis lors d'une perquisition dans une entreprise ? Nul doute qu'une nouvelle loi devra, dans ce cas, contraindre la société en cause à la remise de documents en clair. Ce recours législatif restera impuissant face aux terroristes et autres trafiquants. Dans ce cas, seule une puissance informatique renforcée permettra de déchiffrer les messages ou les données suspectes avant que leur contenu ne soit périmé.

### GUERRE DE L'INFORMATION

Aux Etats-Unis, une structure comme la National Security Agency (NSA), créée dès 1952 au sein du ministère de la défense, va devenir un atout déterminant dans le contexte d'une guerre de l'information de plus en plus sophistiquée. Chacun des pays qui prétendent jouer un rôle significatif, aussi bien dans la lutte contre le terrorisme que dans l'espionnage d'Etat, devra investir massivement dans des équipements informatiques de pointe, sans cesse modernisés pour suivre les progrès permanents de cette technologie. La popularisation des ordinateurs et des systèmes de cryptage confère un caractère critique à l'immémoriale course entre le gendarme et le voleur. La maîtrise de l'électronique, largement concentrée aujourd'hui dans les entreprises américaines, jouera un rôle stratégique majeur.

Internet engendre une situation radicalement nouvelle qui bouscule des règles qui semblaient immuables. Au moment où l'Europe sort à peine des limbes, la Toile contraint à raisonner à l'échelle planétaire. La France en fait l'expérience en revenant sur une loi susceptible de l'isoler dans les débats internationaux. Comme l'a souligné M. Jospin, la croissance exponentielle d'Internet rend caducs tous les projets téméraires d'une quelconque nostalgie de la ligne Maginot.

Michel Alberganti

## Les gens par Kerleroux



## Cuba : la fin de l'illusion

Suite de la première page

En revanche, tous les journalistes indépendants, les défenseurs des droits de l'homme, les dissidents, qualifiés de « serviteurs de la politique anticubaine de Washington », sont clairement désignés comme les cibles de la loi. M. Alarcon a ainsi désigné avec des mots guère voilés le poète Raul Rivero, qui, à la demande de la rédaction du Monde, avait décrit la vie quotidienne de l'île dans nos colonnes (Le Monde daté 3-4 janvier).

D'une manière plus générale, les divers textes adoptés ont pour objet de lutter contre l'augmentation de la délinquance et « les conduites sociales négatives », selon l'expression consacrée. Avec plus de deux millions d'habitants, La Havane est devenue incontrôlable : la prostitution endémique et la délinquance rampante s'opposent à l'image de pays de vacances que Cuba promet pour attirer les touristes.

### PÉNURIE ET CORRUPTION

Dans un pays en crise, où le dollar est roi et où les touristes affluent, la chronique piquante des récents liés à la corruption s'est enrichie de faits divers ou proxénètes et voleurs à la tire sont aujourd'hui des personnages de la vie quotidienne. La délinquance est devenue le souci majeur pour des autorités qui envisagent de recevoir deux millions de visiteurs étrangers en l'an 2000. Il est douteux que la modification d'une vingtaine d'articles du code pénal puisse aider à régler une situation

née des pénuries et de la corruption. Dans son essence, la loi contre la dissidence est d'une tout autre nature. Fidel Castro l'a très bien expliqué : « Il n'y aura pas, a-t-il dit, d'autres partis ni d'associations. Nous ne permettrons pas que se perpétue la non-reconnaissance de l'autorité de l'Etat et c'est pour cela que nous lançons ce grand défi. » Pour de nombreux observateurs, cette loi confirme la crispation de Fidel Castro face à tout changement substantiel. Au-delà de mesures ponctuelles ou d'effets d'annonce destinés au pape ou à la communauté internationale, le chef de l'Etat cubain n'a en rien dévié de sa ligne. Il en avait donné un aperçu, en février 1998, un mois après la visite de Jean Paul II à Cuba, lorsque, fraîchement réélu à la tête de l'Etat pour cinq ans, il avait rejeté toute idée d'une transition politique ou d'une avancée sur les « nouveaux chemins » évoqués par le pape.

Fidel Castro pourfendait alors les opposants au régime qui « parlent d'une transition par Castro (...). La transition dont ils parlent, c'est celle du socialisme au capitalisme. » « Nous devons le dire clairement, avait-il ajouté, il n'y aura aucune transition de ce type dans ce pays. » En revanche, il promettait de mener Cuba jusqu'à l'horizon du troisième millénaire avec comme slogan Le socialisme ou la mort.

« La ligne politique est la même », précisait le vice-président Carlos Lage, et Cuba « reste inébranlable sur ses principes », assurait dans un écho définitif le Lider Maximo, sur le tarmac de La Havane, en prenant congé du pape. De fait, détenus depuis juillet 1997, les quatre dirigeants les plus fameux de la dissidence, l'économiste Marta Beatriz Roque, le pré-

sident du mouvement social-démocrate Vladimir Roca, l'universitaire Felix Bonne et l'avocat René Gomez Manzano vont donc être jugés. Ces membres du Groupe d'appui à la dissidence interne ont, pour tout crime, signé un texte intitulé La patrie est à tout le monde, en réponse au document préparatoire pour le cinquième congrès du PC cubain d'octobre 1997. Ils n'ont pas bénéficié de la demande de grâce demandée par le pape. La Havane est restée sourde à toutes les demandes, dont celle de l'Union européenne, visant à traiter leur cas en respectant leurs droits fondamentaux.

### ANNONCES TROMPEUSES

De la même manière, Fidel Castro a abusé la communauté internationale avec l'annonce spectaculaire de la libération, après la visite du pape, de quelque 300 prisonniers politiques. Mais, selon les organisations de défense des droits de l'homme, il n'y eut en fait qu'une centaine de véritables remises de peine. La plupart de ceux qui sont sortis ont eu pour seul choix de suivre le chemin de l'exil.

Et pourtant, après la visite du pape, Fidel Castro avait enregistré plusieurs succès diplomatiques. Le sommet ibéro-américain doit ainsi se tenir à La Havane, et une visite du roi d'Espagne Juan Carlos reste prévue cette année. La communauté internationale croyait que Fidel Castro était susceptible de faire évoluer son régime, sans pour autant donner l'impression de céder à une quelconque pression. C'était une erreur. Il ne tolère aucune opposition interne, encore plus lorsque cette dernière se renforce.

Alain Abellard

### RECTIFICATIF

#### CERVEAU

Une erreur s'est glissée dans l'article titré « Une question de synchronisation » qui accompagnait le portrait de Francisco Varela (Le Monde du 18 février). Il fallait lire « les différentes zones cérébrales » et non cervicales.

### PRÉCISIONS

#### LES « TEMPS MODERNES »

Dans l'article sur le numéro spécial des Temps modernes consacré à Georges Bataille (Le Monde du 16 février), nous avons omis de signaler que le dossier avait été dirigé par Cécile Moscovitz et Emmanuel Tibloux.

#### ELECTIONS EUROPÉENNES

A la suite de l'article sur la préparation de la liste socialiste pour les européennes (Le Monde du 13 février), Michèle Lindeperg, députée européenne, s'étonne de faire partie de ceux que François Hollande devrait « convaincre de se sacrifier ». M<sup>me</sup> Lindeperg précise que, « pour des raisons personnelles », elle a annoncé sa décision de ne pas se représenter « bien avant Jean-Pierre Cot » et en a prévenu M. Hollande « l'année dernière ».

#### HUBERT FALCO

Sénateur et président du conseil général du Var, Hubert Falco (DL), qui appartient au bureau de l'association Demain la France (Le Monde du 5 janvier), nous demande de préciser que cette appartenance ne signifie pas qu'il soutient la liste que compte présenter Charles Pasqua aux élections européennes. « La seule initiative que je puis soutenir est la constitution d'une liste unique de l'opposition », affirme M. Falco.



**FINANCE** Alors que la présence massive des investisseurs institutionnels étrangers dans les grandes entreprises françaises est souvent perçue comme une menace, l'action-

nariat salarié ne cesse de se développer en France. Vivendi et Suez-Lyonnaise des Eaux proposent actuellement à leurs salariés d'augmenter significativement leur

participation au capital. Mais ce sont surtout les ouvertures du capital des entreprises publiques, comme à Air France, qui restent à l'origine de l'essor de ce type d'opérations.

● **POUR LES GOUVERNEMENTS** comme pour les directions d'entreprise, l'intérêt de l'actionariat salarié est triple : favoriser la paix sociale, augmenter le revenu des salariés sans

nuire à la compétitivité et s'assurer la présence d'un pôle d'actionnaires stables. ● **LORS DES PRIVATISATIONS**, des conditions d'achat très attractives sont proposées au personnel.

## Le succès de l'actionariat salarié bouleverse le capitalisme français

Les directions d'entreprise multiplient les initiatives pour permettre à leur personnel d'augmenter leur participation au capital. Elles apprécient cette présence, gage pour elles de stabilité face à des investisseurs étrangers jugés infidèles

EN L'ABSENCE de fonds de pension français, la présence de sociétés étrangères d'investisseurs institutionnels étrangers, et en particulier des fonds de pension anglo-saxons dans les entreprises françaises, est souvent perçue comme une menace par les salariés et l'opinion publique. Ces gestionnaires anonymes ne prennent pas leurs décisions d'investissement ou de désinvestissement au vu des seuls résultats financiers ? Pourtant, au cours des années 90, un autre phénomène majeur est en train de se produire : l'émergence d'un actionariat salarié qui, parfois, constitue même le principal actionnaire des entreprises cotées en Bourse (lire ci-dessous).

Coincidence ? Vivendi et celle qu'on a souvent présentée comme son alter ego, Suez-Lyonnaise des Eaux, proposent actuellement à leurs salariés d'augmenter significativement leur participation au capital.

Chez Vivendi, l'opération s'appelle Pégase (plan d'épargne-groupe à souscription exceptionnelle). Les 150 000 salariés français se voient proposer d'investir 1 000, 2 000, ou 4 000 francs en actions Vivendi. L'entreprise, pour sa part, ajoute 500 francs. Mais un accord avec la BNP permet au salarié d'investir dix fois cette mise initiale.

L'actionariat salarié dans les groupes privatifiés		
PART DU CAPITAL DÉTENU PAR LES SALARIÉS	en %	CAPITALISATION en milliards d'euros
SEITA	0,52	2,8
BULL	0,9	0,9
ELF AQUITAINE	5	26,1
USINOR	4,8	2,7
SC PARIBAS	4,5	-
SAINT-GOBAIN	3,6	12,7
AGF	3,67	9,4
BNP	3,3	15,8
RHÔNE-POULENC	3,3	15,5
RENAULT	3,24	10,1
FRANCE TELECOM	3,2	87,3
TOTAL	3	23,2
CCF	2,8	5,7
TFI	2,5	3,5
ALCATEL	2,2	19,4
PECHINEY	2,08	2,4

Avec ses 1 500, 2 500 ou 4 500 francs et le prêt de la banque, il pourra donc investir 15 000, 25 000 ou 45 000 francs en actions de Vivendi. Si, durant les cinq prochaines années, le cours

de l'action baisse ou stagne, le salarié est malgré tout assuré de percevoir 5 % d'intérêt par an, c'est-à-dire de toucher 1 914, 3 191 ou 5 745 francs. Si le prix de l'action augmente, le salarié récupère la

totalité de son investissement - y compris donc le prêt de la BNP - ainsi que 60 % de la hausse de l'action. La BNP empochant les 40 % restants.

La direction espère que 100 000 salariés souscriront à cette opération. Si l'investissement moyen est de 2 000 francs, la part des salariés dans le capital de Vivendi doublera et passera de 2,5 % aujourd'hui à près de 5 %. Pour Jean-François Collin, directeur général adjoint chargé des ressources humaines, l'objectif de la direction est triple : « Renforcer la cohésion du groupe, envoyer un signe de reconnaissance aux salariés qui doivent bénéficier de la bonne santé de l'entreprise et favoriser l'épargne moyenne et modeste en échelonnant les prélèvements sur vingt mois ».

Chez Suez-Lyonnaise des Eaux, Gérard Mestrallet, président du directoire, a également annoncé jeudi 25 février que, par une opération similaire, son objectif est que les salariés possèdent, à moyen terme, 5 % du capital de l'entreprise. Si, pour le moment, Vivendi réserve son opération aux salariés français, le groupe de Gérard Mestrallet va l'étendre aux autres pays.

Mais en 1999, comme les années précédentes, ce sont surtout les ouvertures du capital des entre-

prises publiques qui vont être à l'origine du développement de l'actionariat-salarié. Air France devait annoncer, lundi 1<sup>er</sup> mars, les résultats définitifs de la souscription des salariés. Selon nos informations, celle-ci devrait avoisiner les 70 %. Sur les 32 millions de titres cédés par l'Etat au cours de cette privatisation partielle, 15 % leur étaient destinés. A l'horizon 2003, au terme de l'échange action contre baisse de salaire négocié avec la direction, les pilotes détiendront 6,8 % du capital et la part des autres salariés devrait s'élever à 9,6 %, soit un total de 15 %. Un record dans les privatisations.

**PAIX SOCIALE**  
Une autre privatisation emblématique, celle du Crédit lyonnais, pourrait donner lieu à un autre record : certains calculs de la direction et du ministère des finances prévoient de réserver aux 40 000 salariés pas moins de 2,5 milliards de francs, soit 50 000 francs par salarié, plus du double de l'investissement habituel dans ce genre d'opérations. Par ailleurs, d'autres ouvertures du capital sont actuellement en cours (chez Thomson Multimedia) ou vont l'être (Aérospatiale, Suezma, Crédit foncier, Eramet...).

sw0Pour les gouvernements comme pour les directions d'entreprise, l'intérêt de ce genre d'opérations est triple : alors que les privatisations inquiètent souvent les salariés qui craignent que la pression des actionnaires nuise au développement de l'emploi, l'actionariat salarié est un excellent moyen de réduire l'opposition entre le capital et le travail et, France-Télécom l'a montré, d'obtenir une certaine paix sociale.

Dans les entreprises privées, l'intérêt est de susciter une cohésion d'entreprise alors que les forces centrifuges sont souvent prédominantes. Deuxième intérêt de l'opération : en période de très faible inflation et de hausse de marchés boursiers, ces distributions d'actions à un prix privilégié permettent aux entreprises d'augmenter le revenu des salariés sans alourdir la masse salariale ni nuire à la compétitivité. Enfin, alors que les investisseurs institutionnels peuvent se révéler infidèles - Alcatel l'a appris à ses dépens - l'actionariat salarié est pour la direction un gage de stabilité.

Toutefois, notent ses détracteurs, ce type d'opération est parfois un moyen pour le management d'échapper, au prix fort, à la loi contraignante du marché en s'appropriant une partie des droits de vote. Il peut aussi conduire à une forme d'"embrigadement" du personnel de l'entreprise. Enfin, comme c'est le cas aux Etats-Unis, il peut déboucher sur des nouvelles formes d'injustices sociales en privilégiant les salariés des entreprises qui connaissent les meilleures performances boursières.

Une dernière raison au succès actuel de l'actionariat salarié est le fait même si elle est rarement explicite. Alors que chacun sait que dans un avenir plus ou moins lointain, les retraites par capitalisation vont faire leur apparition en France, cette épargne salariale est un excellent moyen d'inciter les salariés à se constituer un capital et à le placer en actions... à condition, bien sûr, que l'évolution boursière soit favorable.

Stéphane Lauer

Frédéric Lemaître

## Des mesures incitatives fortes existent dans les entreprises privatisées

PRÈS DES TROIS-QUARTS des agents de France Télécom sont aujourd'hui actionnaires de leur société. Qui aurait cru possible cette situation il y a seulement cinq ans dans cette entreprise où 90 % des salariés ont le statut de fonctionnaire ? A l'image de l'opérateur de télécommunications, toutes les grandes entreprises privatisées ont connu un véritable boom de l'actionariat salarié. La loi sur les privatisations de 1986 a donné un coup de jeune au dispositif inventé par le général de Gaulle en 1967. Le texte de 1986 oblige l'Etat à réserver aux employés 10 % des titres mis sur le marché, avec une possibilité de rabais de 20 % sur le prix de l'introduction.

Grâce à ces conditions attractives, 75 % des salariés des groupes privatisés sont aujourd'hui actionnaires de leur entreprise, dont ils détiennent en moyenne entre 3 % et 4 % du capital. Ainsi chez Saint-Gobain, avec

3,6 % du capital, les salariés constituent le premier actionnaire du groupe. Chez France Télécom, 130 000 salariés avaient souscrit lors de la première offre publique de vente en 1997, ils étaient encore 86 000 pour la seconde, un an plus tard. Aujourd'hui 3,2 % du capital est entre les mains des salariés, ce qui représente une capitalisation d'environ 17 milliards de francs.

### FIBRE ACTIONNAIRE

Tout est fait pour que le salarié devienne actionnaire. Diverses incitations sont proposées pour drainer un maximum d'épargne, comme des formules d'emprunt à taux zéro ou de paiement différé. Ainsi, seuls 30 % des salariés de France Télécom ont payé cash leurs actions lors de la vente de la première tranche du capital pour un investissement moyen par employé d'environ 18 000 francs.

Le cas France Télécom n'est pas isolé. Chez Thomson-CSF, privatisée en 1998, ce sont 80 % des salariés qui détiennent près de 2 % du capital de l'entreprise. Une fois la page de la privatisation tournée, les entreprises tentent d'entretenir la fibre actionnariale en lançant des opérations réservées aux salariés. Régulièrement, depuis onze ans, Saint-Gobain propose ainsi à ses salariés d'adhérer au plan d'épargne groupe. Elf y a recours tous les quinze ou dix-huit mois. L'objectif de Philippe Jaffré, son PDG, est que le personnel détiennne à terme 7 % du capital, contre 5 % aujourd'hui.

Le développement de l'actionariat salarié s'est traduit, en 1993, par la création de la Fédération française des actionnaires salariés (FFAS), qui regroupe 25 000 adhérents au sein d'une quinzaine d'associations. Celles-ci représentent 450 000 actionnaires, sur les

700 000 salariés détenteurs d'actions de leur entreprise recensés au niveau national. La capitalisation boursière détenue par ces 450 000 actionnaires s'élève à 100 milliards de francs.

D'une importance grandissante, l'actionariat salarié reste néanmoins un phénomène peu étudié. Pour y remédier, la société Alhedra, présidée par Raymond Soublie, qui organise les 2 et 3 juin un colloque sur le sujet, souhaite créer rapidement un observatoire de l'actionariat salarié. Autre défi à relever, l'adaptation à la vague des fusions acquisitions qui déferle en ce moment en Europe. La Commission européenne serait en train de mener une réflexion sur la façon de favoriser la participation des salariés dans les entreprises transnationales.

## Le géant des semi-conducteurs Intel s'apprête, à son tour, à rendre des comptes à la justice américaine

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Mardi 9 mars s'ouvrira à Washington un nouveau procès contre un géant de l'informatique américaine. Après Microsoft, l'ogre des logiciels, c'est au tour d'Intel, le roi de la puce électronique, d'être poursuivi par la Commission fédérale du commerce (FTC) pour violation de la législation antitrust. Ces deux sociétés sont tellement puissantes, et tellement proches parfois - même si elles ont connu des brouilles - que le New York Times a pu parler du duopole « Wintel » (Windows + Intel), Bill Gates et Andy Grove. Si l'immense majorité des PC fonctionnent sur Windows, ils portent aussi très souvent l'étiquette « Intel inside » (Intel dedans).

Ces deux procès diffèrent néanmoins, et pas seulement en raison

de la stratégie de défense adoptée par Bill Gates, désastreux pour Microsoft face à l'agressivité du représentant du ministère de la Justice. Intel est poursuivi devant une juridiction plus discrète et moins médiatisée, un juge administratif siégeant dans les locaux de la FTC.

Le risque pour le fabricant de puces est bien moins grand : il ne risque pas un démantèlement, comme la firme de Redmond, mais l'obligation de partager sa connaissance avec ses partenaires et aussi ses adversaires. Microsoft et Intel sont cependant menacés de voir leur expansion bridée par un carcan réglementaire imposé par le pouvoir fédéral.

L'accusation se fonde sur les plaintes de trois clients d'Intel : Compaq, Digital Equipment (racheté par Compaq) et Intergraph.

Ils contestent à Intel le droit de leur refuser communication d'informations techniques cruciales, qu'ils assimilent - tout comme l'administration - à un abus de position dominante. Intel réplique avoir pris cette décision en réaction aux poursuites que ces trois sociétés avaient engagées contre elle pour des questions de propriété intellectuelle, et qu'elle assimile à « une défense contre l'attaque de ses activités dans le domaine des microprocesseurs ».

Il y a quelques mois, E. Thomas Dunlap, vice-président d'Intel, avait réaffirmé que la politique de sa compagnie était, « depuis des années, de partager sa propriété intellectuelle et les premiers échantillons de ses produits avec certains de ses principaux clients. Ceux-ci travaillent avec Intel pour développer des produits sur une base mutuellement profitable. Les ultimes bénéficiaires en sont les consommateurs, qui reçoivent la technologie la plus récente et les meilleurs produits aussi rapidement que possible ». Il ajoutait qu'Intel « avait pris des mesures sans précédent pour s'assurer que toutes ses activités étaient conformes à la loi ».

La réponse d'Intel aux accusations de la FTC est à l'inverse de celle de Microsoft. Point de grandes dénégations, de gestulations ou de menaces, mais l'affirmation qu'Intel joue franc jeu, forme son personnel à la concurrence dans un environnement que cette société domine pourtant, avec 80 % du marché des microprocesseurs. Une stratégie de dé-

fense préalable dont Andy Grove espère qu'elle sera plus bénéfique que la confrontation brouillonne qu'a caractérisé la gestion du procès Microsoft par Bill Gates.

**Le fabricant de puces ne risque pas un démantèlement, comme la firme de Redmond, mais l'obligation de partager sa connaissance**

La tâche de la FTC risque donc d'être plus délicate et l'administration devra, pour tenter de convaincre le juge, présenter des témoins crédibles. Outre les représentants des trois plaignants, elle compte sur ceux d'autres sociétés qui ont eu à se plaindre du poids d'Intel, comme le fabricant d'ordinateurs Micron Electronics et celui de puces Advanced Micro Devices (AMD).

Il leur faudra prouver qu'Intel a sciemment faussé la compétition. Et que, selon les termes d'un spécialiste de la législation antitrust, « refuser de céder à quelqu'un sa propriété intellectuelle empêche toute innovation ». « Nous craignons que, si le comportement d'In-

tel se poursuit, tous les chemins vers l'innovation mènent à l'avenir à Intel », a ajouté le directeur du bureau de la concurrence de la FTC. Car la définition d'un monopole et les conditions nécessaires pour décider de son démantèlement ne sont pas évidentes. Comme en témoigne le président de la FTC, Robert Pitofsky, qui vient de conseiller « la prudence » et de préciser qu'il était « essentiel de reconnaître que les industries de haute technologie étaient différentes et que l'application [de la législation antitrust] doit prendre en compte ces différences ».

Cette procédure judiciaire intervient à un moment où la part d'In-

tel sur le marché régresse face à des concurrents qui - comme National Semiconductors et AMD - lui taillent des croupières dans le domaine ultra-compétitif des micro-ordinateurs bon marché : la part d'Intel dans les appareils de moins de mille dollars serait ainsi passée de 80 % à 46 %. Intel a été par ailleurs au centre d'une polémique à propos de son nouveau microprocesseur, Pentium III, accusé de permettre la violation de la vie privée des utilisateurs de la Toile en rendant possible de suivre à la trace toutes leurs visites de sites, achats...

Patrice de Beer

**San Minitel**  
la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

**08 36 29 00 65**  
**3623 NXMULTIDEV**

**NATEXIS**  
GROUPE

**NATEXIS MULTIDEVISES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

## Un troisième acteur se lance dans la bataille du téléphone italien

Wind, le nouveau venu, est une filiale de l'ENEL

**ROME**  
de notre correspondant  
A partir du 1<sup>er</sup> mars, un troisième opérateur de téléphone, Wind, s'attaque au colosse Telecom Italia et à son rival Olivetti, tous deux au centre de l'actualité, en raison de l'OPA lancée par le second sur le premier. Ce troisième intervenant sur le marché convoité du téléphone est contrôlé à 51 % par l'ENEL, l'EDF italien. Le reste du capital est partagé à parts égales entre France Télécom et Deutsche Telekom.

Une énorme campagne publicitaire a accompagné le lancement de Wind, dont le capital initial de 300 millions d'euros (600 milliards de lires, 2 milliards de francs) sera porté le 25 mars à 900 millions €, après l'apport de 300 millions € de l'ENEL et de 300 autres millions provenant des deux partenaires européens. L'objectif est d'atteindre 3,25 milliards € d'investissement en 2003 et d'obtenir, selon les déclarations de Tommaso Pompei, administrateur délégué de Wind, une part du marché situé entre 16 % et 18 % pour le téléphone mobile et de 11 % à 13 % du téléphone fixe.

Wind ne couvre actuellement que huit grandes villes d'Italie, et devrait atteindre 50 % du territoire national d'ici la fin de l'an-

née. Il espère entre 1 million et 1,5 million de clients fin 1999 et compte avoir installé, à cette date, un réseau de fibres optiques de 12 000 kilomètres (actuellement 7 000 km).

### TARIFS AVANTAGEUX

Pour se faire sa place au soleil, Wind a tablé sur un système intégré de téléphonie mobile et fixe, des tarifs avantageux et des réductions diverses ainsi qu'une simplification et une transparence totale du coût des appels puisque la TVA est incluse dans le prix.

Selon M. Pompei, il existe déjà 42 tarifs différents en Italie. Wind entend réduire cette complexité et utiliser au maximum les nouvelles technologies pour gagner sa part du marché. L'autre carte qu'il entend jouer Wind est celle du partenariat avec France Télécom et Deutsche Telekom qui contrôlent entre 40 et 45 % du trafic téléphonique vers et hors de l'Italie. Actuellement, 2 200 personnes travaillent dans cette nouvelle société créée en décembre 1997. Ce chiffre devrait être porté à 6 000 d'ici à 2003, et M. Pompei n'a pas caché qu'il souhaitait une entrée rapide en Bourse.

M. B.-R.

## Les autorités boursières ont donné leur feu vert à l'OPA d'Olivetti sur Telecom Italia

L'ancien monopole public annoncera rapidement son plan de défense

La bataille pour la prise de contrôle de Telecom Italia peut désormais commencer : la Commission italienne des opérations de Bourse a donné, sa-

medi 27 février, son aval à l'OPA d'Olivetti sur l'ancien monopole public du téléphone. Franco Bernabè, le patron de Telecom Italia, doit pré-

senter un plan industriel à ses actionnaires et compte accroître la valeur de l'entreprise pour la défendre contre l'assailant.

### ROME

de notre correspondant  
La Commission des opérations de Bourse italienne (Consob) a donné, samedi 27 février, son feu vert à l'OPA (offre publique d'achat) d'Olivetti sur Telecom Italia. Contrairement à ce qu'avait estimé Franco Bernabè, administrateur délégué de l'ancien monopole public, il n'y avait pas de « lacunes » dans la reformulation de l'offre effectuée par le conseil d'administration d'Olivetti, mercredi 24 février, à la suite du rejet de l'OPA par la Consob deux jours auparavant. Les éclaircissements nécessaires ont été fournis, a estimé la Consob, et la grande bataille pour la prise de contrôle du géant de la téléphonie italienne peut commencer. Elle devra avoir lieu d'ici avril. D'ici là, Olivetti devra présenter le document détaillant l'OPA sur lequel la Consob devra encore se prononcer. Le schéma est déjà tracé, mais de nouveaux rebondissements peuvent se produire.

La première conséquence de ce « oui » de la Consob oblige Tele-

com Italia à obtenir le vote favorable de 30 % des actionnaires pour mettre en place des mesures défensives contre l'assailant. Cela implique la convocation d'une assemblée extraordinaire et l'obtention du quorum, ce qui n'est pas évident pour un actionnariat aussi éparpillé que celui de Telecom Italia. En principe, Franco Bernabè devrait annoncer dans la semaine son plan industriel afin de redynamiser Telecom Italia. Jeudi 25 février, il a obtenu le feu vert de son conseil d'administration pour étudier la fusion avec TIM, sa filiale à 60 % dans le téléphone portable. Il a indiqué au journal *Il Sole - 24 Ore* que « les coûts fixes, y compris le personnel, seront réduits et que les secteurs ne rentrant pas dans le cadre strict de son activité » seront touchés.

L'ancien patron de l'ENI (société nationale d'hydrocarbures) qui a gagné la bataille contre la corruption et celle de la privatisation dans ce mastodonte réputé difficile se heurte aujourd'hui à un défi sans pareil. « Contre l'OPA, dit-il, je n'ai pas de pilule miracle mais j'ai

un plan : accroître la valeur de la société. Sur ce point, et seulement sur ce point, je joue ma crédibilité. Telecom Italia est un enjeu trop important pour le pays pour que tout ne se joue pas sur le marché, avec des cartes complètement découvertes. »

### SOUS CONDITIONS

Les siennes seront abattues rapidement et devront convaincre les actionnaires pour faire barrage à Roberto Colaninno, le patron d'Olivetti. Celui-ci a fait savoir que « l'OPA suivra toutes les étapes prévues, et entre autres le plan industriel, qui aura comme élément central l'accroissement de la valeur de Telecom Italia et la valorisation des ressources humaines et professionnelles ». La réorganisation de Telecom Italia pourrait être positive pour l'attaquant, sauf peut-être la fusion avec TIM, qui renchérirait le prix de 40 %.

L'OPA concerne pour le moment 100 % des actions, mais elle ne sera valide que lorsque le seuil de 67 % sera atteint et à condition que la commission antitrust donne son accord pour la vente par Olivetti

des ses parts dans Omnitel (téléphone mobile) et Infostrada (téléphone fixe) à l'allemand Mannesman. La Consob a bien précisé que l'OPA était « conditionnée à la vérification d'une série d'événements futurs » et, parmi ceux-ci, l'autorisation de vente à Mannesman ainsi que le seuil minimum d'actions offertes. Le prix pour chaque action est toujours fixé à 10 € dont 6 au comptant, 2,6 en obligations et 1,4 en actions Technost, société contrôlée à 97 % par Olivetti et qui est utilisée comme l'instrument technique de l'OPA.

Le feu vert donné par la Consob n'a pas provoqué de réaction officielle de la direction de Telecom Italia, où l'on se contente de faire savoir que « le plan est boiteux et qu'il tombera de lui-même à l'épreuve du marché ». Après une semaine de turbulences, le titre Olivetti s'est déprécié de 13,5 %, celui de Telecom Italia a gagné 6,25 % et les actions Technost ont fait un saut de près de 30 % avant la suspension de la cotation.

Michel Bôle-Richard

## Les comités d'entreprise européens à l'épreuve du temps

**ENTRÉE** en vigueur le 22 septembre 1996, la directive sur les comités d'entreprise européens (CEE) fera l'objet d'un premier bilan, prévu dès l'origine et portant sur sa transposition dans les droits nationaux et sur son application. D'après la Commission, 425 entreprises avaient signé

des accords avant la mise en œuvre de la directive et 75 l'ont fait depuis. La Commission européenne organisera, avec les partenaires sociaux, les 28, 29 et 30 avril, un séminaire qui devrait réunir plusieurs centaines de participants.

Si le patronat européen (Unice) ne paraît pas très favorable à une modification de la directive, les discussions devraient, selon les spécialistes, porter sur deux points essentiels : le seuil à partir duquel les entreprises doivent constituer un comité d'entreprise européen et, surtout, les conditions qui doivent amener un employeur à consulter cette instance de manière exceptionnelle. Sur le premier point, la directive rend obligatoire la création d'un CEE dans les entreprises qui ont au moins 1 000 salariés, dans au moins deux Etats de l'Union, dont au moins 100 dans un des Etats. Les syndicats alimenteraient diminuer ce seuil. Parviendront-ils à le faire descendre à 500 ?

Le deuxième sujet s'est imposé lors de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. Que signifie « consulter le comité d'entreprise européen en temps utile », comme le prévoit la directive ? Et quelle est la « gravité » d'un événement qui justifie une telle consultation lors de la tenue d'une réunion exceptionnelle ?

Elf-Aquitaine a modifié le 2 février son accord de juillet 1991 sur la mise en place et le fonctionnement du CEE. « En cas de circonstances exceptionnelles modifiant de façon importante la marche générale ou la structure du groupe, il est procédé à une réunion du bureau de liaison [du CEE], dans les huit jours suivant la réunion du conseil d'administration », est-il indiqué dans ce texte, qui précise : « Il s'agit de circonstances correspondant à une modification substantielle d'une même activité, dans au moins deux pays européens représentés au sein de l'instance (acquisition, fusion, cession...) et si l'opération concerne un chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros et/ou met en cause un effectif total eu-

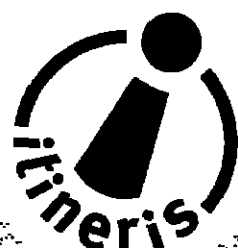
ropéen de plus de 500 personnes. » Cet accord présente une autre particularité : il crée une articulation entre le comité de groupe français et le CEE. Celle-ci est juridiquement possible mais peu d'entreprises s'y risquent. Le professeur Bernard Teysse estime que cinq ou six accords seulement prévoient que le comité de groupe français et le CEE se tiennent immédiatement l'un après l'autre. Si Schneider a échoué à fusionner les deux instances, le groupe PSA Peugeot-Citroën y est parvenu dès 1996, sans doute parce que les Français constituent encore 80 % des effectifs. Dans le groupe automobile, l'accord signé avec les syndicats français et la Fédération européenne de la métallurgie (FEM) prévoit que la délégation française au CEE correspond à celle du comité de groupe français. Ces délégués et leurs homologues européens se voient présenter les comptes consolidés, ce qui est théoriquement une attribution du comité de groupe français.

**Que signifie « consulter le comité d'entreprise européen en temps utile » ?**

Chez Elf-Aquitaine, le comité de groupe français se réunissait trois fois l'an. En mars, la réunion porte sur les résultats, le budget et les questions transversales. En juin, le comité étudie les comptes de l'entreprise avec l'aide d'un expert-comptable. Enfin, en octobre, il étudie la stratégie du groupe, exactement comme le comité d'entreprise européen deux mois plus tard. Les deux premières réunions ne sont pas pour l'instant remises en question. Celle d'octobre fusionnera avec celle du CEE de décembre et se tiendra en novembre. Alors que le comité de groupe réunit 34 représentants, tous français, l'accord prévoit qu'à cette réunion commune, la délégation française comprendra 25 représentants élus et 5 coordinateurs. La direction a obtenu l'accord de tous les syndicats français, à l'exception de la CFTC. Elf-Aquitaine tend à renforcer le comité d'entreprise européen, quitte à réduire légèrement le rôle du comité de groupe français.

Frédéric Lemaître

# « Si les téléphones étaient fait pour la



**SERVICE E-MAIL VOCAL : ÉCOUTEZ VOUS**

Les écrans de portables n'ont pas été faits pour lire de gros caractères. Vous proposez de lire vos e-mails. Itineris est le premier à

**ENCORE UNE BONNE**



ont donné leur feu  
ur Telecom Italia  
rapidement son plan de défense

...sentir un plan ind...  
...d'urgence...  
...défendre contre l...

## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999

# Le rugby n'est pas encore un enjeu majeur pour les télévisions

Alors que la Fédération espérait faire monter les enchères entre les chaînes pour les droits de retransmission des matches de l'équipe de France, TF 1 a finalement renoncé à faire une offre, laissant France Télévision, le détenteur du contrat, face à M 6, un inattendu challenger

L'ANNÉE est importante pour le rugby français, et pas seulement en raison des échéances sportives, comme la Coupe du monde du 1<sup>er</sup> octobre au 6 novembre. La quasi-totalité des contrats qui le lient aux chaînes arrivent à terme en fin de saison : les matches de l'équipe de France, la Coupe de France et les Coupes d'Europe. Du résultat des négociations sur les droits télévisuels peut dépendre l'ambition de ce sport, devenu professionnel en 1995, mais dont les moyens sont encore loin de ceux du football.

Deux candidats ont répondu, vendredi 26 février, à l'appel d'offres de la Fédération française de rugby (FFR) pour les droits des matches de l'équipe de France. Au dossier de France Télévision s'est ajouté celui de M 6, dont les ambitions dans le sport sont aujourd'hui clairement affirmées. Mais TF 1 a finalement renoncé à remettre une enveloppe. Canal Plus, qui détient depuis l'été dernier les droits du championnat de France (négociés avec la Ligue nationale de rugby, qui représente les clubs professionnels), était naturellement exclu puisque les rencontres du Tournoi des cinq nations font partie, selon

la convention établie avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), de la liste des événements sportifs qui doivent être accessibles en direct et gratuitement.

**Le temps d'antenne du rugby a doublé en dix ans : de 34 heures en 1989 à 63 heures en 1998**

L'affaire est d'importance pour les chaînes du service public, dont le rugby est, avec le cyclisme, le produit-phare. Les voilà bien placées pour conserver des droits qu'elles détiennent depuis 1995. A l'époque, Jean-Pierre Elkabbach, président de France 2 et France 3 avait signé in extremis un contrat sur quatre ans d'environ 45 millions de francs annuels (6,9 millions d'euros) au terme d'une rocambolesque partie de bras-de-fer avec TF 1. L'offre de la chaîne privée, négociée en secret par le président de

la FFR, Bernard Lapasset, était plus intéressante (environ 55 millions de francs et des garanties de recettes importantes), mais le comité directeur de la FFR, mécontent de l'initiative prise par le président, avait préféré l'offre de la télévision publique qui assurait une meilleure promotion au rugby, notamment à travers ses stations régionales.

Pour éviter le manque de transparence de la précédente transaction, la FFR a créé une commission technique chargée d'étudier les offres et d'auditionner les candidats, afin que le comité directeur puisse trancher « fin avril, début mai ». La FFR attend une augmentation substantielle des sommes qui pourraient « au moins doubler », soit 400 millions de francs pour trois ans (61 millions d'euros). Outre l'inflation générale des droits sportifs, le passage de cinq à six nations pour le Tournoi et les trois tests-matches annuels contre les nations de l'hémisphère Sud justifiaient pareille augmentation.

« Mais tout ne se limitera pas à l'argent », précise-t-on à la FFR. France Télévision possède un atout sur son concurrent : France 3 peut offrir une couverture sur mesure à

ce sport régional, tandis que France 2 propose un magazine, dont la programmation, toutefois, pourrait être améliorée. D'abord proposé après minuit le mardi, et rediffusé avant 7 heures le mercredi matin, « Rencontres à quinze » est depuis cette année installé le dimanche matin, mais à 8 heures. TF 1 aurait eu du mal à trouver une meilleure place dans sa grille. Même Canal Plus, qui fait un effort pour valoriser « son » championnat de France, a rélégué l'émission « Jour de rugby » tard dans la nuit ou sur le confidentiel Canal vert.

« Si nous avions le rugby, nous en ferions le sport-roi de M 6, à l'égal de ce que nous avons fait pour "Capital" ou "Zone interdite" », clame au contraire Nicolas de Tavernost, directeur général de la chaîne pour justifier ses prétentions.

Ce sport minoritaire devient progressivement un enjeu pour les chaînes. Son temps d'antenne a doublé en dix ans : de 34 heures en 1989 à 63 heures en 1998, selon une étude publiée en février par le Crédome, un département de recherche de Publicis. Cette montée en puissance s'est faite aux dépens du tennis et du basket-ball. Le rug-

by est encore loin des 200 heures annuelles du football (hors Coupe du monde). En 1998, il n'a représenté que 6 % du temps consacré par la télévision au sport, contre 29 % pour le football et 15 % pour le tennis. Et il n'occupe que 5 % du temps que les hommes consacrent au sport télévisé, contre 55 % pour le football. En étant plus présent sur le petit écran, le rugby perd l'attrait de la rareté : l'audience des rencontres du Tournoi est en baisse, de 17 % en 1989 à 11 % l'an dernier. Toutefois, l'audience globale du rugby s'est stabilisée depuis trois ans, en dépit de la multiplication des matches de Coupe d'Europe. « Chaque fois qu'on met une heure de plus à l'antenne, elle trouve son public », constate François Mariet, directeur du Crédome.

Ce public, justement, devrait refroidir l'ardeur des télévisions. C'est le sport télévisé dont l'auditoire est le plus masculin (26 % de femmes contre 30 % dans le football et 31 % dans la Formule 1) et le plus vieux après le cyclisme (40 % des téléspectateurs de rugby ont plus de 60 ans). Sans doute est-ce l'une des raisons qui ont conduit TF 1, qui traque la ménagère de

moins de 50 ans et la tranche des 15-35 ans, à ne pas casser sa tirelire pour ce spectacle sportif du samedi après-midi. La Une ne renonce pourtant pas à ce sport : s'il exclut les femmes et les jeunes, il a sur les cadres supérieurs un impact proche de celui de la FI. TF 1 retransmettra les matches de la Coupe du monde, en partenariat avec Canal Plus à qui elle a revendu une partie des droits.

Pourquoi cet intérêt pour un produit télévisé qui n'est pas encore mûr ? « Il y a, dans l'attitude des chaînes, la notion d'investissement dans un sport en voie d'émergence, explique François Mariet. L'état actuel du rugby ne préjuge pas de ce qu'il peut devenir d'ici cinq ans. Les télévisions font le pari qu'elles peuvent contribuer à construire son image. » Nicolas de Tavernost confirme cette thèse sur l'avenir : « C'est la première fois que nous faisons une offre qui ne soit pas directement rentable. » Et s'il faut changer l'image du rugby, M 6, deuxième chaîne des moins de 50 ans derrière TF 1, préfère lui promettre un « coup de rajeunissement ».

Jean-Jacques Bozonnet

## La presse attend le verdict de la Coupe du monde

L'ÉQUIPE DE FRANCE serait bien inspirée de gagner le Tournoi des cinq nations. Dans la foulée, un bon résultat des Bleus en Coupe du monde serait le bienvenu. Il y va de l'avenir de quelques aventures de presse récentes. Notamment, les deux mensuels de rugby créés en février 1998, *Le Monde du rugby* et *Planète Quince*.

Leur première année d'existence n'a pas été facilitée par les événements. Hormis le grand chelem de l'équipe de France, le rugby n'a fait parler de lui que par ses travers : la créatine, la défection des clubs anglais en Coupe d'Europe et la valse-hésitation des instances françaises sur la formule à adopter pour le championnat. Pour attirer l'attention de rugby au kiosque, il faut l'appâter avec des événements forts. Même *Midi Olympique*, l'hebdomadaire spécialisé du groupe Dépêche du Midi, est sensible à l'actualité. Il y a deux ans, après le grand chelem arraché à Twickenham par les Français, il avait battu un record de ventes en tirant les 100 000 exemplaires. En dehors des Tournois et des Coupes du monde, sa diffusion retombe et s'érode : 66 640 exemplaires payés de juillet 1997 à juin 1998 (selon Diffusion contrôle) contre 72 354 en 1995 ou 74 478 en 1990.

*Le Monde du rugby*, lancé par un petit éditeur indépendant, Polo Presse, est rapidement devenu leader du marché des mensuels grâce à sa qualité rédactionnelle et à sa présentation. Il affiche une diffusion totale payée de 22 000 exemplaires pour ses dix premiers numéros. Lancé à la même époque – dans l'urgence – par le groupe Sud Ouest, *Planète Quince* peine à dépasser les 12 000 exemplaires, malgré un changement de formule en décembre 1998. Déjà présent sur ce créneau, *Rugby Star* a pâti de l'irruption des deux nouveaux : sa diffusion n'excéderait pas 6 000 à 9 000 exemplaires.

Pour compléter la nébuleuse de ces publications, il existe deux trimestriels. L'un, *Rugbyman*, appartient à la Fédération française de rugby et s'adresse aux 9-13 ans. Depuis septembre 1998, il est vendu à titre expérimental en kiosques (environ 5 000 exemplaires, selon la FFR). L'autre, *Attitude Rugby*, est un élégant trimestriel en noir et blanc, de format tabloïd, lancé en janvier 1998 par le photographe Michel Birot. Un souci esthétique guide la politique éditoriale de ce produit haut de gamme, vendu à quelque 8 000 exemplaires, malgré un prix de vente élevé (95 francs).

Tous ont fait la difficile expérience de ce marché qui ne s'étend guère au-delà du cercle des passionnés, lecteurs de *Midi Olympique*. Cet hebdomadaire, qui a succédé au *Journal national du rugby*

créé en 1919 par la famille Baylet, fait figure de journal officiel. Ses habitués l'appellent « Midol » ou « le jaune » en raison de la couleur de son papier. Le journal s'intéresse autant à l'Ovalie profonde qu'à l'élite, son style fleurit bon le terroir et le ton est convivial. L'arrivée de nouvelles publications, puis la création de l'édition dominicale de *L'Equipe*, ne semblent pas avoir entamé le socle de ses fidèles (788 000 en moyenne) : « Les intaigués de rugby en demandent toujours plus », note Jacques Verdier, rédacteur en chef de *Midol*. Mais le journal a du mal à moderniser son image, malgré des modifications de sa formule et la création d'un supplément mensuel, *Midi Olympique Magazine*.

### ACTUALITÉ PERMANENTE

En cette année de Coupe du monde, *Midol* peut espérer renouer avec ses meilleures ventes. « Mais il n'y aura pas d'effet Coupe du monde si la France est éliminée prématurément », prévient Jacques Verdier. L'actuel Tournoi des cinq nations donnera une idée réelle de la concurrence avec *L'Equipe du dimanche*. Le quotidien sportif a en effet décidé de faire un effort sur le rugby, promu en 1999 « sport numéro deux » (derrière le football). L'effectif de la rubrique a été renforcé, ainsi que la pagination. En 1998, *L'Equipe* a consacré moins d'une page par jour à ce sport contre quatre au football (341 contre 1 530).

Tout le monde attend le verdict du Mondial, qui pourrait sonner une restructuration du secteur. Tous aimeraient être portés par une actualité plus permanente. Faute de voir venir un championnat national rassemblant l'élite, donc passionnant d'un bout de l'année à l'autre, Patrice Pons, directeur commercial de *Midi Olympique*, s'interroge : « L'heure n'est-elle pas venue pour nous d'organiser une manifestation sportive d'envergure ? ».

J.-J. B.

### DÉPÊCHES

■ NUMÉRIQUE : CanalSatellite a enregistré une perte de 470 millions de francs (72 millions d'euros) en 1998, a annoncé, vendredi 26 février, le groupe Pathé, actionnaire à 20 % du bouquet numérique. Le chiffre d'affaires a atteint 2 237 milliards de francs (339 millions d'euros) en 1998, contre 1,181 milliard de francs (179 millions d'euros) un an plus tôt.

■ PRESSE : Pearson s'allie à Gruner und Jahr (Bertelsmann) pour un journal économique en allemand, a annoncé le *Financial Times* du 1<sup>er</sup> mars. Les deux groupes devraient investir 60 millions de livres (41,2 millions d'euros) dans le projet. (AFP.)

# es téléphones

# ient pas pour lire,

## ça se saurait.»

**E-MAILS SUR VOTRE MOBILE ITINERIS.**

es quantités de texte. C'est pourquoi, quand tous les autres  
us proposer de les écouter.

**SON DE CHOISIR ITINERIS**

**France Telecom**

**ENCORE UNE BONNE**

051 7 11 41

## TABLEAU DE BORD

## AGENDA

## MARDI 2 MARS

■ **FRANCE**: Indice des prix de vente industriels de janvier  
■ **RÉSULTATS**: SEB, Latecoere, Crédit agricole Ile-de-France

## MERCREDI 3 MARS

■ **ROYAUME-UNI**: décision du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre sur les taux d'intérêt  
■ **RÉSULTATS**: PSA Peugeot-Citroën, Chargeurs, SCOR, Cap Gemini.

## JEUDI 4 MARS

■ **JAPON**: consommation des ménages en janvier  
■ **EUROPE**: réunion du conseil des gouverneurs de la BCE  
■ **ALLEMAGNE**: PIB au 4<sup>e</sup> trimestre 1998 et sur l'année  
■ **USA**: commandes industrielles en janvier  
■ **RÉSULTATS**: Rolls Royce

## VENDREDI 5 MARS

■ **USA**: taux de chômage et créations nettes d'emplois pour février  
■ **RÉSULTATS**: Air Liquide, Pro-modés

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

■ **AMD**: le fabricant de microprocesseurs AMD a dépassé pour la première fois le géant Intel aux États-Unis en janvier, grâce au boom des ventes de PC à moins de 1 000 dollars, a annoncé la société d'étude marketing PC Data, vendredi 26 février. Les puces de la famille K6 d'Advanced Micro Devices ont équipé 43,9 % des micro-ordinateurs de bureau vendus en janvier aux États-Unis, contre 40,3 % pour Intel et 15,8 % pour Cyrix.

■ **PHILIPS**: le géant néerlandais a décidé de renforcer sa position dans l'industrie des semi-conducteurs en faisant une offre d'acquisition du groupe américain VLSI Technologies pour un montant de 706 millions d'euros.

■ **CASA**: le constructeur aéronautique espagnol, partenaire d'Airbus à hauteur de 4,2 %, a confirmé, ce week-end, mener des discussions avec l'ensemble des constructeurs européens, notamment BAe-Macdonald et

Aérospatiale-Matra, dans le cadre de sa privatisation prévue cette année.

■ **BULL**: le PDG du groupe informatique français Bull, Guy de Panafieu, a précisé samedi sur Radio Classique, que le groupe supprimera 1 800 postes net en 1999.

■ **SCANIA**: le PDG du groupe suédois Volvo a déclaré, samedi 27 février, qu'il n'avait pas l'intention de se défaire de la minorité de blocage de 13 % acquise dans le capital de son concurrent suédois Scania (poids lourds), malgré l'opposition d'investisseurs, la holding de contrôle de Scania.

■ **ELF-AQUITAINE**: le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, a demandé au gouvernement allemand de lui fournir, avant le 17 mars, des explications sur les subventions publiques accordées à Elf-Aquitaine pour la raffinerie est-allemande de Leuna, selon l'hébergement allemand Focus, du lundi 1<sup>er</sup> mars.

■ **TOTAL**: le ministre irakien du pétrole a affirmé, samedi 27 février, que les firmes américaines et britanniques seraient exclues du développement des champs pétroliers et qu'un contrat avec Total était dans sa phase finale.

## SERVICES

■ **AIR AFRIQUE**: le conseil d'administration d'Air Afrique a décidé, samedi 27 février, de réduire la participation des États-membres dans le capital de la compagnie, de 60,4 % à « pas plus de 33 % ». Le choix du nouveau directeur général de la compagnie multinationale a été reporté au mois de mars.

## FINANCE

■ **AXA**: la fusion en Belgique entre la Royale belge, issue de l'UAP, et Axa Belgium, va entraîner la suppression de quelque 700 postes dans le pôle assurance d'ici à 2003, a annoncé la direction. Ce pôle compte 4 200 salariés, sur 6 200 en tout.

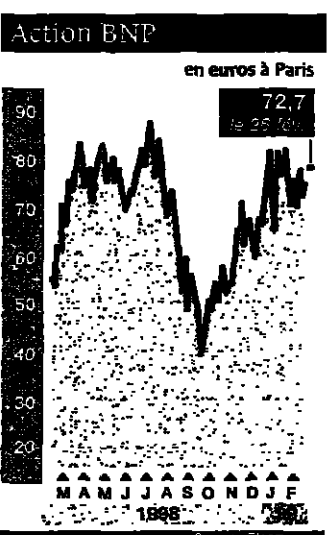
■ **35 HEURES**: quatre organisations syndicales du Crédit agricole ont estimé vendredi 26 février, dans une déclaration commune, que les négociations en cours sur les 35 heures devaient « impérativement déboucher sur des résultats positifs en matière d'emplois ».

## VALEUR DU JOUR

## Des profits records pour la BNP

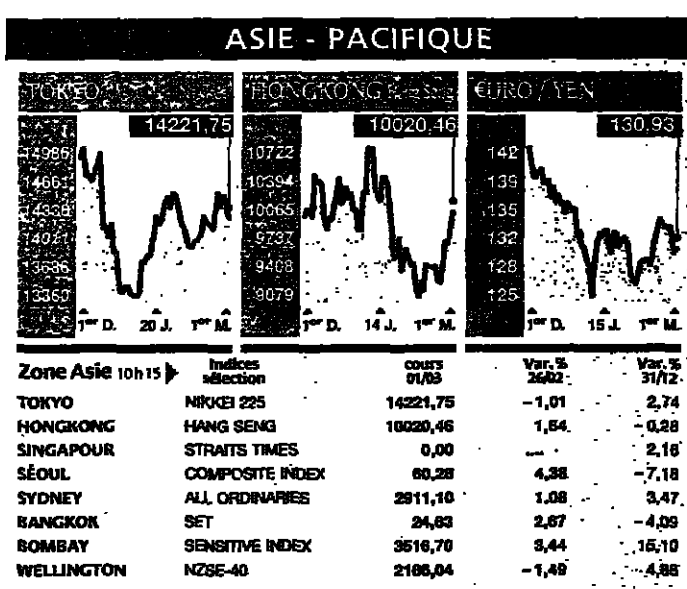
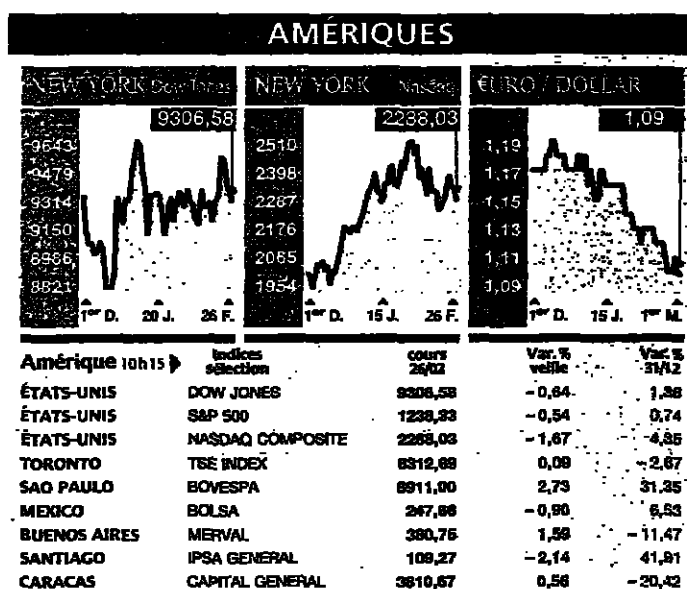
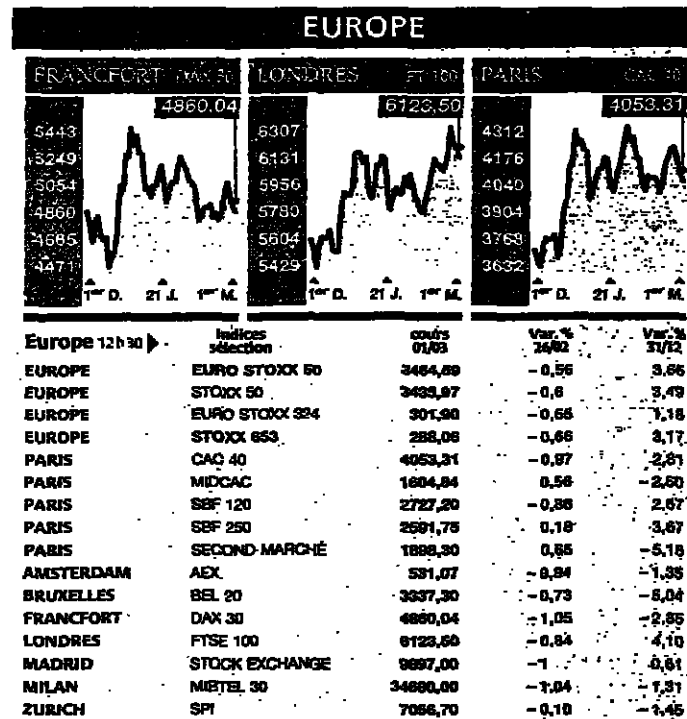
LAISSÉE de côté par Paribas, qui préfère fusionner avec la Société générale, écartée par les dirigeants du Crédit lyonnais, la BNP prend sa revanche en affichant pour 1998 le meilleur résultat jamais atteint par une banque non mutualiste en France. Son bénéfice net par action s'élève à 7,3 milliards de francs (1,114 milliard d'euros), en progression de 23 %, ce qui porte le rendement de ses fonds propres à 11,8 %. « Depuis 1993, année de sa privatisation, le groupe a multiplié son bénéfice net par sept, son bénéfice par action par cinq », souligne la banque.

Ce résultat est dopé par des plus-values sur cessions de participations (3,1 milliards de francs), mais dans une proportion moindre que pour la Générale ou Paribas. La banque fait un effort pour relever le niveau de ses provisions, avec une dotation de 7,9 milliards de francs (+16 %). Sur ce total, 1,9 milliard est consacré à l'Asie, 1,4 milliard à la Russie, et 871 millions à des provisions générales pour d'autres pays. Malgré cet effort, le résultat de la banque de grande clientèle et de marchés, avant impôt, reste largement positif, à 4,2 milliards de francs. Dans le futur groupe SG-Paribas, la rentabilité de cette activité a été nulle en 1998. En France, la BNP a bénéficié de la bonne tenue de la conjoncture. Le résultat avant impôt de la banque de réseau a fait un bond de 49 % par rapport à 1997, à 5 milliards. Hors de France, les réseaux ban-



caires paient aussi. Bank of the West, qui a fusionné avec la First Hawaiian Bank pour former BankWest, dont la BNP détient 45 %, a contribué à hauteur de 1 milliard de francs au résultat avant impôt de la BNP. BankWest s'apprête à racheter pour 176 millions d'euros une petite banque californienne, SierraWest Bancorp, spécialisée dans les crédits à long terme aux petites entreprises. Tentant toujours de séduire les équipes du Crédit lyonnais, la BNP fait état de sa « politique de répartition motivante » : « entre 1993 et 1998, le montant de l'intéressement et de la participation a été multiplié par cinq ». La BNP valait 104,2 milliards de francs le 26 février, ce qui en faisait la première capitalisation bancaire française.

Sophie Fay



## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

LA BOURSE s'est montrée hésitante dans la matinée du lundi 1<sup>er</sup> mars. Après une ouverture en légère hausse, l'indice a accusé une baisse de 0,93 %, à 4 053,64 points. La faiblesse des principales Bourses européennes a expliqué ce revirement. De plus, le courtier américain Lehman Brothers a prévu une phase de correction des marchés actions.

## FRANCFORT

LA BOURSE allemande s'inscrivait en hausse lundi 1<sup>er</sup> mars, lors des premiers échanges. Quelques minutes après le début des cotations, l'indice DAX progressait de 0,55 %, à 4 930,80 points. Vendredi, l'indice DAX avait reculé de 0,30 %, à 4 903,96 points.

## LONDRES

VENDREDI 26 mars, l'indice Footsie 100 a clôturé en baisse de 0,51 %, à 6 175,1 points, sous l'influence de Wall Street. Les investisseurs ont pris également une partie de leur bénéfice après l'annonce de bons résultats de sociétés publiés au cours de la semaine.

## TOKYO

APRÈS avoir passé la plus grosse partie de la séance dans le vert, la Bourse de Tokyo a terminé lundi en retrait sous l'effet de prises de bénéfice en fin de journée, de la faiblesse du dollar et du recul des valeurs technologiques à New York vendredi. L'indice Nikkei a cédé 1,01 %, pour finir à 14 221,75 points.

## NEW YORK

POUR la quatrième séance consécutive, la Bourse américaine a été mal orientée vendredi 26 février. L'indice Dow Jones a cédé 0,64 %, à 9 306,58 points, tandis que celui de la Bourse électronique Nasdaq a reculé de 1,68 %, à 2 328,01 points. Les valeurs de la haute technologie, surtout traitées sur le marché du Nasdaq, ont été particulièrement malmenées.

## TAUX

LES MARCHÉS obligataires se redressaient légèrement lundi 1<sup>er</sup> mars lors des premiers échanges après leur chute de la semaine dernière. Le rendement des obligations du Trésor français émises à 10 ans s'inscrivait à 4,08 %, tandis que celui des bunds allemands, émis sur la même échéance, se situait à 3,99 %. En Outre-Atlantique, le marché obligataire s'est également repris vendredi et le taux de rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans, qui évoluait à l'inverse du prix des titres, avait fini à 5,578 % contre 5,65 % jeudi en fin de journée.

## MONNAIES

LE DOLLAR restait stable contre le yen lundi matin 1<sup>er</sup> mars après sa baisse enregistrée au cours de la séance de vendredi. Le billet vert cotait 119,21 yens. L'euro marquait un nouveau recul et s'échangeait en début de matinée à 1,0985 dollar contre 1,1023 dollar à New York vendredi.

## ÉCONOMIE

## L'institut allemand DIW prédit une longue phase de déflation

UNE « LONGUE phase de déflation est en vue dans les grands pays industriels », a estimé, dimanche 28 février, le président de l'un des principaux instituts de recherches économiques allemands, l'institut allemand pour la recherche économique (DIW), Lutz Hoffmann. Dans un entretien au journal dominical Welt am Sonntag, M. Hoffmann déclare : « Tous les signaux font pencher pour une longue phase de déflation dans les grands pays industriels. En ce qui concerne les prix à la production, nous sommes déjà de facto en déflation. Les prix à la consommation vont suivre ».

Après avoir relevé qu'en janvier le taux d'inflation annuelle en Allemagne était tombé à 0,2 %, le taux le plus bas depuis la réunification allemande en 1990, il a justifié son pronostic par l'intensification de la compétition internationale, qui entraîne une baisse des prix à l'importation en Allemagne, laquelle met à son tour sous pression les producteurs allemands sur leur marché intérieur.

■ Les prix à l'importation sont restés stables au mois de janvier en Allemagne, par rapport au mois de décembre, et affichent un recul de 5,9 % sur un an.

■ Un accord salarial prévoyant une augmentation de 3,1 % pour les 170 000 postiers allemands a été signé dimanche soir entre la direction de la Deutsche Post et le syndicat des postiers.

■ FRANCE: le produit intérieur brut (PIB) de la France devrait croître de 0,6 % au premier trimestre 1999 et de 0,3 % au deuxième, selon l'indicateur avancé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), publié lundi en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

Au premier trimestre, les déterminants de la demande interne restent inchangés, marqués par une bonne tenue de la consommation des ménages en produits manufacturés, qui reste soutenue par le recul continu du chômage, et surtout la bonne orientation du secteur de la construction, souligne la CDC.

■ Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué dimanche que « les nouvelles technologies ont ajouté, en 1998, 0,5 point à la croissance de la consommation » en France en 1998. Dans un entretien au Journal du dimanche, le ministre a rappelé qu'un quart des ménages français sont dé-

sormais équipés d'un micro-ordinateur. « Mon ambition est de permettre l'accès du plus grand nombre aux nouvelles technologies », ce qui « est aussi un moyen de lutter contre les inégalités », a-t-il dit.

■ CHINE: la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright a félicité Pékin, lundi 1<sup>er</sup> mars, de ne pas avoir dévalué sa devise, tout en espérant des progrès sur le dossier de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle a noté qu'il était « désormais de plus en plus évident » que la crise financière n'était plus seulement asiatique mais « globale », tout en qualifiant « d'absolument essentielle » toute coopération permettant de juguler la crise.

■ JAPON: le marché automobile japonais s'est contracté de 9,9 % en février, par rapport à son niveau du même mois de 1998, ce qui porte sa phase actuelle de marasme à vingt-trois mois consécutifs, a annoncé lundi l'Association des concessionnaires automobiles japonais (JADA).

■ ÉGYPTE: le prochain budget égyptien sera le plus important de l'histoire du pays, avec un montant de 102 milliards de livres égyptiennes (environ 28 milliards d'euros), a annoncé dimanche le ministre des finances, Mohamed al-Gharib.

■ PÉTROLE: le ministre irakien du pétrole, Amer Rachid, a accusé dimanche l'Arabie saoudite d'avoir « inondé le marché » du pétrole et a réclamé une réduction de la production saoudienne pour que les prix remontent à 15 dollars. Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué que l'Irak a eu un manque à gagner de 6 milliards de dollars depuis le deuxième semestre de 1998 à cause de la chute des prix du brut, et demandé à Ryad de réduire sa production d'au moins 1,5 million de barils/jour.

■ KOWEÏT: la banque centrale du Koweït a annoncé, dimanche, une réduction de son taux d'escompte d'un quart de point à 6,75 %, a rapporté l'agence officielle koweïtienne KUNA. Le gouverneur de la banque centrale, cheikh Salem Abdel Aziz al-Sabah, a déclaré que cette mesure s'inscrit dans le cadre de la « stabilité monétaire et économique » du pays, selon KUNA.

■ ARABIE SAOUDITE: la banque centrale saoudienne a démenti samedi être intervenue pour soutenir le rial, tout en assurant qu'elle était déterminée à défendre la valeur de sa monnaie contre toute pression.

## Taux de change fixe zone euro

euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANCE	1,6366	FRANCE	1,6366
ALLEMAGNE	1,9364	ALLEMAGNE	1,9364
ITALIE	1,9364	ITALIE	1,9364
ESPAGNE	166,639	ESPAGNE	166,639
PORTUGAL	200,482	PORTUGAL	200,482
GRÈCE	340,750	GRÈCE	340,750
IRLANDE	7,8756	IRLANDE	7,8756
FINLANDE	5,9457	FINLANDE	5,9457
ROYAUME-UNI	1,9364	ROYAUME-UNI	1,9364
MARKK	1,9364	MARKK	1,9364

## Hors zone euro

euro contre	Taux	euro contre	Taux
CORONNE DANOISE	7,4604	CORONNE DANOISE	7,4604
CORONNE NORVÉGIENNE	8,4666	CORONNE NORVÉGIENNE	8,4666
CORONNE SUÉDOISE	9,0005	CORONNE SUÉDOISE	9,0005
CORONNE TCHÈQUE	37,5000	CORONNE TCHÈQUE	37,5000
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7818	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7818
DOLLAR CANADIEN	1,6584	DOLLAR CANADIEN	1,6584
DOLLAR HONGROIS	200,482	DOLLAR HONGROIS	200,482
DOLLAR ISRA�ËLITE	1,9364	DOLLAR ISRA�ËLITE	1,9364
DOLLAR JAPONAIS	119,21	DOLLAR JAPONAIS	119,21
DOLLAR NEO-ZÉLANDAIS	1,6366	DOLLAR NEO-ZÉLANDAIS	1,6366
DOLLAR NOUVELLE-GUINÉE	2,0000	DOLLAR NOUVELLE-GUINÉE	2,0000
DOLLAR SINGAPOURIS	1,9364	DOLLAR SINGAPOURIS	1,9364
DOLLAR THAÏLANDAIS	5,5000	DOLLAR THAÏLANDAIS	5,5000
DOLLAR VIETNAMITE	2,0000	DOLLAR VIETNAMITE	2,0000

## Cours de change croisés

01/05 12h30	COURS DOLLAR	COURS YEN(100)
DOLLAR	119,18000	0,83907
YEN	0,91008	0,76374
EURO	5,97140	5,00774
FRANC	0,62294	0,52266
LIBRE	1,45005	1,21800
FRANC SUISSE		

## Taux d'intérêt (%)

Taux 24h	Taux 1-1	Taux 3 mois
FRANCE .....	3,08	2,92
ALLEMAGNE ..	3,08	3,12
GDE-BRETAG.	5,09	5,25
ITALIE .....	---	3,02
JAPON .....	0,19	0,14
ÉTATS-UNIS...	4,88	4,88
SUISSE .....	1,12	1,16
PAYS-BAS .....	3,10	3,03

## Matif

Cours 12h30	Volume	dernier	premier
Notionnel 55	7714	110,16	110,52
Surbon 3 mois	1000	96,90	96,94

## Pétrole

En dollars	Cours	Var. %
BRENT (LONDRES)	10,88	-1,20
WTI (NEW YORK)	12,43	-1,20
LIGHT SWEET CRUDE	12,31	-1,20

## Or

En euros	Cours	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	2400	+0,38
OR FIN KILLO BARRE	2400	+0,38
ONCE D'OR (LON)	288,74	+0,40
PIÈCE FRANCE 20 F	40,70	+0,40
PIÈCE SUISSE 20 F	40,70	+0,40
PIÈCE UNION LAT. 20 F	40,70	+0,40
PIÈCE 10 DOLLARS US	288,74	+0,40
PIÈCE 20 DOLLARS US	577,48	+0,40
PIÈCE 50 PESOS MEX.	213	+0,32

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



## VALEURS EUROPÉENNES

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

Italia, a reculé de 2,14 %, à 9,59 euros (en dessous du prix d'offre de 10 euros) alors que l'opérateur envisage de fusionner avec sa filiale de téléphonie mobile TIM afin de contourner l'OPA d'Olivetti.

● L'action Hoechst a progressé de 0,35 %, vendredi 26 février, après l'annonce de résultats annuels légèrement supérieurs aux prévisions des analystes. Le bénéfice net 1998 s'est établi à 969 millions d'euros, grâce à des plus-values de 660 millions d'euros.

● Le titre Volkswagen a reculé de 2,16 % le vendredi 26 février après les déclarations du groupe estimant que la hausse de 65 % de son résultat net pour 1998 sera difficile à réitérer.

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

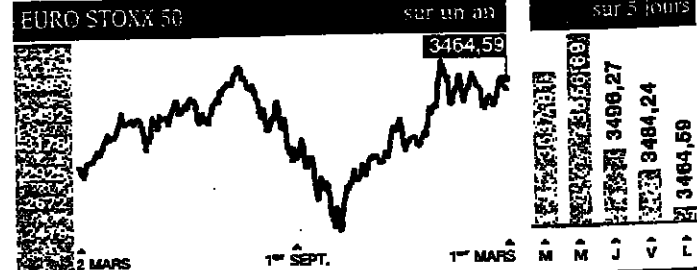
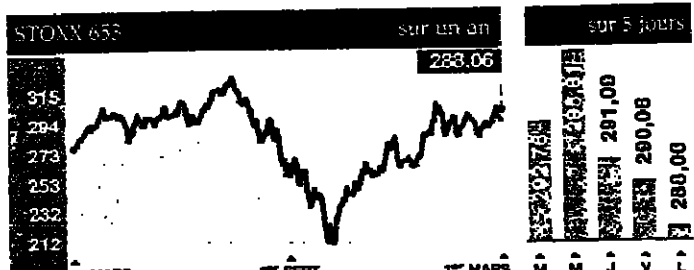
● Le titre de la cible, Telecom

● L'action BskyB a progressé de 0,4 %, vendredi 26 février, jour de l'annonce par Jérôme Seydoux, le président de Pathé, de l'engagement de discussions entre BskyB et Canal Plus en vue d'une fusion.

● Le titre Philips a légèrement baissé (-0,39 %), à l'annonce, vendredi 26 février, de son intention de racheter le groupe américain VLSI Technology spécialisé dans les semiconducteurs, pour un montant de 706 millions d'euros.

● L'action Olivetti a gagné 2,19 %, à 2,8 euros, vendredi 26 février après avoir reçu l'autorisation de la Consob italienne pour lancer son OPA sur Telecom Italia.

● Le titre de la cible, Telecom



Code	Nom	Cours	% Var.
ALIMENTATION ET BOISSON			
ALCOOL	ALCOOL	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71
BOISSON	BOISSON	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
ASSURANCES			
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71
ASSURANCES	ASSURANCES	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
PHARMACIE			
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71
PHARMACIE	PHARMACIE	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
BIENS D'EQUIPEMENT			
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71
BIENS D'EQUIPEMENT	BIENS D'EQUIPEMENT	10,92	-1,71

**0 803 800 100**  
PLACEMENTS FINANCIERS  
Les réponses de nos managers

**AXA INVESTMENT MANAGERS**  
PARIS

Code	Nom	Cours	% Var.
MEDIAS			
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71
MEDIAS	MEDIAS	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
ENERGIE			
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71
ENERGIE	ENERGIE	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
BIENS DE CONSOMMATION			
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71
BIENS DE CONSOMMATION	BIENS DE CONSOMMATION	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
SERVICES FINANCIERS			
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71
SERVICES FINANCIERS	SERVICES FINANCIERS	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
COMMERCE DISTRIBUTION			
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71
COMMERCE DISTRIBUTION	COMMERCE DISTRIBUTION	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
CONSUMMATION CYCLIQUE			
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71
CONSUMMATION CYCLIQUE	CONSUMMATION CYCLIQUE	10,92	-1,71

Code	Nom	Cours	% Var.
HAUTE TECHNOLOGIE			
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71
HAUTE TECHNOLOGIE	HAUTE TECHNOLOGIE	10,92	-1,71

\* CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne  
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande  
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche  
FI : Finlande - BE : Belgique

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark  
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède

## VALEURS FRANÇAISES

● L'action Renault a regagné 2,07 %, lundi 1<sup>er</sup> mars, à l'ouverture des transactions. Vendredi 26 février, le titre avait chuté de 4,7 % dans le sillage du groupe automobile allemand Volkswagen.

● L'action Canal a débuté la séance du lundi 1<sup>er</sup> mars sur un gain de 2,56 %. Son actionnaire principal, Vivendi, avait confirmé vendredi l'existence de discussions sur un projet de fusion avec BSKyB.

● L'action Schneider a perdu du terrain (-3,73 %), lundi matin 1<sup>er</sup> mars, après la fixation de nouveaux objectifs de rentabilité par le président Henri Lachmann.

● L'action BNP a progressé de 3,02 %, durant les premières transactions de lundi. La banque a publié un résultat net 1998 en hausse de 23 %, à 1,14 milliard d'euros (7,3 milliards de francs). Michel Peberau, le président de la BNP, a déclaré que la banque est prête à saisir « les opportunités de croissance externe ».

● Le titre CCF a progressé de 0,19 % lundi matin 1<sup>er</sup> mars. La banque a annoncé qu'elle lançait une OPA simplifiée sur la Banque de Picardie, dont elle détenait déjà 77,91 % du capital.

● Le titre Elf Gabon a gagné 1,4 %, à l'ouverture des transactions, lundi. La filiale d'Elf Aquitaine a publié un résultat courant en baisse de 65 %. La société devrait proposer la distribution d'un dividende de 10 dollars (9,09 euros).

## RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 1<sup>er</sup> MARS

Cours relevés à 12h30

Liquidation : 24 mars

France	Précédent	Cours	Différence	% Var.
BNP (P.F.)	147	148	+0,88	+0,59
CLIVONHISTP	140,70	140,70	0,00	0,00
RENAULT (P.F.)	226,50	232,00	+5,50	+2,42
SAINT-GOBAIN P.F.	179,50	178,20	-1,30	-0,72
THOMSON SA (P.F.)	142,50	140	-2,50	-1,75
ACCOR	212	210,20	-1,80	-0,85
ACF	51,50	50,70	-0,80	-1,55
AIR FRANCE GPE N	171,00	171,00	0,00	0,00
AR LIAISON	155,00	155	0,00	0,00
ALCATEL	98	98,80	+0,80	+0,82
ALSTOM	24,50	24,21	-0,29	-1,18
ALTRON TECHNO.	250,50	251,50	+1,00	+0,39
ATOS	118	117,40	-0,60	-0,51
AXA	118,00	119	+1,00	+0,85
BAIL INVESTIS	127,50	125	-2,50	-1,96
BAZAR HOT VILLE	97	97,70	+0,70	+0,72
BERTRAND FAURE	26,50	26,40	-0,10	-0,38

## NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 1<sup>er</sup> MARS

Une sélection. Cours relevés à 12h30

Valeurs	Cours	Différence	% Var.
ADP PARTNER	22	22,10	+0,45
ADP SOFT	140,70	140,70	0,00
ALPHA MOS	26,10	26,10	0,00
ALPHA O.S.	7,40	7,40	0,00
APRIL	150	150,50	+0,50
APRIL G.P.	150	150,50	+0,50
ASTRA	12,50	12,50	0,00
ATN	12,50	12,50	0,00
AVENIR TECH	90	90,50	+0,50
BELVEDERE	75,00	75,00	0,00
BIDOMEX	32,50	32,50	0,00
BVP EX DT S	45,70	45,70	0,00
CAC SYSTEMS	70,00	70,00	0,00
CEREP	19	19,00	0,00
CEMUNEX	1,00	1,00	0,00
COIL	30	30,50	+0,50
CRYO INTERAC	10,00	10,00	0,00
CYBER PRES	41	41,00	0,00
CYRANO	18	18,00	0,00
DESK	26	26,00	0,00
DES 85	15	15,00	0,00
DMS	6,50	6,50	0,00
DURAND ALLI	6,50	6,50	0,00
DURAND DUBOIS	10,00	10,00	0,00
DURAND HV ICE	87	87,00	0,00
EFFIK	18,00	18,00	0,00
ESER	30,00	30,00	0,00
EUROFIBRE	67,00	67,00	0,00
EURO CARGO S	11,70	11,70	0,00
EUROSTAT	30,50	30,50	0,00
FABIMASTER	10,00	10,00	0,00
FI SYSTEM	20,70	20,70	0,00
FLORANCE MED.	6,00	6,00	0,00
GENEX	50,10	50,10	0,00
GENSY	12	12,00	0,00

## SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 26 février

Émetteurs	Valeurs	Cours	Différence	% Var.
ACIFI	24,40	24,40	0,00	0,00
ACIFI AMBITION (AXA)	24,40	24,40	0,00	0,00
ACIFI ACTIONS (AXA)	24,40	24,40	0,00	0,00
3615 BNP	3615	3615	0,00	0,00
ANTIGONE TRÉSORIE	141771,81	141771,81	0,00	0,00
NATIO COURT TERME	2270,00	2270,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 2	40469,32	40469,32	0,00	0,00
NATIO EPARGNE	244,17	244,17	0,00	0,00
NATIO EP. CROISSANCE	635,40	635,40	0,00	0,00
NATIO EP. PATRIMOINE	28,13	28,13	0,00	0,00
NATIO EPARG. RETRAITE	30,30	30,30	0,00	0,00
NATIO EURO TRÉSOR	1047,49	1047,49	0,00	0,00
NATIO EURO VALEURS	207,02	207,02	0,00	0,00
NATIO EURO OBLIG.	1137,83	1137,83	0,00	0,00
NATIO EURO OPPORT.	106,70	106,70	0,00	0,00
NATIO EURO PERSPECT.	307,30	307,30	0,00	0,00
NATIO IMMOBILIER	181,50	181,50	0,00	0,00
NATIO INTER	128,00	128,00	0,00	0,00
NATIO MONÉTAIRE C.	805,38	805,38	0,00	0,00
NATIO MONÉTAIRE D.	788,70	788,70	0,00	0,00
NATIO OBLIG. LT	24,00	24,00	0,00	0,00
NATIO OBLIG. MT C.	140,20	140,20	0,00	0,00
NATIO OBLIG. MT D.	130,02	130,02	0,00	0,00
NATIO OPPORTUNITÉS	30,00	30,00	0,00	0,00
NATIO PLACEMENT C.	120,00	120,00	0,00	0,00
NATIO PLACEMENT D.	1147,20	1147,20	0,00	0,00
NATIO REVENUS	172,70	172,70	0,00	0,00
NATIO SECURITE	118,20	118,20	0,00	0,00
NATIO VALEURS	170,01	170,01	0,00	0,00

## BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT

MONÉD	14027,20	14027,20	0,00	0,00
CDC	14027,20	14027,20	0,00	0,00
LIVRET B. IND. D. PEA	188,54	188,54	0,00	0,00
NORD SUD DEVELOP. C.	414,04	414,04	0,00	0,00

## FINANCIER ET MARCHÉS

24,00	230,50	1811,98	+ 1,78	+ 21,88	METAL	
24,00	240,00	166,71	+ 1,23	+ 20,86	IMBRIEUX DE FCG	
24,00	240,00	200			INFO-COMMUNES EXTER.	
24,00	240,00	282	+ 191,93	+ 2,60	+ 25,59	INGENICO
24,00	257,20	1021,82	+ 0,12	+ 10,59	INTERVAL	
24,00	261,75	36,75			TECHNICAL	
24,00	268	1185,01	- 1,89	- 0,77	ISIS	
24,00	270	547,72	+ 0,23	+ 5,31	JAN LEFEBVRE	
24,00	270,50	100,00			JOYEUX	
24,00	272	1235,22	+ 0,57	+ 1,80	LABINAL	
24,00	273,20	71,81	+ 0,25	+ 1,01	LAFARGE	
24,00	276,00	991,16			LAGARDERE	
24,00	276,00	154	+ 0,18	+ 1,42	LAGARDERE	
24,00	276,00	324	+ 0,76	+ 2,70	LAGARDERE (CS)	
24,00	276,00	671,87	+ 0,17	+ 11,27	LEGAND	
24,00	276,00	24	+ 0,12	+ 2,12	LEGEND	
24,00	276,00	663,83	- 3,34	- 7,43	LEGIS INDUST	
24,00	276,00	537,88			LEONARD	
24,00	276,00	517,33	+ 0,27	+ 11,58	LOCHOU	
24,00	276,00	86	+ 2,27	+ 5,85	LOUIS MOTIEN	
24,00	276,00	577,24	+ 1,83	+ 14,95	MARLINE WENDEL	
24,00	276,00	34,40			MARQUEP	
24,00	276,00	82,69	+ 5,04	+ 7,20	MICHELIN	
24,00	276,00	1142,88	+ 0,75	+ 2,84	MONTPETET SA	
24,00	276,00	13,28	- 1,42	- 0,70	MOUTONNE	
24,00	276,00	26,21			MOUTONNE	
24,00	276,00	85,47	+ 1,03	+ 5,73	NEPOST	
24,00	276,00	204,23	- 1,11	- 13,97	NORBERT DENTRES	
24,00	276,00	26,01			NOUVEAU	
24,00	276,00	477,24	+ 1,13	+ 16,48	NORDIN	
24,00	276,00	12,28	+ 1,28	+ 1,28	NRI	
24,00	276,00	106,45	- 0,88	- 7,74	OPAL	
24,00	276,00	2,89			OPAL	
24,00	276,00	1,60	+ 1,80	+ 2,38	PATINE	
24,00	276,00	263,50	+ 2,73	+ 4,04	PECHENY ACT ORD	
24,00	276,00	59,7			PECHENY-RICARD	
24,00	276,00	94,94	- 1,48	- 4,53	PEUGEOT	
24,00	276,00	108,14	+ 0,57	+ 6,16	PRINTAL-PRINTAL	
24,00	276,00	6,25			PRINTAL (CNAL)	
24,00	276,00	17,47	- 0,61	- 7,75	PRIMAAT	
24,00	276,00	593,20	- 2,00	- 22,08	PRIMODES	
24,00	276,00	113,91	+ 1,96	+ 6,58	PUBLICUS	
24,00	276,00	524,47			PUBLICUS	
24,00	276,00	324	- 0,88	- 3,59	RENAULT	
24,00	276,00	244,15	+ 2,04	+ 12,27	REKL	
24,00	276,00	58,74			REKL	
24,00	276,00	2040,50	- 1,88	- 4,94	ROCHE FOLLE	
24,00	276,00	483,44	+ 0,27	+ 2	ROCHEFORTAIS CO	
24,00	276,00	255,45	+ 0,29	+ 18,88	ROCHETTE LA	
24,00	276,00	100,00			ROCHETTE LA	
24,00	276,00	1870,70	+ 3,34	+ 15,88	RUPE IMPERIALE (I	
24,00	276,00	5,53	+ 2,06	+ 21,37	SADE (CN)	
24,00	276,00	12,28			SADE (CN)	
24,00	276,00	5,15			SAINT-GOBAIN	
24,00	276,00	1,48	+ 2,72	+ 2,50	SALVAT	
24,00	276,00	666,98	- 1,34	- 24,25	SANP	
24,00	276,00	100,00			SAURMONT (NS)	
24,00	276,00	6054,48	- 2,22	+ 0,98	SCOR	
24,00	276,00	537,88	+ 1,23	+ 1,41	SEIDER	
24,00	276,00	263,50	+ 0,84	+ 1,16	SEIDER	
24,00	276,00	263,50	+ 0,84	+ 1,16	SEIDER	
24,00	276,00	675,64	+ 0,48	+ 1,77	SEJA	
24,00	276,00	238,12	- 27,48	- 48,22	SERVICES CA	
24,00	276,00	1,21			SELECTION BANQUE	
24,00	276,00	1,21			SELECTION	
24,00	276,00	287,97			SILCA	
24,00	276,00	114,86	+ 0,05	- 15,53	SILICA	



## DISPARITIONS

## John Service

Un diplomate américain accusé d'avoir « perdu la Chine »

FIGURE historique des relations entre les États-Unis et la Chine à l'époque où cette dernière bascula dans le communisme, John Service est mort, mercredi 24 février, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Oakland (Californie). A son nom reste attaché le souvenir d'un épisode marquant, où l'Amérique a probablement raté une belle occasion de peser favorablement sur le cours des événements en Asie, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Curieusement, sa disparition survient alors que les États-Unis se posent toujours la question qui dominait la politique de Washington en Asie à cette époque : sur quelle force politique chinoise s'appuyer pour tenter d'influer sur l'évolution du pays le plus peuplé du monde, de l'autre côté du Pacifique ?

L'affaire remonte à 1941. John Service, né en Chine en 1909, fils d'un couple de missionnaires américains, diplômé de l'Oberlin College (Ohio) en histoire de l'art, devenu diplomate, est nommé conseiller politique à Chongqing (alors connu sous l'orthographe Chungking) auprès du gouvernement de Tchang Kai-shek, l'allié chinois de Washington contre le Japon. Sa mission : informer le gouvernement américain sur tous les Chinois qui comptent - nationalistes du Parti nationaliste (Kuomintang) de Tchang, mais aussi communistes de Mao Zedong. Ceux-ci, alors, quoique soutenus de loin par l'Union soviétique, sont alliés à Tchang face à l'invasion japonaise de la Chine.

John Service entend de faire comprendre à ses employeurs que

le leader nationaliste n'est pas la meilleure carte à jouer sur l'échiquier chinois. Son gouvernement, écrit-il dans des notes confidentielles qui lui coûteront cher, est « égoïste, corrompu, incapable et génant ». Mieux vaudrait, souligne-t-il, forger des liens avec ce communiste qu'est Mao, peut-être le plus nationaliste des deux - et plutôt plus nationaliste que communiste, en tout cas à l'époque. D'autant qu'il semble déjà évident que Tchang est en voie de perdre la guerre contre le Japon.

## OBSERVATIONS PERSONNELLES

Étant parvenu à rendre visite à Mao dans son repaire de Yanan en 1944, John Service nourrit ses rapports d'observations personnelles sur les meilleurs aspects de ce qui reste, pour le gouvernement nationaliste, la « rébellion communiste », l'absence de formalisme chez les dirigeants, le caractère viscéralement orienté vers la libération nationale, la faiblesse de son allégeance à Moscou, l'humanité générale qui contraste avec le règne du banditisme sous le Kuomintang. Heureux contrepoint, juge-t-il, avec la gabegie qui permet aux officiers de Tchang de conserver par devers eux l'aide militaire reçue de l'Amérique pour lutter contre le Japon, dans l'espoir de s'en servir plutôt que Mao.

Ces jugements - sans doute, par certains aspects, quelque peu hâtifs, les placards communistes reculant déjà plusieurs cadavres, victimes de dérapages stalinien dans la « maison Mao » - déplaisent à Washington, où Tchang Kai-shek dispose de puissants soutiens, no-

tamment autour du magazine *Time* de Henry Luce, John Service, et le général Joe Stilwell (dit *Joe le Vainqueur*) qu'il sert, sont rappelés, remplacés. Service parvient à retourner en Chine peu après, et se permet un ultime *mémo* exhortant le gouvernement américain à fournir une assistance militaire à Mao dans l'idée de réduire ainsi le coût en vies humaines d'un éventuel débarquement américain. C'en est trop pour ses patrons : il est non seulement renvoyé au pays, mais accusé de « trahison ».

La guerre finie avec la défaite japonaise d'août 1945, John Service devient une des cibles de la droite américaine dans sa campagne contre une gauche accusée d'avoir « perdu la Chine », celle-ci ne tardant pas à passer dans le camp soviétique. En 1949, Mao prend le pouvoir à Pékin. En 1950, John Service est identifié, au Congrès, comme « un associé et collaborateur des communistes ». Son accusateur : un certain sénateur Joseph McCarthy, le célèbre républicain du Wisconsin, animateur de la « chasse aux sorcières » anti-communiste, obtiendra l'éviction de John Service du département d'État, mais non son emprisonnement. Le diplomate parviendra à réintégrer la diplomatie américaine en 1956. Entre-temps, la Chine désormais rouge aura en toute latitude de se convaincre, par la guerre de Corée notamment, que la mise à pied de John Service faisait partie d'une conspiration de Washington contre le pouvoir communiste émergent.

Francis Deron

## André Dubus

Un nouvelliste de langue anglaise

L'ÉCRIVAIN américain André Dubus est mort d'une crise cardiaque, mercredi 24 février, dans sa maison d'Haverhill (Massachusetts). Il était âgé de soixante-deux ans.

André Dubus était né en 1936 à Lake Charles, en Louisiane, ce qui n'en faisait pas pour autant un écrivain du Sud car il avait rapidement quitté les banlieues industrielles et mornes de son enfance. Après avoir été capitaine dans le

corps des « marines », pensant trouver là une situation romanesque pour un futur écrivain, il avait étudié la littérature avec l'écrivain Richard Yates, dans l'Iowa, puis était venu s'installer dans le Massachusetts. Victime d'un accident de la circulation, en 1986, à la suite duquel il avait été amputé d'une jambe et avait perdu l'usage de l'autre, André Dubus avait cessé d'écrire, en proie à la dépression pendant de nombreuses années. Puis, en 1991, il avait publié *Broken Vessels*, où il relatait ses souffrances durant une longue période d'apitolement sur lui-même - il disait ne plus être « un bipède » -, surmontée en partie grâce à l'aide d'autres écrivains comme Ann Beattie, Stephen King, Kurt Vonnegut, John Updike, John Irving et Richard Yates, qui l'avaient aidé tant financièrement qu'amicalement en organisant des lectures publiques et payantes pour l'aider à régler d'énormes factures d'hôpital. Il avait d'ailleurs depuis, en guise de remerciements, accueilli de jeunes écrivains chez lui pour

des ateliers d'écriture. Les livres d'André Dubus - *Enquête à la grecque*, *Jolie la fille*, *Morts en mer*, *Se trouver une femme en Amérique* - sont publiés en français chez Actes Sud. Il était avant tout un auteur de nouvelles, partant souvent de situations paisibles brutalement interrompues par la violence, retraçant les changements que peuvent apporter l'amour et l'amitié, mettant en scène des couples en difficulté d'être et de compréhension, souvent catholiques et croyants - comme lui-même -, des machos de bonne volonté, des femmes lasses de subir les violences conjugales, les scènes de ménage et les relations extraconjugales, des adolescents que l'angoisse entraîne trop loin, des écrivains en panne, et la mort en filigrane, presque toujours.

André Dubus venait de terminer un court roman et des nouvelles dont on ne sait encore s'ils seront publiés à titre posthume.

Martine Silber

## Comment utiliser Le Monde en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse, Le Monde renouvelle son opération

## KIT-PRESSE

- du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant 5 jours
- la nouvelle mallette pédagogique sur la presse

Tarifs et commandes :

Tél. : 01-42-17-33-04  
Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)

## NOMINATION

## ÉPISCOPAT

Le Père Gilbert Louis, vicaire général du diocèse de Sées (Orne), a été nommé par le pape, lundi 1<sup>er</sup> mars, évêque de Châlons-en-Champagne. Il succède à Mgr Lucien Bardonne, atteint par la limite d'âge de soixante-quinze ans.

(Né le 31 mai 1940 à Champsecret (Orne), Gilbert Louis fait ses études, de 1959 à 1965, au grand séminaire de Sées et au séminaire interdiocésain de Laval et du Mans. Ordonné prêtre en 1965, il est vicaire à Fiers (Orne) et animateur de mouvements de jeunes. De 1977 à 1982, il est aumônier national de la jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF). De retour dans l'Orne, il est prêtre de paroisse à Alençon et aumônier diocésain d'Action catholique des milieux indépendants (ACI), avant d'être nommé, en 1984, vicaire épiscopal pour le secteur d'Alençon. En 1988, il devient vicaire général du diocèse de Sées, chargé notamment du synode et du réaménagement pastoral.)

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 27 février est publiée :  
● *Aides publiques* : une circulaire relative à l'application au plan local des règles communautaires relatives aux aides publiques versées aux entreprises.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Maria JOUABÉ-JOSSA, Jérôme LEFEBVRE ont la joie d'annoncer la naissance de

Léo, Antoine, Jean.

3 Paris, le 26 février 1999.

1, rue Le Grand, 75019 Paris.

## Anniversaires de naissance

— Dix-huit ans pour le donner des ailes, ta vie pour découvrir le monde.

Bon anniversaire, notre Chère

Eve,

nous t'aimons.

Papu et Maman.

## Décès

— François-Roger et Anne Cazala, Constance et Didier Laroque, Marie-Noëlle et François-Christophe Giquenau, Inès et Alexandre Tiffange, ses enfants,

Henri, Philippe, Frédéric et Marianne, Octavie, Louis et Flavie, Flore, ses petits-enfants, M. Pierre Cazala, son frère,

M<sup>me</sup> Marie-Jeanne Chastresse et Isabelle Legoux, ses sœurs, Les familles Cazala, Cany et Borin, M<sup>me</sup> Renée Naudet, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-François CAZALA, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, chevalier des Arts et Lettres, chevalier du Mérite autrichien,

le 26 février 1999, à l'âge de soixante-neuf ans.

Il rejoint son épouse.

Anne-Marie CAZALA,

rappelée à Dieu le 7 janvier 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-André de Châteauneuf.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Grande, 36000 Châteauneuf.

— Pierre Cuenat, son frère, Jean et Gaby Cuenat, Hélène Cuenat, Pierre et Brigitte Cuenat, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Ainsi que toute la famille, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Lucien CUENAT, professeur honoraire, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques, survenu le 25 février 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 3 mars, au cimetière de La Verrière (Yvelines), à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean Cuenat, 3, allée de Bellevue, 78170 La Celle-Saint-Cloud, Hélène Cuenat, 22, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Odette Le Pivert et ses enfants, M. Patrice Delbourg, M. et M<sup>me</sup> Eric Jouffroy et leurs enfants, Ainsi que tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Christine DELBOURG-LE PIVERT,

survenue le 25 février 1999, dans sa cinquante-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le samedi 6 mars, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

## Anniversaires de décès

— Le 1<sup>er</sup> mars 1971, disparaissait

André MBOA ESSONO, chevalier de la Légion d'honneur.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

M.M.M.

— Le 2 mars 1989,

Nicolas POLITIS

est embarqué vers l'autre rive.

Nous pensons à lui.

SOUTENANCES DE THÈSE  
83F TTC - 12,65 € la ligne  
Tarif Étudiants 99

## Séminaires

## COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

## Séminaires

— Anne Boissière et Elisabeth Kessler : « Forme et éducation », 8, 15, 22 et 29 mars, 18 h-20 h, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris 5<sup>e</sup>.

— Brunella Eruli : « Le musée imaginaire », 10 et 24 mars, 7 avril, 18 h-20 h, amphithéâtre B, 14 avril, 20 h-22 h, amphithéâtre B, 4 mai, 18 h-20 h, amphithéâtre B, 19 mai, 18 h-20 h, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris 5<sup>e</sup>.

— Maurizio Ferraro : « Qu'est-ce que l'intentionnel », 3, 10, 17, 24 et 31 mars, 14 avril, 17 h-20 h, salle du département de philosophie, université de Turin, Turin.

— Jean-Marie Bertrand : « Philosophie du droit grec de l'antiquité. L'analyse dans la cité des Mégariques platoniciennes », 9, 16 mars, 18 h-20 h 30, salle RC3, 30 mars, 18 h-20 h 30, salle RC3, 6 avril, 18 h-20 h 30, salle RC3, 13 avril, 18 h-20 h 30, salle RC4, université Paris VII-Diderot, 2, place Jussieu, Paris 5<sup>e</sup>.

— Dominique Flament et Jean-Jacques Szczeciniarz : « Mathématiques, physique et philosophie : les nombres complexes », 9 et 23 mars, 6 avril, 4 mai, 18 h-20 h ; 18 mai, 18 h-20 h 30 ; 18 juin, 18 h-20 h ; 15 juin, 18 h-20 h 30, salle 214, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, Paris 5<sup>e</sup>.

— Colloque

— Faut-il « avoir la haine » ? sous la responsabilité de C. Brody-Lacour, A. Brossat, S. Duvallier, E. Lecerf, O. Le Cour Grandmaison, P.-E. Levy et G. Navet, 5 mars, 9 h-21 h et 6 mars, 9 h-17 h, FORUM-IFRAS, 201, avenue R. Pinchard, Nancy.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salons, répondeur : 01-44-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

## CARNET DU MONDE

## TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 F TTC - 20,75 €  
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES

580 F TTC - 79,27 € FORUIT 10 LIGNES

Toutefois ligne suppl. : 62 F TTC - 8,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Non consulté : 01.42.17.39.80 - 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.38

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

## UNE JOURNÉE À TOULOUSE

## Le Monde LA POSTE

Vendredi 12 mars 1999  
LE MONDE ET LA POSTE  
vous invitent à

## Rencontrer

Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

## Découvrir

Le Monde, La Poste, la multimédia et l'espace philatélie

## Débattre

« Vivre à Toulouse »

un débat public dont vous êtes les acteurs : les questions des Toulousains sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au THÉÂTRE DE LA CITÉ  
à partir de 13 h 30  
1, rue Pierre-Baudis, Toulouse  
Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Toulouse

Question :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

A retourner par courrier à : LE MONDE, Jean-Paul BESSET

10, rue des Arts, 31000 Toulouse

**SPORTS** Les coupes d'Europe de football reprennent, du mardi 2 au jeudi 4 mars, mettant aux prises quelques-unes des meilleures équipes du continent et leur pléiade

de vedettes à gros salaires. ● LA SU-RENCHÈRE FINANCIÈRE à laquelle les clubs se livrent depuis plusieurs années semble toucher une limite devant les risques de faillite. Les diri-

geants s'en inquiètent et envient le système américain de plafonnement. ● JEAN-FRANÇOIS BOURG, chercheur en droit et en économie du sport à Limoges, explique, dans

un entretien au Monde, que « l'économie de marché fonctionne, dans le football professionnel, selon les règles les plus folles et les plus sauvages ». ● LA TRANSPARENCE

en matière de salaires n'est pas de mise : les joueurs rechignent à avouer des revenus pouvant dépasser le million de francs mensuel (lire aussi notre éditorial page 14.)

## L'inflation salariale menace les finances des clubs de football

Selon plusieurs dirigeants européens, si la hausse des salaires des footballeurs n'est pas stoppée, de grandes équipes courent à la faillite. Ils cherchent à réguler un fonctionnement pour l'heure caricaturalement ultralibéral pour éviter l'instauration d'un « football à deux vitesses »

**LES FOOTBALLEURS** seraient-ils trop payés ? Longtemps, les supporters semblaient seuls prêts à le croire. Et à le dire tout haut, en plein match, ponctués d'un mépris « trop payé ! » toute action de jeu mal terminée ou, pire, le résultat décevant d'une rencontre promise gagnante. L'insulte appartenait au folklore. Un signe de dépit, rien de plus.

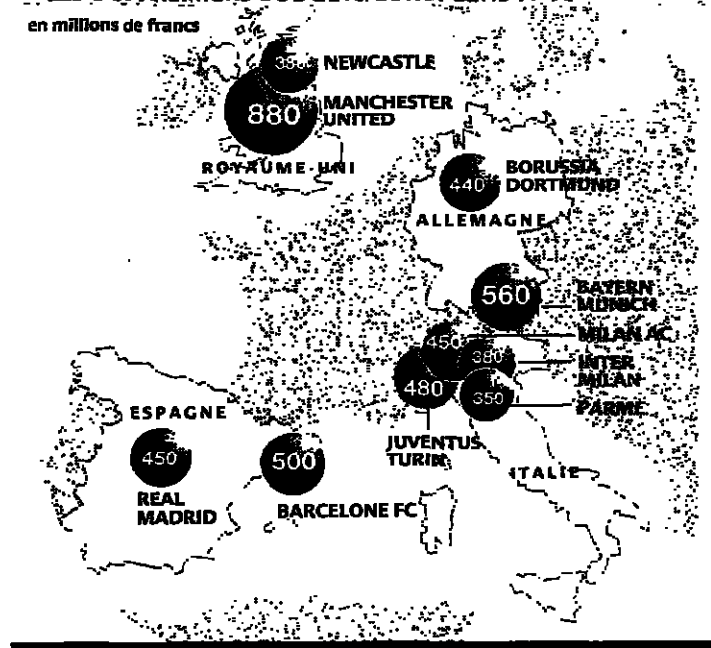
Le milieu du football, lui, en riait volontiers. Mais, surprise, il ne s'en amuse plus. Ces derniers temps, plusieurs dirigeants européens ont uni leurs voix pour lancer un vibrant appel à la prudence. Ils ont profité du récent Football Expo, vaste marché européen du ballon rond organisé à Cannes, pour tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Et prévenir, en substance, que leur activité court à sa perte si la masse salariale continue à augmenter au rythme actuel et qu'il faut mettre un terme à l'inflation, sauf à risquer la faillite.

Principaux meneurs de cette chasse aux gros salaires : Michel Zen-Ruffinen, le secrétaire général de la Fédération internationale (FIFA) ; Peter Leaver, le directeur exécutif de la League anglaise, et surtout Jacques Thébaut, le directeur général de la Ligue nationale de football (LNF), l'institution de tutelle des clubs professionnels français. Un groupe d'influence assez solide pour imposer silence et respect au moment de prendre la parole. Et donner un certain crédit à ses menaces de banqueroute.

Tous craignent le pire. Et s'ap- puiant, dans leur scénario cata- strophe, sur une volée de chiffres qui fait tourner la tête. En France, par exemple, la masse salariale des équipes professionnelles a augmen- té de 27 % au cours de la der- nière saison. « Et nous constatons

Aucun club français ne figure parmi les dix plus riches d'Europe

LES DIX PREMIERS BUDGETS EUROPÉENS 97-98



les mêmes dérapages dans les championnats italien, anglais ou espagnol », souligne Jacques Thébaut. Ces trois dernières saisons, le chiffre d'affaires de la première division française a gonflé de près de 1 milliard de francs, pour at- teindre en juin 1998 la somme re- cord de 3,25 milliards de francs (près de 500 millions d'euros).

A qui la faute ? Aux chaînes de télévision. Agglutinées au-dessus de la pelouse comme un essaim d'abeilles autour d'un pot de miel, elles ont inversé la loi de l'offre et de la demande dans le sens où tourne le ballon rond. Et investi de telles sommes d'argent que les

clubs en auraient, semble-t-il, perdu la raison. En France, les droits de télévision payés à la Ligue sont passés de 400 millions de francs en 1996 à plus de 800 millions au- jourd'hui (de 61 à 122 millions d'euros) : un doublement en se- ulement deux saisons. Et l'inflation ne montre aucun signe d'essou- flement.

**QUELQUES BÉNÉFICIAIRES**  
Le nouveau format de la Ligue des champions, qui pourra ac- cueillir dès l'automne jusqu'à quatre clubs par pays (trois pour la France), a encore fait grimper les enchères. Il faudra à TF1, par

LA D1 FRANÇAISE

budget 98-99 en millions de francs	
1	PARIS-SG 300
2	MARSEILLE 240
3	MONACO 200
4	LYON 180
5	LENS 180
6	NANTES 175
7	STRASBOURG 155
8	METZ 110
9	BORDEAUX 110
10	MONTPELLIER 100
11	RENNES 85
12	AUXERRE 85
13	TOULOUSE 85
14	BASTIA 80
15	SOCHAUX 75
16	LE HAVRE 75
17	LORIENT 65
18	NANCY 60

exemple, déboursier 600 millions de francs (91 millions d'euros) pour en conserver, en association avec Canal Plus, les droits de re- transmission, soit plus du double de la somme payée pour l'édition 1997-1998.

Premiers bénéficiaires : les clubs. Ou plutôt, précision impor- tante, les meilleurs d'entre eux. Le prochain champion d'Europe se verra remettre, le soir de la finale, un chèque de 220 à 230 millions de francs (33,5 à 35 millions d'euros), contre « seulement » 85 millions de francs (moins de 13 millions d'euros) aujourd'hui. « Et il pourra dépenser encore plus pour recruter

de nouveaux joueurs, avance Jacques Thébaut. Mais il est sui- cidaire de continuer à augmenter en permanence la masse salariale. »

Le risque est d'abord écono- mique. En France, les règlements de la Ligue interdisent tout recru- tement aux clubs dont les comptes seraient dans le rouge. Ailleurs, le paysage est nettement plus flou. En Espagne, par exemple, le trésorier du Real Ma- drid a fait depuis longtemps son deuil d'un budget équilibré. Le re- nant de la Ligue des champions serait endetté jusqu'à l'étouffe- ment. Ce qui n'a pas empêché ses dirigeants de poursuivre leurs em- plements sur le marché des trans- ferts. « Tout cela va trop loin, j'en suis moi-même effrayé », avoue Michel Zen-Ruffinen.

### UNE SOLUTION À INVENTER

Autre danger : un football euro- péen à deux vitesses, où les vic- toires, les titres et les plus fines ga- chettes seraient partagées saison après saison entre une élite de clubs nantis. Manchester United, solidement ancré au sommet de la pyramide grâce à un budget de 880 millions de francs (134 millions d'euros), en ferait partie. Tout comme la Juventus Turin, encore capable d'offrir un salaire annuel de 8 millions de francs après im- pôts (1,2 million d'euros) au jeune Français Thierry Henry, malgré un effectif où se bousculent déjà Zi- nedine Zidane, Didier Deschamps et Alessandro Del Piero. Les clubs français, eux, en seraient bientôt exclus. Par la faute d'un régime de couverture sociale trois à quatre fois plus coûteux que celui imposé aux équipes britanniques. Et, autre contrainte, d'un statut juridique leur fermant à double tour la porte de la Bourse.

Au dernier Football Expo, les di- rigeants du football européen se sont quittés en se promettant de poser rapidement un frein solide sur la spirale inflationniste. Un re- présentant des clubs italiens a lan- cé l'idée d'un *salary cap* à l'améri- caine, reprenant à son compte le principe du basket et du base-ball américains, où les ligues déter- minent au début de chaque saison un plafond salarial commun à toutes les équipes.

Peter Leaver, le patron du foot anglais, a saisi l'idée à la volée en avouant que le projet était fré- quemment discuté outre-Manche. Mais Jacques Thébaut, lui, n'y croit guère. « Les difficultés seraient bien trop nombreuses, dit-il. Le ré- gime fiscal et le statut juridique des équipes de football sont trop diffé- rents d'un pays à l'autre pour espé- rer parvenir un jour à une harmonie des budgets. En plus, je ne connais aucune institution, pas même l'UE- FA, qui ait l'autorité pour imposer un contrôle, et éventuellement des sanctions, sur la gestion et les dé- penses des clubs européens. »

La solution ? « Il nous faut l'in- venter au plus vite, explique Michel Zen-Ruffinen. A la FIFA, nous tra- vailons actuellement à un système de régulation du marché qui soit compatible avec les lois euro- péennes. » De son côté, l'UEFA se penche depuis peu sur la rédaction d'une convention collective euro- péenne du joueur de football. Et elle fait régulièrement le voyage vers Bruxelles, avec l'espoir d'un coup de pouce du Parlement euro- péen. « Les institutions doivent tra- vailler ensemble pour imposer des lois, assure Jacques Thébaut. Et le faire sans tarder. Après, ce sera peut-être trop tard. »

A. M.

Jean-François Bourg, chercheur en droit et économie du sport

## « Le marché dans ses règles les plus sauvages »

« Plusieurs dirigeants du foot- ball européen s'inquiètent de l'inflation galopante des salaires des joueurs. Cette crainte est-elle justifiée ?

— Tout à fait. Les choses vont beaucoup trop vite. Et l'écart se creuse de façon dramatique entre les clubs les plus riches d'Europe et le ventre mou des différents cham- pionnats nationaux. Du coup, un nombre de plus en plus restreint d'équipes se bagarrent désormais pour la victoire. Manchester Uni- ted, par exemple, avoue un budget annuel de 880 millions de francs (134 millions d'euros). En France, seul le PSG atteint les 300 millions de francs (45,7 millions d'euros). Au train où vont les choses, les championnats nationaux ne seront bientôt plus que des étapes de qualification aux coupes euro- péennes, où se battra une élite composée saison après saison des mêmes formations.

— Existe-t-il un moyen de ra- lentir cette inflation afin d'éga- liser les chances ?

— Aujourd'hui, non. L'économie de marché fonctionne, dans le football professionnel, selon ses règles les plus folles et les plus sau- vages. On ne trouve rien sur le sport dans le traité de Rome, pas plus que dans les accords de Maas- tricht. Il n'est donc pas possible, au moins pour l'instant, d'imaginer une harmonisation des règlements entre les différents pays d'Europe.

— L'idée d'imposer, dans le football européen, une sorte de *salary cap*, un *salaire maximum* à l'américaine, est-elle réaliste ?

— Non. Une telle mesure serait jugée irrecevable dans la plupart des pays européens, car elle serait contraire aux règles de la concu- rence. Mais il est pourtant indis- pensable de mettre rapidement des correctifs pour encadrer la compétition économique. On pourrait imaginer, par exemple,

une sorte de DNCG (direction na- tionale de contrôle et de gestion, l'organisme de surveillance des clubs professionnels français) à l'échelle européenne.

## « Une trentaine de clubs en Europe sont cotés en Bourse. Cette évolution va dans le sens de l'histoire »

— Les droits de télévision ont fortement augmenté au cours de ces dernières saisons. Ont-ils at- teint leur plafond ?

— Je ne crois pas. Le football reste un produit assez bon marché pour les chaînes de télévision. Et encore très valorisant. Les droits d'une Coupe du monde, par exemple, sont nettement inférieurs à ceux des Jeux olympiques. J'imagine mal que les diffuseurs cessent de faire monter les prix. Mais cette manne financière sera bientôt ré- servée à un tout petit nombre d'équipes. En Italie, les clubs pour- ront dès le mois de juillet négocier eux-mêmes leurs droits de télévi- sion. En Angleterre, les tribunaux se penchent actuellement sur la question. Et ils pourraient fort bien décider eux aussi de libérer le mar- ché et d'autoriser les clubs à traiter directement avec les chaînes. Dans une telle hypothèse, les plus pauvres seraient non seulement exclus du partage, mais ils risque- raient aussi de perdre toute expo- sition télévisée.

— Le football français pourrai- il suivre encore longtemps cette escalade des salaires et des bud- gets ?

— Certainement pas. La dernière loi du sport, inspirée par Marie-George Buffet, interdit aux équipes françaises d'entrer en Bourse. Elle leur prive ainsi d'une importante source de revenus. Ce qui pourrait leur les exclure, à terme, de la bataille pour les titres européens. Une trentaine de clubs en Europe sont déjà cotés en Bourse. Cette évolution va dans le sens de l'histoire. La France devra bien un jour ou l'autre s'y ré- soudre.

— La France est devenue ces dernières années un important pays exportateur de joueurs. On dit même que ce « commerce » représenterait aujourd'hui une part déterminante des revenus du football hexagonal.

— C'est exact. Le football fran- çais vend plus, et plus cher, qu'il n'achète. Son solde est au- jourd'hui largement positif. On peut même estimer que les in- demnités de transferts repré- sentent environ 25 % des recettes des clubs professionnels français.

— Peut-on dire que le football vit actuellement son âge d'or ?

— Je ne sais pas. Il est plus riche qu'il n'a jamais été, avec un chiffre d'affaires dans le monde de 1 200 milliards de francs (183 milliards d'euros), soit envi- ron la moitié de toute l'économie du sport. Mais il est difficile de prévoir quel sera son avenir. Une chose est sûre : le football profes- sionnel vit actuellement une époque charnière, au moins en Europe. Il se transforme presque quotidiennement. Ses règles sont en train de s'écrire. Et je crois urgent de trouver le moyen de ré- guler son fonctionnement. Faute de quoi, les compétitions n'au- ront bientôt plus le moindre intérêt. »

Propos recueillis par Alain Mercier

## Pour devenir « le-club-le-plus-riche-du-monde », Manchester United a abandonné un peu de son âme

LONDRES

de notre correspondant à la City  
Le club de football le plus riche au monde ? Il se trouve dans un quartier pauvre d'une ville du nord de l'Angleterre, ancienne ca- pitale de la révolution industrielle ayant connu des jours meilleurs. D'après le cabinet comptable De- loitte Touche, Manchester United, avec un chiffre d'affaires en 1996-1997 de 87,9 millions de livres (plus de 125 millions d'euros), de- vance de loin les prestigieux clubs continentaux comme le Barce- lone FC, le Milan AC ou le Bayern Munich. Le premier club anglais à avoir été introduit en Bourse, en 1991, a vu depuis sa valeur multi- pliée par sept.

Comment expliquer cette bonne fortune des « Reds », fondés en 1878 par un groupe de cheminots ? Manchester United tire de subs- tantiels revenus des droits de re- transmission de la Premier League, la D1 anglaise, versés par le bouquet numérique BSkyB de Rupert Murdoch. La télévision re- présente 10 % des recettes du club, quatre fois champion au cours des six dernières années. Ensuite, Manchester United peut se tar- guer du plus important nombre de supporters au Royaume-Uni, es- timé à 3,3 millions. A ce groupe de fans s'ajoute un fort contingent international, surtout en Asie du Sud-Est. Ainsi, 15 000 exemplaires de la revue du club, *United*, sont vendus en Thaïlande. Cette fer- veur explique le succès des pro- duits dérivés, qui constituent un quart des recettes. Le visiteur de la boutique d'accessoires du stade d'Old Trafford éprouve une sorte de vertige. Il se cogne à la couleur électrique du logo rouge omni- présent sur les écharpes, les draps, le whisky, les tee-shirts, la bière, le vin, etc.

A 81 livres (116 euros), le « kit » du parfait supporter (maillot,

bonnet, short, bas, écharpe...) rap- porte gros, car l'équipe change plusieurs fois de tenue par saison. Parmi les autres sources de profits figure une participation dans un hôtel quatre étoiles situé à deux pas du siège et dans un parc de loisirs. Pour faire connaître ses produits maison, le club dispose également de MUTV, sa chaîne disponible sur le câble et le sa- tellite, qui retransmet notamment les matches amicaux et ceux des équipes de jeunes.

### GERÉ COMME UNE ENTREPRISE

Troisième atout, l'un des plus grands stades d'Angleterre, avec 55 000 places où toutes les ren- contres se déroulent à guichets fermés. Le billet le moins cher coûte 20 livres (28,5 euros), soit autant qu'une place de concert à Londres. Les sponsors se disputent à l'envi le droit de faire figurer leur nom sur les maillots : contre une dizaine de rivaux, le fabricant d'articles électriques Sharpe vient de renouveler son contrat de deux ans en échange de 2 millions de livres (2,85 millions d'euros). Les loges d'Old Trafford, qui a perdu son public ouvrier, sont très popu- laires auprès des organisateurs de conférences et de banquets.

Enfin, cette PME de plus de trois cents personnes — dont quarante footballeurs — est gérée par des di- rigeants compétents. Sous la conduite du directeur général, Martin Edwards, le comité de di- rection est composé de cinq hommes d'affaires, dont Sir Ro- land Smith, président non exé- cutif, ancien patron de British Ae- rospace et de Rover. Martin Edwards, qui a succédé à son père à la tête du club, est aux commandes depuis 1980 ; l'entraî- neur Alex Ferguson, à l'influence énorme, est en place depuis 1987. Une continuité qui force le respect des analystes du secteur.

Enfin, comme toutes les entre- prises britanniques, Manchester United a tiré profit de la flexibilité du marché du travail, et de son co- rollaire, la dérégulation et les charges sociales réduites. Mais, si cet environnement libéral a per- mis au club d'enclencher cette ré- volution économique, tout n'est pas positif dans ce modèle qui fait rêver plus d'un président de club du Vieux Continent. Les salaires, qui représentent déjà un tiers des frais généraux, ne cessent d'aug- menter en raison du coût toujours croissant des joueurs.

Lors de la saison 1998-1999, le club dépensera 12,5 millions de livres (17,85 millions d'euros) rien qu'en investissements dans l'équipe. La concurrence avec Ar- senal, Chelsea et Aston Villa, pour le titre de champion a accéléré cette inflation. Ensuite, rançon de son succès, Manchester United est dans le collimateur de prédateurs comme le magnat australo-améri- cain des médias, Rupert Murdoch, qui détient déjà 44,6 % du capital et a lancé sur le reste des parts une OPA soumise à l'approbation de la commission des monopoles et fu- sions.

Au-delà des questions de gros sous, des stars et des businessmen millionnaires, le foot reste une passion folle dans l'ancien « pays noir ». Or, comme l'indique John William, chercheur au centre d'études footballistiques de l'université de Leicester, Manchester United, en s'écartant des gens du cru, a perdu un peu de son âme : « C'est un mastodonte atteint de gi- gantisme qui est coupé de ses ra- cines régionales. Pour beaucoup, le club mythique du Lancashire n'est plus United mais Manchester City, le petit au budget limité en mau- vaise posture dans son groupe de deuxième division. »

Marc Roche



# football

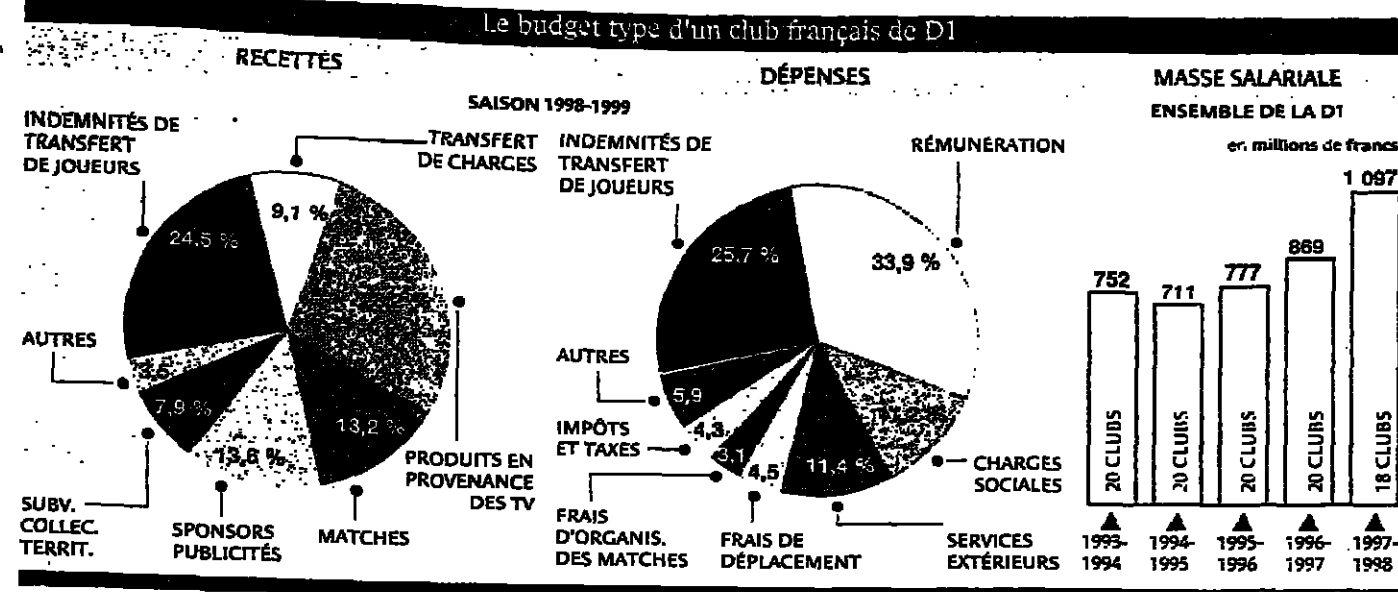
es courent à la faillite.  
football à deux vitesses »

[illegible]

**s-riche-du-monde",  
né un peu de son âme**

1. Principio de la  
seguridad  
 2. Principio de la  
eficiencia  
 3. Principio de la  
transparencia  
 4. Principio de la  
responsabilidad  
 5. Principio de la  
cooperación  
 6. Principio de la  
participación  
 7. Principio de la  
transparencia  
 8. Principio de la  
responsabilidad  
 9. Principio de la  
cooperación  
 10. Principio de la  
participación

1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909. 1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921. 1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209. 2210. 2211. 2212. 2213. 2214. 2215. 2216. 2217. 2218. 2219. 2220. 2221. 2222. 2223. 2224. 2225. 2226. 2227. 2228. 2229. 2230. 2231. 2232. 2233. 2234. 2235. 2236. 2237. 2238. 2239. 2240. 2241. 2242. 2243. 2244. 2245. 2246. 2247. 2248. 2249. 2250. 2251. 2252. 2253. 2254. 2255. 2256. 2257. 2258. 2259. 2260. 2261. 2262. 2263. 2264. 2265. 2266. 2267. 2268. 2269. 2270. 2271. 2272. 2273. 2274. 2275. 2276. 2277. 2278. 2279. 2280. 2281. 2282. 2283. 2284. 2285. 2286. 2287. 2288. 2289. 2290. 2291. 2292. 2293. 2294. 2295. 2296. 2297. 2298. 2299. 2300. 2301. 2302. 2303. 2304. 2305. 2306. 2307. 2308. 2309. 2310. 2311. 2312. 2313. 2314. 2315. 2316. 2317. 2318. 2319. 2320. 2321. 2322. 2323. 2324. 2325. 2326. 2327. 2328. 2329. 2330. 2331. 2332. 2333. 2334. 2335. 2336. 2337. 2338. 2339. 2340. 2341. 2342. 2343. 2344. 2345. 2346. 2347. 2348. 2349. 2350. 2351. 2352. 2353. 2354. 2355. 2356. 2357. 2358. 2359. 2360. 2361. 2362. 2363. 2364. 2365. 2366. 2367. 2368. 2369. 2370. 2371. 2372. 2373. 2374. 2375. 2376. 2377. 2378. 2379. 2380. 2381. 2382. 2383. 2384. 2385. 2386. 2387. 2388. 2389. 2390. 2391. 2392. 2393. 2394. 2395. 2396. 2397. 2398. 2399. 2400. 2401. 2402. 2403. 2404. 2405. 2406. 2407. 2408. 2409. 2410. 2411. 2412. 2413. 2414. 2415. 2416. 2417. 2418. 2419. 2420. 2421. 2422. 2423. 2424. 2425. 2426. 2427. 2428. 2429. 2430. 2431. 2432. 2433. 2434. 2435. 2436. 2437. 2438. 2439. 2440. 2441. 2442. 2443. 2444. 2445. 2446. 2447. 2448. 2449. 2450. 2451. 2452. 2453. 2454. 2455. 2456. 2457. 2458. 2459. 2460. 2461. 2462. 2463. 2464. 2465. 2466. 2467. 2468. 2469. 2470. 2471. 2472. 2473. 2474. 2475. 2476. 2477. 2478. 2479. 2480. 2481. 2482. 2483. 2484. 2485. 2486. 2487. 2488. 2489. 2490. 2491. 2492. 2493. 2494. 2495. 2496. 2497. 2498. 2499. 2500. 2501. 2502. 2503. 2504. 2505. 2506. 2507. 2508. 2509. 2510. 2511. 2512. 2513. 2514. 2515. 2516. 2517. 2518. 2519. 2520. 2521. 2522. 2523. 2524. 2525. 2526. 2527. 2528. 2529. 2530. 2531. 2532. 2533. 2534. 2535. 2536. 2537. 2538. 2539. 2540. 2541. 2542. 2543. 2544. 2545. 2546. 2547. 2548. 2549. 2550. 2551. 2552. 2553. 2554. 2555. 2556. 2557. 2558. 2559. 2560. 2561. 2562. 2563. 2564. 2565. 2566. 2567. 2568. 2569. 2570. 2571. 2572. 2573. 2574. 2575. 2576. 2577. 2578. 2579. 2580. 2581.



## Les salaires des sportifs américains sont souvent plafonnés

un plafond salarial - pour enrayer l'inflation des salaires. Le lock-out de 104 jours qui a paralysé le championnat de la NBA jusqu'au 6 janvier était d'ailleurs directement lié à ce principe de contingentement des revenus. Pour mieux maîtriser la morosité financière des clubs de NBA, les propriétaires voulaient imposer aux basketteurs un nouveau plafond salarial intangible, un « *hard salary cap* ». L'accord portant sur les six prochaines années qui a mis fin à la crise a donc renoué, malgré les réticences des joueurs, l'idée générale de ce pointage des revenus.

Non limitée pendant les trois premières années, la part des salaires sur les 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) de revenus de la ligue devra ainsi descendre à

55 % alors qu'elle s'était élevée à 58 % en 1993. Parallèlement, les propriétaires ont obtenu la création du salaire plafond incompressible qu'ils réclamaient. Celui-ci sera de 9 millions de dollars (8,1 millions d'euros) pendant les six premières années. NBA, de 11 millions (10 millions d'euros) pendant les trois suivantes et de 14 millions (12,6 millions d'euros) ensuite.

Sportifs les mieux payés des Etats-Unis avec des salaires annuels moyens de 2,6 millions de dollars (2,35 millions d'euros) - en moyenne, les footballeurs gagnent un million de dollars par an (0,9 million d'euros) tandis que les base-balleurs et les hockeyeurs touchent 1,3 million (1,15 million d'euros) -, les basketteurs n'ont pas tout perdu. Historiquement, leurs

revenus ont pu atteindre des sommets hollywoodiens en raison de la « clause Larry Bird ».

Selon cette jurisprudence des années 80, du nom de l'ancienne vedette des Boston Celtics et actuel entraîneur des Indiana Pacers, les clubs ont la possibilité de recruter leurs joueurs en fin de contrat (les « free agents ») sans respecter le plafond salarial de la NBA. Grâce à « l'exception Bird », qui a aussi été amendée, Michael Jordan aurait pu gagner 34 millions de dollars (30,5 millions d'euros) en 1999 s'il avait décidé de remplir pour un an aux Chicago Bulls. On est donc très loin des 14 millions de dollars imposés par le nouveau plafond salarial...

**Paul Michel**

**Paul Miquel**

## Sans son président-mécène, l'OM connaîtrait un déficit chronique

grâce aux 40 000 abonnements enregistrés durant l'été, ni les importantes retombées publicitaires, ni le commerce des produits dérivés emplit une expansion ou encore les droits TV ne suffisent à l'OM pour composer un effectif aussi talentueux.

**« Il faut être clair : l'OM vit grâce aux moyens de M. Louis-Dreyfus »,** déclare le président délégué, Jean-Michel Aoussier. **Ses efforts, nous n'aurions pas pu mettre en place notre projet sportif, nous n'aurions pas pu financer les frais d'habitation du club, salaires compris. Elles ne couvrent pas les amortissements. Ça veut dire que nous sommes en situation de déficit chronique. (...) Les avances en compte courant du président et les augmentations du capital compensent les pertes. (...) Notre situation n'a rien à voir avec les grands clubs étrangers, où les présidents s'appuient sur leur entreprise.**

M. Louis-Dreyfus a investi à l'OM à titre personnel.

**PAS SUFFISAMMENT ARMÉ**

Une situation qui appartient désormais au passé puisque le mécène a annoncé qu'il ne comptait plus puiser dans son trésor. Voilà pourquoi Robert Louis-Dreyfus avait soutenu le projet d'une Superligue européenne, qui aurait dégagé de nouvelles ressources. Si sa compétitivité et son environnement passionnel lui permettent d'attirer les meilleurs footballeurs français, l'OM n'est pas suffisamment armé pour lutter contre une surenchère financière des grands clubs étrangers. « Les joueurs n'ont pas vocation à faire des sacrifices, leur carrière est trop courte, observe Jean-Michel Roussier. Les salaires vont continuer d'augmenter, je ne vois au-

cune raison objective d'émigrer le contraire. » Il ne croit pas davantage à une fracture entre joueurs et supporters. « Les gens ne sont pas dupes. Le football est une entreprise de spectacle. Quand Johnny Hallyday chante au Stade de France, la soirée coûte de 20 à 25 millions de francs, et personne n'y trouve à redire. »

Pour poursuivre son développement, la direction de l'OM explore deux pistes : le marché des produits dérivés, avec un objectif pour cette année de 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) de chiffre d'affaires, et la revalorisation des droits de retransmission du championnat de France, détenus jusqu'en juin 2001 par Canal Plus moyennant environ 750 millions de francs (114 millions d'euros) par saison. « Un étude comparative montre qu'en la matière nous touchons trois à quatre fois moins que les clubs allemands, anglais, espagnols et italiens, constate Jean-Michel Roussier. C'est d'autant plus incompréhensible que, pour l'exclusivité de la Ligue des champions, le diffuseur français (TF1) verse un montant supérieur à nos voisins européens, à l'exception de l'Allemagne. » Tout comme le président du RC Strasbourg, Patrick Prioix (*Le Monde* date 22-23 novembre 1998), l'OM réclame une renégociation immédiate du contrat télé par l'entremise de la Ligue nationale si celle-ci consent à réclamer la somme décidée par l'ensemble des clubs. A Marseille comme ailleurs, on observe de près les alliances entre magnats de la télévision. Pour M. Roussier, « si Murdoch débarquait dans le paysage audiovisuel français, la donne ne serait plus la même. »

**Elie Barth**

## La Juventus Turin, dans le rouge il y a peu, prospère aujourd'hui

rière, se trouvent un partenaire technique (l'entreprise turinoise Kappa), mais aussi onze sponsors institutionnels, onze fournisseurs de catégorie A, huit fournisseurs de catégories B, huit sponsors pour les banquets destinés aux VIP, etc.

Le dernier bilan, daté du 30 juin 1998, fait état d'un bénéfice net de 16,3 milliards de livres (3,4 millions d'euros). L'augmentation des droits télévisés et l'arrivée de nouveaux sponsors ont entraîné une augmentation des recettes de l'ordre de 17,3 milliards de livres (3,94 millions d'euros). Mais les dépenses sont également en hausse. La masse salariale des joueurs atteint aujourd'hui le montant de 36,5 milliards de livres (7,89 millions d'euros). Les différentes tentatives visant à freiner l'inflation des rémunérations n'ont rien à rien.

Les deux joueurs les mieux payés sont Zinedine Zidane et Filippo Inzaghi : ils touchent, chacun, 3,2 milliards de livres (1,65 million d'euros) par an. L'autre star de l'équipe, Alessandro Del Piero, s'apprête, elle, 3 milliards de livres (555 million d'euros). Il en serait peut-être aujourd'hui à 5 milliards de livres (2,58 millions d'euros) si

une grave blessure au genou guérie en novembre 1998 n'avait pas contraint son agent, Claudio Pasqualin, à arrêter ses négociations avec le club. L'Uruguayen Daniel Fonseca et le Néerlandais Edgar Davids sont à 2,8 milliards de lires. Le Français Thierry Henry, qui vient de poser ses valises dans le Piémont, est à 2,5 milliards de lires (1,3 million d'euros). Quant au capitaine des Bleus, Didier Deschamps, et son toulonnais d'adieu Angelo Peruzzi, ils touchent 2 milliards de lires (plus de 1 million d'euros) chacun.

**DEUX OBSTACLES**

Comme tous les clubs du Calcio, la Juventus Turin estime que son développement économique est freiné par deux obstacles propres au contexte italien. *Primo*, elle n'est pas propriétaire de ses installations. *Secondo*, la loi ne permet pas les clubs contre la falsification des produits dérivés. Dans l'attente du règlement de ces problèmes, la Juventus continue de remettre à plus tard l'éventualité d'une introduction en Bourse.

«*La question du stade est prioritaire*», indique l'administrateur délégué, Antonio Giraudo. *Le fait d'être propriétaire de vos installa-*

tion permet de développer une série d'activités commerciales : ouverture de succursales de magasins, de bars, de restaurants... Cela peut être également le point de départ du marchandisage. Antonio Giraudino a été appelé par Umberto Agnelli en 1994 pour réorganiser la partie administrative de la Juventus. Le bilan 1993-1994 faisait apparaître un solde négatif de 55,2 milliards de lire (28,5 millions d'euros) ; en quatre ans, Antonio Giraudino a renversé la situation. Les dirigeants du club évoquent aujourd'hui la possibilité de construire un stade.

Alors que le club vient de signer un contrat d'exclusivité farfelu avec la chaîne privée Telepiù (570 milliards de lire (295 millions d'euros) pour un partenariat qui court jusqu'au 30 juin 2005...), ces résultats sportifs sont loin d'apporter, eux, la même satisfaction. L'équipe est actuellement à la huitième place, à quatorze points du leader, la Lazio Rome. Seule la participation aux quarts de finale de la Ligue des champions, mercredi 3 mars contre l'Olympiakos, permet de sauver la face.

**Stefano Boldrini**

**Stefano Boldrini**

## La paye des joueurs : quelques chiffres, beaucoup de secrets

Pour brouiller un peu plus les pistes, chaque contrat a sa spécificité. Guidés par des avocats d'affaires, les joueurs multiplient de quelques années les avantages.

En France, par exemple, certains footballeurs touchent un salaire net d'impôts, comme cela se pratique couramment en Angleterre. D'autres sont rétribués en partie par un équipementier ou perçoivent des primes dont le montant est négocié à l'arrivée au club. A l'Olympique de Marseille, le murmure est que le joueur sort du championnat risquerait de perdre le milliardaire président et patron d'Adidas. Ppht. Louis Dreyfus

L'OM sait se montrer très généreux : l'attaquant italien Fabrizio Ravanelli émargait en tête du classement des hauts revenus avec des mensualités de 800 000 francs, suivi de près par les champions du monde. Laurent Blanc, Christophe Mugary et Robert Pires. L'AS Monaco complète le trio des clubs français les plus prodiges mais les disparités sont réputées très grandes, d'abord parce que les étrangers ne sont pas imposés. Le gardien de but des Bleus, Fabien Barthez, empocherait 600 000 francs par mois, soit 7 200 000 francs (600 000 x 12) pour le milliardaire de terrain Frank Gava. Le champion du monde David Theriault

Comparé aux tarifs en vigueur en Angleterre, en Espagne ou en Italie, les footballeurs évoluant en France sont moins bien lotis, en raison des charges sociales qui limitent les capacités d'investissement des clubs. Les joueurs eux-mêmes sont assaillis à une fiscalité plus lourde qu'à l'étranger, d'où un exode massif. A titre d'exemple, un joueur comme le milieu de terrain Sébastien Pérez recevait à Blackburn (Angleterre) 800 000 francs brut par mois (21 959 €, ce qui ne l'a pas empêché de consentir un sacrifice financier en revenant cet hiver à Bastia car sa famille ne s'était pas adaptée au climat britannique.

L'attaquant italien du Paris-Saint-Germain Marco Simone bénéficierait du plus haut salaire pratiqué dans le championnat de France avec environ 1 million de francs par mois (152 449 €). Son

guet est l'un des rares à avoir évolué sans émoluments (100 000 francs, 15 245 €, pour s'en plaindre. Son contrat devrait être revalorisé très rapidement.

La plupart des internationaux français expatriés gagnent davantage. Le défenseur Marc Desailly a rejoint après le Mondial le club londonien de Chelsea pour plus de 1 million de francs par mois nets d'impôts. Zinedine Zidane toucherait un peu moins avec la Juventus Turin, ses nombreux engagements publicitaires lui permettant toutefois d'être le footballeur français le mieux payé avec des revenus estimés à 20 millions de francs par an (recors de 3 millions d'euros). Mais le record est toujours détenu par Ronaldo. L'attaquant brésilien de l'Inter Milan gagnerait 30 millions de francs par an (4,57 millions d'euros) entre le football et la publicité.

## Les coupes d'Europe reprennent

● **Mardi 2 février**, quarts de finale de la Coupe de l'UEFA : Bordeaux-Parme (It.), Marseille-Celta Vigo (Esp.), Bologne (It.)-Lyon, Atletico Madrid (Esp.)-AS Rome (It.).  
 ● **Mercredi 3 février**, quarts de finale de la Ligue des champions : Bayern Munich (All.)-Olympiakos (Gre.), Real Madrid (Esp.)-Rybinsk-Kiev (Ukr.), Bayern Munich (All.)-Kaiserslautern (All.), Manchester United (Ang.)-Inter Milan (It.).  
 ● **Jedi 4 février**, quarts de finale de la Coupe des coupes : Lokomotiv Moscou (Rus.)-Macabbi Haifa (Isr.), Panionios (Gre.)-Lazio Rome (It.), Varteks (Cro.)-Majorque (Esp.).  
 ● **Vendredi 5 février**, Valerenga (Nor.).

1986 COUP D'ÉTAT DU GÉNÉRAL BOWEN  
1967 DÉBUT DE LA GUERRE DU BIAFRA  
1968 DEUX JOURNAUX SONT SUSPENDUS,  
POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS L'INDÉPENDANCE  
1976 COUP D'ÉTAT DU LIEUTENANT COLONEL DIMKA  
PUIS DU GÉNÉRAL OBASANJO.  
LES AUTORITÉS PRENNENT LE CONTRÔLE DES  
STATIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION  
1984 COUP D'ÉTAT DU GÉNÉRAL BABANGIDA.  
DEUX DÉCRETS PERMETTENT D'ENVOYER EN PRISON  
TOUT JOURNALISTE "MÉNAGEANT LA SÉCURITÉ NATIONALE"  
1986 LE JOURNALISTE DELE GIWA MEURT APRÈS AVOIR REÇU  
UN COLS PIÈGE  
1990 COUP D'ÉTAT AZ COMPOSITEURS FUSILLÉS  
1993 ÉLECTION DE MOSHOOD ABIOLA, ANNULATION DU SCRUTIN,  
LE GÉNÉRAL SANI ABACHA PREND LE POUVOIR  
1993 QUINZE TITRES INDÉPENDANTS SONT INTERDITS  
1994 LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE, WOLE SOYINKA,  
EST PLACÉ SOUS SURVEILLANCE  
1995 PUTSCH MANQUÉ, 80 OFFICIERS EXÉCUTÉS,  
QUATRE JOURNALISTES SONT CONDANNÉS  
À LA PRISON À VIE POUR "RÉCEL D'INFORMATIONS"  
1995 SUITE À L'EXÉCUTION DE KEN SARO-WIWA, ÉCRIVAIN  
ET DÉFENSEUR DU PEUPLE OSONI, LE NIGERIA EST  
EXPULSÉ DU COMITÉ  
1997 TRENTE-DEUX JOURNALISTES SONT ARRÊTÉS  
1998 MORT DU GÉNÉRAL SANI ABACHA,  
MORT DE MOSHOOD ABIOLA EN PRISON

1999 - ÉLECTIONS LIBRES AU NIGERIA



MERCI MONSIEUR LE PRÉSIDENT  
DU NIGERIA D'ESSAYER ENFIN LA  
DÉMOCRATIE.



avec le soutien de la Commission européenne. Web : [www.rsf.fr](http://www.rsf.fr)

## Malgré sa défaite, Amélie Mauresmo confirme sa place dans les sommets du tennis mondial

L'Américaine Serena Williams emporte à Paris son premier titre

La finale du tournoi féminin de l'Open Gaz de France, au stade de Coeur à Paris, a été emportée par l'Américaine Serena Williams. A dix-

sept ans, elle inscrit un premier titre dans sa carrière, le jour même où sa sœur Venus en gagne un quatrième à Oklahoma City. Légèrement

émoussée par ses rencontres précédentes, Amélie Mauresmo a manqué de puissance à la fin de la rencontre.

SERENA WILLIAMS n'en finit plus de bondir de joie vers Amélie Mauresmo, qui s'approche du filet. C'est fini. Au bout d'un match somptueux, la jeune Américaine, 24<sup>e</sup> joueuse mondiale, vient de vaincre la Française, 18<sup>e</sup> (6-2, 3-6, 7-6 [7-4]). Du haut de ses dix-sept ans, Serena Williams a réussi, dimanche 28 février, là où avaient échoué la Suissesse Martina Hingis, première joueuse mondiale, et la Belge Dominique Van Roost, 11<sup>e</sup>. Plus audacieuse que son adversaire et sans doute plus fraîche mentalement et physiquement, elle remporte ainsi le premier tournoi de sa carrière. Le spectacle fut beau, âpre et émouvant, un exemple absolu de ce que recèle le tennis féminin actuel : l'affrontement solide de deux joueuses au tennis talentueuses.

Paris attendait Amélie Mauresmo, mais il y avait Serena Williams. Depuis une semaine, l'Américaine s'est frayée un chemin dans un tournoi assez tranquille pour elle. Sur son passage figuraient quatre adversaires. Après avoir éliminé la modeste suédoise Carlsson, elle a croqué facilement trois Françaises : Nathalie Tauziat, Julie Halard-Decugis et Nathalie Dechy. Dans la frénésie médiatique qui entourait Amélie Mauresmo, elle s'est faite anonyme, une fois n'est pas coutume dans un circuit où d'habitude n'a d'yeux que pour elle et sa sœur aînée, Venus. « C'est vrai que ce genre de tranquillité fait du bien », a plaisanté Serena.



L'Américaine était moins émoussée que la Française.

Dimanche, dès le premier set, l'Américaine a prouvé sa fraîcheur quand la Française a paru presque lasse. En ce début de finale, Amélie semblait nerveuse. Elle manque de cette lucidité qui permet de bâtir des stratégies, elle frappe trop fort, donne du rythme à une adversaire qui ne demande que cela, elle voit revenir ses coups encore plus courts. Assommée, elle laisse filer la première manche.

Ambiance surchauffée, moral retrouvé, la jeune française repart à l'assaut et casse le rythme d'une joueuse survoltée qui frappe comme elle caresse et joue, ténace, du fond du court comme elle sait surgir à la volée. La Française conquiert le filet pour gagner le deuxième set. Mais son service dé-

faillant commence à inquiéter des spectateurs.

Dans la troisième manche, elle perd deux fois sa mise en jeu : le public s'écoule. Il a bien tort. Amélie Mauresmo possède désormais cette force morale, symbole de son bel orgueil. A la force d'un tennis varié suivi d'attaques vers la volée, elle reprend ses deux mises en jeu perdues, elle égalise à 4 jeux partout, elle mène 6 jeux à 5. Las, elle s'écroule dans le tie-break. Service parfait et folle force mentale, Serena réussit le finish parfait.

MARGE DE PROGRESSION

Dimanche, l'Open Gaz de France a vécu la plus belle finale de son histoire, un souvenir à placer juste devant le succès de Martina Navratilova contre Monica Seles lors de la première édition, en 1993. Une éternité semble séparer les deux matches. En six ans, le circuit a considérablement évolué vers l'endurance, la force. Les joueuses ont désormais le choix d'un tennis plus solide, plus varié, effectivement plus beau car spectaculaire dès le début des compétitions, ce qui n'était pas le cas il y a cinq ans. Pendant une semaine, le public, venu en masse découvrir le phénomène Mauresmo, est resté en nombre pour découvrir les magnifiques progrès de Nathalie Dechy, demi-finaliste à Paris,

ou bien le tennis enflammé de Julie Halard-Decugis.

Et puis, bien sûr, Amélie Mauresmo. En quelques jours, la finaliste des Internationaux d'Australie a prouvé que son parcours de Melbourne n'était pas un hasard. A nouveau victorieuse d'une joueuse numéro un mondial, à Paris, Martina Hingis, elle s'est imposée comme la future meilleure française, et peut-être mondiale. Le plus merveilleux finalement, c'est que la Française sait où travailler pour mieux gagner : la marge de progression est encore énorme pour celle qui était 16<sup>e</sup> joueuse mondiale lundi.

Amélie Mauresmo, qui a déjà le revers parfait, le coup droit têté et le mental presque d'acier, s'acharne maintenant vers une volée qui lui tend les bras si elle accepte de ne pas avoir peur. Elle doit enfin posséder un service plus constant et plus fort, au contraire de ce qu'elle a servi dimanche contre Serena Williams. Au-delà de la déception, il y a les promesses : « Je réalise que je fais partie des plus jeunes joueuses et que l'avenir du tennis, c'est peut-être aussi moi », assure Amélie. Il y a cette façon de se laisser transcender par le public plutôt que de le subir : « Je lui donne du plaisir sur le court, il me le rend dans les tribunes, c'est fabuleux ».

Pour les sœurs Williams, le week-end a été faste. Quelques heures après la victoire de Serena à Paris, ainsi devenue 21<sup>e</sup> joueuse mondiale, son meilleur classement, Venus s'est imposée en finale du tournoi d'Oklahoma City, face à la Sud-Africaine Amanda Coetzer (6-4, 6-0). D'un continent à l'autre, les deux sœurs triomphent. Elles vont se retrouver dans quinze jours aux Etats-Unis, où commence la première campagne américaine de la saison. Campagne où sont attendues toutes les meilleures joueuses : Martina Hingis, Lindsay Davenport, Steffi Graf ou Monica Seles. Il faut maintenant ajouter un nom, celui d'Amélie Mauresmo.

Bénédicte Mathieu

### Patrice Hagelauer passe la Manche

La Fédération britannique de tennis devait annoncer, mercredi 3 mars, à Wimbledon, l'arrivée de Patrice Hagelauer en son sein. Entraîneur national depuis près de vingt ans à la Fédération française de tennis (FFT), ancien coach de Yannick Noah et entraîneur de l'équipe de France de Coupe Davis, Patrice Hagelauer devrait être responsable technique à la Fédération britannique, où il devrait mettre en place des bases nécessaires pour le renouveau du tennis outre-Manche, selon l'Equipe du 28 février. Le bruit de ce départ - très surprenant - courait depuis quelques jours dans les travées de l'Open Gaz de France. La FFT est à la recherche d'un remplaçant, qui pourrait être Henri Leconte. Proche de la présidence, l'ancien joueur avait été le candidat malheureux au capitaine des équipes de France de Coupe Davis et de Fed Cup, finalement attribué à Guy Forget.

### Tour du monde en ballon : « Breitling-Orbiter-3 » a décollé

LE BALLON Breitling-Orbiter-3, avec à son bord le Suisse Bertrand Piccard et le Britannique Brian Jones, a décollé lundi 1<sup>er</sup> mars de la petite station suisse de Château-d'Oex, pour une nouvelle tentative du tour du monde sans escale. L'équipage vient de mettre fin à près de deux mois de négociations et d'attente. La violation de l'espace aérien chinois par l'aérostat de l'homme d'affaire britannique Richard Branson au moment de Noël avait conduit les autorités de Pékin à refuser tout survol de son territoire par les différents candidats au tour du monde. Bertrand Piccard avait finalement récupéré son autorisation. Il ne lui restait plus qu'à attendre que les conditions météorologiques soient favorables pour larguer les amarres. Un autre ballon est actuellement en course dans cette circumnavigation aérienne présentée par certains comme étant « la dernière grande aventure du siècle ». Parti le 17 février de la ville espa-

gnole d'Almería, le ballon britannique Cable & Wireless a même battu, samedi 27 février, le record de durée en vol que détenait, depuis 1998, le précédent ballon de Bertrand Piccard, Breitling-Orbiter-2, avec 233 h et 55 mn. Ses deux pilotes, les Anglais Andy Elson et Colin Prescott, n'ont pas obtenu, en revanche, l'autorisation de survol de la Chine.

« Afin de garder le ballon le plus au sud possible pour éviter la Chine, nous avons encore beaucoup de travail à faire dans les prochains jours. Notre plan de jeu est de continuer à faire avancer le ballon lentement mais sûrement à travers l'Inde, vers le sud de l'Indonésie en Birmanie, pour pouvoir rencontrer un courant qui entrainera le ballon au sud de la Chine », indiquaient les deux aéroliers, dans leur dernier communiqué. Si le vent les pousse irrémédiablement vers la République populaire, Andy Elson et Colin Prescott se poseront avant le franchissement de la frontière.

### Montferrand s'offre un Bouclier européen sans grand avenir

LYON

de notre envoyé spécial

Le Bouclier européen est un vulgaire plateau argenté, de forme ovale, comme il sied pour servir le polisson. Le trophée de la « deuxième » Coupe d'Europe de rugby, soulevé, samedi 27 février, à Lyon, par Jean-Marc Lhermet et ses coéquipiers de l'AS Montferrand après leur belle victoire (35-16) sur le CS Bourgoin-Jallieu, est ridicule, à l'image de cette compétition qui, après sa troisième édition, cherche encore sa place et son avenir dans le panorama du rugby européen.

A quel sert le Bouclier européen ? A favoriser l'intégration des petites nations dans le concert du rugby international ? Voire. Les clubs anglais, absents cette année, n'en veulent plus mais les Français, en dépit d'un calendrier déjà surchargé, y sont très attachés. Depuis trois ans, ils ont fait des phases finales de cette compétition un rendez-vous exclusif-ment franco-français, une sorte de remake de la Coupe de France ou une répétition générale avant d'aborder la dernière ligne droite du championnat de France - avec un chèque de plus pour les vainqueurs (1,2 million de francs en 1999, soit 182 939 €).

Pour l'AS Montferrand, cette finale européenne - la première de l'histoire du club - était aussi l'occasion idéale de se débarrasser enfin de son embarrassante réputation d'éternel absent des grands rendez-vous. Son pack surpuissant

a largement dominé des Berjalliens éteints, auteurs de nombreuses brutalités. « On avait une énorme envie, on ne voulait pas passer une nouvelle fois à côté d'une grande finale », expliquait le capitaine montferrandais, Jean-Marc Lhermet, juste après avoir salué le public enthousiaste (32 000 personnes) venu fêter à Gerland le printemps du rugby.

Un tour d'hommeur, une foule en liesse, des vaincus accablés de tristesse : le Bouclier européen avait, samedi, le parfum des grandes épreuves, riches de grands enjeux. La réalité, hélas, est moins enthousiasmante pour les vainqueurs du jour. Sur le programme de présentation de la finale de l'édition 1999, il était indiqué en grosses lettres que « le vainqueur du Bouclier européen sera automatiquement qualifié pour la Coupe d'Europe 1999-2000 ». Mais après la rencontre, personne, pas même Tom Kiernan, président de l'European Rugby Cup, organisateur de la Coupe d'Europe, n'aurait juré aux vaillants Montferrandais que leur succès équivalait à un ticket d'entrée pour la « grande » Coupe d'Europe promise pour 2000.

« On a confiance, on le mérite », se rassurent les dirigeants de Montferrand. « Ce ne serait que justice », ajoute Bernard Lapasset. Le président de la Fédération française de rugby a promis une réponse « vers la mi-mars », après une nouvelle série de consultations avec les dirigeants de clubs anglais. Une décision définitive, jusqu'au prochain changement d'avis des dirigeants du rugby européen.

Eric Collier

### Au Kenya, la première victoire d'une Ford Focus en rallye

LE PILOTE ÉCOSAIS Colin McRae (Ford Focus) a gagné le Safari Rallye au Kenya, troisième manche du championnat du monde des rallyes, dimanche 28 février, à Nairobi. Cette victoire, la première de la Ford Focus, engagée seulement depuis trois courses, permet à la marque américaine de réapparaitre au palmarès vingt-deux ans après son dernier succès dans l'épreuve. Elle est aussi la première victoire, au Kenya, d'un constructeur occidental face aux Japonais depuis 1992. Le Finlandais Tommi Mäkinen (Mitsubishi), qui avait terminé deuxième, a été disqualifié pour avoir reçu une aide extérieure lors d'une crevasse. Son écurie a la possibilité de faire appel. Cette disqualification profite aux Toyota, puisque le Français Didier Auriol a pris la deuxième place et l'Espagnol Carlos Sainz la troisième. Tommi Mäkinen, vainqueur des deux premiers rallyes de la saison (Monte-Carlo et Suède), conserve cependant la tête du championnat du monde des pilotes.

### Aamodt prend la tête du classement général de la Coupe du monde de ski

APRÈS LE DOUBLÉ AUTRICHIEN en slalom géant de Stephan Eberharter et Hans Knauss, samedi 27 février à Osterswanger Horn (Autriche), les Norvégiens Finn Christian Jagge et Kjetil-André Aamodt ont pris leur revanche, dimanche 28 février, en terminant aux première et troisième places du slalom, l'Autrichien Thomas Stangassinger parvenant à s'intercaler. Son compatriote Hermann Maier, quatrième des deux épreuves, n'aura finalement occupé la première place de la Coupe du monde que l'espace de vingt-quatre heures. Dans la course au globe de cristal, le skieur d'Oslo, Kjetil André Aamodt, champion du monde du combiné à Vail (Etats-Unis), s'est porté provisoirement en tête, avec 27 points d'avance sur Hermann Maier et 41 de plus que son compatriote Lasse Kjus.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : le légionnaire Driss El Himer, champion du monde militaire, a conservé son titre national de cross-country, lors des championnats de France qui se sont déroulés dimanche 28 février sur l'hippodrome de Nantes. Il a toutefois été devancé par le Marocain d'Alès El Hassan Lahssini. Chez les dames, Blandine Bitzner (Strasbourg) a également conservé sa couronne.

■ **Jean Galfione a établi le nouveau record de France (5,95 m) du saut à la perche en salle, samedi 27 février, à Dunkerque.** Le champion olympique d'Atlanta a amélioré d'un centimètre le précédent record, détenu par Philippe Collet depuis le 10 mars 1990. Derrière les 6 m du Russe Maksim Tarasov, le Parisien signe la deuxième performance mondiale de 1999, à quelques jours des championnats du monde, qui auront lieu du 5 au 7 mars, à Maebashi (Japon).

■ **ESCRIME** : le Français Damien Tony a s'est adjugé, dimanche 28 février, le Tournoi international de Bonn (Allemagne), épreuve de sabre comptant pour la Coupe du monde, en battant l'Allemand Dennis Bauer en finale (15-10).

■ **FOOTBALL** : Troyes, tenu en échec par Nice (0-0), ne compte plus que trois points d'avance sur Sedan, auteur d'un beau succès contre Wasquehal (2-0), samedi 27 février, au terme de la 28<sup>e</sup> journée du championnat de France de deuxième division. En tête du classement, Saint-Etienne, dont le match contre Nîmes a été reporté au 6 mars, dispose de six points d'avance sur Troyes.

■ **Arsenal, grâce à un but de Nicolas Anelka, a fait match nul à Newchâtel (1-1), dimanche 28 février, pour le compte de la 27<sup>e</sup> journée du championnat d'Angleterre.** L'équipe d'Arsène Wenger, tenant du titre, compte désormais sept points de retard sur Manchester United, et trois sur Chelsea, vainqueurs sur le même score (2-1) contre Southampton et Liverpool.

■ **Majorque a manqué une occasion de rejoindre Barcelone, leader du championnat d'Espagne, en concédant le nul (1-1) contre Tenerife, dimanche 28 février, lors de la 24<sup>e</sup> journée.** Au classement, les insulaires, deuxième à deux points, se rapprochent cependant d'un longueur du Barça, défait la veille par Valence (2-4). Le Celta Vigo, adversaire de Marseille, mardi 2 mars, en quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, a obtenu le nul à Bilbao (0-0).

■ **La Lazio Rome, invaincue en onze matches et victorieuse à Vercence (2-1), a creusé l'écart en tête du championnat d'Italie, lors de la 23<sup>e</sup> journée disputée samedi 27 et dimanche 28 février.** Les Romains disposent de quatre longueurs d'avance sur Parme - adversaire de Bordeaux en Coupe de l'UEFA et auteur d'un beau succès contre Pérouse (3-1) - et la Fiorentina, tenue en échec à Salernitana (1-1). L'Inter Milan, privé de Ronaldo, et la Juventus se sont séparés sur un score vierge, et Bologne, qui accueillera Lyon en Coupe de l'UEFA, a subi une lourde défaite (5-0) face à Palsance.

■ **Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de France a donné les matches suivants :** Metz (D 1)-Nantes (D 1) ; Lens (D 1)-Laval (D 2) ; Amiens (D 2)-Sedan (D 2) ; Guingamp (D 2)-Lille (D 2) ; Angoulême (N)-Troyes (D 2) ; Clermont Foot (CFA)-Le Mans (D 2) ; Saint-Georges-Ancizes (CFA 2)-Nîmes (D 2) ; US Montagnard (CFA 2)-Grand Rouen (CFA 2). Les rencontres se joueront les 13 et 14 mars.

■ **HANDBALL : les filles de Besançon se sont inclinées (29-32) face aux Yougoslaves de Buducnost Pogorica, dimanche 28 février, dans leur salle, lors du match aller des quarts de finale de la Ligue des champions.**

■ **SKI NORDIQUE : le Finlandais Mika Myllylä, après avoir été sacré champion du monde du 10 km classique et du 30 km libre, s'est adjugé son troisième titre de champion du monde, dimanche 28 février à Ramsau (Autriche), au terme du 50 km classique de ski de fond.**

■ **Le Français Raphaël Poirée a gagné, samedi 27 février, la poursuite 12,5 km des épreuves de Coupe du monde de biathlon de Lake Placid (Etats-Unis), devant les Allemands Peter Sandler et Sven Fischer.**

■ **VOILE : Marc Thiercelin (Somewhere) est arrivé, dimanche 28 février, à Port Stanley, aux îles Malouines, où il doit réparer son bateau avant de regagner Punta del Este (Uruguay), terme de la troisième étape de l'Around Alone, course à la voile autour du monde en solitaire et avec escales. Victime d'un démantèlement, jeudi 25 février, le navigateur français doit aussi colmater une voie d'eau. L'Italien Giovanni Soldini (Fila), avec à son bord la Française Isabelle Autissier, est attendu en Uruguay mardi.**

LOTTO

■ **Résultats des tirages n° 17 effectués samedi 27 février.** Premier tirage : 12, 24, 30, 36, 40, 43, numéro complémentaire le 22. Rapports pour six bons numéros : 9 146 710 F, 1 394 407 € ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 119 060 F, 18 151 € ; pour cinq bons numéros : 4 985 F, 760 € ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 252 F, 38,4 € ; pour quatre bons numéros : 126 F, 19,2 € ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 30 F, 4,6 € ; pour trois bons numéros : 15 F, 2,3 €. Second tirage : 4, 6, 15, 19, 31, 36, numéro complémentaire le 25. Rapports pour six bons numéros : 8 164 850 F, 1 244 723 € ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 87 620 F, 13 358 € ; pour cinq bons numéros : 6 105 F, 931 € ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 258 F, 39 € ; pour quatre bons numéros : 129 F, 19,7 € ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 26 F, 4 €, pour trois bons numéros : 13 F, 2 €.

Le Monde  
POCHES

Le supplément mensuel  
consacré aux livres  
en format de poche

Prochaine parution dans Le Monde  
jeudi 4 daté vendredi 5 mars





صكا في الامل

# IMMOBILIER

## VENTES APPARTEMENTS

**PARIS 2<sup>e</sup>**  
**BOURSE**  
Imm. Pdt, 4<sup>e</sup> étage  
beau liv., chbre 52 m<sup>2</sup>  
7 fenêtres, impeccable  
BUREAU. 01-42-36-88-05

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
(P) LUXEMBOURG, MADAME  
97 P., 182 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> ét., asc., sud  
LITRE. 01-45-44-44-45

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
EC-MILITAIRE, Bel imm.  
3 P., 43 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> solé, 800 000 F  
LITRE. 01-45-44-44-45  
PROX. CH. DE MARS AV.  
Mot. Piqueur, 3 P., 63 m<sup>2</sup>  
parfait état, 1<sup>er</sup>, asc.  
1 470 000 F - 01-44-94-04-40  
PARIS 7<sup>e</sup> LA TOUR MAUBOURG, 3 P.  
1 400 000 F. T. : 01-53-59-50-50

**PARIS 9<sup>e</sup>**  
**CITE TREVISE**  
Dernier ét., asc., solé  
5 P., balcon, 2.650.000 F  
Serge Kayser. 01-43-26-43-43

MARTYRS - TRUDAINE  
beau 7 P., 186 m<sup>2</sup>, dble expo  
pierre-de-t., balc., 4 450 000  
XTIMO. 01-40-25-07-05

**PARIS 13<sup>e</sup>**  
CORVISART, 4/5 P., standing  
2 bns, dble expo., box  
CENTURY 21 TGA 01-44-98-81-21  
Pres Parc Montsouris récent 1975  
saj, 3 chbres, gde cuis., 2 bns,  
92 m<sup>2</sup> à rali., park. 01-43-35-18-36

**PARIS 14<sup>e</sup>**  
**100 m<sup>2</sup>, STANDING**  
4 ét., balconjard. sud  
2 CH, séj. dble, solé, park.  
Exclusivité J. P. MAURIN.  
01-43-37-50-50

Alésia Imm. 1930 asc., ét. él.  
4 P., 95 m<sup>2</sup>, parfait ét. sans vis-  
à-vis, calme, 01-43-35-18-36  
DENFERT, Imm. récent 78 P.  
Triplex à réaménager, 235 m<sup>2</sup>,  
jardinet, calme, park. 01-43-35-18-36

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
**90 m<sup>2</sup>, 4 P., Pdt**  
LEFEVRE, solé, vue  
2 chbres, séj., dble 32 m<sup>2</sup>  
4<sup>e</sup> ét., ch. avec 8 m<sup>2</sup>  
J. P. MAURIN, Gobelins Imm  
01-43-37-50-50  
Sèvres-Lacourbe, imm. 30, duplex  
style atel., 2/3 P., 85 m<sup>2</sup>, tr. bon  
état, calme. 01-43-35-18-36

## FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

**DROITS DE SUCCESSION**  
ÉVALUATION DES IMMEUBLES DONT LE PROPRIÉTAIRE A DÉCÉDÉ

Pour le calcul des droits de succession dus à la suite d'un décès, les immeubles doivent être évalués à leur valeur vénale au jour du décès. La même règle est applicable en matière d'impôt sur la fortune.

De nombreux contentieux sont nés à ce sujet et la Cour de Cassation, à deux reprises (en 1996 pour l'I.S.F., en 1997 pour les droits de mutation à titre gratuit) avait admis que le contribuable puisse pratiquer un abattement de 20% sur la valeur vénale du bien qu'il occupe à titre de résidence principale.

La Loi de Finances pour 1999 (article 17) reprend à son compte la solution dégagée par la Cour de Cassation et en précise les limites.

En matière de droits de succession, la loi précise qu'il peut être pratiqué un abattement de 20% sur la valeur vénale réelle de l'immeuble constituant, au jour du décès, la résidence principale du défunt, lorsque, à la même date, cet immeuble est également occupé par le conjoint survivant ou par un ou plusieurs enfants mineurs ou majeurs protégés du défunt ou de son conjoint.

On notera qu'une disposition analogue est retenue pour l'évaluation des biens en matière d'I.S.F. : un abattement de 20% est effectué sur la valeur vénale réelle de l'immeuble occupé à titre de résidence principale par son propriétaire.

En cas d'imposition commune, un seul immeuble est susceptible de bénéficier de l'abattement précité.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1<sup>er</sup>  
Téléphone : 01.44.82.24.00 - Information : www.paris.notaires.fr

## LOCATIONS OFFRES VIDES

**Paris Rég. parisienne**  
3<sup>e</sup> hôtel particulier XVIII<sup>e</sup>  
rénovation grand standing  
appartements à la location  
à partir de 5 381 F/mois c.c.  
AVIS 01-44-78-20-36

Studio à louer, Paris 16<sup>e</sup>,  
28 m<sup>2</sup>, 4 500 FF c.c., 3<sup>e</sup> ét.,  
agréable, très lumineux.  
Tél. : 01-43-35-78-13  
ou 06-61-73-01-87

**Province**  
St-Tropez Gassin  
Résidence Casser Dornus  
appt. pour 2 pers. à partir  
de 1 798 F/semaine, piec.  
terr., jard., sauna, etc.  
Tél. : 04-94-55-88-55

**OFFRES MEUBLÉES**

**Province**  
Lyon 9<sup>e</sup>, 70, rue Cuvier F1 stand.  
38 m<sup>2</sup>, meubl., avec garage  
fermé  
4 000 F/mois ti compris  
Charbonnel notaire : 04-74-30-01-54

Côte d'Azur Grimaud villa  
standing, piscine, jardin  
payagé, séj., chem., 3 ch.  
6 pers., murs à mai et oct.  
T. : 00-49-82-21-38-16-30  
(France)

**Étranger**  
Venise, 100 m St-Marc loue  
appt., sem., 4/6 pers.,  
rénové, conf., calme, vue,  
chambre, 80 m<sup>2</sup>, 2 s.d.e.,  
draps, nettoyage,  
5 950 F c.c.  
Tél. : 04-93-84-84-72

**APPARTEMENTS DE VACANCES**  
Monts méridionaux (Saxe)  
à partir de 155 FF pour  
2 pers/jour (hors saison).  
Infos : M. Bochnann,  
Rosental 29,  
D-08289 Schnaiberg,  
Fax : 0049-377221325.

**DEMANDES VIDES**

**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST PARIS  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
01-47-20-30-05

**MASTER GROUP**  
47, rue Vaneau, 75007 Paris  
rech. appts. vides  
ou meublés.  
Toutes surfaces pour  
cadres banques et  
grandes sociétés  
Tél. : 01-42-22-96-70

**VACANCES**  
**SKI DE FOND**  
JURA (près Mâlain)  
3 h de Paris par TGV,  
en pleine zone nordique  
1 000 m altitude, chmp.  
ancien sélectionné olymp.  
Chambres en pension  
ou demi-pension,  
salle de remise en forme,  
ambiance familiale  
Réserv. : 03-81-49-00-72.

**Le Spécialiste du Financement Immobilier**

- Les taux les plus bas du marché\*
- Financement 100 %
- Accord spécial fonctionnaire
- Défiscalisation PERISSOL : (Nombreux produits clefs en mains)
- Refinancement de Crédit

27, avenue de Tourville - 75007 PARIS  
☎ 01 53 59 50 50

ALLERAY, maison s/3 niv., séj.  
3 ch, gde cuis., 2 bns, 150 m<sup>2</sup>,  
chem., poutres, b. état, calme.  
01-43-35-18-36

M<sup>e</sup> VOLONTAIRES, 80 m<sup>2</sup>  
Imm. 70, dble liv. + 2 chbres  
2 bns, balc., solé coes  
2 000 000 F. 01-45-46-28-25

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
**7 P., 217 m<sup>2</sup>**  
4<sup>e</sup> ét., Pdt, 5 800 000  
XTIMO. 01-40-25-07-05  
AUTEUIL, Superbe 2/3 P.  
87 m<sup>2</sup> + gd balcon 2<sup>e</sup> ét.  
Imm. prestige 2 250 000 F  
VALMONT 01-44-94-04-40

**PARIS 17<sup>e</sup>**  
GUY-MOQUET  
**46 m<sup>2</sup>-460 000 F**  
1 ou 2 P., cuis., bns, 2<sup>e</sup> ét.  
clair 4 fen. 01-44-94-04-40

**92 Hauts-de-Seine**  
**SPECIAL PÉRISSOL**  
92 Courbevoie - Châtillon  
studio, 2 P., 3 P. à partir  
de 389 130 francs  
FBI PARIS 7<sup>e</sup>  
01-53-58-50-50

**94 Val-de-Marne**  
CHARENTON, face bois de  
Vincennes, beau 3 P., 103 m<sup>2</sup>  
très belles prestations  
2 000 000. IP 01-48-83-37-88

**95 Val-d'Oise**  
ISLE-ADAM, F2 réalt. neut  
(facture de mai, rur. 1 ét.,  
sac. recherche, bureau,  
cave, park, priv., cour, com.  
tables chargen 485 000F.  
Tél. 01-30-34-71-34.

**Étranger**  
**QUÉBEC**  
SAINT-SAUVEUR  
App. 3 or. ESO, meubl., cuis.  
équipée, CAC, salism, séj.,  
mezz. Foyer face pistes skt. Pav.  
kiss : sauna, tour., pisc. int.  
Poss. loc. si abs.  
70 000 dollars can.  
Tél. : 00-1-450-227-4100.  
Fax : 00-1-450-227-7324.

**PAVILLONS**  
78 MONTESSON  
Village, 6 pièces, s/2 étages,  
100 m<sup>2</sup>, chauff. gaz, s/sol  
total, garage, sur terrain  
688 m<sup>2</sup> arboré.  
Px : 1 600 000 F.  
Tél. : 01-39-52-48-13

**HOTELS PARTICULIERS**  
(92) 4 KM PARIS  
superbe pte 400 m<sup>2</sup>, + annexe  
parc arboré, 6 000 m<sup>2</sup>  
6 900 000 F. 01-43-59-12-86

**PROPRIÉTÉS**  
**Province**  
MORBIHAN  
Part vet bois 20 ha  
terrain plat, feuillus et  
résineux, bord de routes  
Tél. : 02-97-60-17-05

**PARKINGS**  
15<sup>e</sup> angle R. LECOURBE  
CONVENTION. Park. 700 mns.  
ch. comp. 01-42-65-24-70

**ACHATS APPARTEMENTS**  
ACH. 100 à 120 m<sup>2</sup>, Paris  
préf. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>  
01-48-73-48-07 même soir

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

**PARIS**

**5<sup>e</sup> arrondissement**

**Villa Régier**  
75015 Paris - Métro Volontaires  
**DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL**  
Réalisation : Groupe BOUYGUES IMMOBILIER, 130, route de la Reine 92100 Boulogne  
http://www.bouygues-immobilier.com

**PRIX DE LANCEMENT**  
Proche du métro Volontaires et de la Gare, une résidence pleine de charme de 11 appartements, dans une rue calme et résidentielle. Venez découvrir les 6 derniers appartements disponibles.  
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38

**6<sup>e</sup> arrondissement**

**Les allées Cantates**  
Parc des Maréchaux  
Rue Adolphe Mille  
75019 PARIS  
À 200 m du métro Porte de Pantin

**DU STUDIO AU 5 PIÈCES - À PARTIR DE 17 500 F/m<sup>2</sup> HORS PARKING, AMORTISSEMENT PÉRISSOL**  
Au cœur du Parc des Maréchaux, la nouvelle résidence des Allées Cantates s'inscrit dans un environnement privilégié : entre Parc et jardins, l'architecture parisienne, en pierre, briques et zinc, les jardins privatifs entourés de grilles, les larges balcons orientés au sud, concourent à la qualité de cette réalisation. 58 appartements disponibles.  
Promoteur de standing : parquet chêne dans tous les séjours et cordes chauffées norme Vitrélec, chape flottante, digiplex, vidéo-placard, portes blindées, label Qualité.  
Bureau de vente sur place : rue Adolphe Mille - 75019 Paris, ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h.

**7<sup>e</sup> arrondissement**

**Les Allées Buissonnières**  
Parc des Maréchaux  
Rue Adolphe Mille - 75019 Paris  
**NOUVEAU PROGRAMME**  
Réalisation : SOFERIM Commercialisation ASTEAM CONSEIL  
Tél : 01 42 45 17 57

**A 200 m du métro Porte de Pantin**  
Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'entrée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons, GAZ ET QUALITEL. Du studio au 6 pièces, 12 appartements disponibles.  
À partir de 17 500 F le m<sup>2</sup> hors parking.  
Amortissement PériSSOL.  
Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h. Rue Adolphe Mille, 75019 Paris. Tél. 01 42 45 17 57.

**8<sup>e</sup> arrondissement**

**L'Orée de la Nation**  
bd de Charonne  
75020 Paris  
Réalisation : HDI Commercialisation HDI

**DU STUDIO AU 6 PIÈCES LANCEMENT**  
Au point de rencontre des 20<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, et 12<sup>e</sup> arrondissements, à deux pas de la Nation, le boulevard de Charonne offre l'avantage d'une mise en perspective unique. Dans cet environnement urbain, HDI vous propose en avant-première une réalisation composée de 2 bâtiments desservant un vaste jardin intérieur, doté de prestations de grande qualité.  
Ouverture bureau de vente sur place : 54, bd de Charonne, ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14h à 19h. Tél. : 01 43 73 83 85

**RÉGION PARISIENNE**

**92 Hauts de Seine**

**Villa Flore**  
Angle des rue Auteuil et Kleber  
92 Levallois  
Réalisation : Groupe BOUYGUES IMMOBILIER, 130, route de la Reine 92100 Boulogne  
http://www.bouygues-immobilier.com

**DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL**  
A proximité du centre ville et à 300 m du métro Anatole France, profitez du dernier 4 pièces. Dans une charmante résidence à l'architecture raffinée de 52 appartements avec balcons et terrasses et bénéficiant du calme d'un grand jardin arboré. Conception soignée et prestations de qualité pour espace et confort.  
Prix à partir de 18 200 F le m<sup>2</sup>, hors parking.  
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38  
Venez sur rendez-vous.

**Neuilly Marine**  
Angle rue de la Marine et bd Sœur, 92 Neuilly/Seine  
**DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL**  
Réalisation : Groupe BOUYGUES IMMOBILIER, 130, route de la Reine 92100 Boulogne  
http://www.bouygues-immobilier.com

Profitez des dernières disponibilités : un studio, un 4 pièces et une maison de 5 pièces.  
Superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'île de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la proximité des espaces verts. Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie.  
Livraison 2<sup>e</sup> trimestre 99  
Prix : Non consulté  
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38  
http : www.franceconstruction.fr

**ENTRÉE GRATUITE POUR 2 PERSONNES**

**SALON DE L'IMMOBILIER PORTE MAILLOT**

*Rencontres Immobilières de Printemps*

**25 - 26 - 27 - 28 Mars 1999**  
Paris - Palais des Congrès - Porte Maillot  
De 10h à 19h • Nocturne Vendredi 26 jusqu'à 21 h  
M. Porte Maillot • Parkings visiteurs : Porte Maillot & Hôtel Maridien

**HABITER OU INVESTIR**  
*Les 4 jours de l'Immobilier à la Porte Maillot*

IMMOBILIER NEUF - IMMOBILIER ANCIEN - MAISON INDIVIDUELLE  
FINANCEMENTS - CONSEILS GRATUITS - DÉBATS PUBLICS

Organisé par : Paris Expo - Neuilly 17, rue Scribe - Neuilly 92100 Paris - Tél. 01 42 22 83 44



**DANSE** Depuis leurs premières assises, à Caen, en 1995, un mouvement général de réflexion touche les centres chorégraphiques nationaux (CCN), dirigés par la génération des

35-50 ans. ● **APPARUS** au cours des années 80, les CCN veulent profiter de structures encore neuves pour s'ouvrir vers l'extérieur : partager avec les autres compagnies, se rap-

procher des banlieues, accueillir la culture populaire. ● **MAGUY MARIN** a ainsi quitté Créteil pour installer un centre à Rillieux-la-Pape, au cœur des cités HLM de la région lyonnaise.

● **ALORS QUE LE PUBLIC** de la danse est en augmentation, aucun des dix-neuf CCN ne dispose d'un théâtre. Dans un entretien au Monde, Dominique Wallon, directeur de la mu-

sique, de la danse, du théâtre et des spectacles se déclare favorable à ce que les CCN « prennent part aux programmations des scènes théâtrales ».

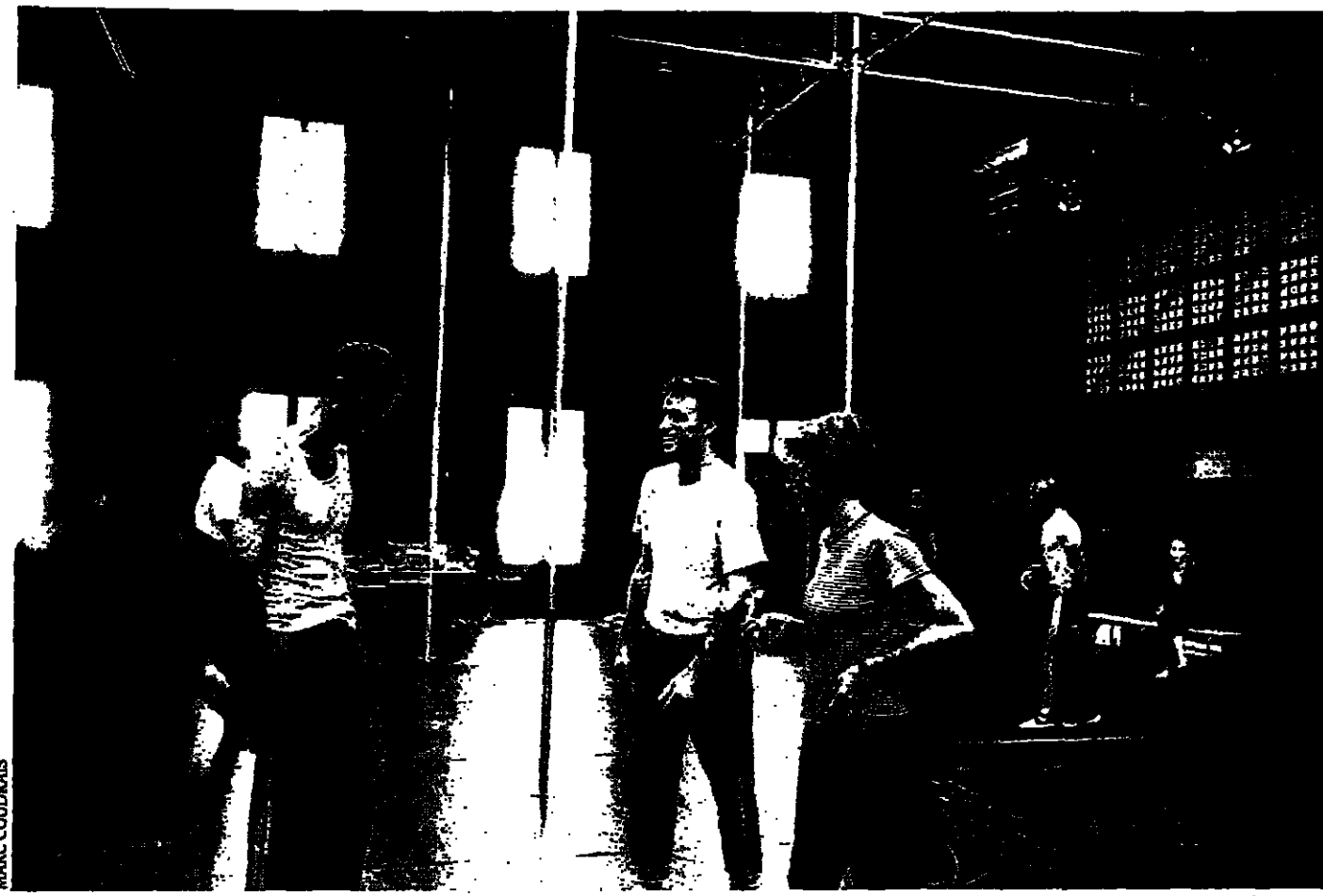
## Les grands chorégraphes français élaborent de nouvelles stratégies communautaires

Placées à la tête des centres chorégraphiques nationaux créés tout au long des années 80, les figures de proue de la danse française s'interrogent sur leurs responsabilités et paraissent bien décidées au partage avec les jeunes créateurs qui frappent à leurs portes

**DEUX SEPTUAGÉNAIRES** droits comme des arbres, François et Dominique Dupuy, chorégraphes, pédagogues, aujourd'hui à la retraite (après avoir occupé des fonctions importantes au sein du ministère de la culture), reprennent du service à l'invitation de Régine Chopinot, « capitaine » du centre chorégraphique national (CCN) de La Rochelle. Maguy Marin, boule d'énergie, quitte Créteil pour Rillieux-la-Pape, dans la banlieue lyonnaise, déterminée à faire vivre un nouveau pôle de danse dans une tour HLM (qu'elle sauve ainsi de la destruction). Daniel Larrieu, volontiers dandy, s'interroge sur la liberté qu'il y aurait à penser un travail qui ne s'appuierait pas sur le social, sans être taxé d'élitisme. S'exprimant dans le même temps de se réjouir que le Chorégraphique, festival lié au CCN qu'il dirige à Tours, soit consacré autant aux jeunes compagnies qu'à celles qui traversent une passe délicate. « Être attentif à ceux qui ont besoin d'aide », dit-il. A Grenoble, Jean-Claude Gallotta, en collaboration avec l'architecte Antoine Stinco, a défini les espaces de la future Maison de la culture dans le but d'accueillir d'autres compagnies.

**CODE MORAL.** La danse deviendrait-elle une organisation à vocation charitable ? A travailler si près du corps, le cœur aurait-il une meilleure oreille ? Ce mouvement général de réflexion est mené par les centres chorégraphiques dirigés par la génération des 35-50 ans. Date de naissance de cette nouvelle solidarité : les 26 et 27 janvier 1995. A l'initiative de Karine Saporta, les CCN organisent à Caen leurs premières assises. A l'issue des rencontres, les chorégraphes créent une association de 1901 « qui ne serait ni un syndicat ni un lieu de revendication, explique Karine Saporta, mais un endroit où l'on réfléchit, propose, voire définit un code moral de la profession ».

En septembre 1996, lors des deuxième assises qui ont lieu à Belfort chez Odile Duboc, les CCN ouvrent les débats à toutes les



Maguy Marin (à droite) a quitté Créteil pour installer un centre chorégraphique à Rillieux-la-Pape (Rhône), au cœur des cités HLM.

compagnies. Ces dernières font valoir fortement leurs droits face à des institutions qu'elles considèrent comme nanties. Une discussion sérieuse s'engage sur le partage des outils de travail. Le ministère de la culture suit l'évolution et dégage une ligne budgétaire dite « accueil-studio » - 300 000 F par CCN. S'ouvrent ainsi pour ne pas être délogés soi-même ? Les chorégraphes ne s'étaient-ils pas juré, quand ils prenaient possession des CCN entre 1980 et 1990 principalement, qu'ils ne s'y cliquetteraient pas, à l'inverse de ce qui s'est passé dans la plupart des centres dramatiques nationaux ?

**RETOUR DES MILITANTS** L'organisation de la danse date des années 80, dit Daniel Larrieu. Celle du théâtre a commencé dès l'après-guerre. Il y a plus de cinquante ans. Profitez que nous ne sommes pas encore les victimes de structures trop rigides, pour agir en commun. « Est-ce l'influence de la crise sociale, les inégalités qui se creusent (accentuant la précarité

du statut du danseur) ? Est-ce l'irruption du hip-hop à la fin des années 80 et le plaisir éclatant de cette danse née de l'immigration ? Toujours est-il que les chorégraphes contemporains ne sont pas seulement des chercheurs de nouvelles formes : pour qu'il y ait de la danse, il faut qu'il y ait de la danse. »

Maguy Marin à Rillieux et François Verret à Aubervilliers annoncent le retour des militants des années 70 qui, près de trente ans après, se donnent pour objectif de

rapprocher la culture des banlieues. Fin 1997, François Raffinot prend l'initiative de quitter le CCN du Havre. Il est aujourd'hui chorégraphe associé à l'Arcan (Institut de recherche et de coordination acoustique-musique). Et le jeune Hervé Robbe vient de prendre sa succession au Havre.

Ces chassés-croisés constituent la deuxième étape d'un premier plan qui, au tournant des années 90, a lancé les chorégraphes sur les routes. Vers l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud, partout

### Le Ramdam de Maguy Marin

Non seulement Maguy Marin s'installe un centre chorégraphique à Rillieux-la-Pape, au cœur des cités HLM de la région lyonnaise, mais, dans la même ville, elle a acheté et restauré, avec ses droits d'auteur, une ancienne menuiserie qu'elle finance. Le lieu s'appelle Ramdam (du nom d'une de ses pièces) : c'est un lieu pour les créateurs avec un tremplin interdisciplinaire. « Quoi de neuf ? », organise le 9 de chaque mois, qui donne sa chance à tous (on prend les cinq premiers inscrits). Echanges, rencontres informelles.

« C'est un lieu privé, sans le son, dont il faut imaginer entièrement le fonctionnement », dit Maguy Marin. Denis Mariotte, qui écrit aussi les musiques de ses chorégraphies, le groupe Volpuk, le metteur en scène Haim Adiri, sont un peu les piliers de cette aventure inédite. »

## Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

### « La danse doit être présentée sur toutes les scènes généralistes »

est la durée des programmations. L'élargissement du public n'est pas suffisamment pris en compte. Sans parler de quotas, on peut envisager une nouvelle étape qui serait de donner à des professionnels de la danse la responsabilité de scènes nationales. J'ai été le premier, en 1986, à nommer Jean-Claude Gallotta à la direction du Cargo de Grenoble, mais c'était un peu tôt. Non pas par rapport à la maturité de son travail, mais par rapport aux enjeux culturels de la ville. L'idée était là.

Les centres chorégraphiques existent pour certains depuis vingt ans. Comment complexer-vous accompagner leur évolution actuelle ?

Au départ, on installe des chorégraphes pour qu'ils fassent avant tout leur travail de créateur. Le moment est venu d'inscrire leur travail dans les missions des centres chorégraphiques qui n'ont jamais eu de cahiers des charges. Ce dernier définirait pour première mission la création, mais aussi la diffusion et la formation du public. Il dirait aussi la nécessité de partage de l'outil

de travail - volonté des chorégraphes qu'accompagne sans réserve le ministère. Les centres chorégraphiques sont devenus de véritables pôles de création. Je serai donc tout à fait partisan qu'ils prennent part aux programmations des scènes théâtrales. Catherine Diverres le fait déjà au Théâtre national de Bretagne.

L'étude d'un futur théâtre national consacré à la danse à Paris - confiée par Catherine Trautmann à Anne Chiffert, présidente du nouveau Centre national de la danse à Pantin - répond-elle à ce besoin d'une programmation plus risquée ?

Anne Chiffert doit rendre son rapport fin mars. L'idée de départ est de constater que, s'il y a des lieux de danse à Paris, à commencer par l'Opéra, le Châtelet, le Théâtre de la Ville, celui des Abbesses, etc., il n'y a pas de lieu qui ait une programmation basée sur des séries suffisamment longues pour être un grand carrefour à même de toucher des publics nouveaux. Dans quel théâtre ? Ce sera forcément un théâtre dans lequel

où l'art de la danse n'est pas coupé de la vie quotidienne. Fallait-il s'ouvrir sur l'étranger, le lointain - y établir des liens durables (Mathilde Monnier avec le Burkina Faso, Karine Saporta avec la Russie, Jean-Claude Gallotta avec le Japon) - pour oser ensuite prendre le risque d'ouvrir son propre centre aux autres ? Du plus loin au plus près, l'idée fait son chemin.

**TRAVAIL DE MÉMOIRE** Ce désir de partage prend différentes orientations. Partage de la mémoire d'abord. L'arrivée de François et Dominique Dupuy, explique Régine Chopinot, signifie que j'accepte enfin de m'inscrire dans une Histoire, moi qui n'ai jamais aimé me tourner vers le passé.

Ces deux artistes représentent la continuité avec les maîtres allemands des années 30. L'enjeu ? La remise en question que va forcément entraîner cette rencontre de générations. »

Karine Saporta, à Caen, mise elle aussi sur la mémoire. « Un axe naturel avec l'arrivée de l'Institut des mémoires de l'édition contempo-

rairie dans la ville. » « Quelle trace garder d'une chorégraphie ? se demande l'artiste. Chaque année, je remonte une pièce de mon répertoire et une pièce appartenant à un autre créateur. » Ainsi les Carnets Bagouiet remonteront Meublé sommairement sur le texte homonyme d'Emmanuel Bove. Travail de mémoire auquel Karine Saporta intègre la culture populaire : elle invite Leila Haddad, qui s'est battue la première pour imposer la danse orientale en France. Danses traditionnelles, arabes, hip-hop avec les jeunes des cités d'Hérouville : Karine Saporta, là encore, maintient le fil de l'Histoire.

### SILLON FLOISSANT

« Au début, un centre chorégraphique, c'est un cadeau ! Pendant longtemps, l'idée qu'il puisse servir à d'autres ne m'a pas traversé la tête, avoue Maguy Marin, championne à Rillieux - comme François Verret à Aubervilliers - de l'engagement politique et artistique. Quand tu as bien profité de ton outil, tu te poses la question des autres, animée par l'idée simple qu'un artiste ne se situe pas en dehors de la société. » Mathilde Monnier et ses danseurs, depuis plusieurs années, éprouvent leur savoir, travaillant avec les alcooliques, avec les malades du sida. La chorégraphie continue avec passion son travail d'éveil auprès des artistes de l'Hôpital de La Colombe. Autant d'expériences venant irriguer un travail de création de premier plan. »

Enfants combats collectifs ? La diffusion. Aucun des dix-neuf CCN ne dispose d'un théâtre. Ils sont tributaires des scènes nationales, le plus souvent dirigées par des gens de théâtre. Un spectacle de danse n'y est jamais programmé plus de deux ou trois soirs. Malgré un public en nette augmentation. Quotas, pas quotas ? A Rennes, où elle est installée, Catherine Diverres vient pourtant de passer un accord exemplaire de diffusion et de programmation avec François Le Pélouët, directeur du Théâtre national de Bretagne.

« La danse me fait penser à un groupe du style Femmes en mouvement, constate, non sans déplaisir, Daniel Larrieu. On se parle, on s'écoute, avec en commun cet apprentissage intime du corps qui nous évite d'être enfermés dans les certitudes assénées. Ce qui explique qu'on n'a pas réussi en termes de pouvoir. Mais en termes de création ? Ce qui m'importe à Tours est de laisser sillon florissant, bien identifié, à mon successeur. »

D. F.

### Questions d'argent

● **Ballets d'opéra affiliés au réseau des Centres chorégraphiques nationaux (CCN).** Ballet national de Marseille (Marie-Claude Pietraglia) : 18 millions de francs (2,75 millions d'euros). Ballet national de Nancy (successeur en cours) : 16,1 millions (2,45 millions). Ballet du Nord, à Roubaix (Maryse Delente) : 13 millions (2 millions). Ballet du Rhin (Bertrand d'Art) : 16,2 millions (2,47 millions). ● **Réseau des CCN.** Ballet Préjocaj (Alsace-Provence) : 9,2 millions (1,4 million). CCN de Grenoble (Jean-Claude Gallotta) : 6,3 millions (910 000). CCN du Havre/Haute-Normandie (Hervé Robbe) : 3,9 millions (590 000). CCN de Montpellier-Méditerranée-Roussillon (Mathilde Monnier) : 7 millions (1,07 million). CCN d'Orléans (Josef Nadj) : 3,3 millions (500 000). CCN d'Angers (Joëlle Bouvier, Régis Obadia) : 8,8 millions (1,34 million). CCN de Rennes (Catherine Diverres) : 5,7 millions (870 000). CCN de Tours (Daniel Larrieu) : 6,7 millions (1,02 million). Ballet Atlantique (Régine Chopinot) : 7,8 millions (1,19 million). CCN de Rillieux-la-Pape (Maguy Marin) : 4,33 millions (660 000). CCN de Biarritz (Thierry Malandain) : 3 millions (460 000). CCN de Belfort (Odile Duboc) : 4,9 millions (750 000). CCN de Caen/Basse-Normandie (Karine Saporta) : 4,6 millions (700 000). CCN de Nantes (Claude Brumachon, Benjamin Lamarche) : 2,8 millions (430 000).

« Si la danse est en bonne santé, son public en augmentation, trouvez-vous normal qu'elle n'ait pas un accès direct aux scènes nationales sous votre autorité ? » Les scènes nationales sont dirigées en majorité par des hommes dont l'histoire est liée au théâtre. Dans ce réseau, les gens qui connaissent et programment la danse sont minoritaires. Cela dit, on ne va pas construire des théâtres de la danse - les régions, les villes, étant souvent bien équipées - mais il est indiscutable que la danse doit être présentée sur toutes les scènes généralistes.

Vous savez bien qu'au-delà des bonnes intentions rien ne se passe concrètement. Si l'on regarde de plus près la situation des dernières années, les scènes nationales ont fait une place à la danse sans laquelle son histoire ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Avec deux limites. La première est qu'il est plus facile de programmer les productions des centres chorégraphiques ou des compagnies renommées que celle des jeunes compagnies. La seconde

est la durée des programmations. L'élargissement du public n'est pas suffisamment pris en compte. Sans parler de quotas, on peut envisager une nouvelle étape qui serait de donner à des professionnels de la danse la responsabilité de scènes nationales. J'ai été le premier, en 1986, à nommer Jean-Claude Gallotta à la direction du Cargo de Grenoble, mais c'était un peu tôt. Non pas par rapport à la maturité de son travail, mais par rapport aux enjeux culturels de la ville. L'idée était là.

Les centres chorégraphiques existent pour certains depuis vingt ans. Comment complexer-vous accompagner leur évolution actuelle ? Au départ, on installe des chorégraphes pour qu'ils fassent avant tout leur travail de créateur. Le moment est venu d'inscrire leur travail dans les missions des centres chorégraphiques qui n'ont jamais eu de cahiers des charges. Ce dernier définirait pour première mission la création, mais aussi la diffusion et la formation du public. Il dirait aussi la nécessité de partage de l'outil

L'Etat est partie prenante pour une grande part. Il est important que cet endroit ait un minimum de fonctionnalité et que son histoire ait un sens en regard de l'essor de l'art chorégraphique. Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'inventer d'autres structures que les centres chorégraphiques nationaux (CCN) ? Je ne suis pas sûr que la solution soit dans l'institution. Il faudrait qu'il puisse y avoir des CCN sans « domicile », ou des compagnies qui aient des moyens importants sans avoir la responsabilité d'un lieu et de ses missions. Les CCN peuvent encore évoluer, disposer de moyens et de missions plus étendus. On peut imaginer des co-directions de chorégraphes. Regardez Philippe Decouflé : sa compagnie n'a pas le statut de centre chorégraphique national. L'Etat est prêt à soutenir des compagnies « nomades » qui seraient porteuses de projets intéressants sur trois ou cinq ans, sans pour autant qu'elles soient régies par un label.

La mobilité au sein même des CCN est-elle à l'ordre du jour ? Le Havre, Angers, Créteil ont déjà permis. Si on discute avec les CCN sur des règles générales applicables à l'ensemble du réseau, on pourrait adapter le contrat des centres dramatiques, qui stipule qu'un directeur ne peut être renouvelé que deux fois. Soit neuf ans au maximum. D'ici un mois, nous proposerons un rendez-vous aux dirigeants des CCN pour discuter de ces problèmes. Lors de la conférence de presse tenue le 12 janvier par Catherine Trautmann, l'ensemble de la profession a été choqué par l'oubli de toutes informations concernant les compagnies hors CCN. ... Cet oubli m'incombe, je le reconnais. Il n'a pas de signification politique. L'ensemble des subventions qui sont allouées aux compagnies chorégraphiques s'élève pour l'année 1999 à un peu plus de 18 millions de francs [2,74 millions d'euros]. Soit une progression de 1,8 million [270 000 euros]. »

Propos recueillis par Dominique Frérot

## Une exposition madrilène magnifie le mythe de Robert Capa

Le Musée Reina-Sofia présente jusqu'au 5 avril 140 photographies du grand témoin de la guerre d'Espagne

**MADRID**  
de notre envoyé spécial  
Robert Capa est de retour à Madrid. Soixante ans après avoir pris des images mémorables de la guerre d'Espagne et de la ville assiégée, le photographe d'origine hongroise, qui venait tout juste d'adopter son pseudonyme tonitruant, revient dans la capitale apaisée du royaume par la grande porte : 140 de ses images sont accrochées au Musée Reina-Sofia, à

l'endroit même où est logé le *Guernica* de Picasso. Tout un symbole. Robert Capa (1913-1954), né Endrei Friedmann avec un surnom de *doigt à la main gauche*, s'était fait un nom avec des photos du Front populaire, mais c'est durant la guerre d'Espagne, à vingt-trois ans, qu'il a gagné une notoriété internationale, en dix séjours, autant de reportages, et après avoir pris la photo de guerre la plus célèbre au monde : un républicain fauché par

une balle invisible. Célèbre au point d'être consacré « plus grand photographe de guerre au monde » par le *Picture Post* en 1938.

Ce n'est pas un mythe mais une tranche d'histoire que viennent découvrir les nombreux visiteurs du Musée Reina-Sofia, en majorité jeunes. Il y a aussi quelques vieux, des curés en soutane, des professeurs et leurs élèves. Rarement on aura entendu autant de commentaires sur tel événement. Beaucoup de portraits viennent rythmer les scènes de guerre : l'exposition s'appelle « Face à face ». Capa est toujours physiquement du côté des républicains. Plus que cela, on sent qu'il les aime, ces hommes et ces femmes, paysans et ouvriers, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes, qu'il magnifie en usant de la contre-plongée. C'est sans doute pour cela que l'Espagne d'aujourd'hui se sent proche d'un photographe qui ne voulait pas « photographier des défaites républicaines », écrit Richard Whelan (*Capa*, Mazarine, 1985).

Cette exposition scelle les liens entre Capa et l'Espagne démocratique. D'autant que Cornell Capa, le frère du photographe, a donné au Musée Reina-Sofia 250 tirages de la guerre civile, comme ces portraits de



« Madrid, novembre-décembre 1936, observation d'un combat aérien au-dessus de la ville. »

combattants souriants dans la brûlante Barcelone d'août 1936 et ceux de réfugiés anéantis qui ont franchi la frontière française en mars 1939. Mais avec Capa la légende n'est jamais loin. Celle du reporter romantique et baroudeur ; amateur de femmes (il eut une relation avec Ingrid Bergman), d'hôtels, de poker (ses compagnons de nuit étaient Hemingway, Huston, Steinbeck, Bo-

gart), de courses de chevaux, d'alcool. Légende renforcée par sa mort brutale : « Cette popularité me tuera » - quelque part au Cambodge, lors de sa cinquième guerre, après avoir sauté sur une mine à l'âge de 41 ans.

La légende est entretenue sous la forme d'une photo affichée à l'entrée de l'exposition, représentant le couple Robert Capa-Gerda Taro. Texte : « Durant les premiers jours du siège de notre capitale, ce magnifique couple de fiancés, ces deux êtres exceptionnels, deux photographes audacieux, portaient leur appareil comme seule arme défensive. » Quel couple ! Gerda Rohorylles devint Taro en référence à Garbo, et Endrei Friedmann devint Capa en référence à Frank Capra. Gerda fut « son grand amour », écrit Richard Whelan, qui ajoute cependant que leurs liens étaient déjà distendus quand elle mourut, en 1937, au cœur de la bataille de Brunete.

### « IL FAUT AIMER OU DÉTESTER »

Gerda Taro était au côté de Robert Capa, l'année précédente, lorsque le photographe prit une photo controversée d'un milicien fauché, le 5 septembre 1936, au village de Cerro Muriano, près de Cordoue. Sur un mur de l'exposition, quatre images prises au même moment éclairent le contexte : six miliciens enjambent une ravine ; ils se préparent à tirer ; ils tirent ; un milicien tombe à la renverse, lâchant son fusil. Une photo manque bizarrement. Celle d'un second milicien abattu, sur le même lieu. Les deux images furent publiées dans *Vu* du 23 septembre 1936, sous le titre : « Comment ils sont tombés ». Légende : « Le jarret vif, la poitrine au vent, fusil au poing, ils dévalaient la pente couverte d'un chaume raide... Soudain, l'essor est brisé, une balle a sifflé - fratricide - et leur sang est bu par la terre natale... » La similitude des deux images a fait naître une polémique après la mort de Capa : ce

demier a-t-il fait poser des miliciens pour symboliser le combat désespéré des républicains ? Robert Capa lui-même a donné du grain à moudre à ses détracteurs, multipliant les versions « qui ne concordent pas », rappelle Richard Whelan. Dans le seul témoignage publié sous la dictée de Capa, paru dans le *World Telegram* de New York en septembre 1937, il raconte qu'il se trouvait seul sur la colline avec le soldat - la séquence prouve le contraire.

Le feuilleton a rebondi en 1996 lorsque la journaliste Rita Grosvenor, s'appuyant sur les recherches de Mario Brotons, affirma dans *The Observer* que le milicien abattu ce jour-là à Cerro Muriano s'appelle Federico Bonelli Garcia (*Le Monde* du 6 septembre 1996). Cette thèse, venue soixante ans après les faits, vient surtout entretenir la légende de Capa et d'une image qui ne lui appartient plus.

L'aura de ses reportages de guerre annihile l'analyse d'un style réduit à une profession de foi, là encore légendaire : « Si la photo n'est pas bonne, c'est que le photographe n'est pas assez près. » Il y a pourtant chez Capa, face au fascisme, un engagement proche du militantisme. Dans son livre *Des hommes d'images* (éd. de La Martinière, 1999, 400 p., 115 photos, 169 F, 25,8 €), John Morris rappelle un commandement de Capa : « Dans une guerre, il faut aimer ou détester. Il faut prendre position, sinon on ne supporte pas ce qui se passe. » Une fois, en Indochine, le cofondateur de l'agence Magnum a dérogé à ce principe. Il y est mort.

Michel Guerrin

\* Robert Capa, cara a cara. Museo nacional centro de arte Reina Sofia, Santa Isabel, 52, 28012 Madrid. Tél. : 00-34-467-50-62. Du lundi au samedi, de 10 heures à 21 heures ; dimanche, de 10 heures à 14 h 30. 500 pesetas (3 €). Jusqu'au 5 avril.

## La Grande-Bretagne bloque la taxation des ventes d'art

LE PROJET d'unification européenne du « droit de suite », taxe sur les ventes d'œuvres d'art, examiné jeudi 25 février par le conseil des ministres des Quinze à Bruxelles, a été bloqué et renvoyé au comité des représentants permanents des Etats membres. Le projet est contesté par Londres, où ce système de taxe est inconnu. Il est également critiqué par l'Irlande, les Pays-Bas et le Luxembourg. Principale place européenne du marché de l'art, Londres craint que cette législation ne détourne une part importante des ventes vers les Etats-Unis ou la Suisse. Versé à l'auteur ou à ses ayants droit, et perçu pendant une période allant jusqu'à 70 ans après le décès de l'artiste, le droit de suite est en effet à la charge du vendeur, qui peut être tenté de se défaire de son bien dans un pays où cette taxe ne s'applique pas.

## Luc Bondy a rendu public le programme du Festival de Vienne

LE FESTIVAL DE VIENNE (Autriche) se tiendra du 7 mai au 20 juin. Dirigé par le metteur en scène Luc Bondy (pour le théâtre), Klaus-Peter Kehr (pour la musique) et Hortensia Völckers (pour la danse), il présente vingt-six productions dans les différents domaines. En théâtre : *Hamlet*, mis en scène par Peter Zadek, *Les Diables*, dans la version d'Albert Camus, mis en scène par Frank Castorf, *Les Fantaisies de Lot*, de Botho Strauss, mises en scène par Luc Bondy, *Kohélet II*, conçu par le metteur en scène israélien David Maayan. En danse : *William Forsythe* avec *ALIEN ACTION*, et trois jeunes chorégraphes, Jérôme Bel, Benoît Lachambre et Xavier Le Roy. En musique : *Don Giovanni*, de Mozart, dirigé par Riccardo Muti et mis en scène par Roberto de Simone, *König des Glücks (Le Roi du bonheur)*, version moderne d'*Il Re pastore* de Mozart, réalisée par Wolfgang Stadbacher. Sous le titre des *Affinités électives*, une manifestation réunira des artistes internationaux de tous les horizons de la scène artistique. Ils présenteront des œuvres communes. Festival de Vienne, Lebergasse, 11. A-1060 Vienne. Tél. : 00-43-1-589-22-0. e-mail : festwochen@festwochen.at/

HP INVENTE LA PALETTE INFINIE DES COULEURS.

HP invente la technologie de superposition des couleurs. Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas d'imprimante qui vous offre des couleurs comparables à celles de nos imprimantes jet d'encre et laser. Pour des couleurs encore plus vives, nous avons doté nos HP Color LaserJet du système HP ImageREt (superposition des points) et nos imprimantes jet d'encre de la technologie HP PhotoREt (jusqu'à 16 gouttes d'encre superposées dans chaque pixel). Il n'est donc pas étonnant que, même sur papier ordinaire et à une vitesse allant jusqu'à 6 pleines pages couleur par minute, elles soient capables de reproduire pratiquement tous les dégradés perceptibles par l'œil humain. Au final, la qualité de l'image que vous obtenez est digne d'une photo. Et si vous n'avez pas encore de HP, notre palette d'imprimantes couleur professionnelles est si étendue que vous y trouverez forcément votre bonheur.

**HEWLETT  
PACKARD**  
Expanding Possibilities  
\*HP Et tout devient possible



## Les monstres ubuesques du peintre Enrico Baj

Une rétrospective met l'accent sur les relations fécondes entre l'artiste milanais et la pataphysique

**ENRICO BAJ. MONSTRES, FIGURES, HISTOIRES D'UBU. Musée d'art moderne et d'art contemporain, Promenade des arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 mars. Catalogue : 192 p., 190 F (28,97 €).**

### NICE

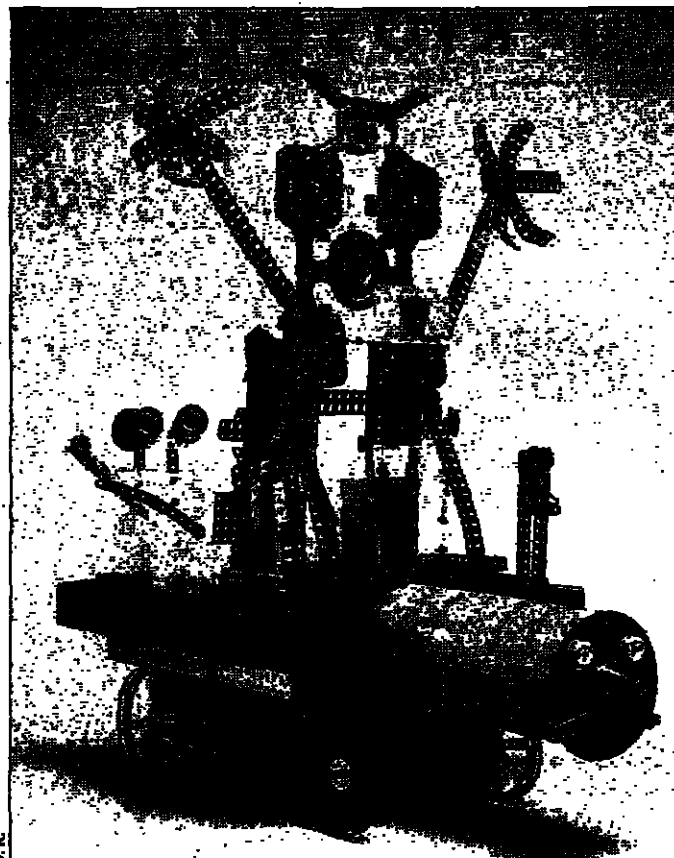
de notre envoyé spécial  
Si les Martiens débarquent sur terre, ils choisiront la Suisse comme tête de pont, pour n'être pas trop dépayés : c'est la contrée la plus extraterrestre de toute la planète. C'est du moins ce que pense Enrico Baj. Né à Milan en 1924, il n'avait pas trente-cinq ans lorsqu'il a imaginé, en 1959, cette « guerre des mondes » d'un nouveau genre : l'invasion d'un chrono, un gentil paysage de lac helvétique mollement peint, par une sale bête au corps rectangulaire et aux papattes éléphantesques. Le tout couvert de verrues et autres bubons pâteux de peinture grumeleuse. Une figure monstrueuse qui depuis hante son œuvre.

Enrico Baj fut signataire en 1952 du « Manifeste de la peinture nucléaire », et en 1957 (avec, parmi d'autres, Arman, Bertini, Yves Klein et Pierre Restany) du manifeste « Contre le style » : membre du Collège de pataphysique, cofondateur en 1954 avec Asger Jorn du Mouvement pour un Bauhaus Imaginiste puis, en novembre 1963, de l'Institut Pataphysicum Méditerranéen ; coauteur avec Crippa, Dova, Enro, Lebel et Recalcati, en 1961, du *Grand tableau antifasciste collectif* (saisie par la police, la toile fut remise à la préfecture de Milan qui la restituait vingt-quatre ans plus tard à ses auteurs). Enrico Baj est aussi, sur tout, un admirateur du père Ubu et de ses œuvres.

C'est ainsi qu'en 1957 il réalise ses premières « Montagnes », une série qui ouvre l'exposition que lui consacre le Musée d'art contemporain de Nice. Elles sont composées de deux éléments : les cimes dentelées obtenues grâce à la « sédimentation d'une émulsion de Ripolin et d'eau », et le ciel rose par l'aube ou le couchant, en fait, un collage de papier peint ou de tapisserie... Vers 1960, la montagne accouche... d'un général. Puis d'une armée entière de petits monstres. Il y a plus d'un siècle, Alfred Jarry en donnait une définition dans un article publié par *L'Imagier* en 1896 : « Il est d'usage d'appeler monstre l'accord inaccoutumé d'éléments dissonants : le centaure, la chimère se définissent ainsi pour qui me comprend, j'appelle monstre toute originale inépuisable beauté ».

### MÉDAILLES ET FOURRAGÈRES

Elle correspond, peu ou prou, aux généraux peints par Baj. Il les couvre de médailles, dragonnes, glands, dorures, cordons, galons, soutaches, écussons, épaulettes, fourragères, passementeries diverses et autres mignardises qu'il transforme en nez, bouches, et yeux... Ils sont plus décorés qu'un maréchal de feu l'Union soviétique, plus chamarrés qu'un dictateur latino-américain, à peine moins chargés qu'un sapin de Noël. Mais tout aussi réjouissants. Jarry ne fut-il pas réformé pour « imbecillité précoce » ? Baj n'en valait-il point tout seul, en 1944, la Suisse neutre pour échapper à la guerre ? L'Italien, un temps tenté par la botte (il demeura inscrit au barreau de Milan jusqu'en 1956), préfère les ges de robe aux gens d'épée. Ces derniers ne l'appréciant guère : lors de la Biennale de Venise de 1964, le haut commandement de la marine italienne obtint que l'on collât du



« Ubu Roi: la Machine de guerre », 1984.

sparadrap noir sur les médailles des « Généraux ».

Pour un peu, on croirait entendre la chanson du décalage entonnée par Ubu. Rengaine qui commence par ces mots : « Je fus pendant longtemps ouvrier ébéniste... » Baj aussi. Un Ubu de feutre collé, en 1961, évoque la façade d'un meuble. La même année, Baj réalise un *Grand extraterrestre* marqué et une série de « Meubles de style », tableaux où le bois de placage vient renforcer la panoplie des matériaux du collage. Il utilise également des pièces métalliques de Meccano avec lesquelles ses meubles se transforment en personnages pas commodes. Raymond Queneau voudra les baptiser « Matrices » car, explique-t-il à Baj dans une lettre de 1966, « la galerie *Letris* va publier de moi *Texticules*, comme ça il y en aura pour tous les goûts ». C'est dans le même esprit qu'il réalise, en 1984, toujours grâce au Meccano, tous les personnages et les accessoires nécessaires à une

représentation d'*Ubu Roi*, animée par Massimo Schuster. Père et mère Ubu, Palotin Giron ou capitaine Bordure se transforment en machineries défilantes qui sont une version science-fiction de la pièce pour marionnettes jouée par Jarry dès 1888. Au fil des années, Baj invente un monde grouillant et plutôt kitsch où il donne, entre autres, une interprétation très personnelle de l'Apocalypse : des personnages peints et des sculptures avec lesquels il compose, au gré des lieux d'accrochage, des installations qui semblent sorties d'une version terrifiante et cruelle d'un livre de contes pour enfants. Au Collège de pataphysique, Enrico Baj exerce la charge de régent de l'hylophilie.

C'est-à-dire, comme le rappelle Thérèse Foulc dans le catalogue de l'exposition, que « son enseignement porte sur la "sagesse de la matière" ». Dans ce domaine, il a beaucoup à nous apprendre.

Harry Bellet

## L'exubérance convenue de la fiesta latine de Karine Saporta

**LE CABARET LATIN.** Karine Saporta (mise en scène et chorégraphie). Jean Bauer (décor), Guy Cascales (musique), Karine Chapentier et Frédéric Petit-Gautron (costumes), Olivier Schöber (lumière), Francisco Terto (professeur de danses latines), Eduardo Garcia (bandoneon), Juan Carlos Rossi (chant, guitare).

**CABARET SAUVAGE - PARC DE LA VILLETTE.** 211 av. Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-La-Villette. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Jusqu'au 21 avril. De 90 F à 110 F. Un bal mené par les danseurs achève chaque représentation.

Evidemment, c'est charmant, entraînant. Evidemment, cela file une irrésistible envie de salsa-gotter. Evidemment. C'est le minimum exigible du *Cabaret latin*, la nouvelle création de la chorégraphie Karine Saporta. Sans prétention, le spectacle manque d'extravagance. Passe encore tous les clichés latins qui s'y égrenent sans l'ombre d'un complexe : de Frida Kahlo à Botero, de mambo à macho, de « te quiero » à « besame mucho ». Jusqu'aux folles douloireuses de la plaza de Mayo qui subissent encore un outrage dans ce contexte frivole. Quant à la Madone, emberlificotée dans ses tules et rubans, elle vient régulièrement bénir la fiesta traïala. « Toute la flamboyance et l'exubérance du baroque latin », précise Karine Saporta dans le programme. De fait, mais archiconvenu.

La danse, portée par huit interprètes, s'accorde à cette imagerie de pacotille. Elle ne se fatigue pas, se fait languide. Même le tango va tango. Pas à pas, au ralenti, la chorégraphie le décompose, mise sur les volutes, les portés. Cette mise à plat l'assèche et l'affadit en le renvoyant au bout du compte à une partie de jambes en l'air bien ordinaire. Le tango n'a pourtant rien d'une jolie danse. Il est offen-

sif, dangereux même. Sexuel, il n'est jamais vulgaire. Foin de petits bisous piqueurs et d'ocillades affriolantes, il a gros appétit et ne se contente pas de la sempiternelle gué-guerre du couple. Moi, Paolo le gigolo ; toi, Lolita tchitchita, un refrain par trop éculé. La salsa, mélange d'extrême violence et de folle énergie, subit le même traitement réducteur. Roulant des « r » et des hanches, les danseurs se dandinent mollement. Une prestation gentille, à peine digne d'une boîte de nuit. Les clubs salsa de la capitale débordent d'amateurs autrement vivants. Quant à la samba, trois

pas basiques d'afro-brésiliens ne suffisent pas à incarner la transe carnavalesque, tant s'en faut.

### ATTRACTION POUR TOURISTES

Cette attraction pour touristes ne jette pas d'étonner de la part de Karine Saporta, dont l'inventivité vibrait à toujours forcé l'intérêt. Qu'elle creuse les liens entre la danse contemporaine et le hip-hop (*Break me Babe*), ceux du cirque et du flamenco (*L'Or ou le cirque de Marie*), qu'elle sublime ses origines espagnoles (*Les Tauraux de Chimène*) ou russes (*La Fiancée aux yeux de bois*), la directrice du Centre chorégraphique

national de Caen sidère par la tension algue avec laquelle elle impose sa singularité sulfureuse, dérangeante.

Ce *Cabaret latin* fait figure de parent pauvre au regard de l'ensemble de ses productions. Karine Saporta n'y évite aucun piège. Et en admettant qu'il faille prendre au millième degré cet aimable déballage de banalités, il n'est ni drôle ni excitant. Même le personnage de Maria de la Mamelada (inspiré par une nouvelle de Cortázar), fausse grosse monstrueuse dont on surveille les bourrelets Michelin du coin de l'œil à chaque treillisement, engendre la perplexité. Sa bouffonnerie à tout d'une creuse mascarade. On comprend la volonté de la chorégraphie de préférer l'artifice à la réalité, de faire travailler des interprètes contemporains plutôt que des professionnels des danses latines. Mais sa relecture manque de puissance, de hardiesse et se résume à un sympathique exercice. Sans doute, ce *Cabaret latin* a-t-il aussi besoin d'être rôdé pour jaillir d'un cadre un peu trop lisse.

A l'enseigne du Cabaret sauvage dirigé par Méziane Azaïche, la création de Karine Saporta inaugure la nouvelle ligne de programmation « cabaret » du Parc de La Villette, qui compte vite ramener autant de fidèles que l'espace chapiteau consacré depuis dix ans aux nouveaux cirques. Cette idée généreuse et stimulante suscite chez les metteurs en scène et les chorégraphes une adhésion massive. Ils sont, parait-il, nombreux déjà à proposer leurs services, pour revivifier l'esprit cabaret.

Rosita Boisseau

## CONCERTS

**Auditorium du Louvre**  
Jérôme Voisin, clarinette  
Nicolas Dessenne, piano  
SCHUMANN, PÉCOU, BERG  
POULENC, BERNSTEIN  
LOC : 01 40 20 84 00

**cité de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

**Joseph Haydn**  
La Création  
René Jacobs, direction  
RIAS Kammerchor  
Freiburger Barockorchester  
10 mars < 20h

**W.A. Mozart**  
Quatuor Mosaiques  
13 et 14 mars  
St. Pierre de la Cour  
144 84 44 84

**GAVEAU**  
Tél. rés. 01-49-53-05-07  
8 et 9 mars 1999-20 h 30

**Ivo POGORELICH**  
Michele Campanella - Violoncelle - Sonates  
Paganini - Mozart - Schostakowitch

**PIRELLA**  
15 mars - 20 h 30  
**Jessye NORMAN**  
Strauss - Chousson - Duke Ellington  
Tél. rés. : 01-45-61-53-00

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Salle Pleyel - 20 h  
Mardi 10 et jeudi 11 mars  
Michael Gielen  
dir. d'orch.

**STRAVINSKY - BRUCKNER**  
14 et 15 mars  
14 45 61 65 50  
14 45 61 65 50  
www.orchestreparis.com

## SORTIR

### PARIS

Pour Louis de Funès  
Valère Novarina aime chez Louis de Funès les moments qui précèdent et suivent les spasmes de jeux hilarants qui ont fait son succès. « Fufu », comme on l'appellait, lui a inspiré un texte fondateur sur ce que doit être un acteur : « Entrer comme dans une fosse aux lions, pacifier le public comme un animal, lui imposer un rythme, le tenir par la capture du souffle, lui imposer la paix des langues. L'acteur tient deux heures dans sa main toutes nos voix. Deux heures de silence. Le théâtre, c'est capturer le silence des hommes pendant deux heures. » Après André Marcon-le-magnifique, qui le premier lança sur scène les inspirations de Novarina, vient le tour de Dominique Pison, l'acteur qui n'a peur de rien. Un jeune Bordelais, Renaud Cojo, le dirige. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 1<sup>er</sup> M<sup>o</sup> Bastille. Du 1<sup>er</sup> au 28 mars, à 19 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. Relâche le 4. Tél. : 01-43-57-42-14. 30 F et 120 F.

**Antoine Hervé Big Band**  
Les big bands, les grands orchestres du jazz, leur gloire, leur éclat solaire, leur âge d'or, ont tous disparu. Toutes sortes de raisons à l'expliquer : la violence de l'histoire, de l'économie, les modes, la vie des musiciens, la vitesse immédiate. Ce qui, du coup, est formidable, c'est qu'ils existent encore. Contre la disparition ! Il se trouve des acharnés pour écrire et assez de musiciens pour désirer les jouer. Antoine Hervé (pianiste, compositeur, chef de bande) est de ceux-là. Ne réunit pas une cohorte de solistes qui veut. Il faut

convaincre, inventer des emplois du temps, trouver à plusieurs le temps de répéter. Plus un lieu : le Duc, une brasserie des Halles. Un big band au Duc, conduit par Antoine Hervé. S'il reste de la place quand l'orchestre est installé, c'est une soirée unique. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1<sup>er</sup> M<sup>o</sup> Châtelet. Le 1<sup>er</sup>, à 22 heures. Tél. : 01-42-93-22-88. 80 F.

**Bratsch**  
Ils sont heureux de jouer de la musique, de chanter et de mélanger les traditions tsiganes d'Europe centrale avec le jazz et la chanson. Au violon, à l'accordéon, à la guitare, à la contrebasse, les Bratsch ne désarment jamais face à la montée de l'uniformisation culturelle.

**La Maroquinerie**, 23, rue Boyer, 20<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Gambetta. Du 1<sup>er</sup> au 28 mars, à 20 h 30 ; dimanche, à 17 heures. Relâche mercredi. Tél. : 01-40-33-30-60. 90 F et 120 F.

### MARSEILLE

**Ballet national de Marseille**  
Marie-Claude Pietragalla proposait pour signer son arrivée au Ballet national de Marseille un premier programme consacré au contemporain. Mais l'étoile de l'Opéra de Paris sait assez qu'une compagnie de danse classique doit interpréter aussi le répertoire pour ne pas perdre sa fameuse technique. Et faire plaisir à une part de son public. La directrice a choisi *Roméo et Juliette*, dans la version que le Néerlandais Rudi Van Dantzig créait en 1965.

**Opéra de Marseille**, place Ernest-Reyer, 13 Marseille. Du 2 au 6 mars, à 20 h 30 ; les 6 et 7, à 14 h 30. Tél. : 04-91-55-00-70. De 95 F à 240 F.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

Fermature de l'usine Renault à Vilvoorde  
de Jan Bucquoy (Belgique, 1 h 25).  
Les Grandes Bouches de Benoit Boivin (France, 1 h 45).  
Hygiène de l'assassin de François Ruggieri (France, 1 h 20).  
Lions secrets (\*) de Michael Chabon (États-Unis, 1 h 38).  
La Ligne rouge de Terrence Malick (États-Unis, 2 h 50).  
Rien sur Robert de Pascal Bonitzer (France, 1 h 45).  
(\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

Yan-Mil Byun  
Galerie Crous, Beaux-Arts, 11, rue des Beaux-Arts, 6<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Près. Tél. : 01-43-54-10-99. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Du 1<sup>er</sup> mars au 13 mars.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse, de 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
Journée de noce chez les Cromagnons de Wadj Mouawad, mise en scène de Jacques David.  
L'Etoile du Nord, 16, rue Georges-Agutte, 18<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Guy-Moquet. Le 1<sup>er</sup>, à 19 heures. Tél. : 01-42-26-47-47. De 50 F à 120 F. Jusqu'au 30 mars.  
Don Giovanni de Mozart. Denis Sadov, Ludovic Teller (Don Giovanni), Thierry Félix, François Harismendy (Leporello), Elena Moscu, Raphaële Farman (Donna Anna), Sandra Zeltzer, Sophie Fourrier (Donna Elvira), Karine Ohanyan, Jael Azarati (Zerline). Chœur de l'Opéra-Comique, Ensemble orchestral de Paris, Leopold-Hager, Andreas Stoehr (direction), Philippe Arieud (mise en scène).  
Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, 2<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Richelieu-Drouot. Le 1<sup>er</sup>, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 500 F. Jusqu'au 9 mars.  
Festival chorégraphique des jeunes créateurs contemporains Avec les Compagnies Pieds Nus (masques), Bapou (danse), Saito

(mime), Un Jour (théâtre), Agora-Cécile Berrebi (danse contemporaine), L'Alembic (théâtre), Franciana Fety (danse), Saint-Biot's Orchestra (musique jazz), Salomé (théâtre), Galindo (danse).

Auditorium de la Bourse du Travail, esplanade Benoit-Franchon, 93 Montreuil. M<sup>o</sup> Mairie de Montreuil. Du 1<sup>er</sup> au 6 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-41-74-0615. 60 F.  
Gilles Clément Quartet  
La Villa, 29, rue Jacob, 6<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Près. Le 1<sup>er</sup>, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. 120 F.  
Orlando Polo et la Orquesta Charro  
Sunset, 60, rue des Lombards, 1<sup>er</sup> M<sup>o</sup> Châtelet. Le 1<sup>er</sup>, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.  
Cuarteto Cedron (1)  
Juan Carlos Caceres (2)  
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Sentier. Le 1<sup>er</sup>, à 20 heures (1) et 22 h 30 (2). Tél. : 01-42-96-37-27. 90 F.

### RESERVATIONS

La Flûte enchantée de Mozart, livret d'Emmanuel Schikaneder. Friedemann Layer (direction), Robert Wilson (mise en scène), avec Rainer Trost/Kurt Streib, Gillian Webster/Barbara Havemann, Marie-Ange Todorovitch.  
Opéra-Bastille, 130, rue de Lyon, 12<sup>e</sup>. Du 6 au 25 mars. Tél. : 06-36-69-78-68. De 60 F à 650 F.  
Festival Familiales bleues avec Diane Reeves, Mai Waldron « New York Trio », Ahmad Jamal Trio, Eddy Louiss, Archie Shepp & Le Gospel... Dans le département de la Seine-Saint-Denis. Du 9 mars au 16 avril. Tél. : 01-49-22-10-10.  
Festival Chœurs des Hauts-de-Seine Avec Julien Clerc, Faudel, Jacques Higelin, Zazie, Macéo Parker, Cheb Mami, Zachary Richard... Dans une soixantaine de lieux. Du 12 au 31 mars. Tél. : 01-47-74-51-11. 120 F.  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, 9<sup>e</sup>. Les 30 et 31 mars, et le 8 avril. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

### DERNIERS JOURS

3 mars : Raymond Hains  
Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg, 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-14-10. Entrée libre.  
Shirley Jaffe  
Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier Saint-Lazare, 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-67-68. Entrée libre.  
4 mars : Pablo Gargallo  
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 1<sup>er</sup>. Tél. : 01-42-96-37-96. Entrée libre.

AUX ABESSES DU VIN. 5 AU SAM. 27 MARS CRÉATION  
**LA CHAIR EMPOISONNÉE**  
FRANZ XAVER KROETZ CHRISTOPHE PERTON  
D'APRÈS HINKEMANN (1922) D'ERNST TOLLER  
• Kroetz dépasse la politique pour parler des comportements humains  
• Une œuvre importante  
LOCATION 01 42 74 22 77

EN VUE

■ En la personne de Sir Alfred Sherman, ancien conseiller de Margaret Thatcher, qui leur déclarait, vendredi 26 février, à Saint-Petersbourg, « votre mission est de rétablir la grandeur de la Russie orthodoxe », les membres du parti politique Les Thatchériens de Russie ont salué « l'Engels du thatchérisme ».

■ Le 16 février, Shuji Shimokoji, consul du Japon à Vancouver, explique, après avoir battu sa femme : « C'est un acte culturel. » Le 25 février, devant les députés, Obuchi, premier ministre japonais, dément : « Les traditions de mon pays n'autorisent pas un homme à battre son épouse. »

■ Les juges du tribunal correctionnel du Caire viennent d'acquitter une femme qui, en l'embrassant, avait coupé la langue de son mari. « Ma fougue est responsable de mon geste malencontreux », assurait Nadine. « Pas du tout, nous nous étions disputés, et elle m'a mordu », protestait Yasser, le plaignant.

■ Souvent, Terri McEntee rend visite à Flangs, le python enroulé au zoo de Glasgow, qui a failli l'étrangler, lui a cassé la mâchoire et n'a fait qu'une bouchée du chiot de la maison.

■ Atterrée par l'ignorance des visiteurs, l'association gestionnaire de Mount Vernon, en Virginie, la résidence transformée en musée où vécut et mourut George Washington, exposera, à l'occasion du bicentenaire de la mort du héros de l'indépendance, des lunettes de soleil et son dentier, amalgame de dents d'hippopotame et de vache serties d'or et d'ivoire.

■ Après avoir agressé sept enseignantes, Anthony Rizzo, proviseur du lycée Edison, en Virginie, qui a perdu son poste, « incapable de freiner ses pulsions sexuelles », vient d'obtenir, grâce au témoignage d'un psychiatre, une pension d'invalidité.

■ Un médecin toulonnais, « personne sous influence », selon les policiers, poursuivi, samedi 27 février, pour « proxénétisme », prêtait son cabinet à sa femme pour des passes.

■ Une pileuse de troncs de Gelnhäusen, en Allemagne, condamnée, jeudi 25 février, à un an de mise à l'épreuve et à 2500 euros d'amende, a également été suspendue de ses fonctions de pasteur.

■ Une fausse princesse arabe voleuse de bijoux, en fuite depuis juillet 1998, vient d'être arrêtée devant la prison de Munich, où elle rendait visite à son fils voleur de pierres précieuses, qui se faisait passer pour un cheikh.

■ Icha'a a remporté, vendredi 26 février, au Koweït, le concours de la plus belle poule, organisé par Ahmad al-Said, volailler.

Christian Colombani

# Le « changement allemand » analysé par la revue « Documents »

Le bimestriel que dirige Joseph Rovin consacre sa dernière livraison à la nouvelle Allemagne, un ensemble qui fait ressortir les contradictions internes à la coalition désormais aux commandes à Bonn

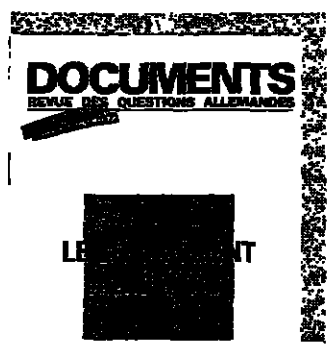
COMME son nom l'indique, Documents, Revue des questions allemandes, dirigée par Joseph Rovin, publie des textes de fond sur la situation de notre voisin. Ainsi avait-elle reproduit, avant tout le monde, le discours prononcé à Paris, au Sénat, par Joschka Fischer alors que celui-ci n'était encore que le chef du groupe parlementaire vert au Bundestag. C'était un véritable discours-programme qui annonçait la politique étrangère que le futur chef de la diplomatie allemande se proposait de mener.

Le numéro qui vient de paraître est consacré au « changement allemand ». Il fait un point très complet après les élections du 27 septembre 1998, avec une analyse pointue des résultats du scrutin, parti par parti et Land par Land, due à un spécialiste des études de l'opinion publique allemande, Henri Méaudier, la liste des membres du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux, les principaux points de l'accord de coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts.

scrutin, parti par parti et Land par Land, due à un spécialiste des études de l'opinion publique allemande, Henri Méaudier, la liste des membres du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux, les principaux points de l'accord de coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts.

## PENSÉE NÉO-KEYNESIENNE

Il propose également de brefs portraits des principaux protagonistes, avec parfois des rapprochements inattendus. Ainsi Joschka Fischer est-il comparé à Franz-Josef Strauss ; comme ce dernier, « son modèle (exclusivement) oratoire », ancien tribun de la CSU bavaroise, il est satisfait d'avoir « élevé la rhétorique politique au niveau d'un art ayant



qualité de divertissement ». A propos du nouveau ministre des finances (et président du SPD), Documents se pose la question : « Jusqu'où Lafontaine est-il un homme de gauche ? », en rappelant qu'il avait soulevé l'hostilité

des syndicats en s'opposant aux 35 heures sans réduction de salaire. Il n'empêche, explique un autre article, qu'Oskar Lafontaine développe, avec sa femme, elle-même économiste, une pensée néo-keynésienne aux antipodes de la « révolution programmatique » voulue par les « modernistes » du SPD, au premier rang desquels Bodo Hombach, ministre de la chancellerie et bras droit de Gerhard Schröder. Bodo Hombach défend une « politique de l'offre de gauche », par opposition à la fois à la politique de la demande et à la politique de l'offre purement néolibérale. Cette politique de l'offre de gauche veut renforcer la concurrence, encourager le risque entrepreneurial et l'innova-

tion, mettre en réseau la recherche et les entreprises.

De telles ambitions sont-elles compatibles avec une relance de la coopération franco-allemande ? Rien n'est moins sûr. Alfred Frisch paraît bien optimiste quand il pense « qu'un nouveau gouvernement, qui doit encore faire ses preuves, est peut-être plus enclin à consentir les concessions nécessaires pour assurer son succès qu'une équipe déjà depuis quelque temps solidement installée au pouvoir ». Chargé des relations franco-allemandes au secrétariat du Parti socialiste, Jacques-Pierre Gougoux se félicite, lui aussi, « de la qualité et de l'accueil qui ont dominé le sommet de Potsdam » et des protestations d'amitié contenues dans la déclaration gouvernementale du chancelier Schröder, mais il est à craindre que cette confiance n'ait pas résisté à l'épreuve. Or si la France et l'Allemagne ne se mettent pas d'accord pour rechercher des solutions européennes à leurs différends, qui le fera ? Dans son éditorial Joseph Rovin revient sur un thème qui lui est cher : « La nécessité obligera les politiques à chercher un accord acceptable pour toutes les opinions nationales, qui seront de plus en plus souvent amenées à confier dans une opinion européenne, car (...) il n'est pas concevable qu'une des positions nationales l'emporte sur toutes les autres. »

Daniel Vernet

## DANS LA PRESSE

■ RTL  
Michèle Cotta

■ A la bourse des élections européennes, Daniel Cohn-Bendit est à la baïsse. Il en est convenu lui-même sportivement. Le diagnostic qu'il a fait de son action est d'une parfaite lucidité : il se voulait médiateur, entre la France et l'Allemagne, entre la France et le monde, et les Français ont continué à le ressentir comme un provocateur. Orateur confirmé, amateur de joutes verbales, il comptait au surplus sur les débats télévisés pour triompher des autres têtes de liste, qu'il

pensait pulvériser sans difficulté. Mais adversaires de droite ou amis-enemis de la gauche phrénétique ont senti le danger et refusé le combat, préférant laisser le nouveau venu sur la scène politique française monologuer sur les tréteaux. On attendait de Daniel Cohn-Bendit qu'il bouleverse, à l'occasion de la campagne européenne, les données politiques françaises. Rien de tel pour le moment. Comme si Cohn-Bendit était une fois pour toutes figé dans la mémoire collective, aux journaux de mal : trop vieux pour ceux qui n'étaient pas nés en 1968, il est resté pour les plus âgés l'étudiant impertinent qui provoquait les CRS.

## LA CROIX

Bruno Frappat

■ Quatre éléments ont contribué à éroder le sentiment européen et à maintenir l'Europe dans la sphère du subi plutôt que dans celle du voulu. Le premier est la manière dont les partis politiques français se sont évertués à mettre en scène le spectacle de leur émiettement. Comment faire l'union en Europe, si, en France, la désunion est un sport national ? La situation de l'euro, lancé dans l'euphorie il y a deux mois, mais qui a décroché nettement vis-à-vis du dollar, est un signal symbolique négatif. Il n'est pas compensé, dans l'opinion, par le fait que son niveau

actuel est un facteur favorable aux exportations de l'Europe. Troisième facteur de désillusion, la crise du Kosovo. L'Europe unie est-elle, décidément, dans l'incapacité de faire régner la paix sur ses bords ? Dernier épisode, la négociation agricole et le débat sur le budget communautaire. Les vieux démons des « marathons » sont repassés dans le ciel européen avant d'être chassés. Soulagement provisoire avant d'autres querelles ? L'Europe prépare l'avenir des Européens. Si l'on veut que les Européens se soucient de l'avenir de l'Europe, il faudra, d'ici au 13 juin, lui redonner des couleurs.

www.yenz.com

Une conte ludique et édifiant en images animées qui, pour une fois, finit mal



Le Jardin de Mutabor est l'œuvre de Jens Schmidt, trente ans, graphiste free-lance allemand installé à Milan. Jens l'a réalisé pendant son temps libre, pour son plaisir : « J'ai voulu ouvrir sur le Web un lieu de détente et de calme, le plus loin possible de ces

pages très laides, saturées de publicités, qui envahissent l'Internet. » Il souhaitait du même coup faire la démonstration de ses multiples talents : « Ce site prouve que grâce aux nouveaux logiciels de graphisme et d'animation conçus spécialement pour le Web, on peut

faire des pages à la fois très riches en illustrations et assez légères, qui se chargent rapidement. »

Au-delà de l'aspect artistique, le message écologiste que Jens a introduit dans son histoire lui tient à cœur : « Mon Jardin secret est une métaphore sur le monde contemporain, où l'homme détruit lui-même son habitat, lentement mais sûrement. » En recherchant la mère de l'écureuil pour le consoler, le visiteur s'aperçoit que le réchauffement de la rivière est provoqué par les larmes du petit animal. Moralité : nous sommes tous coupables, même ceux qui semblent les plus inoffensifs ont leur part de responsabilité dans la destruction de l'environnement. Quand la maman écureuil est enfin retrouvée, il est trop tard, le Jardin se meurt : « Je ne voulais pas d'une « happy end » à l'américaine. Les histoires qui finissent bien sont comme une drogue : les gens sont soulagés, ils oublient que dans le vrai monde, les problèmes demeurent. »

Yves Eudes

## SUR LA TOILE

### RAPPORT LAWRENCE

■ Le texte du rapport, présenté au Parlement britannique, portant sur les circonstances de l'assassinat en 1993 du jeune Noir Stephen Lawrence et sur la façon dont la police de Londres a mené l'enquête (Le Monde du 26 février), est disponible sur le site du Stationary Office. [www.official-documents.co.uk/document/cm42/4262/4262.htm](http://www.official-documents.co.uk/document/cm42/4262/4262.htm)

### ASSURANCE-MALADIE EN LIGNE

■ La caisse primaire d'assurance-maladie du Val-de-Marne a ouvert un site Web à vocation locale et nationale, qui « permettra aux internautes d'accéder à une documentation abondante et à de multiples informations constamment mises à jour ». [www.cnam94.fr](http://www.cnam94.fr)

### INTERNET 2

■ Le réseau informatique à très haut débit Abilene, première tranche du projet « Internet 2 », a été mis en service le 24 février entre 37 universités et centres de recherche américains. Une expérience de télé-médecine entre Washington et l'université de l'Ohio a eu lieu dès le lendemain. Une trentaine d'autres institutions devraient être connectées avant la fin de l'année. — (AP, AFP)

## Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois automatiquement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois d'un prélèvement qu'on déduit du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement en lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.P.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

**SPECIAL VACANCES**  
Pendant vos vacances, vous pouvez suspendre votre abonnement sans aucune formalité. Pour les vacances on ne suspend pas l'abonnement, on l'ajoute simplement au mois suivant. Un règlement exclusif : 0 805 022 021

## Bulletin d'abonnement

☐ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

☐ M. ☐ Mlle ☐ M. 90140002

Prénoms : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Vous vous abonnez au Monde : vos noms, prénoms et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, aux sociétés de distribution, pour leur permettre de vous livrer le journal. Vous pouvez à tout moment nous en faire part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de nos publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 134081

ORGANISME CRÉANCIER : Le Monde

21 bis, rue Claude-Bernard, 75243 Paris CEDEX 03

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Cédex d'urgence)

N° : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Cette désignation : \_\_\_\_\_

N° de compte : \_\_\_\_\_

Ch. NIB : \_\_\_\_\_

# Recevez Le Monde chez vous pour seulement

# 173F\* par mois



En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.





## L'igloo sur la tête

par Pierre Georges

QUE MANQUAIT-IL dans ce fameux igloo de la Vanoise ? Un caméscope, peut-être. Ou, alors, un fax pour négocier les contrats. Ou, encore, une radio pour transmettre en direct, heure par heure, jour par jour, l'odyssée de la glace.

Formidable et mythique air pur des cimes ! Elle a bonne mine, bon teint, l'aventure ! Voici trois randonneurs expérimentés. Tellement expérimentés qu'ils partent en montagne quand il ne faudrait pas y partir. Contre les conseils. Et qu'ils en reviennent comme on ne saurait en revenir. Entre hôpital et exclusivité. Sans perdre un instant le nord, ce bon vieux nord du mieux-offrant, du mieux-disant, pour le récit exclusif de leur séjour forcé, de leur survie admirable.

Elle a bonne mine, l'aventure, et nous tous avec. Pendant des jours, huit, neuf, tout un pays s'est pris d'inquiétude, de passion, pour ce qui était tout simplement une extraordinaire histoire humaine et médiatique, le sort de trois naufragés du glacier. Il s'est pris d'admiration aussi pour le courage et l'acharnement des sauveteurs à les sortir de là. Course contre la montre et pour la vie, ponctuée de ces quelques appels sur téléphone portable pour donner ce qu'il fallait de modernité et de suspense en direct à cet ancestral duel entre l'homme et la montagne.

Les téléphonistes. Donc ils vivaient. Et les sauveteurs s'échinaient dans la tempête. Ils misaient leurs vies pour la vie des autres, prenaient des risques insensés dans la montagne ou dans les airs. Et ils s'y efforçaient encore et encore, contre la neige, contre le vent, contre le froid po-

laire. Puisque tel est leur métier et telle est l'idée qu'ils s'en font, une certaine idée du devoir, une belle idée de l'homme et du prix de la vie.

On sait ce qu'il advient. Les randonneurs furent sauvés. Et l'on vit peu après, comment dire, l'igloo nous tomber sur la tête. Les trois rescapés de la Vanoise venaient, eux ou les leurs, de vendre aux enchères ce morceau de solidarité montagnarde et d'humanisme.

C'est à ne pas croire. D'ailleurs, on ne veut pas le croire. On se dit qu'ils ont fait erreur. L'erreur de ne pas résister aux sollicitations. L'erreur de gens fatigués, épuisés, jaugant mal l'ampleur de l'insulte ainsi faite à ceux qui les sauvent, pour pas un sou, eux. On se dit cela. Ou alors que, s'ils ont vendu ainsi le récit, ce n'est pas pour en tirer profit, mais pour rembourser les frais de sauvetage et faire don du reste à des associations. On se dit que trois hommes revenant d'où ils reviennent ne peuvent être aussi vite rendus au cynisme trivial et à l'indécence gourmande des marchands d'exploits.

Ce serait à ne pas croire. Ou alors à douter de tout, même si, métier aidant, on ne dispose pas de réserves de naïveté et d'illusions sur la nature humaine. Il y a, il devrait y avoir, dans la vie, une morale et une pudeur élémentaires qui font simplement qu'il y a des choses et des principes qui ne se vendent pas. On dira, on dit déjà, que, sans les médias, sans leur course au scoop, la tentation n'eût pas existé. C'est un fait, elle existait. Etait-ce vraiment une raison pour y céder, un alibi pour justifier un choix d'abord individuel et, au fond, parfaitement trivial ?

## Le réformateur Mouloud Hamrouche candidat à l'élection présidentielle en Algérie

Il dénonce l'action du FMI, qui a soutenu une « mafia politico-économique »

« RÉTABLIR les libertés individuelles et collectives. Changer radicalement de politique économique. Refonder la Constitution » : ce sont trois « chantiers » d'envergure que Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre « réformateur », souhaite ouvrir, s'il est élu à l'élection présidentielle du 15 avril. M. Hamrouche a déposé sa candidature officielle dimanche 28 février. Il ajoute ainsi son nom à la demi-douzaine de candidats majeurs : Abdelaziz Bouteflika, souvent présenté comme l'homme d'une partie de l'armée, Ahmed Taleb Ibrahimi, qui incarne un nationalisme, le socialiste Ali Ahmed, ou Mafhoud Nahnah, islamiste modéré. Le Conseil constitutionnel devrait publier d'ici une huitaine de jours la liste des candidats validés.

La priorité, a réaffirmé Mouloud Hamrouche au Monde, c'est de rétablir les libertés, de « garantir une justice indépendante » et de « réhabiliter » les pouvoirs publics aux yeux des Algériens. Une fois ces conditions réunies, estime-t-il, il sera possible de construire une « paix assumée » par la société, et non pas une paix secrète, presque honteuse, comme celle négociée par les militaires et l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé de l'ex-FIS.

Homme prudent - trop prudent, regrettent quelques-uns de ses amis - M. Hamrouche refuse de se prononcer sur l'opportunité d'une amnistie pour tous les acteurs d'un drame qui, depuis 1992 et l'arrêt du processus électoral, a entraîné la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Il faut d'abord,

explique-t-il, « comprendre ce qui s'est passé » pour qu'« un dialogue s'instaure » et qu'un « vrai pardon » intervienne. Faut-il ou non réhabiliter l'ex-FIS ? Accusé - à tort - d'avoir fait le lit des islamistes lorsqu'il dirigeait le gouvernement, M. Hamrouche balaie la question. « Ces préoccupations ne concernent que ceux qui ont appelé à l'élimination du FIS du champ politique, l'ont obtenue et ne cessent de cristalliser le débat politique sur son devenir, résume-t-il. Je n'en fais pas partie, comme je refuse d'être enfermé dans un faux débat idéologique sur l'excommunication [des islamistes]. »

Chef d'un gouvernement qui, entre 1989 et 1991, fit souffler un vent de réforme sur une économie algérienne au bord de l'asphyxie, M. Hamrouche a des mots sévères

pour le Fonds monétaire international (FMI). Il a failli à sa mission en « soutenant le gaspillage des ressources de ces dernières années » perpétré sous couvert du plan d'ajustement structurel par une « mafia politico-économique ».

## « RÉAMORCER LA CROISSANCE »

L'ancien premier ministre préconise de s'éloigner de l'orthodoxie financière préchée par le FMI pour « réamorcer la croissance ». « Notre préoccupation, explique-t-il, est de mettre d'abord la politique financière, monétaire et de crédit au service de l'économie productive et non l'inverse. Nous devons ensuite mobiliser suffisamment de capitaux pour lancer à grande échelle de vastes programmes de logement, de modernisation des infrastructures. Ils serviront d'appui à la mise en place d'une politique de modernisation industrielle sur le long terme. »

Exclu il y a quelques jours du Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique qu'il s'était efforcé de démocratiser, M. Hamrouche ne s'en émeut guère. Il y voit même « un avantage » aux yeux de l'opinion publique, tant l'appareil du parti est aujourd'hui « décrié ». « Les militants du FLN sont avec nous, assure-t-il. J'ai également le soutien actif de nombreux courtisans, qui apprécient aujourd'hui à sa juste mesure le combat que nous avons mené entre 1989 et 1991. »

Pas plus que les autres candidats, M. Hamrouche n'a la garantie que les élections seront transparentes. Mais il veut croire « à la neutralité des appareils d'Etat » promise par le président sortant, Liamine Zerroual. « Il va de soi que je n'ai rien à faire dans une compétition fautive », ajoute l'ancien premier ministre.

J.-P. T.

Jean-Pierre Tuquoy

PROFIL  
POPULAIRE  
AUPRÈS DES CADRES  
ET DES JEUNES

On dit de lui qu'il fut le « Gorbachev algérien ». La formule est restée mais elle est réductrice. Certes, à l'image de l'ancien numéro un soviétique, Mouloud Hamrouche, ancien lieutenant-colonel dans l'armée, est le pur produit d'un système, qu'il s'est efforcé ensuite de transformer de l'intérieur. Mais la comparaison s'arrête là. M. Gorbachev voulait simplement adapter, réformer l'URSS, sans modifier les structures du pouvoir. La démarche de M. Hamrouche était plus audacieuse : il souhaitait une transformation radicale de l'Algérie pour lui éviter la faillite. C'est au cœur du système, à la

présidence de la République dont il est le secrétaire général depuis février 1986, que Mouloud Hamrouche peaufine, entouré d'une poignée de collaborateurs, le programme de rupture qu'il mettra en œuvre après sa nomination à la tête du gouvernement, en septembre 1989. L'expérience est brève mais spectaculaire. En moins de deux ans, l'Algérie va davantage bouger qu'elle ne l'avait fait depuis l'indépendance de 1962.

Des dizaines de journaux voient le jour, dont la liberté de ton reste à ce jour sans équivalent dans le monde arabe. En matière économique, la mutation est impressionnante aussi : indépendance de la banque centrale, autonomie accrue pour les entreprises publiques promises à la privatisation, floraison de textes législatifs, réforme de l'agriculture... L'Algérie s'ouvre à l'économie de marché. Ses partenaires étrangers - la France en

tête - observent l'expérience avec scepticisme et rechignent à soutenir financièrement un pays touché de plein fouet par la chute des cours du pétrole brut.

La montée des islamistes aura raison de ce gouvernement réformateur. Sorti vainqueur des élections municipales de juin 1990, le FIS occupe la rue et se montre de plus en plus exigeant. Les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient dans la capitale. Ils amèneront l'armée à instaurer l'état de siège le 4 juin 1991, contre l'avis de Mouloud Hamrouche, qui avait pris les devants le 2 juin en présentant sa démission au président Chadli.

Fort d'une popularité parmi les jeunes et les cadres du pays, qui fit défaut à Mikhail Gorbachev, l'ancien premier ministre réformateur espère revenir bientôt sur le devant de la scène.

## M. Chirac met en garde Serbes et Kosovars contre un refus du plan de paix

KUMANOVO (Macédoine)

Jacques Chirac était manifestement à son aise, dimanche après-midi 28 février, lorsqu'il a rendu visite aux militaires français stationnés sur un camp d'entraînement de l'ex-armée yougoslave dans le nord de la Macédoine, à une vingtaine de minutes de vol seulement du Kosovo. Il prend du temps pour leur parler, serre des mains, n'hésite pas à faire la bise à une jeune pilote d'hélicoptère, demande des nouvelles des familles des uns et des autres, avant de partager une bière avec la troupe. Tous corps confondus, il y a actuellement environ 1 500 soldats français à Kumanovo, l'une des trois bases (avec Skopje et Tetovo) de la Force d'extraction de 2 800 hommes de l'OTAN. Cette force internationale (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Allemagne), dirigée par le général Marcel Valentin et dont les effectifs devraient être portés à 6 000, voire 8 000 hommes, dès la fin de la semaine, est destinée à venir en aide aux vérificateurs de la mission de l'OSCE (KVM) actuellement déployés au Kosovo si la sécurité de ceux-ci est menacée par les Serbes ou les Kosovars.

Mais elle pourrait rapidement devenir la « tête de pont » d'un autre contingent, bien plus important, de l'OTAN si un accord définitif intervient entre les belligérants, en France le 15 mars, dans le sillage des négociations de Rambouillet. Ce contingent de quelque 28 000 hommes au total serait chargé de surveiller le respect des accords.

## « ASSUMER TOUTES LES CONSÉQUENCES »

A ce propos, le président de la République a, à plusieurs reprises au cours de la journée, adressé des mises en garde aux deux parties. A l'issue de ses entretiens avec le président macédonien, Kiro Gligorov, d'abord : « Celle des deux parties qui portera la responsabilité de l'échec, a-t-il dit, s'exposera à des conséquences extrêmement sérieuses et dommageables pour ses populations. » Il a répété devant les militaires français dans l'après-midi : « Aux négociateurs, aux responsables des deux bords, je lance un appel : c'est aujourd'hui que vous devez faire le choix de la paix. Le choix d'une Europe qui est prête à les accueillir. La paix exige aussi une extrême retenue de tous. A ceux, quel que soit leur camp, qui

croient que la violence peut apporter une solution, je lance un avertissement solennel : la communauté internationale n'acceptera pas que s'enclenche à nouveau le cycle infernal de la violence, des massacres, de la barbarie. Ceux qui en seraient responsables devraient en assumer toutes les conséquences. »

M. Chirac a admis que la dégradation de la situation au Kosovo, où des accrochages se sont multipliés ces derniers jours, était « inquiétante ». Dimanche soir, deux Albanais ont été tués et un autre a été blessé par balles dans un attentat à Pristina, chef-lieu de la province. Des inconnus qui circulaient à bord d'une voiture ont ouvert le feu contre un café tenu par un Albanais. Quelques heures plus tôt, un policier serbe avait été tué et quatre autres blessés dans une embuscade tendue par des membres de l'UCK près de Kacanik, dans le Sud-Est. Enfin, des membres de la mission de vérification de l'OSCE ont découvert dans la journée les corps de trois hommes tués par balles dans la même région.

Alain Debove

## Le Michelin 1999 consacre la bonne santé retrouvée de la cuisine française

TENDANCE INVERSÉE pour le Guide Michelin, dont l'édition 1999 sera en librairie mercredi 3 mars. Depuis plusieurs années, le nombre d'étoiles supprimées était supérieur à celui des distinctions nouvelles. La balance s'établit cette année à plus 33 et moins 26... Pour Bernard Naegelen, le patron du Guide Michelin, c'est « un signe de la bonne santé retrouvée de la cuisine française ».

Dans le cercle restreint (21 tables) des trois étoiles, on assiste à l'arrivée de Michel Bras (12210 Laguiole) et la sortie de Marc Meneau (L'Esperance, 89450 Saint-Père-sous-Vézelay). La consécration du premier, attendue, couronne une démarche véritablement personnelle. La sanction infligée au second paraît quelque peu discordante avec les critères habituels du guide.

Michel Bras, entré en cuisine au début des années 80, décidait voici dix ans de bâtir un ensemble hôtelier avec un architecte familier du

japon, Eric Raffy. Entre drailles et burons, les bâtiments contemporains s'inscrivent dans la beauté du paysage à la manière d'un idéogramme, comme la cuisine à forte charge symbolique du maître de céans. Enfant des monts d'Aubrac, Michel Bras s'est fait le champion de « ces légumes auxquels nous refusons le grade d'aliment » (Colette). Sa cuisine quasi écologique s'attache aux saveurs inattendues de l'arroche verte, des feuilles de baelle, des folioles de ciste, des feuilles d'amarante ou de chénopodes blanc. Ces plantes oubliées, mêlées de céréales concassées, accompagnent le carré de veau et son jus de cuisson « périé au lard ». Sur le chemin de crête du végétalisme, la viande d'Aubrac est une préceuse défense et l'aligot un renfort salutaire. En consacrant Michel Bras et son originale archéologie gustative, le Michelin confirme ses cooptations antérieures, celle de Pierre Gagnaire, de Marc Veyrat et

d'Alain Passard, preuves d'un éclectisme, indispensable à la compréhension de la table française d'aujourd'hui.

Marc Meneau, quant à lui, fêtait l'an passé le vingtième anniversaire de son installation au pied de la colline de Vézelay. Vingt années de prouesses culinaires pour ce chef épargné par l'académisme, souvent inspiré, de l'histoire à la gelée d'eau de mer des débuts, au filet de veau au caramel amer de la maturité. La fermeture du Pré des marguerites, annexe créée avec l'aide des banques, avait quelque peu terni les réjouissances, car le passif est lourd. Autrefois, la troisième étoile assurait la gloire, et aussi la fortune de ses bénéficiaires. Les temps ont changé et des établissements renommés ne sont plus à l'abri des difficultés. Jusque-là, l'état-major du Michelin s'en tenait à de prudents constats. A-t-il voulu anticiper l'événement avec ce déclassement contestable ?

A Paris, Frédéric Anton (Le Pré Catelan) et Eric Lecerf (L'Astor), deux anciens des brigades de Joël

Robuchon, obtiennent une seconde étoile. Christian Le Squer, nouveau titulaire chez Ledoyen, conserve ses deux étoiles. Deux macarons, à nouveau, pour Christian Constant, qui retrouve, au Violon d'Ingres, son classement du Crillon et deux étoiles aussi pour Patrick Pignol, le chef du Relais d'Auteuil, trente-huit ans, injustement oublié jusque-là.

En province, Jean-Marc Banzo (Le Clos de la Violette, 13090 Aix-en-Provence), Jean-Pierre Jacob (Le Bateau Ivre, 73370 Le Bourget-du-Lac) et Claude Loubet (Le Moulin de Lourmarin, 84160 Lourmarin) obtiennent deux étoiles également, tandis que le Châtelet à Amboise (37003), L'Escale à Cury-le-Rouet (13021), Goumard et L'Opéra à Paris, les perdent. Parmi les tables nouvellement distinguées (1 étoile), saluons le cuisinier Chen (Le Soleil d'Est à Paris) pour son canard pékinois.

Jean-Claude Ribaut

★ Guide rouge Michelin France 1999, 90<sup>e</sup> édition, 150 F (22,87 €).

## Science &amp; Vie

## Enquête exclusive

Médicaments :  
la rentabilité  
à tout prix !

Comment l'intérêt des malades passe après celui des laboratoires pharmaceutiques, preuves à l'appui.

Einstein et le big bang :  
On connaît enfin le destin de l'Univers

Alimentation :  
Le lait est-il encore du lait ?

Encyclopédie du XX<sup>e</sup> siècle :  
l'Histoire de la Terre

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Tirage du Monde daté dimanche 28 février-jundi 1<sup>er</sup> mars 1999 : 583 448 exemplaires. \* - 3



**MARDI 2 MARS 1999**

**EUROPE**  
Christa  
Randzio-Plath,  
« M<sup>me</sup> Euro » au  
Parlement de  
Strasbourg.

**FUTURS**  
Les ventes aux enchères se multiplient sur Internet. Pour une adéquation parfaite de l'offre et de la demande ? (page VI)



retraités bénévoles accompagnent des moins de 25 ans à la recherche d'un emploi. Et les réconfortent lorsqu'ils sont victimes de discrimination raciale (page VII)

**DES PARRAINS POUR  
DES JEUNES EXCLUS**  
A Générations Solidarités,  
une association présidée  
par Hélène

# 20% LEÇONS DE DROIT DU TRAVAIL POUR PATRONS « SAUVAGEONS »

Un cinquième des procès-verbaux dressés par l'inspection du travail fait l'objet de poursuites devant les tribunaux. Le parquet de Colmar a choisi de former les employeurs auteurs d'infractions plutôt que de les condamner (page VIII)



**OFFRES D'EMPLOIS**  
De la page IX  
à la page XVIII

Entre le marché et l'Etat, les socialistes européens sont à la recherche d'un modèle qui réconcilie efficacité économique et cohésion sociale. Au-delà d'une même priorité donnée à la croissance et à l'emploi, ils restent impuissants à formuler un projet commun

## ALTERNATIVE

- Les sociaux-démocrates, au pouvoir dans onze pays de l'Union, veulent infécher la politique européenne en faveur de l'emploi. Pour l'instant, ils ne sont parvenus à s'entendre ni sur les objectifs ni sur les moyens.
- Sur la fiscalité, les intérêts nationaux sont un obstacle à l'harmonisation. Sur

**l'immigration, la gauche européenne, confrontée à des situations démographiques différentes, hésite entre fermeté et humanisme.**

● **Nicola Rossi, le conseiller économique de Massimo D'Alema, président du conseil italien, se méfie de la « troisième voie » prônée par Tony Blair pour réformer l'Etat-providence.**

**M**alédiction du calendrier... L'événement promettait de se dérouler sous le signe de l'union, projecteurs braqués sur l'image d'une gauche européenne forte et rassemblée. Il est d'ores et déjà terni par le spectacle d'une semaine d'affrontements franco-allemands sur la réforme de la politique agricole commune et le financement du budget européen.

Le congrès du Parti des socialistes européens (PSE) s'ouvre lundi 1<sup>er</sup> mars à Milan sur fond de tensions que le discours fédérateur des principaux leaders européens attendus pour l'occasion - Lionel Jospin, Gerhard Schröder, Massimo D'Alema et

Tony Blair - et l'adoption d'un manifeste - programme en 21 points - pour les élections européennes du 13 juin prochain, auront quelque peine à dissuader.

Car au-delà des effets d'estrade, de l'enthousiasme sincère de dirigeants pris par une majorité insoupçonnée et d'une volonté incontestable de faire bouger l'Europe vers une conception plus sociale, une question se pose avec de plus en plus d'insistance au fil des mois : les onze gouvernements roses de l'Union sont-ils vraiment capables de concevoir une politique qui traduise les nouvelles priorités qu'ils affirment vouloir défendre pour l'Europe : « plus de croissance, plus d'emploi et plus de cohésion sociale ».

### RÈGLES DU JEU

Ce passage à l'acte bute au moins sur deux contraintes. Une contrainte de moyens d'abord. Les socialistes veulent faire une autre politique sans vraiment changer les règles du jeu.

Le respect du pacte de stabilité et de croissance, qui fixe à 3 % la limite des déficits publics de chaque Etat, figure en bonne place parmi les 21 orientations du manifeste pour les européennes. La transgression des critères, agitée il y a quelques mois comme une menace au nez d'une Banque centrale européenne jugée trop monétariste, ne trouve désormais d'écho qu'auprès de l'Allemand Oskar Lafontaine.

La relance des grands travaux chère à Jacques Delors, a elle aussi été remise au rang des accessoires du passé. Et quand il s'agit de remettre de l'ordre dans le puzzle fiscal européen en déclarant la guerre au « dumping », les onze alliés sociaux-démocrates avancent en ordre dispersé, soucieux de préserver leurs avantages nationaux.

Mais il est une seconde contrainte de fond, cette fois, plus difficile à surmonter : les leaders de gauche savent-ils vraiment où ils veulent aller ? Il est symptomatique que le PS

dans son souci d'afficher le plus large consensus, ait confié à un Français Henri Nallet, et à un Britannique Robin Cook, le soin de piloter le manifeste des élections européennes. Peut-on imaginer sensibilisés plus différentes entre le libéralisme et le socialisme, deux courants qui ont, au sein même du *new labour* de Tony Blair, et le socialisme encore dirigiste des Français ?

La gauche gouverne de façon presque hégémonique en Europe au moment même où elle peine à se définir clairement et où sa capacité à tracer cette « nouvelle voie européenne » semble lui faire défaut. Proclamant les nouvelles normes de l'économie mondiale bouleversées par la globalisation, interpellée par les succès du libéralisme américain, elle doit s'atteler à la réforme de l'Etat-providence, qui constitue sa référence et son ancrage politique. Comment ? Chacun tâtonne dans son coin. Seul, Tony Blair avec « troisième voie » a opéré un grand

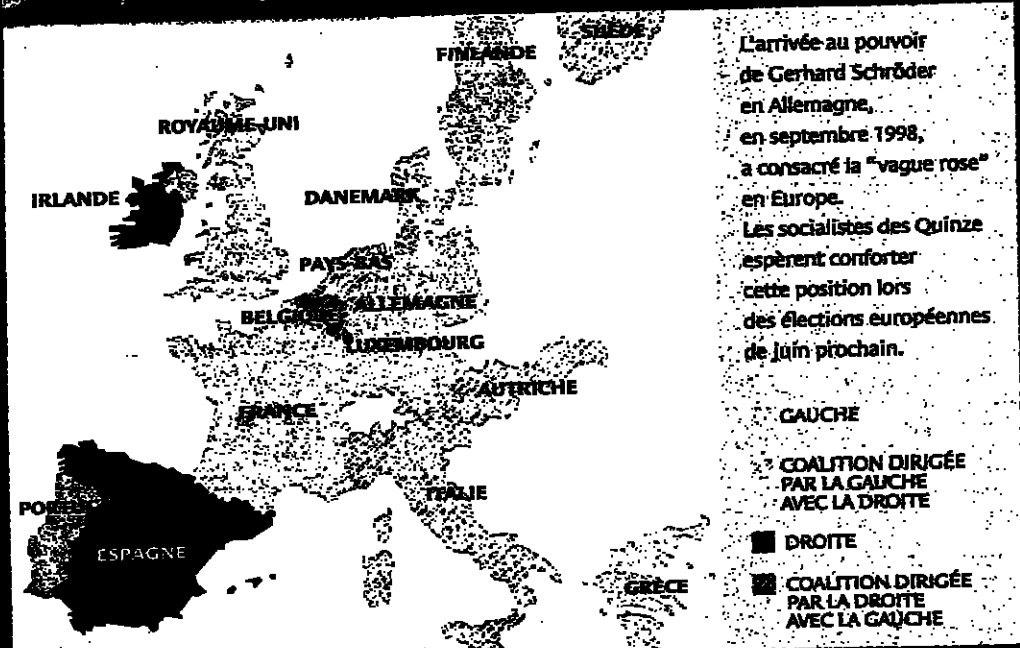
tannique n'apparaît guère exportable en l'état dans la constellation européenne.

« Nous avons toujours le même idéal, explique Nicola Rossi, le conseiller économique de Massimo D'Alema, le président du conseil italien. Mais il nous faut inventer de nouveaux instruments adaptés à la transformation de nos sociétés. » Pour l'heure, cette navigation à vue est moins heurtée qu'elle ne l'a été autrefois, lorsque, regardés avec scepticisme par les pays vaincus, les jeunes et les temps de travail ont été réduits du tiers, fléau, fléau et emploi-jeunes en France, fléau et emploi-jeunes en Grande-Bretagne. Le projet d'un pacte pour l'emploi en Allemagne... mais encore une action initiative commune, si ce n'est l'adoption de lignes directrices pour l'emploi, simples ambitions sans obligation de résultat, et l'assurance de se retrouver une fois par an ensemble, pour passer en revue les performances du voisin. L'« nouvelle voie » se cherche encore.

**Laurence Caramel**  
te du dossier pages II et III

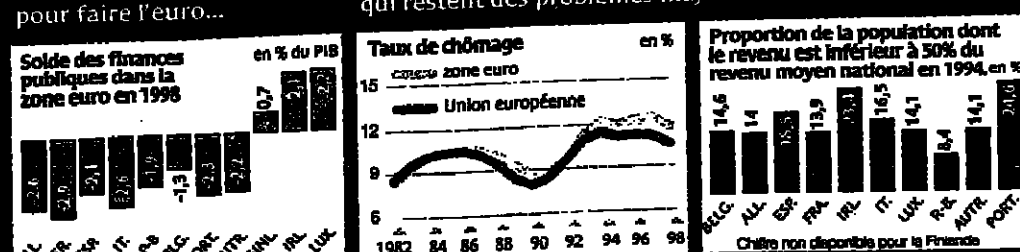
## UNE AMBITION QUI RESTE À CONCRÉTISER

Le parti de gauche gouverne dans 11 pays sur 15.



...Ils ont accepté les  
contraintes de Maastricht  
pour faire l'euro...

...Ils veulent maintenant donner la priorité à la lutte contre le chômage et l'exclusion qui restent des problèmes majeurs.



MAIS AVEC QUELS MOYENS?

- Une relance budgétaire? La rigueur est confirmée dans chaque pays et il n'est pas question d'augmenter le budget européen.
- Une baisse des taux d'intérêt? Elle relève désormais de la volonté de la Banque centrale européenne.
- Des objectifs contraignants? Les Quinze refusent un pacte pour l'emploi destinant une partie de la stabilité et de croissance pour l'euro.

**INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT**

**Fully Accredited**

**Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accredité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :**

**ieMBA** International Executive  
Master of Business Administration

■ 520 h de formation intensive en management international :  
**diplôme ieMBA accrédité**

- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK et thèse

**MBA** Master of Business Administration  
in International Management

**DBA** Doctorate of Business Administration

**Certificats en Management International**

■ Corporate finance      ■ International Marketing

■ 120 heures à Paris ou à New York

**International School of Management**  
148, rue de Grenelle, 75007 Paris  
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08  
Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA  
Internet <http://ism-mba.edu> e-mail : [info@ism-mba.edu](mailto:info@ism-mba.edu)

ISM

## ALTERNATIVE

## Questions-réponses

**1 Qui compose l'Europe rose ?**  
En Allemagne, la victoire en septembre 1998 de Gerhard Schröder, allié aux Verts, a fait basculer le dernier des quatre plus grands pays européens sous l'influence des sociaux-démocrates - après l'Italie et la victoire de la coalition de L'olivier en 1996, puis la Grande-Bretagne et la France en 1997 avec l'arrivée au pouvoir de Tony Blair et de Lionel Jospin. Désormais, onze pays de l'Union européenne sur quinze sont gouvernés par la gauche.

Ce glissement de majorité a d'ores et déjà permis de conforter le projet de gouvernement économique des Onze à travers l'Euro 11, qui, composé des ministres des Finances, se réunit une fois par mois. Le prédécesseur de Gerhard Schröder, Helmut Kohl, s'était jusqu'à la fin de son mandat opposé à cette initiative.

Par ailleurs, les parlementaires « roses », réunis au sein du Parti socialiste européen (PSE), espèrent, après les élections européennes de juin 1999, tirer parti de cette situation nouvelle pour peser sur les choix européens.

**2 Comment se prennent les décisions au niveau européen ?**

Il ne suffit pas toujours d'avoir la majorité pour s'imposer. Si l'adoption de l'Acte unique en 1987 a étendu le champ des décisions pouvant être prises à la majorité qualifiée (62 voix sur les 87 que se partagent les quinze pays de l'Union en fonction de leur importance), d'autres domaines comme l'emploi, les fonds sociaux, la fiscalité, l'adhésion de nouveaux membres ou encore la révision des traités requièrent l'unanimité.

Néanmoins, pour faire avancer la construction européenne, il existe une procédure qui permet à plusieurs Etats de se réunir autour d'un projet en laissant aux autres membres le choix de les rejoindre ultérieurement. Cette procédure de « coopération renforcée » a été adoptée pour la création de l'euro.

Mais elle n'est pas toujours opérante. Ainsi, dans le cas de la fiscalité ou de l'Europe sociale, où l'objectif est d'imposer des règles minimales communes pour se mettre à l'abri des pratiques de dumping, une telle démarche ne permettrait pas de faire rentrer dans le rang les « francs-tireurs ». A moins de réviser le fonctionnement des institutions, la décision à l'unanimité reste pour le moment incontournable.

**3 Tony Blair a-t-il le monopole de la troisième voie ?**

Avant lui, Jacques Chirac avait avancé l'idée d'une troisième voie pour trouver un compromis entre le modèle libéral à l'améri-

caïne - qui crée beaucoup d'emplois mais néglige la question de la pauvreté et des inégalités - et le modèle européen - plus protecteur mais enfermé dans le problème du chômage. C'était à Lille, en avril 1996, au sommet des sept pays les plus riches (G 7) consacré à l'emploi.

A l'Elysée, on affirme aujourd'hui que la troisième voie fait toujours partie, même si on ne l'appelle plus comme cela, des préoccupations du président de la République. Cohabitation oblige, Jacques Chirac a déplacé le champ de ses interventions. Ainsi prône-t-il une meilleure régulation des marchés financiers, thème qui fait également partie des sujets favoris des sociaux-démocrates.

A gauche, Tony Blair n'a pas vraiment fait d'émule déclaré. Tout le monde est d'accord pour combattre la société d'assistance, mais sans employer des moyens que les conservateurs eux-mêmes ne désavoueraient pas. La troisième voie est avant tout perçue comme la proposition d'un converti aux vertus des règles du marché qui chercherait à limiter les dégâts en faisant un peu de traitement social. D'ailleurs, même les Britanniques commencent à se poser des questions sur leur premier ministre. « Meilleur défenseur de l'héritage thatcherien ? », s'interrogeait *The Economist* début février.

**4 Comment la mondialisation influence-t-elle les sociaux-démocrates ?**

Vieux adeptes de Keynes et des vertus de la dépense publique pour stimuler la croissance, les sociaux-démocrates européens se sont convertis à l'orthodoxie budgétaire. Mondialisation et traité de Maastricht obligent, ils ont déclaré la guerre aux déficits. Aujourd'hui, alors qu'ils font de la lutte contre le chômage leur priorité, il n'est pas question de remettre en cause ce choix. Même si la Commission européenne peut juger que la France, l'Allemagne ou l'Italie ne font pas assez d'efforts, il n'y a guère qu'Oskar Lafontaine, le ministre des finances allemand, qui prône une relance budgétaire. Comment ? On peut se poser la question alors que l'Allemagne se bat pour une réduction de sa contribution au budget communautaire.

Cette conversion à la rigueur budgétaire s'explique par une raison simple : dans une économie mondialisée, où les capitaux circulent librement, les investisseurs fuient les Etats trop dépendants de crainte que ce laxisme ne se transforme en inflation. Et dans un Euroland où la Banque centrale est indépendante, les gouvernements ont de bonnes raisons de penser qu'une telle attitude serait très vite sanctionnée par une hausse des taux d'intérêt, néfaste pour la croissance.

## La lutte contre le chômage en Europe n'est prioritaire que dans les discours

**P**rochaine étape : Cologne. Ou plutôt... prochain test. Les chefs de gouvernement de l'Europe des Quinze qui se réuniront, les 3 et 4 juin, dans la ville allemande, disposeront des conclusions d'un rapport sur l'emploi. Un menu plutôt indigeste. L'Union compte 16,5 millions de chômeurs, la flexibilité gagne du terrain et ébranle déjà la protection sociale, tandis que le vieillissement de la population menace les régimes de retraite. Bref, il y a le feu au lac et, pour l'heure, les Européens ont majoritairement fait appel à des pompiers sociaux-démocrates pour l'éteindre.

## CACOPHONIE

Le social hissé au même rang des priorités que l'économie ? Le bloc des onze pays « roses » l'affirme haut et fort. La conjonction des planètes est à ce point favorable que la Commission, elle-même, est à majorité socialiste. Où cela va-t-il conduire ? Aucun expert n'est assez affirmatif pour privilégier un scénario plutôt qu'un autre. Les jeux restent ouverts.

Début février, plusieurs ministres du travail se réunissent à Bonn, pour un sommet informel. « Ce fut une joyeuse cacophonie », témoigne un observateur. « Rien d'étonnant, reprend un deuxième. A l'époque, les Allemands étaient en train de lâcher chez eux sur les rémunérations, alors que d'autres gouvernements continuaient à prôner la modération salariale. Sans parler des tensions liées à la présidence européenne d'un Gerhard Schröder à peine élu chancelier, déjà contesté. »

Si l'union fait la force, en matière d'emploi, rien n'est jamais acquis. Pour trois raisons majeures. Primo, indique Jean-Claude Bar-

Les politiques de l'emploi restent nationales et conditionnées par les grands choix macroéconomiques

bier, maître de recherche au Centre d'études de l'emploi, « aucun gouvernement n'a envie de renoncer à sa politique nationale de lutte contre le chômage, seul terrain où il peut arguer de sa légitimité ». (Dont acte : les politiques structurelles et sociales restent de la compétence de chaque Etat membre).

Deuxio, il n'existe pas de marché européen du travail. Les traditions culturelles de protection sociale sont différentes d'un pays à l'autre. Ce qui explique, outre l'obstacle de la langue, pourquoi la mobilité de la main-d'œuvre est si faible : seulement 1,7 % des actifs de l'UE résident dans un Etat membre différent de leur pays d'origine.

Enfin, tertio, quoi de commun entre le travailliste Tony Blair qui n'éprouve pas le besoin (encore ?) de légiférer sur la durée du travail

Sans Renault-Vilvorde...

Même si, pour le moment, leurs avancées restent timides, les gouvernements socialistes européens ont permis, comme l'explique le haut fonctionnaire de la Commission, « un réajustement idéologique ». « Il y a cinq ans, toute politique sociale était par nature contre-productive et il n'y avait pas de salut hors flexibilité. » Aujourd'hui, les mentalités évoluent, témoigne-t-il. La cohésion sociale est perçue comme contribuant à la performance économique.

La preuve ? A l'origine, l'emploi n'était pas au menu du traité d'Amsterdam. Le titre VIII, qui lui est désormais consacré, a été imposé « par Blair, Jospin et Renault-Vilvorde... ».

## La troisième voie ou le « libéralisme à visage humain »

**A** gauche, Tony Blair embarrasse ou agace. Plus rarement, il séduit. Car avec sa « troisième voie » et ses airs d'avoir trouvé la recette miracle pour réconcilier le marché et la justice sociale, dans un pays qui a en plus l'insolence d'afficher un taux de chômage de seulement 6 %, il finirait bien par faire passer tous les sociaux-démocrates du continent pour de vieux archéo-crypto-socialistes. Fait-il encore partie de la famille, se demandent dans les couloirs des camarades ? Où faut-il classer cet animal étrange ? Rue de Solferino, au siège du Parti socialiste français, les notes internes circulent : « Eléments de réflexion pour une comparaison PS-New Labour », « Analyse critique de la troisième voie »...

Une fois n'est pas coutume, le salut des socialistes viendra du patronat. Ce soir-là, jeudi 25 février, Anthony Giddens, gourou du premier ministre britannique, a traversé le Chancelier pour exposer la philosophie de la troisième voie devant la vénérable Société d'économie politique. Un cercle de réflexion créé en 1826, pour promouvoir le libéralisme économique. Devant une assemblée triée sur le volet, où l'on aperçoit Jean-François Cirelli, le conseiller économique de Jacques Chirac, le

professeur Giddens résume en quelques points la démarche développée dans son dernier livre, précisément intitulé *The Third Way*. L'Etat ? Il doit être réformé selon des critères d'efficacité comparables à ceux des entreprises. La société civile ? Elle doit être davantage associée au dialogue entre le gouvernement et les entreprises. La politique économique ? Dans le débat sur le rôle de l'Etat, la question privatisation-nationalisation est dépassée. Il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché, et désormais l'intervention de l'Etat doit consister à trouver le meilleur équilibre entre régulation et dérégulation. Et de citer, en exemple, la réflexion qu'il serait nécessaire de mener au niveau mondial pour garantir une plus grande stabilité sur les marchés des changes.

## CHOC GAUCHE-DROITE

Enfin l'Etat-providence : il a jusqu'à présent été conçu comme un mécanisme d'assurance et d'assistance ; il faut définir un nouveau contrat entre la sécurité à laquelle aspire chaque individu et les risques qu'il doit accepter de prendre pour évoluer et s'adapter aux transformations de la société. « J'imagine que vous allez me mettre en pièces », lance Anthony

Giddens au premier discutant de la soirée, chargé de commenter la prestation de l'invité.

« Pas du tout, répond celui-ci. J'ai beaucoup aimé votre livre. » Il s'agit de Denis Kessler, le vice-président du Medef. Le choc gauche-droite attendu par l'assemblée n'aura pas lieu. Ou du moins pas sous la forme prévue. « Sincèrement Tony, j'aime votre livre car vous n'y parlez pas d'économie. A l'évidence, et vous avez de la chance, il n'y a plus de débat économique au Royaume-Uni. Les privatisations ? Vous avez déjà tout privatisé. Les déficits publics ? Vous les avez supprimés. Les impôts ? Les conservateurs les ont réduits pour vous. Oui, je vous le répète, Tony, vous avez beaucoup de chance. »

Et Denis Kessler de porter le coup de grâce : « Mais ce n'est pas un nouveau socialisme que vous nous proposez, plutôt un nouveau capitalisme. Tony, votre troisième voie me plaît, parce qu'elle n'est pas de gauche. On pourrait tout aussi bien lui donner comme slogan "le libéralisme à visage humain", ou "le marché plus des sentiments". » Dans l'assemblée, certaines têtes, de gauche, dodelinent de contentement. Tony, lui, fait la grimace.

L. C.

## Chaque Etat membre défend ses privilèges fiscaux

**E**urope rose ou pas, le dossier de l'harmonisation fiscale demeure bel et bien bloqué. « De mon vivant, il n'y aura pas d'harmonisation des impôts en Europe », déclarait Robin Cook, en décembre dernier, devant la Chambre des communes. Le message est clair. Quand il entend parler d'impôt, le patron de la diplomatie britannique, et par ailleurs principal artisan du Manifeste du Parti des socialistes européens avec le député français (PS) Henri Nallet, oublie volontiers le credo sur la coordination des politiques économiques prôné par son mouvement.

La fiscalité constitue un des dossiers les plus épineux pour les Quinze. Les alliances en faveur de la réforme ou pour le statu quo se dessinent avant tout au gré des intérêts nationaux. Ainsi les conservateurs irlandais et luxembourgeois ont rejoint les travaillistes britanniques pour former le front du refus. Logique, ils disposent des régimes fiscaux les plus avantageux en matière de taxations de

L'harmonisation des taux d'imposition bute sur la surenchère des pays pour séduire les investisseurs

l'épargne et des sociétés... Justement, les deux impôts visés par la lutte contre le « dumping fiscal » qu'entendent mener les autres membres de l'Union et la Commission qui travaille à un projet de directive pour soumettre tous les pays à une taxation minimum de 20 % des revenus financiers et limiter les écarts en matière d'impôt sur les sociétés.

Pour le moment, il n'existe qu'un « code de bonne conduite » adopté par les Quinze en décembre 1997 et censé limiter les pratiques jugées déloyales pour attirer les investissements étrangers. Bruxelles, qui s'est lancé dans un fastidieux travail d'inventaire, a déjà recensé plus de

quatre-vingts régimes préférentiels qu'il faudrait démanteler si l'on veut que les règles du jeu deviennent sensiblement les mêmes pour tout le monde. Drogations accordées à la plupart des lies européennes, transformées, à l'instar de Man et de Jersey, en véritables refuges pour les sociétés boîtes aux lettres ; pratiques plus insidieuses, avec des avantages accordés aux entreprises étrangères au cas par cas comme en Irlande... La partie est loin d'être gagnée pour les partisans d'une meilleure équité fiscale.

Premièrement, toute décision touchant à la fiscalité doit être prise à l'unanimité. A moins de passer au vote à la majorité qualifiée, comme viennent de le suggérer les ministres des finances français et allemand. Dominique Strauss-Kahn et Oskar Lafontaine, les paradis fiscaux européens restent intouchables.

Deuxièmement, comme le font à juste titre remarquer Britanniques et Luxembourgeois, il serait absurde de priver certains de leurs atouts fiscaux pour que

d'autres, tout proches de l'Union, telle la Suisse, profitent à leur place d'un afflux de capitaux. Cela suppose donc que les voisins de l'Union acceptent d'entrer dans les négociations.

Reste ce constat. Depuis le début des années 80, la surenchère à laquelle se livrent les gouvernements pour séduire les investisseurs a abouti à une baisse de 10 %

du taux d'imposition du capital. Dans le même temps, la fiscalité pesant sur le travail a augmenté de sept points au sein de l'Union. L'alourdissement des charges sur le travail, qui par nature est beaucoup moins mobile que le capital, a donc servi à compenser les pertes liées aux rabais fiscaux accordés aux entreprises ou à la fuite des capitaux vers des lieux

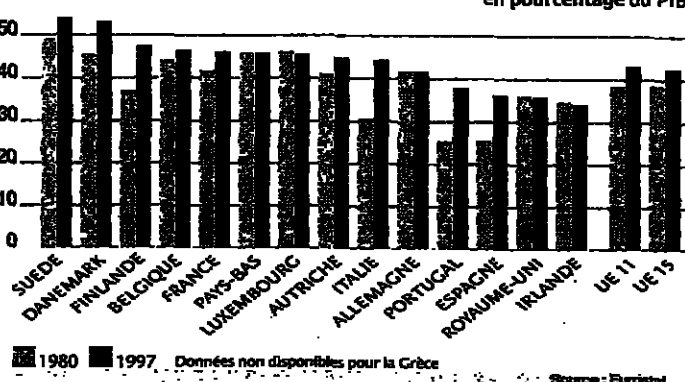
plus cléments. Or le coût du travail est précisément identifié comme une des causes principales du chômage en Europe. Et son allègement, une des mesures recommandées en priorité par les sociaux-démocrates, pour stimuler l'emploi.

Sans un accord qui mette rapidement fin à cette fuite en avant dans la concurrence fiscale, on voit mal cependant comment les gouvernements, toujours tentés d'en faire plus pour attirer les investisseurs, pourraient tout à la fois diminuer fortement le coût du travail et rester dans l'étage des déficits publics imposé par le pacte de stabilité et de croissance. Sans parler d'une baisse des prélèvements obligatoires en faveur des ménages, évoquée ici ou là pour soutenir la croissance.

Ce n'est qu'une des contradictions, mais pas la moindre, qu'auront à résoudre les leaders de gauche s'ils veulent vraiment mettre « leur griffe » sur les choix économiques de l'Europe.

L. C.

Des prélèvements obligatoires globalement à la hausse en pourcentage du PIB





## En Europe les discours

Les discours de la gauche européenne sont-ils encore pertinents ? C'est la question que se pose le journaliste italien Nicola Rossi, conseiller économique de Massimo D'Alema, président du conseil italien.

« La gauche européenne est-elle encore pertinente ? C'est la question que se pose le journaliste italien Nicola Rossi, conseiller économique de Massimo D'Alema, président du conseil italien. Elle affirme vouloir réorienter la politique européenne en faveur de l'emploi. Quelle initiative concrète pourrait être prise ? »

« C'est un changement majeur. Pour la première fois depuis des années, la priorité n'est plus seulement l'ajustement fiscal, mais aussi la croissance et l'emploi. Cela dit, comment planifier une initiative au niveau européen ? Rappelons que chaque pays est désormais tenu, une fois par an, de faire un rapport sur sa politique de l'emploi devant ses partenaires européens. Comme en matière budgétaire, il doit avoir des objectifs et s'en donner les moyens. Je crois que ce travail est très utile. Le pacte pour l'emploi adopté par l'Italie, et voté par le Parlement à la fin de l'année dernière, résulte de cette démarche. Pour autant, je ne crois pas qu'un pacte comparable soit possible au niveau européen, car les situations nationales sont trop différentes. »

« Ces plans nationaux seront-ils suffisants pour faire reculer le chômage ? »

« Non, nous devons créer un marché du travail européen beaucoup plus fluide. Chaque salarié doit pouvoir entrer et sortir plus facilement du marché du travail dans son propre pays, mais aussi au sein de l'Europe. Cela implique d'établir un minimum de règles communes en termes de droit du travail, de retraites, d'allocation-chômage. Voilà un chantier important pour la coordination des politiques de l'emploi. »

« En revanche, je ne pense pas qu'il soit réaliste de vouloir créer un salaire minimum unique européen car les structures de production sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« En matière de chômage, les gouvernements européens ont-ils des idées ? »

« Les gouvernements européens ont des idées, mais elles sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

## Nicola Rossi, conseiller économique de Massimo D'Alema, président du conseil italien

### « Les partis de gauche ne doivent pas oublier qu'ils sont responsables de la cohésion sociale »

ROME  
de notre envoyée spéciale  
« La gauche gouverne dans onze pays sur quinze en Europe. Elle affirme vouloir réorienter la politique européenne en faveur de l'emploi. Quelle initiative concrète pourrait être prise ? »

« C'est un changement majeur. Pour la première fois depuis des années, la priorité n'est plus seulement l'ajustement fiscal, mais aussi la croissance et l'emploi. Cela dit, comment planifier une initiative au niveau européen ? Rappelons que chaque pays est désormais tenu, une fois par an, de faire un rapport sur sa politique de l'emploi devant ses partenaires européens. Comme en matière budgétaire, il doit avoir des objectifs et s'en donner les moyens. Je crois que ce travail est très utile. Le pacte pour l'emploi adopté par l'Italie, et voté par le Parlement à la fin de l'année dernière, résulte de cette démarche. Pour autant, je ne crois pas qu'un pacte comparable soit possible au niveau européen, car les situations nationales sont trop différentes. »

« Ces plans nationaux seront-ils suffisants pour faire reculer le chômage ? »

« Non, nous devons créer un marché du travail européen beaucoup plus fluide. Chaque salarié doit pouvoir entrer et sortir plus facilement du marché du travail dans son propre pays, mais aussi au sein de l'Europe. Cela implique d'établir un minimum de règles communes en termes de droit du travail, de retraites, d'allocation-chômage. Voilà un chantier important pour la coordination des politiques de l'emploi. »

« En revanche, je ne pense pas qu'il soit réaliste de vouloir créer un salaire minimum unique européen car les structures de production sont très différentes. En Italie par exemple, nous n'avons pas de salaire minimum unique. »

« Les Européens doivent aussi réfléchir aux moyens de donner une formation adaptée à chaque salarié. Cela veut dire accroître les efforts en matière d'éducation, de recherche. Du point de vue d'un homme de gauche, l'accès à la connaissance pour tous doit faire partie des priorités. »

« Plus d'efforts signifie-t-il, selon vous, qu'il faut augmenter le budget européen ? Le pacte de stabilité et de croissance est-il une contrainte pour des politiques de l'emploi à la hauteur des enjeux ? »

« Nous devons redéfinir les priorités au sein du budget européen. Mais je ne crois pas que nous ayons besoin d'un budget européen plus important. Les dépenses ne sont pas orientées en faveur de l'emploi. Les dépenses agricoles, qui absorbent la moitié environ du budget communautaire, sont trop importantes. D'autant que, dans cette politique de soutien à l'agriculture, nous ne privilégions pas forcément les formes de production les plus consommatrices de main-d'œuvre. »

« S'agissant du pacte de stabilité, je crois que cette question se posera tôt ou tard aux membres de l'Eurozone. Pour le moment, il n'y a pas d'urgence. Le ralentissement de la croissance en Europe n'est pas tel qu'il faille remettre en cause nos principes budgétaires. »

« Au demeurant, l'Italie dispose de peu de liberté. Avec une dette qui dépasse encore 100 % du produit intérieur brut (PIB), elle doit poursuivre sa politique d'assainissement budgétaire pour alléger le fardeau du service de la dette. Si d'urgence l'application du pacte de stabilité devait être assouplie, cela ne pourrait être de l'initiative d'un seul pays, mais de tous. »

« Les gouvernements européens sont confrontés à la crise de l'Etat-providence, qu'ils ne parviennent pas à financer. Une réforme est-elle incontournable, comment l'envisagez-vous ? »

« Une réforme est inévitable. Tous les systèmes imaginés au lendemain de la guerre sont en crise car ils ont été conçus dans une période de forte croissance économique où le problème du renouvellement des générations, nécessaire pour financer ces institutions, ne se posait pas encore. »

« Qui plus est, le marché du travail a évolué. La vie active ne se déroulait plus, comme nous en avons l'habitude, entre scolarité, travail et retraite. Ces changements impliquent que nous concevions un autre système où les passerelles



Nicola Rossi  
Docteur en économie, formé à la London School of Economics, Nicola Rossi, 48 ans, est le conseiller économique de Massimo D'Alema.  
Professeur à l'université de Rome, il a rencontré l'actuel président du conseil italien il y a cinq ans, en adhérant au Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-Parti communiste). Il est aujourd'hui membre du comité exécutif de ce parti.

entre les périodes d'activité et d'inactivité, de formation, seront plus faciles. Faut-il un système beaucoup plus sélectif ? Un système qui aide ceux qui en ont besoin, mais qui incite chacun à se sentir plus responsable pour ne pas tomber dans le piège de l'assistance ? En résumé, faut-il limiter les interventions de l'Etat-providence jusqu'à un certain point ? Voilà les questions qui se posent. »

« Êtes-vous séduit par les propositions de Tony Blair ? »

« Non, il s'agit simplement d'une possibilité pour réformer l'Etat-providence. Dans quelle mesure cette solution permet-elle vraiment de réduire la pauvreté, de ramener les gens sur le marché du travail ? En réalité, nous n'en savons rien. »

« Et même si nous avions quelques preuves, je continuerais à être méfiant car je n'aime pas cette idée de faire passer un système de protection sociale sur des principes éthiques, comme celui de la responsabilité de l'individu. Un tel choix pourrait rapidement devenir idéologique. Et je voudrais être sûr que cette façon de voir les choses donne

vraiment à chacun les meilleures chances pour s'adapter et s'insérer sur le marché du travail. Si ce n'est pas le cas, alors il vaudrait mieux réfléchir à un système de revenu minimum universel. Le débat est vraiment ouvert entre ces deux voies. »

« En Italie, plusieurs municipalités expérimentent des systèmes qui conditionnent le versement d'un revenu minimum - qui n'existe pas de façon généralisée dans le pays - à certaines démarches des bénéficiaires pour retrouver un emploi. C'est bien ce que Tony Blair appelle « welfare to work ». »

« Alors il faut être pragmatique ? »

« Je ne dirais pas pragmatique. Je dirais que nous ne devons pas oublier nos objectifs : que les gens retrouvent un travail et que la pauvreté recule. Les partis de gauche qui gouvernent aujourd'hui en Europe ne doivent pas oublier qu'ils sont responsables de la cohésion sociale. De mon point de vue, être satisfait en évitant la responsabilité des individus est insuffisant. Je demande à avoir des preuves quand Tony Blair veut imposer à toute l'Europe le « welfare to work » ; et pour ce qui est de la fameuse « troisième voie », j'avoue que je me demande encore de quoi il s'agit. »

« Je ne suis pas contre la flexibilité si cela conduit à une meilleure efficacité de toute l'économie et à la création d'emplois. J'y suis favorable quand elle permet aux femmes ou aux jeunes, par exemple, de mieux s'intégrer sur le marché du travail. Mais il ne faut pas que la flexibilité soit uniquement un moyen pour les entreprises de réduire leurs coûts. »

« Comme ils l'ont fait par le passé, les sociaux-démocrates doivent aujourd'hui montrer que la croissance économique est plus facile à obtenir, et qu'elle peut être plus forte et de meilleure qualité, lorsque la cohésion sociale est préservée. Nous devons montrer que nous avons gardé les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et que nous sommes capables d'imaginer de nouveaux instruments pour les réaliser. »

Propos recueillis par Laurence Caramel.

## CHRONIQUE

par Erik Izraelewicz

## Le partage du fardeau

Les Etats-Unis ne veulent pas continuer à être les seuls à supporter le « fardeau » de la crise asiatique ; l'Europe et le Japon doivent en prendre leur part. Tel est, depuis quelques semaines, le discours des dirigeants américains à l'attention des Européens et des Japonais. Approximativement, cette thèse d'un fardeau inégalement supporté l'est assurément. Elle n'en contient pas moins un utile avertissement.

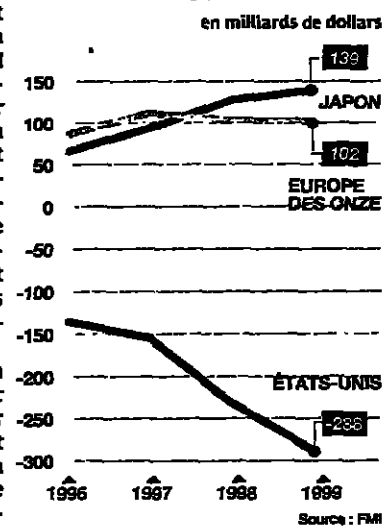
Pour Washington, la dégradation des comptes extérieurs américains en 1998 et l'énormité des déficits seraient la preuve que les Etats-Unis ont été les seuls à supporter les conséquences de l'effondrement de la demande asiatique. Ce serait grâce à l'insatiable appétit des consommateurs américains pour les produits étrangers que l'Asie ne serait pas tombée plus bas encore. « Les Etats-Unis ne peuvent être les seuls importateurs en dernier ressort » de la planète, tonna le vice-président Al Gore à Davos.

Il est vrai que, en 1998, la forte augmentation de la demande intérieure américaine (plus de 5 %) a été satisfaite par un surplus de la production nationale (3,5 %), mais aussi et surtout par un gonflement des importations - et donc une aggravation sensible (1,5 % du PIB) du déficit commercial. L'Europe a satisfait, elle, l'essentiel de sa demande supplémentaire (3 % environ) par une augmentation de sa production, n'enregistrant qu'une très faible réduction de son surplus. Le Japon a connu, lui, une forte contraction de sa consommation, dont ont souffert aussi bien les producteurs nippons que ses fournisseurs étrangers.

Paris conteste, chiffres à l'appui, l'idée d'un choc inégalement réparti. Pour Bercy, les Etats-Unis et l'Europe ont enregistré en 1998 une dégradation de leurs balances commerciales vis-à-vis de l'Asie en crise, d'une même ampleur en valeur absolue - une perte nette de 30 milliards de dollars pour l'Europe, de 27 milliards pour les Etats-Unis - ou en proportion du PIB (0,35 % dans chaque cas). Les ventes européennes en Asie ont baissé de 25 %, celles des Etats-Unis de 19 %. La dégradation exceptionnelle de la balance commerciale des Etats-Unis est davantage liée, fait-on valoir à Bercy, à leurs échanges avec la Chine et avec l'Europe.

Evaluer le partage du fardeau à travers les seuls échanges commerciaux n'a en réalité guère de pertinence. La dépression asiatique fait ressentir ses effets à travers bien d'autres canaux - les pertes des institutions financières (celles subies par les banques japonaises, allemandes et françaises sont plus élevées que celles des banques américaines), le reflux des capitaux (plus massifs vers Wall Street que vers Tokyo, Francfort et Paris), l'effondrement des prix des matières premières, etc.

Cela étant, les Américains mettent le doigt sur un défi réel pour les pays industriels. Les Etats-Unis et l'Europe ont jusqu'à présent plutôt tiré des bénéfices de la crise asiatique. Il va leur falloir maintenant en supporter les coûts. Pour sortir de la crise, les pays asiatiques vont reprendre leurs exportations vers les pays riches. Ceux-ci doivent s'apprêter à accueillir leurs produits, hyper-compétitifs puisque dopés par les dévaluations. Si l'Europe a raison de dénoncer les excès américains - une consommation effrénée notamment -, elle n'a aucune justification à accumuler de gigantesques surplus commerciaux et d'épargne, alors même qu'elle souffre d'un chômage massif. Il ne s'agit pas, pour les années à venir, de « partager un fardeau », mais de contribuer, chacun selon ses moyens - et ceux de l'Europe sont considérables -, à la relance de la croissance mondiale.



Source : FMI

## L'immigration, une autre source de division

L'immigration peut-elle faire l'objet d'une politique commune ? En tout cas, une certaine volonté d'y parvenir existe. Ainsi, l'un des points du Manifeste des socialistes européens concerne la « maîtrise des flux migratoires ». Plus ambitieux, Otto Schily, le ministre de l'Intérieur allemand, plaiderait récemment en faveur d'« une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile. Dans une Europe aux frontières ouvertes, les Etats ne peuvent plus décider seuls ».

Les accords de Schengen, signés par neuf pays de l'Union, autorisent Européens et non-Européens en situation régulière à circuler librement. Ce qui devrait, en principe, conduire à une coordination des politiques d'immigration. Un objectif d'autant plus nécessaire que chacun des Etats membres, majoritairement touchés par le chômage, n'a pas envie de supporter, seul, le poids des flux migratoires.

Or le chemin vers une harmonisation semble encore loin. Pour l'heure, chacun décide en fonction de ses besoins. Ainsi, l'Allemagne, observe Jean-Pierre Garçon, chef

Droit d'asile, régularisations, code de la nationalité : les choix sont fonction des intérêts particuliers de chaque pays

de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a, vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), « une politique d'immigration affichée : un système de contrats de travail (d'un ou deux ans) et de contingents. Tandis qu'en France, selon les besoins du marché du travail, on ouvre ou on ferme les frontières. Récemment, une circulaire permettait l'entrée d'informaticiens ». Au total, l'Allemagne accepte « un million d'entrées par an, la France, dix fois moins ».

En Italie, les étrangers sont peu nombreux, entre 2 % et 3 % de la population, contre 9 % en Alle-

magne. Bien sûr, la Péninsule est en première ligne par rapport au Kosovo et à l'Albanie mais « ce n'est pas un déferlement massif. Le grand pays d'immigration, ces dernières années, c'est l'Allemagne », constate Jean-Pierre Garçon.

La situation économique guide également les stratégies. L'Allemagne, depuis un an et demi, connaît un ralentissement économique et une moindre diminution de son chômage, qui peut expliquer la volonté gouvernementale de réduire les flux d'immigration.

L'Italie n'est pas dans la même situation. N'ayant pas de passé d'immigration importante, elle n'a pas de « noyau » d'immigrés conséquent, comme en France. Depuis 1998, les Italiens ont instauré des quotas. Pour 1998-1999, il était fixé à 38 000 étrangers. En fait, 250 000 remplissaient les conditions de régularisation, dont celle d'avoir un travail. En France, l'opération de régularisation de 1997-1998 a conduit à 143 000 demandes. 80 000 régularisations ont été accordées, essentiellement sur des critères familiaux.

Si, partout, la volonté de réduire la venue d'immigrés est à l'ordre du jour, une autre idée, contradictoire, traverse certains pays : faire venir les immigrés pour compenser le vieillissement de la population et « payer nos retraites ». Avec un taux de fécondité moyen de 1,5 enfant par femme dans l'Union européenne, qui descend à 1,2 en Italie, à 1,3 en Allemagne, la France se situe à 1,7, selon l'Institut national d'études démographiques (INED), la situation risque d'être critique lorsque les générations issues du baby-boom parviendront à l'âge de la retraite à partir de 2020.

Pour compenser le vieillissement de la population, il faudrait des flux d'immigration très importants, constate le rapport Ten-

dances des migrations internationales, publié en 1998 par l'OCDE. Par exemple, pour la France, il faudrait introduire pas moins de 11 millions d'immigrés entre 2010 et 2020. Un chiffre astronomique.

Une politique d'appel brutal à l'immigration serait « difficile à gérer », juge le rapport. En outre, « l'orientation des objectifs d'immigration ciblés essentiellement sur l'âge ou les comportements de fécondité peut être perçue comme une forme de discrimination ».

En matière de code de la nationalité, les différences sont aussi très sensibles d'un pays à l'autre. En France prime le droit du sol, en Allemagne, le droit du sang. Outre-Rhin, le projet de loi accordant dans certains cas la double nationalité, destiné à favoriser l'intégration et dont auraient pu bénéficier près de 4 millions de personnes, n'a pas été voté. Cette question aurait fait perdre à la coalition gouvernementale SPD-Verts la majorité absolue au Bundestag (Parlement).

VISAS

De son côté, l'Italie songe aussi à assouplir son code de la nationalité, qui ne naturalise que 7 000 personnes par an. Selon la loi actuelle, il faut dix ans de résidence et de travail pour devenir citoyen italien. Mais ce n'est pas automatique.

Aujourd'hui, le seul domaine où il existe une réelle harmonisation concerne la politique des visas. Les quinze se sont mis d'accord sur une liste de pays dont les ressortissants doivent demander un visa pour pénétrer dans l'Union européenne. Le droit d'asile fait lui aussi l'objet d'une mesure commune aux quinze : la personne qui s'est vu refuser le droit d'asile dans un pays ne peut faire sa demande dans un autre pays.

Francine Atzicovici

## Bibliographie

- Rapport sur l'état de l'Union européenne, sous la direction de Jean-Paul Fitoussi (Seuil, 1999, 257 p., 138 F., 21 euros).
- Comment sortir du libéralisme ?, d'Alain Touraine (Fayard, 1999, 161 p., 85 F., 12,96 euros).
- Les Partis politiques en Europe de l'Ouest, sous la direction de Guy Hemet, Julian-Thomas Hottinger, Daniel Sella (Economica, 1998, 519 p., 198 F., 30,18 euros).
- Guide de l'Europe des quinze, de François Boucher et José

- Echkenazi (Nathan, 1998, 160 p., 63 F., 9,6 euros).
- Le Pari de la réforme (Esprit, 1999, 312 p., 89 F., 13,57 euros).
- Coordination européenne des politiques économiques, rapport du Conseil d'analyse économique (La Documentation française, 1998, 117 p., 35 F., 5,3 euros).
- Beyond left and right, the future of radical politics, d'Anthony Giddens (Stanford University, 1994, 276 p., 110 F., 16,78 euros).

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

**CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU SALARIÉS SUR LE PLAN DE FORMATION**

**EN AVRIL L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE PROPOSE DES STAGES DE FORMATION À TEMPS PLEIN**

**RESSOURCES HUMAINES**

- CERTIFICAT DE GESTION DU PERSONNEL (TITRE HOMOLOGUÉ NIVEAU II)
- GESTION DES HOMMES ET EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE
- MANAGEMENT ET ANIMATION DE LA FORMATION

**QUALITÉ**

- RESPONSABLE ORGANISATION ET QUALITÉ
- GESTION DE LA QUALITÉ DANS LES SERVICES

Stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France ou du Fonds National de l'Emploi.

**Programme et/ou rendez-vous :**  
IGS, Micheline Floirac  
12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris  
Tél. 01 40 03 15 57  
01 40 03 15 72

**GROUPE IGS**  
UNIVERSITÉ EUROPÉENNE INTERNATIONALE

صباحنا من العمل

## DANS LES COULISSES DE L'UNION

par Nicolas-Jean Bréhon

### La toile hermétique de l'environnement

Depuis qu'elle est devenue une politique communautaire, en 1986, la politique de l'environnement n'a cessé de s'affirmer, tant au niveau des principes – puisque le traité de Maastricht en fait l'un des objectifs prioritaires de l'Union européenne – que par la diversité de ses interventions. L'Union intervient sur le plan juridique, par l'édiction de normes, et sur le plan budgétaire, par l'octroi de concours financiers à des actions liées directement ou indirectement à la protection de l'environnement.

Ce courant ne peut que s'amplifier sous la pression des écologistes, pour lesquels les élections européennes ont toujours été une plateforme, et parce que beaucoup considèrent que l'environnement est une politique « naturelle » de l'Union, les questions traitées étant, par essence, transversales et transfrontalières. Sans compter que l'implication de la Communauté dans ce domaine lui confère, en général, une image positive et valorisante. Mais, à regarder de plus près, la politique de l'environnement révèle quelques surprises.

D'abord, les chiffres. Même s'il existe un commissaire européen chargé de l'environnement (la Danoise Ritt Bjerregaard), une direction générale (la DG XI), un titre spécifique dans le traité (titre XVI), des instruments budgétaires particuliers, il n'existe pas de budget de l'environnement proprement dit. Les crédits sont éparpillés et bien peu savent, en vérité, combien l'Union consacre à cette action.

Tentons une évaluation. On compte au moins huit sources de financement en provenance de trois pôles distincts.

Le premier est celui des politiques structurelles. Près de 9 % des fonds structurels, près de la moitié du fonds de cohésion (réservé à l'Irlande, à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal), une part des « initiatives communautaires » sont affectés à des soutiens à l'environnement.

La Communauté aide et finance, mais aussi impose et coûte. Selon la Cour des comptes européenne, le coût de mise en œuvre de la directive sur le traitement des eaux urbaines se monterait à 80 milliards de francs (12,2 milliards d'euros) pour la France.

Le deuxième est celui des politiques internes dont plusieurs concernent l'environnement. Il existe tout d'abord deux programmes spécifiques (Cinquième programme en matière d'environnement et Instrument financier LIFE) auxquels s'ajoutent une part des crédits du Programme cadre de recherche développement (PCRD) et d'autres programmes internes plus mineurs (SAVE).

Il existe enfin le pôle agri-environnemental de la politique agricole commune (PAC), en forte croissance. L'ensemble représente une enveloppe annuelle globale de l'ordre de 5,1 milliards d'euros (33,5 milliards de francs), soit 5,8 % du budget communautaire, pour l'ensemble des Quinze, dont environ 3,2 milliards de francs (488 millions d'euros) pour la France.

Toutes ces dotations constituent un ensemble particulièrement dense qui permet de financer des équipements, des expérimentations, des actions de mobilisation et d'information, des études, des recherches, des projets innovants, publics ou privés... Un ensemble dense, mais complexe, car ces crédits suivent des réglementations, des circuits de financement, des procédures propres, et sont gérés par des directions différentes qui obéissent à des logiques particulières et poursuivent des buts distincts. Les distinctions entre crédits ne sont pas toujours comprises. Les succès sont variables. Des incohérences peuvent également apparaître avec les autres politiques (destruction massive de fruits et légumes générant de graves problèmes de pollution, soutien à des infrastructures sans étude d'impact environnemental...). Sans compter les irrégularités et autres surprises révélées à l'occasion des contrôles. De telle sorte que les masses en jeu, loin d'impressionner, laissent plutôt un sentiment de dispersion, de saupoudrage pas toujours maîtrisé.

Cet enjeu financier non négligeable est doublé d'un enjeu juridique tout aussi important. L'activité normative en matière d'environnement prend une ampleur toujours plus grande. Depuis 1973, quelque quarante directives sur les déchets et vingt directives sur la qualité de l'eau ont été adoptées (traitement des eaux urbaines, pollution contre les nitrates, boues...). Ces directives ont une importance fondamentale pour les États membres, en particulier pour les collectivités locales, les plus exposées sur ce terrain. Parfois, la seule annonce d'un changement dans la réglementation européenne suffit à bloquer les projets dans un pays, comme c'est le cas pour la future directive sur les normes d'émission de dioxyde, applicable aux incinérateurs. Selon la Cour des comptes européenne, le coût de mise en œuvre de la seule directive sur le traitement des eaux urbaines représenterait, pour la France, 80 milliards de francs (12,2 milliards d'euros).

La non-transposition ou la non-application des directives peut également entraîner des pénalités. La Commission a demandé une pénalité de 700 000 francs (107 millions d'euros) par jour pour non-transposition d'une directive de 1979 relative à la protection des espèces (le contentieux porte sur le bruit occasionné, chassé dans le Sud-Ouest). On mesure ainsi toute l'importance de ce volet « environnement ». La Communauté aide et finance, mais aussi impose et coûte.

Ces actions doivent être rappelées aujourd'hui, car, dans la grande majorité des cas, elles relèvent désormais, pour tout ou partie, de la compétence du Parlement européen. Sur le plan budgétaire, si les projets particuliers relèvent d'une discussion entre la Commission et chaque État membre, les grandes orientations sont néanmoins fixées par un accord inter-institutionnel auquel participe le Parlement (les dépenses annuelles des politiques internes et structurelles sont des dépenses non obligatoires sur lesquelles le Parlement a le dernier mot).

Sur le plan institutionnel, les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg ont été progressivement renforcés. Depuis le traité d'Amsterdam, la réglementation dans le domaine de l'environnement relève pour l'essentiel de la procédure de codécision (Parlement européen-Conseil). Le Parlement est ainsi passé d'une situation de coadministrateur à une situation de codécideur.

De gros chantiers s'ouvrent à lui. Crédits mal connus, procédures complexes, réglementations successives donnent l'impression d'une toile quasi hermétique dans laquelle nombre de responsables se perdent. L'environnement est affaire de spécialistes, alors qu'il pourrait être l'affaire de tous. Beaucoup renouent ou dénoient. Des améliorations sont possibles. Tantôt bénéficiaires, tantôt « victimes », les collectivités attendent un juste milieu.

Nicolas-Jean Bréhon enseigne à l'université de Paris-I Sorbonne.

## Négociations tendues pour le renouvellement de la convention de Lomé

DAKAR

De notre envoyé spécial  
« Ils restent fidèles à leur partenariat vieux de vingt-cinq ans, les Quinze de l'Union européenne (UE) et les 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la convention de Lomé, sont conscients de ses insuffisances et s'efforcent de la rendre plus efficace. Ce besoin de réformes, approuvé par tous dans son principe, suscite néanmoins des grincements de dents du côté des ACP. Ils redoutent que, sous couvert de « bonne gouvernance », de « rationalisation des programmes », de « libre-échange », l'Europe dissimule sa volonté de remettre en cause une aide dont elle juge les résultats décevants. »

La conférence ministérielle qui a réuni, les 15 et 16 février à Dakar, les ministres de l'Union européenne et ceux des pays ACP avait pour objet de faire le point sur les négociations pour le renouvellement de la convention de Lomé, engagées en septembre dernier et qui vont se poursuivre pendant une année, l'actuelle convention (Lomé IV) venant à expiration en février 2000.

### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Persone ne parle d'échec car la convention de Lomé avec sa puissante aide financière a assurément évité à beaucoup d'États ACP une irrémédiable banqueroute. Mais l'assistance financière, combinée aux préférences commerciales, n'a pas rendu possible le décollage des économies africaines. Leur part dans les importations de l'UE est tombée de 6,7 % en 1976 à 3,4 % en 1997 ; à l'heure où l'Asie et l'Amérique latine font d'énormes progrès, l'Afrique s'est marginalisée.

Le bilan n'est pas plus brillant au niveau politique. Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères qui préside les travaux des Quinze, a évoqué avec sévérité le conflit qui vient

Les Quinze souhaitent réduire leur aide aux 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et revenir progressivement au libre-échange

de se rallumer entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la guerre civile qui fait rage dans certains États ACP, les troubles qui se sont succédés dans la région des grands lacs depuis le génocide qui a endeuillé le Rwanda en 1994. « Nous voulons malgré tout poursuivre et si possible renforcer la coopération avec nos partenaires de Lomé. Nous voulons combattre la pauvreté et apporter une aide à la population. Mais nous devons justifier cette politique devant des parlements de plus en plus critiques et une opinion publique de plus en plus impatiente. Nous voulons le faire et nous le ferons, mais nous avons besoin de votre aide », a fait valoir Joschka Fischer.

Les Européens entendent renforcer le caractère conditionnel de leur concours. Le « dialogue politique » qu'ils veulent rendre plus contraignant devrait, selon eux, porter non seulement sur les trois « éléments essentiels » énumérés à l'article 5 de la convention (les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit) qui peuvent conduire, en cas de manquement, à la suspension de la convention, mais aussi sur un quatrième, à savoir la bonne gestion des affaires publiques ou, pour reprendre l'anglicisme généralement utilisé, la « bonne gouvernance ».

Les pays ACP ne sont pas a priori hostiles à cette référence supplémentaire – qui recouvre surtout la lutte contre la corruption –, mais, comme l'explique

Alain Gauze, le ministre du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire, en la comprenant « non pas comme un élément de conditionnalité, mais comme un objectif à atteindre, comme un idéal », aussi longtemps, ajoute-t-il, que les deux parties ne se seront pas mis d'accord sur une définition de cette « bonne gouvernance » et sur les moyens de la mesurer. Ce sera là une des tâches principales pour les mois à venir.

Le désaccord entre l'Union et les pays ACP est encore plus vif sur la manière de faire évoluer l'organisation des échanges commerciaux. Actuellement, les pays ACP bénéficient de préférences non réciproques pour exporter vers l'Europe. L'UE constate que celles-ci ne les ont pas empêchés de perdre des parts de marché et qu'elles risquent de surcroît d'être de plus en plus contestées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les pistes lancées visent à organiser les pays ACP sur une base régionale (Caraïbes, Afrique de l'Ouest, océan indien...) et à conclure des accords de libre-échange avec l'UE.

Le président sénégalais Abdou Diouf a eu beau inviter les participants « à ne pas regarder l'OMC comme un épouvantail », la majorité des pays ACP n'éprouve, à l'évidence, aucune sympathie pour l'objectif de libre-échange qui ouvrirait tout grand leur marché au vent de la concurrence.

### BARRIÈRES FISCALES

Alain Gauze observe que, si les performances à l'exportation des pays de l'ACP laissent à désirer, « les torts sont partagés ». L'Europe annulant souvent le bénéfice des préférences qu'elle accorde en dressant des barrières non tarifaires, par exemple d'ordre fiscal. L'Union admettant que les pays ACP ont besoin de temps pour se préparer à la nouvelle donne proposée le *statu quo*, c'est-à-dire le maintien des préférences non réciproques, pendant cinq ans

(2000-2004), suivi d'une mise en œuvre progressive des accords de libre-échange échelonnés sur dix ans. Les pays ACP réclament le gel des droits acquis pour dix ans au lieu de cinq ans (également suivi d'une période de mise en œuvre de dix ans), ajoutant que durant cette phase transitoire l'Union devrait faire sauter les quelques verrous qui bloquent encore l'accès à son marché.

« Les préférences tarifaires devront alors être conservées et renforcées par des mesures d'accompagnement », note le ministre du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Charles Josselin, le ministre français de la coopération, va dans le même sens : « Le libre-échange n'est pas la bonne réponse dans l'immédiat ; il faudra mettre à profit la période qui s'ouvre pour consolider les économies des pays ACP avant d'ouvrir tout grand les portes et les fenêtres. » Mais il n'est pas sûr que les partenaires de la France acceptent de la suivre.

C'est avec la même méfiance que les pays ACP observent le souci manifesté par les Quinze de rationaliser « leur importante assistance financière » (14,6 milliards d'euros, soit 81 milliards de francs, pour le fonds européen de développement entre 1995 et 2000). « Ils craignent que nous cherchions à réduire notre champ d'intervention », note un haut fonctionnaire de la Commission de Bruxelles.

Une inquiétude compréhensible puisque, initialement, une majorité des Quinze se montrait opposée au maintien des mécanismes conçus pour compenser les pertes de recettes à l'exportation, auxquels les Africains sont très attachés. L'Europe, comme l'Afrique, affirme vouloir préserver la politique de Lomé, mais la première veut en réduire la voilure, ce que la seconde cherche à éviter. Là réside sans doute le principal enjeu de la négociation en cours.

Philippe Lemaître

## Christa Randzio-Plath, « Mme Euro » au Parlement de Strasbourg

STRASBOURG

De notre correspondant  
Après avoir quitté sa Haute-Silésie natale – devenue polonoise après la guerre –, Christa Randzio-Plath n'a cessé de parcourir l'Europe et le monde, toujours en quête de connaissances, toujours intéressée par les autres, par la différence.

Après des études de droit en Allemagne, elle fréquente les universités de Strasbourg et d'Aix-en-Provence, et fait aussi de la sociologie en Italie. Elle jette un regard nostalgique sur cette période : « C'était fascinant, j'avais un tel sentiment de liberté, j'étais tellement heureuse d'être plongée dans une réflexion cosmopolite ! » Elle revient en Allemagne, à Berlin, pour étudier le tiers monde et les questions de développement.

A vingt-quatre ans, elle adhère au Parti social-démocrate (SPD), en épousant la tendance Willy Brandt. Elle tient à préciser : « Je me suis toujours située à l'aile gauche des sociaux-démocrates allemands. » Attirée par le journalisme, Christa Randzio-Plath entre à la rubrique internationale du Spiegel, en charge des pays en développement. « Le climat dans la rédaction et les méthodes de la direction » la conduisent à quitter l'hebdomadaire au bout de deux ans.

### JOURNALISME

Alors commence pour elle une carrière d'avocat à Hambourg, conjuguant à une vie de militante active du SPD. Son expérience européenne commence au Conseil de l'Europe où, au milieu des années 70, elle entre au cabinet du secrétaire général de l'époque. De retour dans sa ville d'adoption, elle est élue au Parlement régional où elle préside la commission juridique. « Mais mon profil, c'était le Parlement européen », dit-elle. Elle fait une première tentative en 1984. Son échec ne la décourage

La députée allemande se bat pour que les consommateurs ne soient pas les laissés-pour-compte de l'Union économique et monétaire

pas de son objectif, confirmant sa réputation de femme dure et volontaire, parfois tête. Cinq ans plus tard, elle revient à Strasbourg pour siéger dans l'Hémicycle européen.

La nouvelle eurodéputée s'inscrit dans les commissions chargées des relations économiques extérieures et des droits de la femme, et devient membre de la délégation parlementaire pour les relations avec l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), en attendant d'occuper des fonctions plus importantes. En 1992, l'année des ratifications du traité de Maastricht et de l'Union économique et monétaire (UEM), elle prend la présidence de la commission monétaire. Très vite, elle s'impose comme « Mme Euro » au Parlement européen. Dès le début, elle cherche le dialogue avec les acteurs monétaires de l'UEM (gouverneurs des banques centrales, banquiers, assureurs, industriels, consommateurs) et organise des auditions.

Favorable à l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) parce qu'elle est une « institution fédérale », Christa Randzio-Plath se méfie toutefois du « revers de la médaille ». Soucieuse de « transparence » et de « responsabilité démocratique », elle fait pression pour tenter d'installer le contrôle de l'Assemblée des Quin-

ze sur une institution qui risque de se positionner très loin des citoyens. Elle obtient que la BCE ne se limite pas à présenter aux eurodéputés un rapport annuel. Désormais, son président se doit de faire un bilan trimestriel devant la commission monétaire. « En outre, il est obligé de venir nous voir quand nous estimons que la situation l'exige », affirme-t-elle.

Certes, « Mme Euro » n'a pas obtenu tout ce qu'elle demandait, mais elle ne désespère pas d'engranger quelques points supplémentaires. Comme la publication des procès-verbaux du conseil d'administration pour apprécier les arguments qui justifient la politique monétaire suivie par la BCE.

Son objectif est de parvenir à un accord « inter-institutionnel » avec la Banque centrale et la Commission de Bruxelles, de sorte

que les orientations macroéconomiques tiennent compte d'une politique de l'emploi digne de ce nom. Elle fonde son optimisme sur l'originalité de la construction européenne : « Nous n'avons pas de modèle historique. Nous devons donc tout inventer et comme nous sommes loin d'avoir fini notre évolution... »

### FRAIS BANCAIRES

Au maître mot « emploi », la parlementaire social-démocrate en ajoute un autre : « consommateurs ». La politique des banques sur les frais bancaires, depuis qu'elles ne peuvent plus appliquer des commissions de change, l'a fait sortir de ses gonds.

La première, elle s'est inquiétée de ces méthodes et a immédiatement alerté la Commission. Pour ce dossier, elle revient aussi à sa chère transparence. « Les banques avaient dit que les coûts allaient baisser avec l'UEM, et il n'en est rien », martèle-t-elle. Elle insiste : « Pis, on dirait qu'il s'est créé un cartel sur le dos des clients, que les banques se sont arrangées entre elles. » Elle dénonce aussi le « scandale » des paiements transfrontaliers, qui sont toujours considérés comme des opérations entre pays étrangers. « Les banquiers doivent maintenant s'expliquer et jouer le jeu car le citoyen européen doit voir la différence entre le temps avant l'UEM et l'ère nouvelle », conclut « Mme Euro ».

La collègue de Christa Randzio-Plath finit par tomber. Elle s'attendait sur les femmes africaines, du Mali et du Sénégal, qu'elle visite régulièrement en sa qualité de présidente d'une organisation non gouvernementale (ONG) qui met sur pied des formations pour elles : « Quel bonheur de rencontrer ces regards et ces sourires de femmes qui, malgré leur situation, demandent que je leur explique l'euro ! »

Marcel Scotto



Christa Randzio-Plath

● Juriste, Christa Randzio-Plath, cinquante-neuf ans, a été longtemps avocate au barreau de Hambourg. Elue au Parlement européen en 1989, son mandat a été renouvelé en 1994.

● Membre du Parti social-démocrate (SPD) depuis 1964, elle y a conservé son poste à la commission de contrôle chargée de vérifier la gestion financière et l'exécution des engagements du parti allemand.

Bientôt le reto

C





## Les consommateurs font les prix sur Internet

Les enchères ne datent pas d'hier. La première vente remonterait à 500 avant J.-C. Les « biens » ainsi mis sur le marché étaient... des femmes. Florence Naegelen, professeur d'économie à l'université de Besançon, rappelle cette anecdote dans son livre *Les Mécanismes d'enchères* (Economica, 1998).

Les enchères ont délaissé les femmes pour d'autres types d'achats : « Aux États-Unis, chaque semaine, plus de 1 milliard de bons du Trésor sont attribués par une procédure d'appel d'offres discriminatoire », rappelle Florence Naegelen. Concessions pétrolières, fruits et légumes... Dans le B to B (business to business), la vente aux enchères est une pratique développée. Elle l'est beaucoup moins dans le commerce de détail, si ce n'est pour des objets d'art ou de collection.

Avec Internet, cette situation évolue à vive allure. Tous les biens et services de consommation courante peuvent désormais être achetés aux enchères sur le réseau : vêtements, nourriture, livres, ordinateurs, billets d'avions, jeux et jouets... Il existe environ 600 sites de vente aux enchères en ligne. Sur eBay, l'un des sites américains de vente aux en-

### Les ventes aux enchères se multiplient sur le Web

chères les plus fréquentés, on recense près de 1 100 catégories de produits.

Enchères, mais aussi contre-enchères : sur Priceline, le consommateur fixe son prix ; la proposition circule sur le réseau ; et le premier vendeur à même de répondre à la demande remporte la mise. En France, Degriatour a fait une première tentative en février, pour vendre des billets d'avion.

Forrester Research, société d'étude de marché spécialisée dans l'analyse du commerce électronique, estime à 52,6 milliards de dollars (48 milliards d'euros environ) le chiffre d'affaires des ventes aux enchères en 2002. Encore plus optimiste, Vernon Keenan, spécialiste des ventes au détail sur Internet, table sur 129 milliards de dollars (118 milliards d'euros). Les vendeurs ont le choix : ils peuvent soit utiliser les services de sites spécialisés, véritables salles de ventes électroniques ; soit mettre en place leurs enchères eux-mêmes. De très nombreux logiciels de ventes aux enchères existent déjà sur le marché ; et les logiciels de commerce électronique, ceux de Microsoft entre autres, incluent désormais un module « vente aux enchères ».

Les financiers font déjà confiance à ces nouveaux canaux de vente : le cours de l'action eBay a été multiplié par dix depuis sa première cotation en septembre 1998. L'entreprise est l'une des rares du Net à gagner de l'argent (un résultat de 2,4 millions de dollars - 2,2 millions d'euros - pour un chiffre d'affaires de 47,4 millions de dollars - 43 millions d'euros). Elle perçoit un coût fixe pour chaque produit mis en vente, se rémunère en outre sur les transactions, ainsi que sur la publicité. Son site, l'un des plus fréquentés du Web, est apprécié des annonceurs. Ses investissements sont modérés, puisqu'elle ne sert que d'intermédiaire entre le vendeur et l'acheteur.

D'autres salles de ventes électroniques prennent le risque d'acheter les produits, pour les mettre ensuite eux-mêmes aux enchères. C'est le cas de Onsale et, en Europe, de QXL, une société fondée par Tim Jackson, journaliste au *Financial Times*. « Nous mettons aux enchères des produits de marque achetés directement aux fabricants ou à leurs revendeurs », explique Stanislas Laurent, vice-président Europe de QXL. Les entreprises écoulent ainsi leurs stocks excédentaires.

#### ADÉQUATION PARFAITE

Toutes ces nouvelles salles de ventes électroniques semblent enclencher un cercle vertueux, profitable tant à l'acheteur qu'au vendeur. Pour les premiers, ce mode d'achat, ludique, permettrait de faire de bonnes affaires. « Les gens achètent 10 à 30 % moins cher », estime Stanislas Laurent. Chez Nouvelles Frontières, qui vend des voyages aux enchères sur son site depuis octobre 1998, les prix d'adjudication seraient en moyenne 40 % inférieurs aux prix catalogue.

Les vendeurs y gagnent aussi en écoulant des stocks dans de meilleures conditions qu'avec les canaux traditionnels. « Notre but est de proposer des voyages qui nous restent en stock le mardi, pour un départ le jeudi ou le week-end suivant », explique Jacques Mailhot, le PDG de Nouvelles Frontières. Les ventes aux enchères ont multiplié par trois le trafic sur le site du voyageur, et par

deux les ventes en ligne. Selon la société Moai, le gain, tous produits confondus, serait en moyenne de 10 à 20 %.

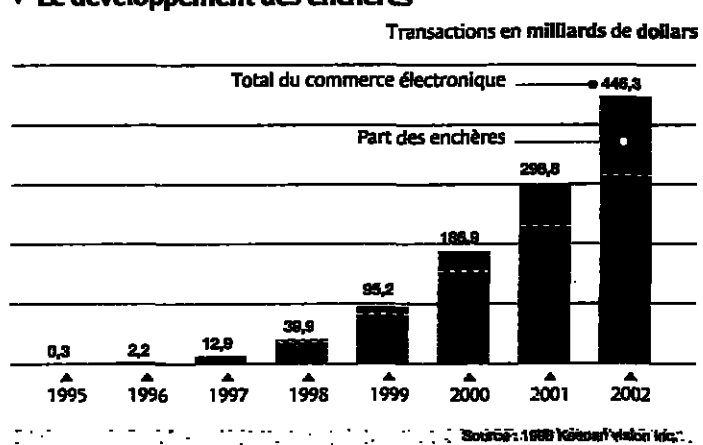
Seul un réseau comme Internet pouvait permettre la parfaite mise en adéquation de l'offre et de la demande à une aussi grande échelle. « Le stock signifie que l'offre est supérieure à la demande, et donc que le prix du marché doit baisser. Mais à quel niveau ? Au lieu de fixer un prix, le vendeur met les gens en concurrence, et choisit l'offre la plus élevée », explique Thierry Foucault, professeur de finance à HEC. « L'enchère révèle le prix », explique Michel Mougeot, professeur d'économie à l'université de Besançon. Certaines firmes utilisent d'ailleurs le système pour définir le prix de nouveaux produits.

La généralisation des enchères conduira-t-elle à une baisse généralisée des prix de vente au détail ? « Si les biens sont parfaitement substituables, cela va créer une interdépendance entre les prix issus des deux procédures, qui auront tendance à s'uniformiser. Mais les possibilités d'arbitrage dépendent du rythme des enchères et du volume de biens proposés », analyse Florence Naegelen.

De même que de plus en plus de consommateurs attendent les soldes pour s'habiller, peut-être prendra-t-on, demain, l'habitude d'attendre la bonne enchère pour partir en voyage ou s'acheter un ordinateur.

Annie Kahn

#### Le développement des enchères



### Repères

- Répertoire des sites de ventes aux enchères : auctions.yahoo.com
- Une sélection de salles d'enchères électroniques : www.ebay.com, www.qxl.com, www.onsale.com, www.ubid.com, www.nouvelles-frontieres.fr
- Contre-enchères : www.priceline.com, www.degriatour.fr
- Etudes de marché : www.forrester.com, www.keenanvision.com
- Fournisseurs de logiciels de ventes aux enchères (outre des informations commerciales, ces sites proposent de nombreux liens vers des articles de presse traitant de la « tarification dynamique ») : www.opensite.com, www.moai.com

## En France, les barrières entre classes sociales sont devenues moins rigides

Au cours de ces quarante dernières années, la fluidité sociale s'est accrue : telle est la thèse à laquelle est arrivé Louis-André Vallet, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Cette étude - *Quarante années de mobilité sociale en France, 1953-1993. Revue française de sociologie* - portant sur une période longue et riche en modifications structurelles, l'auteur a dû d'abord faire le point sur la

« mobilité observée ». En d'autres termes, il a fallu prendre en compte et neutraliser les conséquences des mutations économiques et sociales objectives, avant de pouvoir se prononcer sur l'affaiblissement des barrières sociales.

Or la France a énormément évolué entre 1953 et 1993. « Pour la tranche d'âge étudiée (30-59 ans), en 1953, 50,7 % des hommes étaient classés dans la même catégorie sociale que leur père. Cette forte immo-

bilité décroît de façon continue au cours des décennies suivantes : 40 % en 1970, 37,6 % en 1977, 36,5 % en 1985, 35,1 % enfin en 1993. Rapprocher la position sociale que les femmes occupent par leur emploi de la catégorie paternelle fait apparaître une évolution encore plus prononcée ». En 1953, l'immobilité sociale des femmes en âge de travailler était de 47,6 % ; elle a chuté à 22,9 % en 1993.

Ainsi, alors qu'au milieu du siècle un individu sur deux seulement quittait son milieu social d'origine, cette proportion s'est considérablement accrue en quarante ans au point de concerner, en 1993, deux hommes sur trois et trois femmes sur quatre.

Bien entendu, cette « mobilité observée » doit beaucoup aux mutations de l'économie française et ne doit pas être confondue avec une plus grande perméabilité des classes sociales entre elles. L'industrialisation des campagnes a littéralement fait fondre la catégorie des agriculteurs en quarante ans, tandis que la tertiarisation de l'économie a entraîné une forte demande du nombre de cadres.

#### MODÉLISATION COMPLEXE

La mobilité sociale obéit à également été forte chez les enfants d'ouvriers qui se sont retrouvés en 1993 plus nombreux qu'auparavant chez les cadres moyens (18 % contre 8 % en 1953) et supérieurs (11 % contre 2 % en 1953). La catégorie sociale des artisans et commerçants a, elle aussi, diversifié son recrutement : en 1993, nombre d'entre eux sont issus de la classe ouvrière ou enfants de cadres supérieurs et moyens.

Au travers de ces signes, Louis-André Vallet s'est attaché à décoder l'indice de fluidité sociale, c'est-à-dire tout ce qui pouvait indiquer un affaiblissement des barrières sociales. À l'issue d'une modélisation complexe qui lui a permis, au terme de plusieurs mois de travail, de calculer ce qui avait changé dans le

lien entre les variables de plusieurs tableaux de mobilité, l'auteur constate que « la fluidité sociale s'est accrue légèrement mais de façon continue en France, durant quatre décennies ».

Il arrive même à la chiffrer, affirmant qu'elle a augmenté de 0,5 % par an pendant quarante ans, soit une variation de 20 % sur l'ensemble de la période. Cet accroissement de la fluidité sociale indique que des hommes et des femmes occupent aujourd'hui des positions sociales « qui n'auraient pas dû être les leurs » si la fluidité était restée au niveau de 1950.

Ce mouvement touche d'abord les fils d'agriculteurs, qui se retrouvent fréquemment sur des positions sociales de « cadre, supérieur ou moyen ». En revanche, des enfants de la petite-bourgeoisie semblent avoir rejoint les rangs de la classe ouvrière, « signe d'une "fragilisation" de ce milieu d'origine ». A contrario, 71 000 fils de contremaîtres ou d'ouvriers, du seul fait de l'ouverture du régime de mobilité entre générations, ont quitté la classe ouvrière et, parmi eux, 34 000 sont devenus cadres supérieurs. Au total, c'est près de 265 000 hommes qui, sur quarante ans, occupent des postes plus élevés.

Concernant les femmes, les chiffres révèlent des proportions identiques : « On peut estimer à 195 000, soit 3,6 % de l'effectif total, le nombre de femmes dont, en 1993, le destin social a ainsi été transformé ».

Au plan théorique, ce travail prouve que la machine à produire de l'inégalité sociale existe bel et bien, mais peut subir des variations de régime. La volonté des individus de s'élever socialement et l'action sans doute importante de l'école ont pu avoir des effets positifs en matière de réduction des inégalités. De là à prétendre qu'elles sont vouées à disparaître, il y a un pas que l'auteur ne franchit nullement.

Yves Mamou

### HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Bernard Kapp

## Le premier marché de l'information

C'est bien connu, les meilleures affaires se bâtissent sur de bons tuyaux. Aussi les grandes familles marchandes ont-elles toujours pris soin d'entretenir une abondante correspondance avec leurs relations d'affaires et leurs agents commerciaux dans toute l'Europe. Et cela dès la fin du Moyen Âge. Chaque maison cherchait à rassembler, par ses propres moyens, un maximum de données économiques et politiques (le cours des monnaies, le prix des métaux et des denrées, les menaces de guerre, etc.), afin de minimiser les risques et de réaliser des opérations aussi profitables que possible. Ces pratiques isolées ont fini par être marginalisées, au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, par l'émergence d'un véritable marché de l'information, qui a permis de collecter une masse croissante de données et de les diffuser dans un cercle élargi de négociants, de financiers et de spéculateurs.

Ce processus, qui a joué un rôle essentiel dans la formation et le développement du capitalisme moderne, s'est déroulé à Amsterdam, le plus grand centre commercial et financier de l'époque. La capitale des Pays-Bas est devenue, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, l'entrepôt du monde. Bois et fourrures de la Baltique, draps d'Angleterre et de Flandres, soieries et peintures d'Italie, métaux précieux de l'Amérique hispanique, tapis d'Orient, porcelaines chinoises, épices d'Inde : tous les produits de valeur s'échangeaient en volumes considérables. Et les marchands de l'Europe entière s'y pressaient pour acheter, pour vendre ou pour trouver des partenaires en vue d'opérations maritimes aussi lucratives que risquées. Ce qui créait une forte demande pour les informations d'intérêt commercial.

Quel est le chargement des navires qui vont prochainement arriver dans le port ? Quels sont les prix pratiqués dans les différentes villes d'Europe ? Sur quels marchés peut-on déceler une pénurie de tel ou tel produit ? Tous les négociants présents à Amsterdam étaient évidemment très intéressés par de tels renseignements, indispensables pour anticiper les mouvements de prix et faire d'importants profits en limitant les risques. Mais encore fallait-il les obtenir de source sûre.

Dans un premier temps, le petit groupe des grands marchands de la ville avait pris l'habitude d'échanger et de confronter les informations confidentielles provenant de leurs partenaires commerciaux et de leurs agents à l'étranger. Ces échanges se faisaient de façon relativement informelle, à l'occasion de visites privées, de rencontres sur le port ou de réunions corporatives.

Amsterdam devient, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, l'entrepôt du monde. Bois et fourrures de la Baltique, draps d'Angleterre et de Flandres, soieries et peintures d'Italie, métaux précieux de l'Amérique hispanique, tapis d'Orient, porcelaines chinoises, épices d'Inde : tous les produits de valeur s'y échangent en volumes considérables.

Le patriciat d'Amsterdam disposait, par ailleurs, d'un autre atout de poids dans la compétition économique : un accès direct et exclusif aux dépêches diplomatiques envoyées des quatre coins de l'Europe par les ambassadeurs des Provinces-Unies ainsi qu'aux minutiers rapports concoctés par les bureaux asiatiques de la puissante Compagnie des Indes orientales.

Ce contrôle oligarchique de l'information allait être rapidement brisé sous la pression du marché. Les négociants exclus du système - et tout particulièrement les représentants des maisons étrangères - ont acheté au prix fort les renseignements les plus stratégiques auprès d'employés bien placés. Des pratiques qui ont tout naturellement provoqué des vocations d'intermédiaires et débouché sur la création, à partir de 1650, d'offices spécialisés dans la collecte et la revente d'informations économiques et politiques.

La plus florissante d'entre elles était dirigée par un immigré allemand, Leo van Aitzema, qui avait constitué un réseau très efficace et qui travaillait notamment pour les intérêts britanniques. D'importantes séries de lettres archivées à Londres montrent qu'il avait Cromwell parmi ses clients et qu'il fournissait régulièrement la copie des documents les plus secrets de la Compagnie hollandaise des Indes orientales à sa concurrente anglaise... Des imprimeurs ont par ailleurs eu la bonne idée, à la même époque, de lancer des feuilles hebdomadaires tirées à quelques centaines d'exemplaires - comme le *Hollandsche Mercurius* ou le *Amsterdamsche Mercurius* - où l'on trouvait à la fois des échos diplomatiques venus du monde entier et des informations d'ordre commercial. Ces gazettes d'un genre nouveau, qui constituaient une toute première ébauche de notre presse économique, fournissaient des renseignements extrêmement utiles pour les professionnels du commerce international : des comptes-rendus des séances de la Bourse, un récapitulatif des taux de change dans les principales villes commerçantes d'Europe, mais aussi la description précise de certaines cargaisons de poivre ou de clous de girofle sur le point d'arriver à quai.

Les gazettes ayant trouvé leurs sources et assurant désormais la diffusion des données brutes, les grandes institutions commerciales et certaines maisons de négoce ont alors cherché à retrouver l'avantage en s'engageant dans une voie nouvelle : le traitement bureaucratique de l'information. De véritables services d'études ont été créés au cours de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle pour collecter et archiver de manière ordonnée un maximum de renseignements sur certains secteurs d'activité, avec l'objectif de constituer des séries chiffrées et de les analyser. Une de ces études pionnières, réalisée en 1668 au sein de la Compagnie des Indes a, par exemple, consisté à évaluer le volume de poivre effectivement écoulé en Europe au fil des années. Résultat : les directeurs de la Compagnie ont finalement décidé, au vu des statistiques fournies, de stocker une partie des arrivages afin de maintenir la tension entre l'offre et la demande...

L'avance d'Amsterdam dans tous ces domaines est longtemps restée considérable. La meilleure preuve en est que marchands, banquiers et diplomates de toute l'Europe ont continué, pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, à lire les journaux édités en plusieurs langues dans la capitale batave et à y entretenir des rabatteurs d'informations, bien que le centre du grand commerce international se soit déplacé vers Londres. Certaines compagnies coloniales anglaises auraient même pris l'habitude d'acheter en Hollande toutes les informations concernant leurs propres établissements, afin de mieux en contrôler la gestion...

Monicagate, affaire Diana, médiamthes, bidonnages, trucages, nouvelles censures, manipulations des esprits, égarements journalistiques, messianisme médiatique.

La Tyrannie de la communication

Ignacio Ramonet

Gallie

Coll. Espace critique, 208 pages, 135 F.

Pendant longtemps la communication a libéré, parce qu'elle signifiait diffusion du savoir et des lumières de la raison contre les obscurantismes. Maintenant, en s'imposant comme obligation absolue, en inondant tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle, n'exerce-t-elle pas une véritable tyrannie ?



par Roger Sue

Ce déplacement pose une question redoutable aux gouvernements : que faire quand le social devient peu à peu le cœur d'une nouvelle économie dont dépendent tous les secteurs de production ? Comment traiter cette nouvelle économie du social ? Les réponses traditionnelles s'effacent quand il s'agit d'enverser le social comme principale ressource économique. Les réponses classiques de l'économie par le marché ou par l'Etat sont plus que limitées. L'Etat ne peut faire face à la pression de la demande sociale pour des raisons financières, de souplesse d'organisation et d'adaptation à des situations

Sur ce dernier point, au-delà de la part d'auto-financement, des différentes modalités de redistribution de la ressource publique et de l'élargissement du régime des dons et legs, il faut également réfléchir à une sorte de monnaie d'échange particulière (à l'image du titre emploi-service par exemple), facilitant l'échange de services réciproques sur une vaste échelle dans un grand réseau européen. Dans cette perspective, si l'Union européenne parvenait enfin à s'accorder sur un statut européen des associa-

Si les individus s'emparent collectivement de la « production » de la ressource humaine dans les associations, tout en construisant un véritable partenariat avec les entreprises pour éclairer les forces aveugles du marché, se dessine alors un nouvel horizon pour la démocratie. Celui de la démocratie économique.

**Roger Sue** est professeur des universités. Auteur de « La Richesse des hommes. Vers l'économie quaternaire » (Odile Jacob, 1997).

Les multinationales peuvent-elles avoir des effets négatifs sur le développement local ? Oui, par exemple, quand elles empruntent sur les marchés financiers nationaux. Dans ce cas, les taux d'intérêt ont tendance à monter, ce qui handicape les PME, à la fois parce que le crédit augmente et parce qu'il se raréfie. Mais, font valoir les auteurs du rapport, cet inconvénient peut être contrebalancé par une ouverture des marchés financiers car, dans ce cas les taux d'intérêt natio-

Ni l'une ni l'autre de ces formules ne semblent appropriées. Entre le laisser-faire et le dirigisme, des stratégies comme celle de Singapour ont pu être considérées comme les plus adéquates en matière d'IDE : intervention active afin de promouvoir de fortes participations des multinationales dans le secteur manufacturier, pas de traitement privilégié en faveur de l'industrie du pays, mais une incitation des investisseurs étrangers à améliorer les technologies locales.

**Martine Laronche**

Un aspect positif de l'ouvrage est le plus intéressant. Quel sera le niveau de l'endettement du pays ? Deux axes d'indicateurs : d'abord contre la répartition, car les actifs sont tentés « de basculer vers l'épargne privée pour assurer leurs propres retraites ». Quand l'inflation sera-t-elle de retour ? « Si on croit au retour de l'inflation », écrivent Patrick Artus et Florence Legros, alors on peut penser que des marges de manœuvre apparaîtront. « Un peu avant 2010, s'il n'y a pas de nouvelle récession, la France pourrait retrouver le plein emploi. » Le retour progressif au plein emploi permettrait de reculer l'âge de la retraite, ce qui est aujourd'hui impossible avec le chômage. Réglons-nous.

La discussion sur l'Union s'est longtemps cantonnée au « pour » et à « contre ». Il restait donc peu d'espace pour débattre d'une Europe d'opportuniste. A sa manière, Yves Salles, conseiller auprès de Jean-Paul Goussault, ministre des transports, tente une perspective, celle d'une Europe qui serait la base politique et économique pour résister à certaines contraintes de la mondialisation. La critique est avant tout celle de l'Europe libérale. Malheureusement, les solutions proposées relèvent souvent du « yaka » (Fayard, 176 p., 89 F, 13,5 €).

**L'ENSPTT RECRUTE**

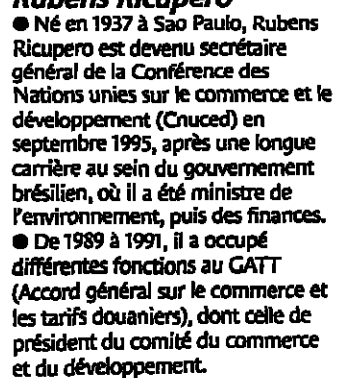
**ENSPTT**  
L'association pour  
l'enseignement des  
techniques de pointe

Pour une formation et un emploi :  
"Administrateur des PTI"  
Diplôme de l'Etat - 3<sup>ème</sup> cycle  
Ages de 16 ans à plus de 30 ans  
Des formations et emplois  
dans les domaines suivants :  
- L'Énergie - L'eau - L'Environnement  
- L'Aménagement du territoire  
- L'Urbanisme - L'Équipement  
- L'Industrie - L'Équipement - L'Énergie

Pour une formation  
d'un niveau 3<sup>ème</sup> cycle :  
"Le cycle d'études supérieures  
en management des entreprises de réseau"  
Diplôme de l'Etat - 3<sup>ème</sup> cycle  
Ages de 16 ans à plus de 30 ans  
Des formations et emplois  
dans les domaines suivants :  
- L'Énergie - L'eau - L'Environnement  
- L'Aménagement du territoire  
- L'Urbanisme - L'Équipement  
- L'Industrie - L'Équipement - L'Énergie

REJOIGNEZ-NOUS  
**08 00 22 82 82**  
118 118

06 65 85 80 17 (118 118) - [www.ensptt.fr](http://www.ensptt.fr) - [info@ensptt.fr](mailto:info@ensptt.fr)  
37, rue Darcourt - 75 018 Paris cedex 14  
Membre de l'Association Française pour le Recrutement et l'Équipement  
**ENSPTT, VOTRE AVENIR EN FORMATION**



## DÉPÊCHE

● **EMPLOI.** La commune des Mureaux (Yvelines) a ouvert, le 25 février, un Espace de l'économie et de l'emploi qui réunit, en un même lieu, les différents dispositifs d'aide à la recherche d'emploi (ANPE, mission locale, plan local d'insertion par l'économie) et ceux consacrés à la création d'entreprises et au développement économique (chambres de commerce et d'industrie, chambre des métiers, comité de bassin d'emploi, boutique de gestion). Ce rapprochement est censé générer une relation plus étroite entre l'offre et la demande locale. Seulement une quinzaine de structures de ce type existent en France.

Sur les 9,5 millions de francs (1,5 million d'euros) d'investissements nécessaires, la ville des Mureaux a reçu 4 millions (610 000 euros) du Fonds européen de développement régional (Féder), 2,9 millions (440 000 euros) de la région Ile-de-France et 700 000 francs (107 000 euros) de l'Etat. Renseignements : 01-30-04-11-50.

## AGENDA

● **TÉLÉCOMMUNICATIONS.** Innovations technologiques incessantes avec Internet; bouleversements réglementaires avec la fin des monopoles; restructuration économique avec, en Italie, la première OPA sur un opérateur des télécommunications; nouvelles applications et nouveaux métiers avec le développement du commerce électronique; les télécommunications constituent l'un des secteurs d'activité les plus imprévisibles. L'Institut national des télécommunications propose, les 2 et 3 mars, deux journées de colloques et conférences sur ces différents thèmes, complétées, le 3 mars, par un forum de recrutement où 130 entreprises seront présentes. Renseignements : 01-60-76-40-40.

● **FINANCES.** Quelles sont les conséquences de la création de la zone euro sur les marchés d'options, sur la concurrence entre les différentes places (Paris, Londres, Francfort)? Hun Minh Mai, directeur de la recherche de Monop SA, traitera ces thèmes le 8 mars à la Défense, au cours d'un petit déjeuner-débat organisé par les maîtres spécialisés techniques financières et assurance-finances de l'Essec, où il abordera en particulier l'impact du contexte européen sur le Monop (marché des options négociables de Paris). Renseignements : 01-34-43-30-36.



● **VILLE.** Festivals, sons et lumières, spectacles de rue... Les municipalités rivalisent d'ardeur, et d'investissements, pour « animer » leurs villes. L'Association des maires de France et EDF organisent à Paris, du 9 au 11 mars, « Toute la ville en parle », festival international des techniques d'animation de la cité. Outre la présence de différents prestataires, les participants pourront assister à des conférences-débats sur des sujets tels que « Animation et politique culturelle: amies ou ennemies » ou « Quels choix d'investissements pour quelles retombées ? ». Renseignements : 01-44-34-21-89.

● **RECRUTEMENT.** La Cité des métiers joue de plus en plus souvent un rôle d'agence pour l'emploi. Les 11, 12, 18 et 25 mars, elle organise des demi-journées de recrutement mettant en présence entreprises et candidats à différentes professions: restauration, BTP, commercial... Elle organise également des séances d'information et de conseil sur les différentes techniques de recherche d'emploi. Renseignements : <http://www.cite-sciences.fr>

● **FEMMES.** La différence sexuelle est toujours l'un des principaux facteurs de l'inégalité sur le marché du travail (salaire, précarité, chômage), qui se construit dès l'orientation scolaire. L'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (Inetop) organise, le 12 mars à Paris, un séminaire: « Ecole, orientation, travail: la différence des sexes ». Psychologues, pédagogues, sociologues feront le point des dernières recherches sur les mécanismes de cette inégalité. Renseignements : 01-44-10-79-01.

## SUR INTERNET

● **BAC+2.** Le Monde a mis en ligne sur son site des fiches détaillées présentant les 100 instituts universitaires de technologie (IUT) préparant aux diplômes universitaires de technologie - DUT - en deux ans, ainsi que les 266 formations post-DUT, préparées en un an, dans ces mêmes IUT. Le site propose par ailleurs une analyse des débouchés des BTS et DUT par grandes familles professionnelles. [www.lemonde.fr/education/IUT99/](http://www.lemonde.fr/education/IUT99/)

**SEMINAIRE - Paris, les 4 et 5 mai 1999**

## 35 HEURES ET LES CADRES

De vos futures obligations légales aux premiers accords « à la loupe »

Animateurs: Alain Lebaube, LE MONDE  
François Introvigne, STRATÉGIE ET AVENIR DIALOGIQUE  
Hubert Traper, CEGOS

Yves Baron, CABINET DE MARTINE AUBRY  
Daniel Croquette, CESA et l'Observatoire des Cadres  
Jean-Pierre Delisle, FRAMATOME  
Jean-Christophe Silbermann, DGRH RENAUT  
Robert Vuille, FRANCOLOR  
Alain Vissat, Confédération CPDT  
Anne Boussingault, GRANDE EPICERIE DE PARIS

Yves Laforge, CREFAC  
Jean-Yves Madec, Groupe EYEN  
Maître François Couraud, CABINET FIDAL  
François Perotto, BJ REYNOLDS TOBACCO France  
François Duchene, FMGI  
Jean-Marie Mathieu, BRUKER SA  
Jean-Pierre Mongrand, GAN

**JOURNÉE SPÉCIALE - Paris, le 6 mai 1999**

## TEMPS & MANAGEMENT

Avec la participation exceptionnelle de:

Jacques Attali Bruno Jarrasson

Ancien responsable de « Le Monde »  
Ancien responsable de « L'Espresso »  
Ancien responsable de « L'Obs »

**JOURNÉE PRATIQUE - Paris, le 3 mai 1999**

## OPTIMISEZ LES CONTRATS ET LA RÉMUNÉRATION DE VOS CADRES

Formation animée par:

Jacques Brouiller, Cabinet FIDAL & Jean-Gabriel Pichon, BOUYGUES

Pour tout renseignement contacter Sophie Delpuech au 01 53 24 33 32

## Des parrains pour des jeunes exclus de l'emploi

MARSEILLE  
de notre envoyée spéciale

Dans les quartiers chics du VIII<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, on n'a pas trop l'habitude de voir des jeunes en situation d'exclusion professionnelle. C'est pourtant là, à son siège de l'avenue du Prado, que la Caisse interprofessionnelle de retraite par répartition du Sud-Est (Cirse) reçoit à longueur d'année une certaine catégorie de jeunes, au sein de l'association qu'elle a créée: Générations Solidaires. Ils viennent y rencontrer leurs « parrains », des retraités bénévoles qui les accompagnent pas à pas vers l'emploi.

Olivier, 22 ans, a suivi ce chemin avec Samuel, 67 ans, ancien dirigeant d'une société textile, son parrain depuis 1996. Née en Tunisie où elle a vécu jusqu'à l'âge de 12 ans, Olivia, une grande timide qui avait beaucoup de mal à parler correctement le français, est restée au chômage durant trois ans. « Le vide total, je pensais que cela venait de moi, et aussi qu'il y avait un peu de racisme à mon égard ».

## SÉLECTION

Avec son parrain, elle a repris le dessus. En 1997-1998, elle a suivi une formation d'un an de responsable de produits frais, avant d'être embauchée en novembre dernier comme employée de libre-service. Certes, son poste est à temps partiel (30 heures par semaine rémunérées 4 000 francs net), avec des horaires difficiles, mais c'est un début. La jeune fille semble épanouie et s'exprime parfaitement. « Samuel m'a beaucoup aidé. Il m'a appris à m'asseoir, à regarder les gens dans les yeux et plein de petites choses importantes ».

Générations Solidaires s'adresse à des jeunes « en panne », ceux qui « même si l'activité économique reprendrait, resteraient sur le bord de la route », et met à leur profit l'expérience des anciens qui trouvent ainsi « une utilité sociale, meilleur rempart contre la solitude », explique Hélène Arnaud-Rouche, présidente de l'association et directrice de l'action sociale du groupe Prémalice auquel appartient la Cirse. Elle voit aussi dans cette opération un enjeu à plus

Des retraités bénévoles accompagnent des moins de 25 ans à la recherche d'un travail. Et les réconfortent lorsqu'ils sont victimes de discrimination raciale

long terme. « Si les jeunes n'entrent pas dans le monde du travail, c'est la fin du système de retraite par répartition ».

Les jeunes sont adressés à l'association par la mission locale. A Marseille, sur les 120 jeunes reçus en 1997 (115 suivis), 97 étaient de niveau V (CAP-BEP) au plus.

Les parrains font l'objet d'une sélection et suivent une formation. Dans la région marseillaise, le Front national réalise des scores élevés: les retraités racistes ne sont pas les bienvenus à l'association. « Lorsque je reçois les candidats parrains, indique Annie Bocquet, chargée de mission, qui encadre l'équipe, je les informe d'emblée que nous travaillons en priorité avec des jeunes en difficulté, dont une partie sont d'origine étrangère et je leur demande si cela leur pose un problème. Si la réponse est oui, je leur conseille d'aller voir d'autres associations ».

Les motivations et les profils des parrains sont divers. Marcel Gubernatis, 70 ans, a été cadre dirigeant durant vingt-sept ans. Il a été licencié à l'âge de 51 ans, avant de devenir conseiller principal à l'ANPE. Pour lui, pouvoir accompagner des jeunes, c'est une façon de « poursuivre une activité qu'il n'avait pas exercée exactement comme il le souhaitait: l'ANPE n'a pas les moyens de suivre les jeunes au cas par cas ».

Samuel, lui, consacré près de trente ans de sa vie à son entreprise. Quand, à la demande de jeunes de son village, il est devenu président du club de foot, en 1992, il a « décou-

vert que la jeunesse existait ». La cotoyer l'a « réjoui de trente ans ». Aujourd'hui, pour lui qui a « le ventre plein » alors que « ces jeunes ont le ventre vide », pouvoir les aider est « une grande satisfaction ».

Deux fois par mois, Annie Bocquet réunit tous les parrains pour évoquer les parcours des jeunes, et attribuer à chacun de nouveaux dossiers, en fonction de leur spécialité. Une idée maîtresse doit les guider dans leur relation avec un jeune: « ne jamais le mettre en situation d'échec », en lui demandant, par exemple, de rédiger un rapport alors qu'il a des difficultés à l'écrit », précise Annie Bocquet. Leur rôle, « fondamental », c'est aussi de leur enseigner « les codes non écrits de l'entreprise, qui sont malheureusement des codes d'entrée incontournables ».

Certains jeunes se plaignent d'avoir été victimes de racisme à l'embauche, ce qui les décourage, leur fait perdre confiance en eux, même s'ils « en parlent peu, par pudeur », observe Marcel Gubernatis. Nous essayons de les convaincre que, quelle que soit leur couleur de peau, ils ont des qualités et que, s'ils sont bien



Hélène Arnaud-Rouche

● Avocate de formation, la présidente de Générations Solidaires n'aurait exercé ce métier que six mois. En 1963, Hélène Arnaud-Rouche est recrutée par la Caisse interprofessionnelle de retraite par répartition du Sud-Est (Cirse) pour organiser son service social.

● Depuis vingt-cinq ans, elle dirige l'action sociale du groupe Prémalice dont fait partie la Cirse.

préparés, ils trouveront du travail. Peut-être pas dans la branche qu'ils ont choisie, parce que, dans certaines professions, quelqu'un de bronzé entre difficilement ».

## EFFICACITÉ

Ce qu'il faut, c'est leur apprendre, face à un employeur, « à replacer les choses sur le terrain professionnel pour essayer de faire pencher la balance dans le bon sens », souligne Annie Bocquet. « Notre rôle est de nous intéresser à eux, de les écouter, gratuitement, complète Samuel. Rien que cela les transforme. » Selon les données de l'association, 45 % des jeunes parrainés trouvent un emploi.

L'association Générations Solidaires, créée par la Cirse en 1993, est également implantée à Toulouse, Lyon, Nice et Cannes-Grasse. En tout, 300 jeunes sont suivis par une quarantaine de parrains. La caisse de retraite met à disposition de l'association des locaux et deux salariés à temps plein, dont Zahia Nouri, assistante, elle-même ancienne parrainée. D'autres caisses de retraite pratiquent une forme de parrainage, dont la CRI et le groupe Malakoff. Dans la région marseillaise, ce dernier s'adresse à des jeunes diplômés ou cadres.

Peu connu, le parrainage des jeunes vers l'emploi, dispositif créé en 1993, entre dans le cadre de la politique gouvernementale d'intégration, relancée récemment par Martine Aubry, ministre de l'emploi. Il fait l'objet d'une aide publique aux organismes supports qui peuvent être des structures d'accueil de jeunes, des associations de retraités, etc.

En 1997, 13 000 jeunes ont été suivis par 6 000 parrains, soutenus par un financement public de 22,7 millions de francs (3,5 milliards d'euros). Les jeunes d'origine étrangère représentent 45,8 % du total (données 1996). Le ministère estime la mesure « efficace »: 61 % des jeunes ont trouvé un emploi ou une formation à l'issue des six ou neuf mois que dure le parrainage. « Les difficultés se situent au niveau de la recherche des parrains et de leur renouvellement », conclut le bilan.

Francine Aizicovici

## En Alsace, des patrons « sauvages » écopent de leçons de droit du travail

Sanctionner tout en prévenant la récidive: partisan de ce qu'on appelle la « troisième voie » dans le domaine de la justice, le parquet de Colmar choisit de former les employeurs auteurs d'infractions plutôt que de les condamner.

Dans le stage concernant le travail illégal, un inspecteur de l'Urssaf intervient, par exemple, pour expliquer aux stagiaires les démarches à effectuer auprès de son organisme et pour les sensibiliser au coût social de la fraude. Il leur présente le rôle de relais que joue l'Urssaf auprès des différentes caisses d'allocation familiales, de Sécurité sociale, de retraites...

Autant de rappels et d'explications qui sont loin d'être inutiles, constate René Meyer, du centre de formation de la chambre de commerce et d'industrie de Colmar, à qui le parquet a confié l'animation des formations sur le travail illégal.

Repères

● Sur 805 568 infractions constatées par l'inspection du travail en France en 1996 (dernière année connue), 19 551 ont été relevées par procès-verbal (PV), soit 18,7 % de plus qu'en 1995.

Le parquet de Colmar choisit de former les employeurs auteurs d'infractions plutôt que de les condamner

Successivement à une baisse continue et très marquée depuis 1989, cette hausse tient à l'augmentation du nombre de procès-verbaux concernant la durée du travail (+ 95 %) et l'emploi - travail temporaire, travail clandestin, etc. (+ 2,3 %).

● Cinq dossiers sont particulièrement sensibles: les heures supplémentaires et repos compensateurs (3 583 PV), le repos hebdomadaire dominical et les jours

« Employeurs de moins de dix salariés pour la plupart, relève-t-il, les stagiaires disent avoir commis l'infraction par méconnaissance des formalités à accomplir ou par oubli. Ils posent beaucoup de questions sur la rédaction du contrat de travail, sur la période d'essai, sur les conventions collectives... Et s'ils arrivent méfiants, ils repartent en reconnaissant avoir appris des choses ».

« Nous nous attendions à une journée de sermon. En fait, on nous a donné des recettes », apprécie un maître d'ouvrage, sanctionné pour avoir réalisé les travaux de gros œuvre sur un chantier sans recourir à un coordinateur de sécurité. Il soutient être innocent: les démarches nécessaires pour désigner un tel professionnel, qu'il assure avoir engagées, n'auraient pas abouti à temps. Toutefois, il ne regrette pas d'avoir bénéficié d'un stage d'hygiène et de sécurité du travail, organisé par l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment (OPPBTP), qui dispense cette formation à la demande du parquet. « Les formateurs sont des anciens du bâtiment, qui

connaissent les difficultés que nous pouvons rencontrer et savent faire passer le message de façon très pédagogique. » Il est d'ailleurs retourné voir ces anciens formateurs à l'occasion d'un nouveau chantier.

Le stage d'hygiène et de sécurité du travail est complété par un module pratique sur le site de l'entreprise: « Nous nous rendons chez l'intéressé pour faire le point avec lui, et l'aider par nos conseils à trouver une solution à tel ou tel problème », explique Jacques Bambach, formateur de l'OPPBTP. Il est très important que nous mettions bien au clair notre rôle dès le début du stage. Nous ne sommes pas le bras armé du parquet; nous sommes au service des employeurs ».

## IMPACT

Le patronat local voit plutôt d'un bon œil cette initiative qui consiste à prévenir davantage qu'à sanctionner. « Cela permet de responsabiliser les personnes et de les sensibiliser au préjudice causé aux autres professionnels », relève Jean-Jacques Schmidt, secrétaire général de la CGPME du Haut-Rhin.

Marc Aron, inspecteur du travail à Colmar, juge lui aussi une formation plus pertinente qu'un jugement en correctionnel pour les toutes petites entreprises et les primo-délinquants, mais uniquement en matière d'hygiène et de sécurité sur les chantiers.

Il reste plus dubitatif en ce qui concerne les délits de travail illégal. Se gardant de commenter l'action pénale du parquet, il s'interroge sur l'impact d'une telle démarche sur le travail des inspecteurs: « Nous n'adressons déjà au parquet que les affaires les plus graves, et seule une partie d'entre elles passent en correctionnel. Si trop de dossiers ne sont pas jugés, la crédibilité de notre action ne risque-t-elle pas d'être mise en cause ? »

Laetitia Van Eeckhout



## Les exclus de l'emploi

Le monde du travail est en pleine mutation. Les entreprises cherchent des personnes capables de s'adapter à ces changements. Les exclus de l'emploi sont ceux qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour répondre à ces exigences. Ils sont souvent des personnes âgées, des personnes avec un handicap, des personnes issues de milieux défavorisés, etc. Ils ont du mal à trouver un emploi car les entreprises ne voient pas leur valeur ajoutée. Il est important de leur offrir des formations et des soutiens pour leur permettre de s'intégrer dans le monde du travail.



Arnaud-Rouche

Arnaud-Rouche est un homme d'affaires français. Il a travaillé pour de nombreuses entreprises et a acquis une grande expérience dans le monde du travail. Il est aujourd'hui un expert en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial.

## « Rageons » le travail

Le travail est une source de satisfaction et de réussite. Cependant, il est souvent difficile de trouver un emploi qui corresponde à nos aspirations et à nos compétences. Il est important de « rageonner » le travail, c'est-à-dire de le rendre plus intéressant et plus motivant. Cela passe par la mise en place de défis, par la reconnaissance des efforts, par la création d'un environnement de travail positif, etc. Il faut aussi être pro-actif et chercher à améliorer ses compétences pour rester compétitif sur le marché du travail.

Il est également important de ne pas se laisser décourager par les difficultés du marché du travail. Il faut continuer à chercher, à apprendre, à évoluer. Le travail est un voyage, pas une destination. Il faut profiter du chemin et des rencontres. Le travail est une partie essentielle de notre vie et il mérite d'être vécu pleinement.

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999 / IX

## Cadres Commerciaux

# Une nouvelle carrière dans une nouvelle banque

L'un des plus importants groupes bancaires européens, doté d'une notoriété mondiale de premier plan, a décidé, dans le cadre de sa stratégie de développement en Europe, de créer une nouvelle banque en France, exclusivement dédiée à la clientèle de particuliers. Réputée pour sa solidité, sa fiabilité, sa compétence et son professionnalisme dans les services bancaires aux particuliers, ce groupe bancaire va créer une approche globale et innovante de services de gestion patrimoniale et de portefeuille, en alliant les avantages relationnels de la banque de proximité et les atouts fondamentaux de disponibilité, de rapidité et d'efficacité de la banque directe. Compte tenu de l'importance du projet et des différentes étapes de la formation prévue pour chaque catégorie de poste, ce groupe bancaire souhaite recruter, dès à présent, les cadres (H/F) qui occuperont les postes clés dans les fonctions commerciales et marketing, que ce soit au siège, dans le réseau ou pour la banque à distance.

### • DÉVELOPPEMENT PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS

Sous la responsabilité du Directeur Marketing France, vous concevrez et développerez l'offre de produits et services, et serez responsable de l'identification des sociétés partenaires avec lesquelles vous passerez les accords nécessaires pour la mise en place et la commercialisation de ces produits et services. Diplômé ESC ou équivalent, vous avez une expérience d'environ 5 ans dans le domaine du marketing de produits financiers destinés aux particuliers, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais Réf 1003/JR/DP.

### • MARKETING ETUDES ET COMMUNICATION

Sous la responsabilité du Directeur Marketing France, vous prendrez en charge les études de marché, de la concurrence et de satisfaction client, ainsi que la conception des campagnes de communication média. Vous êtes diplômé ESC ou équivalent, avez une bonne pratique de l'anglais et environ 5 ans d'expérience marketing dans la vente à distance, de préférence dans un environnement financier Réf 1004/JR/ME.

### • MARKETING OPÉRATIONNEL

Assisté de deux collaborateurs (support force de vente et analyste base de données), vous serez placé sous l'autorité du Directeur Marketing France, et aurez la responsabilité des activités de marketing direct auprès des prospects, de l'optimisation des ventes croisées et des opérations de relation clientèle. Diplômé ESC ou équivalent, parlant bien l'anglais, vous avez environ 5 ans d'expérience des bases de données clients et du marketing direct auprès du grand public, si possible dans le secteur financier Réf 1005/JR/MO.

### • SUPPORT FORCE DE VENTE

Rattaché au Responsable Marketing Opérationnel, vous mettrez au point tous les outils d'aide à la vente : documentation interne et externe, procédures de vente, formation etc, et assurerez la bonne tenue des opérations de relation clientèle. Vous avez une expérience d'environ deux ans dans le marketing opérationnel (secteur financier), un diplôme ESC ou équivalent, et une bonne pratique de l'anglais. Réf 1006/JR/SF.

### • ANALYSTE BASE DE DONNÉES MARKETING

Vous assisterez le Responsable Marketing Opérationnel dans toutes les activités de marketing direct, identifierez et générerez les actions de vente croisée et de fidélisation à partir des bases de données clients, mettez en place des outils de mesure de ces actions et proposerez les moyens pour en améliorer l'efficacité. Diplômé ESC ou équivalent, vous avez environ deux ans d'expérience dans le marketing direct de produits grand public, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais Réf 1007/JR/AB.

### • DIRECTEURS D'AGENCE/CLIENTÈLE PRIVÉE

Sous la responsabilité du Directeur Commercial France, et à la tête d'une structure de départ de 5 à 10 personnes, vous serez personnellement impliqué dans la stratégie régionale de prospection et serez responsable de l'animation de votre équipe et de la coordination avec les services de la banque à distance. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un professionnel reconnu de la clientèle privée dans votre région, et savez manager une équipe de vente. Dix postes sont à pourvoir : Paris (2), Hauts-de-Seine, Yvelines, Lyon, Aix-Marseille, Bordeaux, Lille, Nice, Toulouse Réf 1008/CC/DA.

Au salaire compétitif proposé pour chacun de ces postes s'ajouteront un bonus collectif et individuel, ainsi que de nombreux avantages (dont possibilité, pour certains postes, de voiture de fonction). Ecrire à PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex, en précisant impérativement la référence choisie sur l'enveloppe et sur la lettre, votre rémunération annuelle brute, et pour les candidats issus du secteur bancaire, votre classification actuelle. Informations au 01 40 88 79 76

### • CONSEILLERS EN GESTION DE PATRIMOINE

Basé dans l'une des dix agences (Cf. liste des implantations ci-dessus), vous prendrez en charge la prospection et assurerez le diagnostic patrimonial de chaque nouveau client. Vous établirez une stratégie de gestion actualisée régulièrement et mettez les clients en contact avec les chargés de clientèle privée (basés à Paris, au Centre de Conseil à distance), qui seront les interlocuteurs quotidiens de ces derniers. Vous avez une formation supérieure, une excellente présentation, une expérience de la vente de produits financiers dans une optique patrimoniale et une forte motivation pour la prospection. Cinquante postes sont à pourvoir Réf 1009/CC/CG.

### • DIRECTEUR DU CENTRE DE CONSEIL À DISTANCE

Sous la responsabilité du Directeur Commercial France, vous serez responsable de la très forte croissance du Centre, de la satisfaction totale des clients, de l'animation des équipes de Managers de Clientèle Privée et de Chargés de Clientèle Privée, et de leurs performances : volume de vente, qualité de service, productivité. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un spécialiste confirmé de la fonction, à l'aise dans le management d'équipes importantes, et vous avez une réelle expérience des produits et services financiers. Réf 1010/JR/DC.

### • MANAGERS CLIENTÈLE PRIVÉE

Vous serez responsable de l'intégration, du développement des compétences et des performances commerciales des Chargés de Clientèle Privée du Centre de Conseil à distance, tout en assurant la coordination avec les agences. Vous prendrez également en charge, personnellement, des clients importants. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez une expérience patrimoniale très confirmée. Bon animateur d'équipe, les défis de la banque à distance vous attirent. Deux postes sont à pourvoir. Réf 1011/CC/MC.

### • CHARGÉS DE CLIENTÈLE PRIVÉE

Vous prendrez en charge un portefeuille de clients dédiés, en relation avec les Conseillers en gestion de Patrimoine des agences. Vous assurerez une relation permanente et pro-active avec vos clients, à qui vous fournirez des conseils et des recommandations à forte valeur ajoutée : informations économiques et financières, diagnostics d'investissements, vente de produits et services spécifiques, optimisation patrimoniale. Vous avez une formation supérieure, une expérience de la vente de produits financiers dans une optique patrimoniale, et une forte motivation pour le conseil par téléphone. Dix postes sont à pourvoir. Réf 1012/CC/CC.

### • MANAGER DU CENTRE D'APPEL

Sous la responsabilité du Directeur Commercial France, vous prendrez en charge l'équipe de superviseurs et de téléconseillers qui seront les premiers contacts téléphoniques des clients, et pour lesquels ils traiteront les opérations d'investissement courantes. Vous serez responsable du développement du Centre, du pilotage du processus, de l'amélioration des performances, de la coordination avec le back-office et le Centre de Conseil à distance. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience similaire, acquise de préférence dans le secteur financier, et votre leadership est reconnu. Réf 1013/JR/MC.

### • SUPERVISEURS

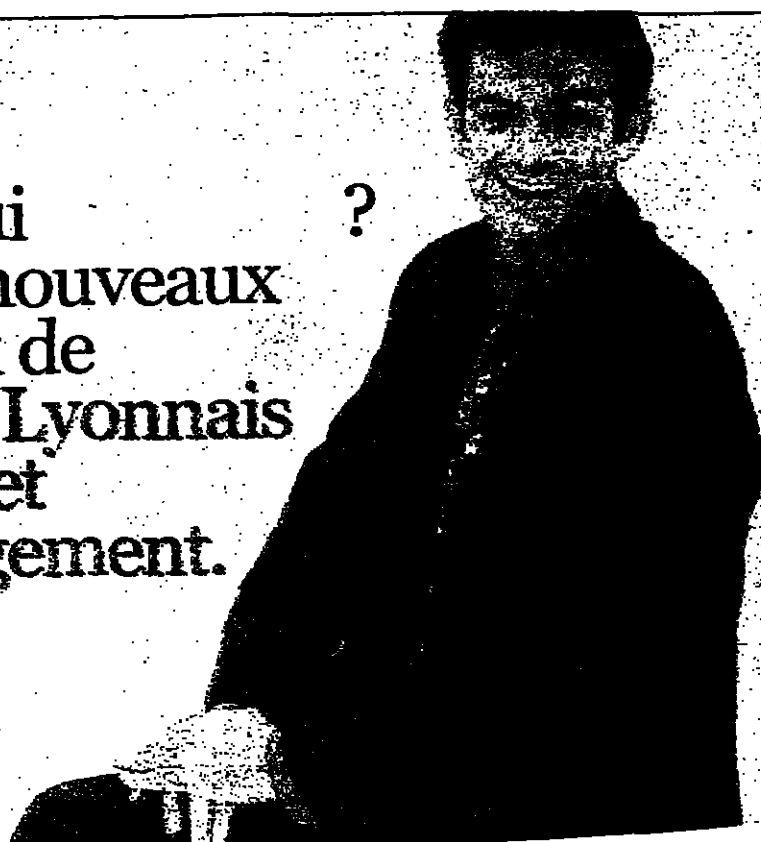
Vous serez responsable de l'animation permanente de votre équipe de Téléconseillers (recrutement, formation, intégration, etc), de la qualité de service (contenu, délai, satisfaction client, etc) et des performances. Vous assurerez la coordination avec les chargés de clientèle privée et le back-office. Vous justifiez impérativement d'une expérience identique dans un Centre d'Appel de préférence dans le secteur financier. Trois postes sont à pourvoir. Réf 1014/CC/SU.

PA Consulting Group

051 711 111

## Marketing - Communication

## Ce qui ? Les nouveaux enjeux de Crédit Lyonnais Asset Management.



Vous êtes bien. Bien dans votre tête. Pleins d'énergie. Optimiste, positif, enthousiaste. Vous êtes volontaire. Vous avez du tempérament et des projets d'avenir. Ce qui vous anime, c'est la volonté. Alors, c'est sûr, Crédit Lyonnais Asset Management est fait pour vous ! Rejoignez dès à présent nos 370 collaborateurs et relevez avec nous les nouveaux enjeux de Crédit Lyonnais Asset Management.

### Chargé de communication confirmé H/F

Au sein de notre Direction de la Communication et en collaboration avec les autres secteurs opérationnels, vous êtes chargé de développer l'image de l'entreprise au France comme à l'international : mise en œuvre de la nouvelle ligne graphique des publications et documents • coordination des campagnes (supports écrits, audio et vidéo) • organisation des réunions internes, des opérations de relations publiques et promotionnelles • optimisation de la qualité, des délais et des coûts de fabrication • évaluation et analyse de l'impact des actions menées.

De formation supérieure en marketing et communication, vous bénéficiez d'une expérience réussie dans le domaine de la communication internationale. Acquies impérativement dans le secteur bancaire. Vous maîtrisez l'ensemble de la chaîne graphique ainsi que l'informatique (Word, Excel et les logiciels de PAO). Votre connaissance des outils multimédia et des techniques audiovisuelles est un atout indispensable. La pratique courante de l'anglais est nécessaire, celle d'autres langues est un plus.

Votre aisance relationnelle et rédactionnelle, votre créativité et votre rigueur, ainsi que votre capacité à animer des groupes de projets feront de vous l'élément moteur de notre marque-entreprise. Réf. 610

### Concepteur / Rédacteur H/F

En coordination avec notre équipe chargée de la communication et les autres secteurs opérationnels de l'entreprise, vous concevez et réalisez les outils et supports de communication interne et externe. Grâce à votre sens de l'écoute et à vos capacités de réflexion, vous animez un réseau de communication interne. Imaginatif et convaincant, vous savez créer l'adhésion autour de vos idées. Vos excellentes qualités rédactionnelles font de vous le garant du respect de la ligne éditoriale des différents supports de communication de l'entreprise.

De formation Bac +4/5 (ESJ, IEP, Sciences Po, CELSA...), vous avez une expérience confirmée de la communication écrite. Vous possédez une bonne connaissance du secteur bancaire et des nouvelles technologies de communication. Vous maîtrisez l'informatique et les logiciels de PAO. La pratique courante de l'anglais est nécessaire, celle d'autres langues est un plus. Réf. 615

Vous voulez en savoir plus et nous transmettre ce qui vous anime ?

01 55 33 43 34



**CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT**

## DDB Co. HINTZY HEYMANN

L'agence des entreprises et des institutions du Groupe DDB  
(180 personnes, 120 MF de marge brute) recrute :

### Consultant senior

Secteur industrie

Vous intervenez en particulier sur les dossiers liés au secteur de l'industrie et du B to B. Vous prenez en charge l'élaboration et la coordination des stratégies de communication media et hors-media, dans le cadre des prospections et pour les

clients acquis. De formation bac + 5, vous possédez une expérience d'une dizaine d'années en agence et si possible chez l'annonceur. Vous manifestez un réel intérêt pour le travail en équipe pluridisciplinaire. Anglais indispensable.

### Attaché de presse senior

Economie/entreprise

Au sein du département relations presse (20 personnes), vous réalisez le suivi des dossiers clients, participez à la réflexion stratégique, aux recherches de partenariat, assurez les contacts

avec les journalistes. De formation supérieure, vous possédez une expérience significative (minimum 5 ans) des dossiers économie-entreprise. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence AP/M à  
DDB&Co. Hintzy Heymann, Cyril Janin, 55 rue d'Amsterdam, 75391 Paris cedex 08.

## Responsable clientèle japonaise

Au sein du Département Clientèle Etrangère, vous animez une équipe de collaborateurs japonais et suivez le compte d'exploitation de la boutique dédiée à la clientèle japonaise dont vous analysez le comportement d'achat et pour laquelle vous mettez en œuvre les décisions marketing.

Vous avez une expérience en milieu japonais. Vous êtes trilingue (anglais, français, japonais). De formation supérieure, vous avez des compétences en marketing et en gestion.

Ce poste peut évoluer vers une responsabilité plus large au niveau de la clientèle étrangère.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV avec photo aux Galeries Lafayette, Service Recrutement, 40 bd Haussmann, 75009 Paris, à l'attention de Daniele Chenevier.

MEDIA SYSTEM

**GALERIES Lafayette**

## Responsable de la communication

Cette filiale d'un des plus grands groupes français est le premier producteur européen et le deuxième mondial dans son domaine d'activité industrielle (5 milliards de francs de CA).

Rattaché au Directeur de la Politique Industrielle, vous définissez, proposez et mettez en œuvre la stratégie de communication externe de l'entreprise pour lui permettre de renforcer son image institutionnelle dans le monde et en particulier aux Etats-Unis. Vous travaillez, pour cela, en étroite relation avec les Business Managers des différents pays.

La quarantaine environ, de formation supérieure, vous possédez une expérience réussie d'au moins 10 ans dans les métiers de la communication d'entreprise, impérativement acquise dans un environnement industriel international. Un vécu professionnel aux Etats-Unis est un plus.

Le poste est basé en région Rhône-Alpes. Il requiert de nombreux déplacements à l'étranger.

■ Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1838 LM à notre conseil Jacques Favier.  
ALEXANDRE TIC, 1 rue de la République, 69001 Lyon ou par e-mail : [jacques.favier@alexandretic.com](mailto:jacques.favier@alexandretic.com)



**ALEXANDRE TIC**

Capital 150 000



## Jeune responsable communication (H/F)

**Rhône-Alpes** - Notre groupe industriel leader sur ses marchés - 800 personnes, 1 milliard de francs de CA, plusieurs filiales en Europe - est spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de biens d'équipements industriels auprès d'une clientèle européenne. Nous souhaitons accompagner notre croissance par une politique communication efficace et recherchons un jeune responsable communication. Vous mettez en œuvre la politique de communication tant sur le plan interne qu'externe, en respect de la politique d'image et d'identité de l'entreprise. Vous participez à des salons professionnels européens. Responsable de votre budget, vous élaborez les messages et les supports de communication, et vous gérez les relations extérieures (partenaires, presse, agence de publicité, site web...).

Agé(e) d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience confirmée en tant que chargé (e) de communication acquise au sein d'une entreprise industrielle internationale. Vous pratiquez l'anglais, et votre sens relationnel favorisera votre réussite dans cette fonction évolutive au sein de notre groupe. Une troisième langue sera considérée comme un atout. Pour cette très belle opportunité, merci d'écrire à Didier BONNEFOY - PA Consulting Group - 19, boulevard Eugène Deruelle - 69003 LYON en précisant la référence 1002/DB/JR - Tél. 04.72.60.60.90. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse [bonnefoyd@pa-consulting.com](mailto:bonnefoyd@pa-consulting.com) ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site [www.pa-jobworld.com](http://www.pa-jobworld.com)

Global Recruitment

**PA Consulting Group**



REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999 / XI

## Conseil - Audit

### Energie et environnement 3 à 6 ans d'expérience,

Détail de nos offres : [cscpeatmarwick.com](http://cscpeatmarwick.com)

Une croissance, supérieure à 30% depuis 3 ans.

Expertise, pragmatisme et culture des résultats.

Notre alliance avec CSC, n° 2 mondial du conseil.

750 bureaux, soit 45000 collaborateurs dans 45 pays.

Merci d'adresser votre candidature et CV à Valérie Giroguy, sous référence LM02/03,

CSC-Peat Marwick - Tour Framatome -1, place de la Coupole, 92084 Paris La Défense

**CSC** Computer Sciences Corporation

la dimension qu'il vous faut, les projets dont vous avez envie,  
et votre talent devient...

## CSC Peat Marwick

### Consultants seniors en organisation et systèmes d'information

#### COTIBA MANAGEMENT,

filiale du groupe CGIS,  
spécialisée dans le manage-  
ment de grands projets  
complexes, compte plus  
de 500 personnes,  
pour un CA de 550 MF.  
Sa Division Conseil, d'une  
cinquantaine de consultants,  
recrute du fait de son expan-  
sion des :

Pour vivre ensemble nos projets, adressez votre dossier de  
candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. LM/15/99,  
à COTIBA Management, Direction des Ressources Humaines,  
92/98 bd Victor-Hugo, 92115 Clichy Cedex.  
e-mail: [job@cotiba.com](mailto:job@cotiba.com)  
Site web: <http://www.cotiba.com/Conseil>



Vivez au cœur de Nestlé  
et de ses opportunités.

#### Chef de mission audit

Nestlé France - la filiale  
française du n° 1 mondial  
de l'alimentaire -  
recherche aujourd'hui  
un jeune talent  
pour participer à  
l'organisation de la  
fonction audit interne  
de l'entreprise.

Merci d'appeler  
du lundi au vendredi  
et de 9 h 00 à 17 h 00 le  
01 40 89 72 85

A 28 ans environ, de forma-  
tion ESC ou grande école  
d'ingénieur, vous disposez déjà  
d'une ou deux expériences de  
l'audit dans le domaine  
financier ou industriel. Vous  
souhaitez aujourd'hui mettre  
à profit votre expertise pour  
le compte d'un groupe aux  
multiples facettes.  
Vous supervisez les travaux  
des auditeurs internes (2 à 4  
selon les missions) et leur re-  
porting auprès du Chef de  
l'audit concerné et du Chef  
de l'Audit Nestlé France.  
Vous vous impliquerez dans  
tous nos domaines d'activité,  
que ce soit sur nos sites indus-  
triels ou dans nos différents  
sièges sociaux (de fréquents  
déplacements sont à prévoir  
dans toute la France).  
Rigoureux, et méthodique,  
votre rapide compréhension  
des processus et des enjeux  
est complétée par votre capa-  
cité à convaincre et par vos  
qualités d'animation d'équipe.  
Après deux à trois ans à ce  
poste, vos acquis et connais-  
sances de Nestlé France vous  
permettront d'évoluer vers  
un poste organisationnel ou  
managérial.

#### Consultant gestion des risques

A ce poste, vous effectuez des analyses de risques pour  
les clients, proposez des stratégies de recouvrement,  
servez les Plans de Continuité afin d'assurer la pérennité  
de l'entreprise en cas de sinistre. Vous avez également la  
responsabilité du suivi des Clients, de la formation des  
utilisateurs, de la mise à jour des plans jusqu'aux tests.

A 25/30 ans, de formation Grande Ecole ou Université  
vous justifiez d'une première expérience de 2 à 4 ans  
acquise de préférence dans le domaine des réseaux  
télécom et/ou de la sécurité informatique.

Situé à Ruell, ce poste évolutif offre  
d'excellentes opportunités pour  
rejoindre une Société de haut niveau,  
jeune et dynamique.

**Safetynet PLC, société leader sur le marché de la Gestion des Risques, développe  
pour une clientèle internationale et Grands Comptes des solutions de secours (11  
Centres dans le monde) ainsi que des plans de continuité des activités et des  
procédures de Gestion des Risques. Notre Société dans le cadre de son  
expansion recherche un Consultant pour son service de Gestion des Risques.**

Merci d'adresser votre candidature + prétentions à  
SAFETYNET FRANCE, Mme FRANCK, Ruell 2000,  
2 rue Jacques Daguerre, 92565 Ruell-Malmaison Cedex

صلى الله عليه وسلم

## Conseil - Audit

### Notre métier,

Conseil en recherche de Dirigeants par approche directe.

Nous sommes l'un des leaders du marché français, affilié à un réseau international.

Nous recherchons

un(une) Responsable des recherches

### Vos responsabilités :

- Animer et former les chargées de recherche,
- Organiser les plans de charge,
- Suivre et développer tous les outils d'identification et de sélection des candidats,
- Maintenir et faire évoluer les bases de données (avec l'appui d'une informaticienne),
- Gérer directement les recherches dans un secteur majeur du Cabinet (avec l'appui d'une chargée de recherche junior).

Vous avez une formation supérieure, universitaire ou grande école de type Sciences Po. Une formation complémentaire à la documentation et à la gestion de l'information serait appréciée.

### Votre expérience :

Chargé(e) de recherche confirmé(e), responsable d'un service de documentation ou d'analyse économique, dans le conseil ou en entreprise.

Vous êtes organisé(e), d'esprit ouvert : vous avez le sens du service (délais et qualité) et l'aptitude à animer une équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature et curriculum vitae (sous réf. 9905) à :

LE MONDE Publicité  
21 bis, rue Claude-Bernard  
BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05.

## Consultant

Cabinet de conseil en recrutement par annonce et par approche directe, nous intervenons depuis 10 ans dans la recherche et l'évaluation de cadres, essentiellement auprès de grandes entreprises.

Pour nous accompagner dans notre développement, nous recherchons un consultant confirmé et responsable, désireux, à terme, de s'impliquer complètement dans l'avenir de la société.

A 35/45 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans en recrutement de cadres, acquise en cabinet ou dans le secteur industriel.

Dans un environnement simple et convivial, vous souhaitez prendre une part très active dans notre évolution.

Cette fonction implique une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prêt.) sous Réf.CO/LM à Pierre LEMAHIEU, 14 rue Lincoln, 75008 Paris.  
e-mail : PL-Conseil@quid-info.fr



PIERRE LEMAHIEU CONSEIL

Un grand établissement financier français recherche pour renforcer le service d'audit du Groupe,

## UN AUDITEUR

disposant d'une expérience confirmée dans l'audit des activités bancaires et financières, notamment des activités de marchés.

Pour le compte de ce service directement rattaché à la Direction Générale, vous serez amené à conduire des missions d'audit au sein de l'établissement et des principales filiales financières en France et à l'étranger.

De formation supérieure, âgé d'environ 30 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 4 à 5 ans, acquise au sein d'un cabinet d'audit international et/ou du service d'audit interne d'un établissement financier. Autonomie, rigueur, sens de l'organisation, capacité de travail et aisance relationnelle sont requises pour ce poste. Une bonne maîtrise de l'anglais et des logiciels Excel et Word est indispensable.

Merci d'envoyer lettre de motivation, CV et photo sous réf. 390 à SAFARI, 17 boulevard Poissonnière, 75002 PARIS Cedex 2 qui transmettra.

## Marketing Communication



ENSP  
ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE

## RESPONSABLE DES PROJETS COMMUNICATION ET PROMOTION

L'Ecole Nationale de la Santé Publique (RENNES) recherche pour la Banque de Données Santé Publique un(e) Responsable des Projets Communication et Promotion :

- préparation et suivi des projets de la BDSP
- valorisation et promotion des produits et prestations BDSP
- animation de réseau

Niveau : Bac + 5, anglais courant, bonne culture informatique PC, expérience d'au moins 5 ans dans la promotion des services d'informations et des Nouvelles Techniques d'Information et Communication, expérience confirmée de chef de projet.

Conditions d'embauche : emploi contractuel droit public.  
Une fiche de poste est à consulter sur <http://www.bdsp.tm.fr>  
CV et lettre de motivation à adresser avant le 17 mars 1999 à M. Daniel DENEVERT - Ecole Nationale de la Santé Publique av. du Professeur Léon Bernard - 35043 Rennes cedex.

## Le monde des cadres



Notre métier, sur les deux régions Haute et Basse Normandie, est d'une part l'ingénierie administrative et financière des projets d'implantation et d'extension d'entreprises, d'autre part, en liaison étroite avec nos partenaires, l'organisation de l'offre territoriale autour des filières d'excellence et la prospection internationale d'investisseurs. Nous recherchons, basé à Rouen, notre

### COORDONNATEUR DE L'EQUIPE DE PROSPECTION ET CHARGÉ DE MISSION USA

Rattaché au Commissaire, Délégué, votre mission sera double : coordonner et animer les chargés de mission prospection Asie et Europe, ainsi que le réseau de développeurs économiques (décideurs institutionnels et professionnels) partenaires de l'Association. Simultanément, prospecter aux USA des investisseurs potentiels susceptibles de s'implanter en Normandie. Sur des projets plus avancés, prendre en charge tous les aspects techniques, financiers, négociations, ... permettant aux décideurs de concrétiser leurs projets d'implantation.

De formation ESC ou similaire, vous avez, à 28/35 ans, acquis après si possible un CSNE, une expérience d'au moins 4 ans de promotion et vente aux entreprises internationales. Vous avez une très bonne pratique de l'anglais, ainsi que de l'allemand ou de l'espagnol.



Pour recevoir des informations complémentaires sur ce poste, nous vous remercions d'adresser avant le 25 mars lettre de motivation + CV + rémunération actuelle sous référence CDE99036M à FC Conseil, 9, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.  
e-mail : fconseil@fconseil.fr

## Cadres Commerciaux



PORT DE ROUEN  
VALLEE DE SEINE

Engagés dans la compétition internationale nous développons une stratégie commerciale offensive. Pour animer les équipes chargées de cette mission, nous recherchons :

CHEF DE SERVICE CLIENTS ET RELATIONS EXTERIEURES

### Votre Mission :

- Animer et fédérer les équipes autour d'un projet
- Mise en place de nouveaux trafics et consolidation des trafics existants sur le Marché hinterland

**Votre Profil :** Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, avec une exp. prof. réussie dans le transport international et maîtrisez l'anglais couramment

Si ce challenge vous motive, merci d'adresser rapidement votre candidature (lettre de motiv. manusc.+CV + prétentions) Service du Personnel 34, Bd de Beaulieu BP 4075 76022 ROUEN Cedex Tél.02.35.52.54.67

## Superintendant Régisseur général

d'une grande salle de spectacles parisienne

Garant de la bonne marche interne de l'établissement, vous prenez en charge :

- l'encadrement du personnel technique
- l'animation et la supervision du personnel d'accueil du public
- la gestion des locaux : entretien et maintenance, résolution des problèmes matériels.

A 30 ans minimum, vous avez impérativement acquis une expérience d'une dizaine d'années dans un poste similaire. Vous êtes certifié ERP et vous avez des connaissances en droit du travail.

La connaissance de l'univers du spectacle est un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 28, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.



## Le monde des cadres

## Chargé(e) d'affaires



UNIGRAINS est une société financière spécialiste de l'investissement auprès des entreprises agro-alimentaires. Depuis sa création, UNIGRAINS a ainsi développé des partenariats avec de nombreuses entreprises dont la plupart sont aujourd'hui leaders dans leur domaine d'activité.

Dans le cadre de notre expansion, nous créons un poste de chargé(e) d'affaires afin de renforcer notre Département Transformation Céréalière.

Dans un premier temps, vous acquerez une compétence sectorielle par des analyses stratégiques et effectuez une veille économique sur les différentes industries de transformation des céréales. Parallèlement, vous analyserez des dossiers d'entreprise, proposerez les financements adaptés et réaliserez leur suivi pendant la durée du partenariat.

A terme, vous vous inscrirez dans une démarche d'autonomie tant au niveau des dossiers existants que dans la prospection de nouveaux partenaires issus des secteurs d'aval de la filière céréalière.

Pour ce poste, nous recherchons une formation de type Ecole de Commerce ou Ingénieur + formation complémentaire gestion - finance ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire en gestion - finance des entreprises. Vous disposez de 4 à 5 années d'expérience dans l'agroalimentaire sur des fonctions gestion financière/contrôle de gestion.

Rigoureux(e), autonome, faisant preuve d'une bonne finesse relationnelle, votre intégration à l'équipe vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe.

■ Merci d'adresser votre candidature sous référence 6382/LM, ALEXANDRE TIC, 176 avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**ALEXANDRE TIC**  
Certifié ISO 9001

Europe de l'assurance :  
un espace pour valoriser votre expertise

**winterthur**

Avec 28 000 salariés, dont 750 en France, et fort d'un chiffre d'affaires de 100 MdF, le groupe Winterthur est le 5<sup>e</sup> assureur européen. Nous faisons partie du groupe Crédit Suisse, 3<sup>e</sup> gestionnaire d'actifs au niveau mondial.

## Organisateur

Dans le cadre des orientations stratégiques du Groupe, vous intervenez en véritable conseil interne et conduisez des études d'organisation auprès des différentes Unités de l'Entreprise. Vous élaborez des propositions visant à améliorer l'efficacité des structures et procédures et à accroître la productivité des services dans un souci de respect des coûts. Vous participez à la mise en œuvre et au contrôle des actions et en évaluez les conséquences sur la cohérence du Système d'information.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce de premier plan, une première expérience d'environ 5 ans en cabinet de conseil/audit vous permet de maîtriser parfaitement la conduite de projets. Sur le plan personnel, vous êtes organisé, rigoureux et autonome, vous disposez d'excellentes capacités relationnelles et avez l'esprit d'équipe.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous la référence O/LM/03 à Winterthur Assurances, Service Emploi, tour Winterthur, 92085 Paris-La Défense.

### RESPONSABLE COMMERCIAL - MARCHÉ DES PROFESSIONNELS - d'une Banque du Sud-Ouest

Important établissement bancaire régional, nos agences se répartissent sur le Sud-Ouest. Notre développement, très fort, volontariste, se poursuit conformément à nos prévisions sur 5 ans.

Un effort particulier concerne le marché des Professionnels, dont nous recherchons à Bordeaux, auprès du Directeur du réseau, le Responsable pour :

- animer et développer l'animation commerciale en appui des Responsables de Marchés Professionnels des Groupes d'Exploitation...
- garantir l'atteinte des objectifs annuels fixés sur ce Marché,
- concevoir, suivre et entretenir les méthodes de ventes des Chargés de Clientèle Professionnels,
- gérer les relations avec les organismes extérieurs et professionnels.

Solide formation supérieure et/ou bancaire, expérience "marchés" réussie d'au moins 4 ans, animateur dynamique, développeur, potentiel pour évoluer au-delà de cette fonction, vous aimez le Commercial et le Sud-Ouest ? Alors...

...merci d'écrire rapidement sous référence 2585 M en indiquant votre niveau de rémunération, à notre conseil **PLEIN CADRE** - 37/39 rue Boissière - 75116 PARIS, qui dans un premier temps nous permettra de communiquer confidentiellement.

**PLEIN CADRE**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Marque-maitre de Victor

"L'été des ses 7 ans,  
Victor a installé dans le jardin  
un "vélocross". Aujourd'hui  
ses trébuchets et nouveaux pédalants  
encore sur le même parcours"



Tempérament. La réussite du plus détonnant des acteurs de la téléphonie mobile en France tient en un mot. Rien d'étonnant si nos collaborateurs ont su séduire, en moins de trois ans, plus d'un million et demi de clients - un record européen de croissance commerciale. Et rien d'étonnant si Victor a rejoint les équipes Bouygues Telecom.

Nos objectifs et la constante progression de notre parc clients nous imposent une réflexion permanente sur nos services et leurs coûts. A ce titre et en collaboration avec le management des centres d'appels, vous travaillez sur l'amélioration de la qualité de nos processus (ventes de services, fidélisation, facturation) en prenant en compte la réduction des coûts. Ainsi, vous participez à l'élaboration de la stratégie, analysez les points forts et faibles de nos process et conduisez les actions de benchmarking. Vous initiez et pilotez des projets majeurs que vous mettez en place. Par ailleurs, vous animez un projet d'amélioration en continu de nos méthodes. Issu d'une formation supérieure (ESC, Sciences Po...), vous souhaitez valoriser votre expérience dans la gestion de grands projets au cœur de notre entreprise. Créativité et sens du client sont autant d'atouts pour réussir votre mission et évoluer rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence FDU/CP/LM à Bouygues Telecom - Département RH Direction Clients, ZAC du Parc, 93 rue Nationale, 92530 Boulogne-Billancourt. Bouygues Telecom recrute en continu.

**Bouygues Telecom**  
Vous avez du tempérament, nous l'affirmons.



Le CNEFT, organisme de formation de la Fonction Publique Territoriale recherche pour ses écoles de cadres à Angers (réf. CED 99011M) et à Nancy (réf. CED 99014M)

### DES DIRECTEURS H/F

Vous serez responsable devant la Direction Générale, du management, de la gestion et du développement de l'Ecole (environ 40 000 journées de formation/stagiaires produites en 1998). Vous aurez à conduire les projets de mise en place de nouveaux dispositifs pédagogiques et de fonctionnement en partenariat/réseau avec tous les acteurs de l'ingénierie de formation liés à l'Organisme.

Vous êtes un professionnel de la formation, diplômé bac + 5 généraliste, doublé d'une spécialisation ingénierie de la formation (DESS - DEA). Vous avez acquis impérativement, outre une expérience de direction, une réelle expertise en matière d'ingénierie de formation et pédagogique pour des publics professionnels adultes au sein d'un organisme de formation privé ou public. Une expérience au sein d'une collectivité territoriale acquise à un moment de votre parcours professionnel serait un atout supplémentaire.

Ces perspectives vous intéressent. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 22 mars votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous référence choisie à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS. E-mail : fconseil@fconseil.fr

**FC Conseil**  
RECRUTEMENT - EVALUATION  
DE CADRES ET DIRIGEANTS



La Fondation "Arc-en-Ciel", mission privée à caractère sanitaire et social à but non lucratif (NPH), pluridisciplinaire, recherche pour son Centre de Rééducation et de Réadaptation Fonctionnelle son 1<sup>er</sup> SA :

### Directeur

Rattaché au Directeur Général, mais dans une grande autonomie, il sera responsable de la bonne marche d'un établissement significatif (104 lits et places, 105 personnes, 45 MF de budget) et de la mise en œuvre du projet, en étroite collaboration avec le médecin-chef et la directrice des soins.

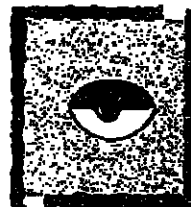
Ce poste, basé près de Montbéliard (25) s'adresse à un candidat (H/F) âgé de plus de 35 ans, doté d'une formation supérieure adaptée (BAC + 4/5), justifiant d'une expérience confirmée de management d'équipes pluridisciplinaires et de conduite de projets lui ayant permis de développer des qualités de gestionnaire et d'organisateur.

Une culture associative et/ou la connaissance pratique du secteur hospitalier et/ou social constituerait naturellement un atout supplémentaire.

Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris ou Lyon.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. : 148 770 à notre conseil Altedia Groupe Courtaud, Espace Performance, Bât J, 35709 St Grégoire Cedex.

**Altedia Groupe Courtaud**



**VISION ENTREPRISE S.A.R.L.**

**vous donne rendez-vous  
dans nos rubriques  
d'offres d'emploi  
du "Monde INTERACTIF"  
du mardi 2 daté 3 mars.**

## Carrières internationales



### LES OFFRES D'EMPLOI A L'INTERNATIONAL DE L'OMI

#### PRINCIPAUTE D'ANDORRE

Hôtel-restaurant recherche

**Responsable réception** Ref. Offre TOU-99-1122  
La candidate est titulaire d'un BTH ou BTS hôtellerie et a 10 ans d'expérience en réception de clientèle internationale. Elle devra assurer la responsabilité de la gestion administrative et comptable de l'hôtel, ainsi que la gestion du personnel. Bonnes connaissances des langues anglaise et espagnole. CDI de droit local. Période d'essai d'un mois. Rémunération mensuelle nette d'impôts et de cotisations sociales pendant la période d'essai 7 000 F + nourriture-logée et ensuite 8 800 F.  
Adresser lettre manuscrite + CV à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Délegation Régionale de Toulouse,  
19, chemin Lapujade, 31200 Toulouse.

#### SINGAPOUR

Etablissement privé de Singapour recherche

**Professeur certifié histoire-géographie, bilingue anglais** Ref. Offre SIN-99-1041  
Le candidat enseigne la matière dont il est spécialiste à des classes de la 6ème à la terminale, pour préparer les bacs L, ES et S. Le candidat doit obligatoirement être titulaire du CAPES. Une expérience de l'enseignement en lycée sera vivement appréciée. CDI en contrat local, période d'essai de trois mois renouvelable. Poste à pourvoir pour septembre 1999. Les premiers entretiens auront lieu en France du 29/03 au 02/04/99.  
Adresser lettre manuscrite + CV à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Service-BCO,  
44, rue Bague, 75732 Paris cedex 15.

#### SENEGAL (Dakar)

Société informatique, distributeur d'un grand constructeur mondial recherche

**Ingénieur d'affaires grands comptes stratégiques** Ref. Offre SEN-99-1027  
Basé à Dakar, le candidat gère et développe les grands comptes au Sénégal, Mali, Mauritanie et Guinée. Il prendra en charge le secteur d'activité banque et finance pour commercialiser des solutions complètes à forte valeur ajoutée : équipements, logiciels, services auprès des grands comptes. De formation supérieure, il justifie de 8 à 10 ans d'expérience réussie dans le domaine de l'informatique bancaire et financière dans un environnement international. Grande implication personnelle et aptitude à prendre des responsabilités. CDI de droit local. Rémunération de 120 MF nets taxes et impôts + pourcentage sur CA et marge + couverture sociale + véhicule de fonction.  
Adresser lettre manuscrite + CV à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Service-BCO,  
44, rue Bague, 75732 Paris cedex 15.

#### SINGAPOUR

Etablissement privé de Singapour recherche

**Instituteur(trice)** Ref. Offre SIN-99-1042  
Le candidat enseigne en classes maternelles et primaires. Une expérience dans ce domaine est nécessaire. Une pratique de l'anglais courant est vivement souhaitée. CDI en droit local avec une période d'essai de trois mois renouvelable. Poste à pourvoir pour septembre 1999. Les premiers entretiens auront lieu en France du 29/03 au 02/04/99.  
Adresser lettre manuscrite + CV à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Service-BCO,  
44, rue Bague, 75732 Paris cedex 15.

#### ALGERIE

Société de négoce international spécialisée sur l'Algérie recherche

**Responsable commercial** Ref. Offre LYO-99-1051  
Jeune diplômé, niveau Bac + 4 en commerce international, le candidat justifie d'une première expérience réussie en entreprise. Agé de 22/28 ans, il a pour mission la gestion commerciale des sociétés représentatives et de la clientèle existante. Il a en charge la logistique des commandes, des paiements et du suivi des livraisons depuis les fournisseurs (Europe, Maghreb, Moyen Orient). Anglais courant, arabe serait un plus. Maîtrise de l'informatique et des techniques de communication. Rémunération attractive + protection sociale + logement + véhicule + billets d'avion. CDI de droit français. Poste basé à Alger avec déplacements (avion) sur les grandes villes.  
Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Délegation Régionale de Lyon,  
7, rue Quagnon, 69286 Lyon cedex 02.

#### SINGAPOUR

Etablissement privé de Singapour recherche

**Professeur certifié d'anglais** Ref. Offre SIN-99-1043  
Le candidat enseigne la matière dont il est spécialiste à des classes de la 6ème à la terminale, pour préparer les bacs L, ES, et S. Le candidat doit obligatoirement être titulaire du CAPES. Une expérience de l'enseignement en lycée sera vivement appréciée. CDI en contrat local, avec une période d'essai de trois mois renouvelable. Poste à pourvoir pour septembre 1999. Les premiers entretiens auront lieu en France du 29/03 au 02/04/99.  
Adresser lettre manuscrite + CV à :  
l'Office des Migrations Internationales,  
Service-BCO,  
44, rue Bague, 75732 Paris cedex 15.

In a month, this professional will be identified by 300 international recruiters.

# Will you ?

spring  
**99**  
**Euromanagers**  
**Eurengineers**

EMDS invites Europe's Top Graduates and Early-Career Professionals to interview with world class corporations. Euromanagers/Eurengineers is a unique event where international companies recruit for Pan-European positions. If you are a high academic achiever, outstanding in terms of intellectual and interpersonal skills, international minded, available for employment in 1999:

**Apply on-line before 26 March 1999 on**  
**www.emdsnet.com/euromanagers**

If you prefer a printed application form or if you need any further information, you are welcome to contact us at EMDS International 15, rue Blanche, B-1050 Brussels, Belgium, fax : 32-2-538-62-32, e-mail : euromanagers@emds.be

**RECRUITERS IN 1998 AND / OR 1999 INCLUDE:**  
ABN Amro Bank - adidas-Salomon AG - Amadeus - American Management Systems (AMS) - Andersen Consulting - Arthur Andersen - Audi AG - Barclays PLC - Barilla Alimentare - Bayer AG - Berner Bettermann AG - BMW - Bore-Allen & Hamilton - BP - BT - CERN - Commerzbank - Dalkin Europe - DaimlerChrysler - Decathlon - Deloitte & Touche Consulting Group - Deutsche Bank - Deutsche Morgan Grenfell - Dresdner Kleinwort Benson - Du Pont de Nemours - Ericsson Systems Expertise - European Investment Bank - Groupe Schneider - Hella KG Hueck & Co. - Henkel - Hermes Europe Railtel - Hewlett-Packard - HSBC - ICI - ING Group - Ingram Micro - Kimberly-Clark Europe - L'Oréal - Levi Strauss Europe - Middle East Africa - Lucent Technologies - Mannesmann Sachs / Rexroth - McKinsey & Company - Meritor Automotive - Metallgesellschaft - Mitchell Madison Group - National Semiconductor - Omnitel Pronto Italia - Pechniney - Petrofina - Philip Morris European Union Region - Philips - Pinault Printemps Redoute - Procter & Gamble - Proton World Int. - Reuters - RWE AG - SAP - SCA Hygiene Products - Scottish & Newcastle - Shell Services International - Siemens Semiconductors - Société Générale - Sony Europe - Toyota Motor Europe - UCB Group - Valeo - Volkswagen AG - Walt Disney Company - WestLB

**EMDS**  
Le Monde  
MAKE THE MOST OF A UNIQUE CAREER EVENT

**FOURNIER**  
3 680 personnes - 3,587 MdF de CA -  
De la pharmacie à la chimie fine, de l'athlétisme chirurgical à l'athlétisme industriel et grand public : la force d'un groupe international.

## CONTRÔLEUR DE GESTION

pour sa filiale en Allemagne

Dans notre division OTC, Medical Device, rattaché hiérarchiquement au Directeur des Opérations et fonctionnellement au Contrôleur de Division, vos principales missions seront :

- mesurer la performance de la filiale au niveau stratégique, financier et opérationnel suivant les normes du Groupe • animer le cycle de gestion de la filiale sur les 3 outils de pilotage (stratégique, financier, opérationnel) : cycle budgétaire, reporting mensuel, trimestriel et annuel • supporter le management en animant les processus de décision filiale et Division • manager la mise en place des projets internes de la filiale, à caractère très opérationnels, dont celle de systèmes d'information performants.

De formation supérieure bac +4/5, type ESC ou filière universitaire de 1<sup>er</sup> plan (magistère de gestion...), vous justifiez d'une expérience de 2 à 4 ans. Idéalement, vous possédez une première expérience en conseil ou audit puis dans un Groupe doté d'outils de gestion internationaux.

Véritable force de proposition, votre capacité d'animation, votre dynamisme et votre autonomie sont les garants de votre réussite à ce poste. La maîtrise de l'allemand, du français et de l'anglais en tant que langues de travail est indispensable.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous référence PDV-CGA, à :

Groupe Fournier, service recrutement,  
42 rue de Longvic, 21300 Chénôve.

**Adecco**

ADECCO est le leader mondial des ressources humaines. Groupe en rapide expansion, nous accompagnons aujourd'hui nos clients dans 48 pays.

## Global Account Manager\*

Paris

Vous développez nos prestations auprès d'un portefeuille de grands comptes internationaux. Vous coordonnez notre approche internationale avec les responsables commerciaux de chaque pays et proposez des solutions innovantes adaptées aux besoins de nos clients. Doté d'une solide culture internationale, vous avez au moins 3 ans de pratique de la vente et êtes rodé à la négociation de haut niveau. Diplômé et pédagogue, vous savez gagner l'adhésion de vos interlocuteurs internes et externes. Nous vous offrons un environnement passionnant et réactif, pour cela vous partagez notre esprit d'équipe. Le français et l'anglais sont indispensables. De fréquents déplacements internationaux sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 238M à Grace LEE.  
ALEXANDRE TIC, 9 rue Royale, F-75008 Paris.  
\*Responsable grands comptes internationaux.

**ALEXANDRE TIC**  
INTERNATIONAL  
Certifié ISO 9001

## RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

# Le Monde

1<sup>er</sup> quotidien français à l'étranger

**juristes**

**FISCALISTE**  
Prestataire à vos commandes  
N. ALAMI D'Entrepreneur

**PSYCHOLOGUE**  
CONSEIL

**ANALYSE**



ement

REPRODUCTION INTERDITE

# Juristes - Ressources humaines

**PRICEWATERHOUSE**  
Juridique et Fiscal

**COOPERS & LYBRAND**  
CLC Juridique et Fiscal

Sociétés d'avocats partenaires

## FISCALISTE PARTICIPEZ À NOS RECHERCHES EN FISCALITÉ D'ENTREPRISE

**Cabinets internationaux d'avocats d'affaires, nous connaissons une très forte croissance et rassemblons plus de 500 praticiens en France.**

Fiscaliste de formation, et si possible avocat, votre expérience de cinq ans environ vous a permis de valoriser votre sens de la synthèse, vos qualités rédactionnelles et votre autonomie. Passionné de recherche en fiscalité d'entreprise (française et internationale), vous êtes à même de rédiger également en anglais.

Nous vous proposons de rejoindre le comité technique de nos cabinets. Soutenu par une documentation technique de qualité, vous participerez aux recherches concernant les développements fiscaux de nos activités de conseil. Vous aurez la responsabilité de rédiger ou de superviser la rédaction d'informations destinées tant à l'interne qu'à des publications réputées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'attention de Françoise Dubail, 32 rue Guersant, 75833 Paris cedex 17.  
E-mail : francoise.dubail@pwglobal.com



Nous sommes le leader mondial de la gestion de l'eau, présent dans 30 pays et sur 5 continents. Nous recrutons un

## Juriste Senior

La Direction Juridique de LYONNAISE DES EAUX recherche un Juriste Senior.

Pour ce poste basé à Paris Centre Opérations, vous êtes directeur

rattaché au Directeur Juridique du pôle Eau France.

Vous intervenez sur des questions juridiques opérationnelles.

Vous prenez en charge les dossiers relatifs à la gestion déléguée.

le droit de l'eau et de l'assainissement, les marchés publics

et le droit de l'environnement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, et photographies), sous référence H1208, à Frédéric HENRIEN, DRH, Lyonnaise des Eaux, 72 avenue de la Liberté, 92753 Nanterre Cedex.

Source nationale de conseil en Ressources Humaines recherche pour son activité  
EVALUATION, sur la région Rhône-Alpes, un

## PSYCHOLOGUE-Consultant H/F

en CDI de 1 mois avec possibilité d'évolution vers un CDI

Titulaire d'un DESS de psychologie et âgé(e) de 25-35 ans, vous avez déjà réalisé des bilans de compétences ou d'orientation en entreprise ou en cabinet. Vous êtes disponible rapidement pour un travail à temps plein ou à temps partiel. Ce poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite - CV - sous référence S47, à Press Emploi - 41, rue de la Bourse - 69612 Lyon. La confidentialité des candidatures est garantie.

## CONSULTANT JURIDIQUE MARCHÉS PUBLICS ET ASSURANCES

TOULOUSE

Intégré dans l'équipe juridique de la Direction Régionale de Toulouse, vous apporterez conseils et assistance aux S.E.M. sur l'application des textes réglementaires, les procédures, le suivi des contrats et des contentieux. Vous concevrez et animerez des journées d'information et de formation pour leurs opérationnels. De formation juridique supérieure, vous justifiez obligatoirement de solides connaissances du code des Marchés Publics et d'une expérience dans le conseil ou la gestion de marchés et assurances.

Au-delà de la rigueur requise pour cette fonction, vos qualités relationnelles et pédagogiques sont associées au goût du travail en équipe.

Merci d'adresser CV + lettre de motivation sous la référence MCQ02/99 à notre conseil : 104, avenue Jean Rieux - 31500 TOULOUSE.

**Dominique Sperte**  
CONSEIL

## DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ADJOINT

Grand Ouest

Puissant groupe agro-industriel (CA de 5 M€ et 3700 employés), notre expansion tant en France qu'à l'international et notre volonté de contribuer au développement des hommes et femmes de l'entreprise, nous amènent à recruter un Directeur des Ressources Humaines Adjoint.

Dans une structure holding légère, où les patrons des sociétés et des filiales disposent d'une autonomie réelle, vous devez les aider à recruter les profils les mieux adaptés à leurs besoins. Vous détectez les salariés à fort potentiel, animez les outils de la gestion prévisionnelle, traitez des dossiers techniques ponctuels et contribuez dans de nombreux pays à notre vision stratégique des Ressources Humaines.

De formation supérieure et d'expérience internationale, vous êtes un professionnel des ressources humaines. A 35 ans environ, vous recherchez un groupe humain, dynamique, ouvert sur le monde et pragmatique. Bien dans votre peau, vous fuyez l'approche des technocrates et vous imposez par votre efficacité et votre compréhension des situations. Résolument orienté « business », vous êtes bilingue anglais/français et maîtrisez convenablement l'espagnol. Ce poste de vrai numéro deux vous conduira vers d'importantes responsabilités dans le Groupe.

Merci de faire parvenir votre CV et lettre de motivation sous la réf. 14.221.02 à notre conseil : DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS - 33, rue de Miromesnil 75008 PARIS. e-mail : cv@drouot-consultants.com.

BELGIUM • BRAZIL • GERMANY • GREAT BRITAIN • ITALY  
POLAND • PORTUGAL • SOUTH AFRICA • SPAIN • USA



**DROUOT-L'HERMINE**  
CONSULTANTS

Notre Groupe (CA : 4 milliards de francs, 3 000 personnes) présent dans plusieurs secteurs d'activités (grande distribution, automobile, produits pétroliers, commerce de gros, bâtiment, agro-alimentaire), connaît un fort développement dans l'Outre-Mer français et à l'étranger. Nous recherchons notre

## DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES GROUPE

MARTINIQUE

Basé au sein de la holding en Martinique, rattaché au PDG et en liaison avec les différentes filiales, vous coordonnez la politique des Ressources Humaines du Groupe.

Personnalité de dialogue, vous instaurez des relations privilégiées et constructives avec les directions opérationnelles et leur apportez appui et conseil sur tous les aspects de la fonction : gestion prévisionnelle de l'emploi, coordination des recrutements, mise en place des procédures d'accueil et d'intégration des nouveaux embauchés, gestion des carrières, des compétences et de la mobilité, élaboration et suivi des plans de formation, définition de la politique de rémunération, établissement du bilan social, choix de nouveaux outils RH,...

A 30-40 ans, de formation supérieure bac+5, vous possédez l'expérience de la fonction, acquise au sein d'un groupe et aspirez à une plus grande mobilité géographique dans un contexte dynamique et en constante évolution. Vos qualités relationnelles, votre charisme et votre engagement sont autant d'atouts pour réussir dans ce poste. Une bonne maîtrise de l'anglais et si possible de l'espagnol est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), qui sera étudié en toute confidentialité, sous réf. HR/302M à notre conseil

**GUINTRAND**  
CONSULTANTS

63 bis, rue Joffroy d'Abbas - 75017 Paris

## Un très Grand Groupe Industriel français recherche un : Juriste International

Vos missions : Rattaché au responsable juridique d'une branche d'activité, vous intervenez de manière autonome en matière de contrats internationaux, d'appels d'offres, d'accords de coopération et de partenariat. En étroite relation avec les opérationnels en France et à l'étranger, vous vous déplacez fréquemment sur les sites pour apporter des solutions concrètes et efficaces.

Votre profil : A 30/32 ans, de formation juridique supérieure (DEA/DESS) complétée par une spécialisation internationale, vous avez acquis une expérience réussie d'environ 6 ans en milieu industriel dans des fonctions de juriste d'entreprise à dominante internationale.

Rigoureux et fin négociateur, vous possédez un très bon sens relationnel et du reporting. Juriste de terrain, votre potentiel vous permettra de vous faire reconnaître et d'évoluer avec succès au sein du Groupe. Poste basé à Lyon.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et courrier) à notre conseil Frédéric Foucard  
Adwelson Juridique et Fiscal  
10, avenue Maignon - 75008 PARIS ou par e-mail : ffoucard@adwelson.com ou par tél. : 01 53 76 36 11.  
Site web : www.adwelson.com

## DEPREZ DIAN GUIGNOT, société d'avocats (25 avocats) recherche dans le cadre de son développement

## DEUX AVOCATS spécialisés en CONTENTIEUX DES AFFAIRES

Minimum 4/5 ans d'expérience au sein d'un Cabinet d'affaires.  
Très bonne maîtrise de l'anglais demandée.

Adresser CV à Laurette BOURDON - 21, rue Clément Marot - 75008 Paris  
(Tél. : 01.53.23.80.00 - Fax : 01.53.23.80.01 - e-mail : ddg@en-droit.com)

## Dirigeants

### Responsable centre de production informatique pour l'Europe

Notre groupe international du secteur tertiaire, leader mondial dans son domaine d'activité, recrute dans le cadre de l'homogénéisation de ses systèmes d'information dans le monde.

A 35/40 ans environ, vous possédez une formation Grande Ecole d'ingénieur complétée par un MBA... Vous avez une expérience concrète de l'administration et de l'intégration de systèmes en environnement distribué, acquise en tant que manager d'équipe au sein d'un groupe international ou d'un cabinet de conseil.

Vous avez l'autorité et le charisme nécessaires pour manager une équipe d'une centaine de collaborateurs

dans un contexte multifonctionnel de haut niveau. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et avez des talents de communicateur et d'organisateur. Salaire attractif et évolution motivante au sein du groupe en France ou à l'étranger seront offerts à un candidat performant et ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RCP/LM à Optimum&Co., 55 rue d'Amsterdam, 75391 Paris cedex 08, qui vous garantit une totale confidentialité de votre candidature.

**OPTIMUM Co.**

### VICE PRÉSIDENT PRODUCTION EUROPE

Région parisienne

**WORLD MINERALS**, succursale multinationale américaine d'une importante société cotée en bourse NYSE, cherche un professionnel expérimenté en gestion de production pour diriger les activités de ses unités européennes d'extraction et transformation de minerais de diatomées et de perlite en France, Angleterre, Espagne, Italie, Islande et Turquie.

Le candidat idéal aura un diplôme universitaire en Ingénierie ou en Transformation de Minerais et quinze ans d'expérience progressive de gestion de production dans une industrie de transformation ou similaire.

Le candidat doit avoir une maîtrise complète de l'anglais et être disposé à voyager cinquante pourcent de son temps. La connaissance du français, de l'espagnol et/ou de l'italien est un plus.

Ceci est une réelle opportunité pour le candidat idéal. World Minerals offre une forte rémunération comprenant voiture de fonction et autres avantages sociaux.

L'interview des candidats pré-sélectionnés se fera à partir de la semaine du 15 mars.

Envoyez votre curriculum vitae, écrit en anglais et incluant votre historique de rémunération, à :

World Minerals Europe S.A.  
Attention : Mme M.-A. Chevallier  
257, avenue Georges Clémenceau  
92745 Nanterre Cedex - FRANCE  
Fax : 33 - (0)1 41 91 57 38

Entreprise High-Tech leader dans le domaine des systèmes électroniques de sécurité, recherche son

### Futur Directeur Général Région Parisienne

Dans un premier temps, vous serez Adjoint au Directeur Général en poste et assurerez des missions de reorganisation. Vous prendrez ensuite la Direction Générale rattachée au Président et assurerez l'interface avec la Holding européenne.

Votre expérience des réalités du terrain en PME doublée de compétences techniques et commerciales ainsi que du sens de la gestion sont essentielles pour réussir à ce poste. Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. 17224, à notre Conseil Impact Développement 26, rue Brunel - 75017 PARIS. Confidentialité assurée.

Impact Développement

Conseil en Management

Pour la direction immobilière d'un organisme national propriétaire occupant et locataire :

### GÉRER et ARBITRER un PATRIMOINE IMMOBILIER RÉGIONAL

A la tête d'une structure d'environ 50 collaborateurs, vous assurez l'ensemble des fonctions immobilières : développement du patrimoine, gestion technique et locative, valorisation/cessions.

De formation bac + 4/5, complément apprécié : ICH, DESS Immobilier..., à environ 40-45 ans, vous avez une expérience significative en gestion de patrimoine immobilier et management d'équipes.

Poste à pourvoir à MARSEILLE (PACA).

Merci d'écrire sous référence 9023 à :

**Gallos & Associés**

116, Champs Elysées, 75008 Paris.  
Fax : 01 44 21 82 53 - E-mail : gallos@club-internet.fr

## Formation professionnelle

DIPLÔME  
D'UNIVERSITÉ  
DE  
3ÈME CYCLE

UNIVERSITÉ PARIS  
DAUPHINE

### Management Global des Entreprises : Dauphine et la CEGOS vos partenaires pour un nouvel envol !

Après au moins 5 ans d'expérience professionnelle, vous vous préparez à des responsabilités de direction.

Un parcours original et innovant pour renforcer et développer vos compétences :

- **opérationnelles** grâce à la maîtrise des techniques fondamentales de la gestion et du management
- **stratégiques** par une approche internationale du marché et des situations concurrentielles
- **comportementales** avec un programme de développement personnel et de renforcement de leadership
- **décisionnelles** en tirant profit des opportunités ouvertes par les nouvelles technologies de l'information



20 conférences d'experts internationaux et de dirigeants pour faire le point sur les questions d'environnement économique national et international.

A Paris-Dauphine, de décembre 1999 à janvier 2001,  
en sessions de 2 à 3 jours en fin de semaine, tous les 15 jours.  
Réunions d'information : 31 mars, 29 avril 1999.

Piaquette programme et dossier d'inscription : Claire de Béchillon  
Tél. : 01 46 20 63 09 - Fax. : 01 46 20 64 22 - e-mail : cdbechillon@cegos.fr

cegos



### LES STAGES CADRES A.Q.O.R.

Stages agréés, subventionnés et en partie indemnisés par le Conseil Régional Ile-de-France avec participation financière à la charge des stagiaires, proportionnelle aux prestations ASSÉDIC perçues. Bénéficiaires AUD (AFR) uniquement - Convention de conversion Congés Individuels de Formation (CIF).

#### LA COMPTABILITÉ ET LA GESTION ANGLAISES ET AMÉRICAINES

5ème promotion - 96 heures du 8 au 30 mars 1999.  
Concerne : Cadres fonctionnels et jeunes diplômés avec courte expérience.  
Très bonnes connaissances en comptabilité.  
Bon niveau d'anglais général indispensable.

#### LES FONCTIONS DU MANAGEMENT EN LANGUE ANGLAIS-SAXONNE

8ème promotion - 240 heures du 15 mars au 18 mai 1999.  
Très bon niveau d'anglais usuel et expérience professionnelle  
à un poste d'encadrement exigés  
MANAGEMENT/DRH/FINANCE/MARKETING dispensés en Anglais.  
Pour ces recrutements immédiats :  
Adresser C.V. plus lettre de motivation en anglais à :  
A.Q.O.R. 31-33, rue des Vinaigriers 75010 PARIS  
Tél. : 01 42 05 22 33 - Fax : 01 42 05 22 34  
E-mail : aqor@aqor.asso.fr

Pour insérer vos annonces dans la rubrique  
"FORMATION PROFESSIONNELLE"  
Contacter le : ☎ 01.42.17.39.42



REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999 / XVII

# INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

## Cadres territoriaux

### PRESIDENT IN EUROPE

Une entreprise américaine en pleine croissance NYSE, cherche un gestionnaire de production pour superviser l'extraction et le raffinage de pétrole en mer. Le candidat idéal World Class, devra être capable de travailler dans une industrie de pointe.

Rechercher un ingénieur et technicien

Rechercher un ingénieur et technicien

### ILIER REGIONAL

Rechercher un ingénieur et technicien

### LES STAGES CADRES A.Q.O.R.

Rechercher un ingénieur et technicien

### LA GESTION ET AMENAGEMENT

Rechercher un ingénieur et technicien

### LE MANAGEMENT ET LE TRAVAIL

Rechercher un ingénieur et technicien

Rechercher un ingénieur et technicien

Rechercher un ingénieur et technicien

Rechercher un ingénieur et technicien

Rechercher un ingénieur et technicien

15 min RER A de Paris  
2e ville des Yvelines  
50 440 habitants  
850 agents

### DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES Attaché Territorial

Placé sous la responsabilité du Secrétaire Général, vous animerez et prendrez en charge la fonction Ressources Humaines dans sa globalité : recrutement, gestion des compétences, des carrières et des mobilités, relations sociales, communication interne, préparation et suivi du budget. Vous encadrerez une équipe de 9 personnes pour l'accomplissement d'une mission susceptible d'évoluer. Personnalité de dialogue, vous apporterez appui et conseil sur tous les aspects de la fonction aux élus, à la direction générale et aux chefs de service. Vous justifierez d'une expérience similaire et maîtriserez le statut de la fonction publique territoriale. Rigueur, dynamisme et sens du contact sont autant d'atouts pour réussir à ce poste. Rémunération statutaire et régime indemnitaire.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV à M. le Maire  
2 rue Buffon BP 275  
78506 Sartrouville  
cedex

recrute  
LE CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE

Placé sous l'autorité du Directeur des Affaires Juridiques, vous intégrerez une équipe de 12 personnes et participerez à des missions de conseil et d'assistance auprès de la Direction Générale des Services. Vous êtes chargé de l'organisation du Département Juridique, de l'assistance et de l'expertise auprès des services (conseil juridique interne, élaboration et rédaction d'actes, suivi de la réglementation, participation aux négociations avec les partenaires et propositions de montages juridiques adaptés), du contrôle de légalité (préparation des actes des organes délibérants et de l'exécutif régional), du suivi des contentieux et de la veille de l'actualité juridique.

De formation juridique de niveau bac + 5 à dominante publique, vous possédez de solides connaissances en droit privé, vous possédez une expérience professionnelle dans des fonctions similaires et vous êtes capable d'analyse, de synthèse et de gestion de risques juridiques. Maîtrise des outils informatiques indispensables.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et photo) à M. le Président du Conseil Régional, 11 mail Albert 1<sup>er</sup>, 80000 AMIENS.

### LILLE METROPOLE Communauté Urbaine

Rejoindre La Communauté Urbaine de Lille, c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale pour le développement d'une Métropole qui rassemble 87 communes et plus d'un million d'habitants. Avec un budget de 7 milliards de francs, La Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'aménagement et gère les services publics de transports en commun, voirie, écologie urbaine...

Ainsi rejoindre La Communauté Urbaine de Lille, c'est travailler à l'émergence d'une grande agglomération internationale puissante, moteur du développement local, régional et transfrontalier.

### Chef du service Ville renouvelée, habitat

Missions : La Communauté Urbaine de Lille s'est engagée dans une politique de transformation économique et sociale de son territoire d'habitat renouvelé et dans le développement de ses actions en matière d'habitat. A la tête d'un service d'environ 20 personnes, vous avez en charge à ces titres : la mise en œuvre des projets de ville renouvelée par l'élaboration de stratégies d'interventions foncières, l'orientation d'investissements communautaires et la participation à des projets de réaménagement, la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat en liaison avec les communes et à travers la programmation des logements aidés et des ZAC d'habitat, les politiques spécifiques (nomades, personnes âgées) et les aides aux offices HLM, le suivi des dispositifs « politique de la ville » en relation avec le GPU métropolitain et avec les futurs contrats d'agglomération, de ville...

Profil : Vous justifiez d'une parfaite maîtrise du développement social urbain et des procédures de quartier. Ce poste en relation avec de nombreux partenaires internes et externes fera appel à votre sens de l'écoute et du dialogue et à vos qualités de management, d'analyse et de synthèse indispensables pour faciliter les arbitrages et dynamiser une conduite de projet. Ce poste est ouvert aux fonctionnaires de catégorie A par voie de mutation ou de détachement. Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo sous référence 99-23 (LM) à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex.

### Directeur Financier H/F

A la tête du service financier de la ville, vous animerez une équipe de 11 collaborateurs et serez responsable d'un budget de 400 millions de francs. Placé sous l'autorité du Secrétaire Général, vous serez membre de l'équipe de Direction.

En relation avec les différents Directeurs, vous préparerez et exécuterez le budget et participerez activement à la définition des grands équilibres budgétaires. Vous élaborerez des analyses financières et fiscales. Vous assurerez la gestion de la dette et développerez une gestion de trésorerie efficace. Vous mettrez en place et veillerez au suivi d'outils de contrôle de gestion fiables, tant pour la ville que pour les établissements publics rattachés, les associations et la société d'économie mixte. Vous assurerez en interne une mission d'expertise et de conseil.

De formation supérieure, vous possédez une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire. Vous disposez d'une forte capacité d'analyse, de rigueur, de qualités d'animation d'équipe et maîtrisez la négociation avec différents partenaires. Votre forte motivation s'accompagne d'une grande disponibilité.

La rémunération statutaire est assortie d'un régime indemnitaire et d'une prime annuelle. Le prochain recensement de la population peut laisser présager des perspectives de carrière attractives.

Le poste est à pourvoir au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1999.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à M. le Maire, Direction des Ressources Humaines, 20, rue Rochebrune, 93111 ROSNY SOUS BOIS.

### Avis de concours de la fonction publique territoriale

### Avis de concours externe sur titres avec diplôme pour l'accès à l'emploi de Directeur de Santé Scolaire

Décreté par la Ville de Nantes au cours du 1<sup>er</sup> semestre 99, pour 3 postes à 57000 francs. Les candidats doivent être titulaires du diplôme d'Etat de docteur en médecine et justifier d'un diplôme ou d'un diplôme de spécialité.

Dossier à demander à Monsieur le Député Maire de Nantes, D.R.H. Service Emploi, 2, rue de l'Hôtel de Ville 44094 NANTES Cedex 1 ou à retirer à la section Concours 15 bis, rue de Strasbourg 44000 NANTES. Clôture des inscriptions 2 mai 1999. Renseignements complémentaires Tél. 02 40 41 94 44 ou 02 40 41 56 29 ou 02 40 41 99 85.

NANTES

### Le Monde N° 1 sur les Cadres de l'Administration et des Collectivités Locales\*

\* Source : IPSOS Cadres Actifs 97 LNM

### Le Conseil Général SEINE & MARNE

CREC  
pour la Direction des finances  
et de l'administration générale,  
un emploi de

### CHARGÉ D'ÉTUDES BUDGÉTAIRES ET FISCALES

(cadre d'emplois des attachés territoriaux)

Au sein de la sous-direction des finances, vous participerez activement à la conception et à la réalisation des études et expertises économiques par le service budgétaire et programmation (évaluation de décisions fiscales ou budgétaires, mise à jour des montants comptables dans la perspective de la M 62, détermination de critères de répartition de dotations ou rétributions...).

Vous serez attaché à l'analyse économique et à votre sens de l'initiative et de la méthode sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste qui requiert disponibilité et réactivité.

Poste basé à Melun à pourvoir par voie statutaire ou par concours.

Renseignements : M. JACQUET au 01 64 14 74 17.

Merci d'adresser votre candidature + CV + dernier arrêté de situation à M. le Président du Conseil Général de Seine & Marne - Direction des Ressources Humaines - Bureau de la Mobilité et du Recrutement - Hôtel du Département - 77100 Melun Cedex.

### CONSEIL GENERAL DE LA CREUSE

### DIRECTEUR de la SOLIDARITE

(Administrateur ou Directeur Territorial ou fonctionnaire de l'Etat de grade équivalent)  
145 agents - Budget de 216 MF

MISSIONS : Mettre en œuvre la politique d'action sociale départementale et contribuer à sa définition ; Diriger et coordonner l'action des services ; proposer et conduire les évolutions nécessaires en assurant leur cohérence et leur adaptation en relation avec leur environnement ; Elaborer le budget de la Direction de la Solidarité ; veiller à sa bonne exécution en poursuivant son optimisation ; Mettre en place des actions transversales, tant au sein des services du Conseil Général qu'avec les partenaires et acteurs externes.

PROFIL : Justifier d'une bonne pratique des procédures administratives et financières des collectivités locales ; Posséder le sens de l'organisation et du travail en équipe, maîtriser la conduite de projets ; Faire preuve d'une réelle capacité d'animation et de dialogue. Être disponible ; Être capable d'une vision stratégique et prospective de l'action sociale pour un département rural ; Avoir la pratique de la conduite des négociations relatives aux conventions, règlements, schémas départementaux ; Une très bonne connaissance de la réglementation dans le secteur social et une expérience similaire dans une collectivité locale seraient appréciées.

Rémunération statutaire + régime indemnitaire

Merci d'adresser candidature manuscrite, C.V., photo, copie des diplômes et dernier arrêté de situation administrative à :

M. le Président du Conseil Général - Direction Générale des Services - Service du Personnel B.P. 250 - 23011 GUERET Cedex, avant le 15 Mars 1999 dernier délai.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. le Directeur Général des Services Tél. : 05.55.51.56.42

Pour insérer votre annonce dans cette rubrique, contactez le : 01.42.17.39.42 - Fax : 01.42.17.39.38

صكنا من الامل

XVIII / LE MONDE / MARDI 2 MARS 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Gestion - Finance

*Ce sont nos clients qui, depuis trois siècles, ont forgé la réputation de la Banque NSM en matière de savoir-faire, de confiance et de discrétion. Ce sont nos équipes qui perpétuent cette tradition de professionnalisme et de modernité, dans une banque membre de l'un des réseaux les plus étendus au monde, le Groupe ABN AMRO. Nos services et produits, performants et innovants, vous ouvriront les portes d'une banque tournée vers le monde, attentive à l'avenir des marchés financiers et au devenir de chacun de ses collaborateurs.*

**Nos intérêts sont parmi les plus élevés... concernant votre évolution**

### Attachés clientèle entreprises

Des activités en forte croissance, la volonté de satisfaire une clientèle exigeante... Tout nous incite aujourd'hui à développer les succursales de notre département Exploitation Commerciale.

Au sein d'une petite équipe, vous garantissez l'accroissement du PNB sur une clientèle d'entreprises patrimoniales, constituée en partie par votre propre prospection. Dans ce contexte motivant, vous assurez la valorisation de l'ensemble des produits et services de gestion du Groupe ABN AMRO et cherchez à cultiver les synergies avec le département de la clientèle privée. Enfin, vous contribuez à l'amélioration des risques en proposant les concours et garanties les mieux adaptés.

A 25/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une première expérience commerciale réussie acquise dans le secteur bancaire ou financier. Dynamique, rigoureux et doté d'excellentes qualités relationnelles, vous avez également une approche pertinente des techniques bancaires, comptables et financières. La connaissance du tissu économique local ainsi que la maîtrise de l'anglais sont des atouts nécessaires.

Hélène Schwebelin vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence ACE/M/03 en précisant la ville choisie à : Banque NSM, 3 avenue Hoche, 75410 Paris Cedex 08. [www.banque-nsm.fr](http://www.banque-nsm.fr)

*Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet*  
membre du groupe ABN AMRO

PARIS  
LELLE  
STRASBOURG  
MULHOUSE  
TUN  
FOURMAY  
MIRBEAUX  
NANTES  
RENNES

Avec près de 13 millions de visiteurs par an, Disneyland® Paris est devenu la référence européenne du spectacle et des loisirs. Nous étoifons notre service financier.

### BUSINESS ANALYST\* H/F

Rattaché au Directeur du Contrôle de gestion, vous prenez en charge les analyses ad hoc concernant les activités et les projets d'Euro Disney, ainsi que leur présentation à la Direction Générale. D'un esprit rigoureux et curieux, vous êtes amené à intervenir dans des domaines très variés. De formation MBA, HEC, ESSEC, ESCP, vous avez acquis une première expérience dans le domaine du conseil. Réf. BA/LM.

### CONTROLEURS DE GESTION H/F

Rattaché à la Direction Financière, vous avez pour mission, auprès des responsables opérationnels, d'identifier toute opportunité d'optimiser les revenus, de réduire les coûts et d'améliorer les performances des différentes activités de Disneyland® Paris. Vous analysez les résultats opérationnels. Vous déterminez, en étroite collaboration avec les responsables opérationnels, les sources d'amélioration, vous évaluez l'impact financier des opportunités identifiées et assurez le suivi des projets mis en place. De formation École Supérieure de Commerce, vous avez acquis une première expérience dans ce domaine. Votre esprit d'analyse et votre sens de la communication seront déterminants. Réf. CG/LM. Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

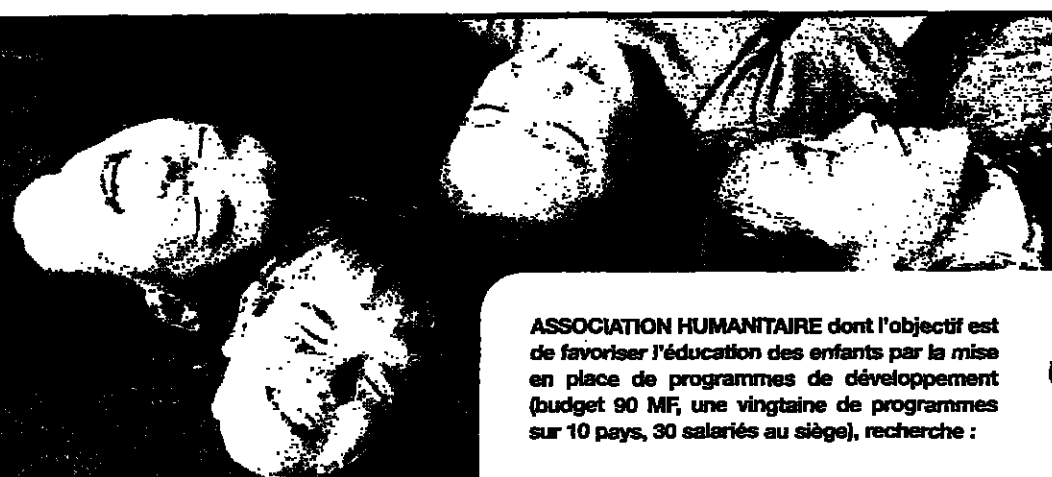
Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV), sous la référence du poste choisi, à Disneyland Paris, Service Recrutement, BP 110, 77777 Marne-la-Vallée Cedex 4

ou par e-mail : [FINANCE\\_EDL\\_RECRUTEMENT@DLR.DISNEY.COM](mailto:FINANCE_EDL_RECRUTEMENT@DLR.DISNEY.COM)

\* Analyse financière

Disney Europe comme vous ne l'avez jamais rencontrée.

**Disneyland**  
PARIS



ASSOCIATION HUMANTAIRE dont l'objectif est de favoriser l'éducation des enfants par la mise en place de programmes de développement (budget 90 MF, une vingtaine de programmes sur 10 pays, 30 salariés au siège), recherche :

### Responsable Administratif et Financier H/F

Vous avez la responsabilité du service administratif et financier du siège : organisation et suivi de la comptabilité, déclarations fiscales et sociales, élaboration du budget et de la politique de placement, mise en place de procédures de contrôle... Membre d'un Directoire opérationnel ayant en charge le management de l'association, vous participez activement à la mise en place d'une politique ressources humaines et gérez l'administration du personnel (siège et expatriés). Vous managez en direct 8 personnes et coordonnez également le fonctionnement des services administratifs et financiers des programmes.

Âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure en gestion (DECS, maîtrise de gestion...), vous avez une solide expérience dans un poste similaire. La maîtrise de l'anglais et une bonne pratique de l'informatique sont nécessaires. Une expérience en gestion d'association ainsi que dans les PVD serait un plus apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétention), sous la référence RAF/LM0399, à notre conseil : EUROPACT 4, rue Mademoiselle - 78000 Versailles.

**Europact**

POSTE BASÉ À PARIS

### Chargé de gestion Actif - Passif

NIORT

Nous sommes la société de crédit des principales mutuelles d'assurances françaises et nous connaissons une forte croissance. Pour accompagner notre développement, nous créons le poste de

#### Chargé de Gestion Actif - Passif

A 28/30 ans environ, diplômé d'actuariat ou de formation scientifique supérieure (statistiques...), vous justifiez d'une première expérience, idéalement acquise dans une société financière.

Vous développerez des outils informatiques de simulation et vous participerez aux opérations de refinancement et d'adossement du portefeuille. A travers l'élaboration d'outils statistiques appropriés, vous prendrez une part active aux études tarifaires et vous assurerez le suivi de l'évolution du portefeuille et des résultats.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète avec prétentions à notre conseil CAPFOR, 6 rue François-Viète, BP 118, 79005 Niort Cedex.

**CAPFOR**

COULAIN - BRETAGNE - FRANCE COAT - NE-DE FRANCE - L'ANJOU - POUILLEY - NORD-PYRENEES - NORMANDE - PARIS DE LA LOIRE - PORTO-CLEMENTIS - PROVENCE ALPES-COTE D'AZUR - RHODE-ALPES

Consultez nos offres d'emplois sur <http://www.capfor.com>

### Chargé d'études scores senior

**Nous ne sommes pas là pour vous parler de la BNP d'aujourd'hui mais de celle de demain.**

Nouvelles technologies, mise en place de l'Euro, diversification des produits et mondialisation des marchés... Des mutations profondes font de la banque un monde qui doit chaque jour évoluer.

La BNP a déjà anticipé le plupart des évolutions technologiques et des nouvelles attentes de ses clients par une politique déterminée d'innovation.

La mise en place de Systèmes d'Aide à la Décision, notamment sur le marché des particuliers et des professionnels est un axe de développement privilégié à la BNP. C'est dans ce contexte que nous souhaitons intégrer au sein de notre Département Etudes Marketing, un Chargé d'Etudes Senior, spécialiste du scoring.

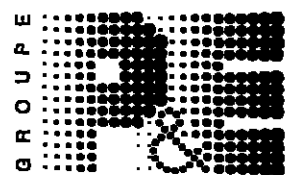
Autonome, vous prenez en charge toutes les étapes du développement et du suivi de scores sur les segments de clientèle particuliers et professionnels. Vous contrôlez les données sources constituées par l'informatique, supervisez notre prestataire externe chargé de leur mise en forme et éditez les états, grâce à un logiciel spécialisé.

Votre savoir-faire vous permettra de produire des recommandations d'ajustement et d'optimisation et de les communiquer aux différentes directions concernées. Il s'agit d'un poste évolutif en matière de suivi et d'analyse de données.

A 28/32 ans, vous êtes de formation supérieure en statistiques appliquées (GREQM Ecole ou Université) ou 2 à 3 ans d'expérience dans un poste équivalent au sein d'un Institut d'Etudes d'une Banque. Vous avez une expérience d'expertise dans la construction et le suivi de scores, plus particulièrement dans le scoring de risque crédit. Doté d'excellentes qualités relationnelles, vous avez de très bonnes connaissances en matière informatique. La maîtrise de SAS micro est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant la réf. G28 à BNP-DRH RECRUTEMENT, 30 rue Tolpout, Square d'Orléans, 75432 PARIS Cedex 09.

Vous pouvez également envoyer votre CV en ligne [www.bnp.fr/banque/recrutement](http://www.bnp.fr/banque/recrutement).



Cabinet d'Expertise Comptable - centre de Paris recherche

### JEUNE DIPLÔMÉ (H/F)

Votre mission consiste principalement à assurer la tenue comptable et à établir les déclarations sociales et fiscales. Vous veillez également à instaurer des relations privilégiées avec vos clients.

A 25 ans environ, de formation Bac + 2 (type BTS comptable ou équivalent), vous possédez une expérience de 2 ans minimum au sein d'un cabinet.

Passionné par l'informatique, vous maîtrisez les logiciels comptables et bureautiques, ainsi que les environnements réseaux.

Merci de nous faire parvenir votre candidature (lettre de motivation, CV et photo), sous la référence JD/M, à : Groupe Placek & Epelbaum 109/111 bd Sébastopol - 75002 PARIS. E-mail : [fepebaum@CSL.com](mailto:fepebaum@CSL.com)

**BNP**

PARLONS D'AVENIR